

UN ASPECT DE LA LUTTE DE VALENTINIEŒ I^{er}
CONTRE LE SÉNAT

LA CRÉATION DU « DEFENSOR PLEBIS »

A l'égal des autres institutions romaines, celle du *defensor plebis* — ou *defensor civitatis* — a fait l'objet de plusieurs études dont les résultats essentiels se sont imposés au monde savant¹. Toutefois, soucieux de retracer dans son ensemble l'histoire du défenseur de la plèbe, leurs auteurs ne se sont pas attachés autant qu'il eût été désirable à certains moments particulièrement importants de son évolution. Il en est ainsi, notamment, qu'ils n'ont traité qu'en passant : sa création par Valentinien I^{er}.

Pourtant, cet événement aurait dû retenir l'attention toute spéciale des historiens. En effet, tandis qu'il faut bien nous résigner à faire remonter l'origine de l'immense majorité des charges du Bas-Empire à un moment non défini des règnes de Dioclétien ou de Constantin, nous avons la bonne fortune de connaître la date à laquelle cette fonction fut instituée ; bien plus, nous possédons une de ses chartes de fondation². Félicitons-nous-en doublement : cette heureuse circonstance nous permet de jeter un jour plus précis sur un des aspects essentiels de la politique de Valentinien, en même temps qu'elle nous aide à comprendre la signification réelle que devait avoir dans la bureaucratie impériale ce personnage nouveau.

Il semble avoir été pourvu d'attributions assez variées. Dans une instruction que le Code nous a conservée³, Valentinien charge un *defensor* de dresser procès-verbal des plaintes que les petites gens (« te-

1. Les études les plus circonstanciées sont, en français, celle de E. Chénon, *Étude historique sur le « civitatis defensor »* (Nouv. Rev. hist. de droit français et étranger, t. XIII, 1889, p. 321-333 et 515-561) ; en allemand, celle d'O. Seeck (art. *Defensor civitatis*, Pauly-Wissowa, R E, VII, col. 2365-2371).

2. C. Th. I 29, 1.

3. C. Th. I 29, 2.

nuires ») lui présentent, de juger lui-même certaines causes mineures et de déférer les autres au juge ordinaire. Bref, le défenseur apparaît dans cet acte comme un juge à compétence très réduite et comme l'avocat des pauvres gens. Fonctions bien modestes, à la vérité ! A juger un esclave fugitif¹, le défenseur ne risquait-il pas d'être détourné de la tâche bien plus importante que Valentinien lui destinait ?

Les papyrus fournissent la solution de ce petit problème en faisant connaître l'existence, dans les villes d'Égypte, et cela dès le règne de Constantin, d'un fonctionnaire appelé tantôt *ἐκδίκος*, tantôt *σύνδικος*, et dont la compétence s'étendait précisément aux matières visées par l'Instruction de Valentinien². Il n'est pas douteux qu'il y faille voir l'ancêtre du défenseur de Valentinien. M. Stein croit même pouvoir conclure qu'un fonctionnaire analogue existait dans chaque ville de l'Empire avant 364.

Valentinien n'aurait donc pas, à proprement parler, institué cette charge. Mais il y a apporté des modifications si fondamentales qu'il n'est pas exagéré de voir en lui non seulement le réformateur, mais le véritable créateur du défenseur³.

Soumis aux mêmes interdictions que les fonctionnaires ordinaires⁴, les défenseurs allaient désormais s'en distinguer par l'ampleur de la tâche que leur confia Valentinien. En effet, ils ajoutèrent à leurs prérogatives antérieures une série de fonctions nouvelles, que l'empereur résuma dans cette expression : « Protéger les petites gens contre les injustices des puissants⁵. »

Qui étaient ces « *potentes* » ? Sous les souverains suivants, les défenseurs furent amenés à combattre essentiellement les abus des fonctionnaires, et c'est l'aspect de leur charge qui a le plus vivement frappé les historiens récents⁶. Mais, à ce moment, leur caractère n'était plus le même⁷. Aussi bien le terme de « *potentes* » s'applique-t-il mal aux fonctionnaires. Aucun doute que, dans l'esprit de Valentinien, il n'ait dési-

1. *C. Th.* I 29, 2.

2. Cf. J. Partsch, *Sitzungsberichte d. Heidelberger Akad. d. Wissenschaften, ph.-hist. Kl.*, 1916, 10. Abh., p. 45 sqq., et E. Stein, *Gesch. d. spätöm. Reiches*, I, p. 278.

3. Il est significatif que le *defensor* ne figure qu'une seule fois dans les actes législatifs avant l'avènement de Valentinien (*C. Just.* VI 1, 5), et ses attributions s'y recouvrent si exactement avec celles du *curator* qu'on peut se demander s'il n'y a pas eu dans ce cas confusion des deux fonctions (cf. Partsch, *loc. cit.*, p. 409).

4. *C. Th.* VIII 15, 4.

5. *C. Th.* I 29, 1 : « ... *plebs... contra potentium defendatur injurias.* »

6. Cf., par exemple, O. Seeck, *loc. cit.*, et E. Chénon, *loc. cit.*

7. Cf. plus bas, p. 233.

gné l'aristocratie sénatoriale, qui se confondait, d'ailleurs, en partie avec le haut personnel administratif, mais dont l'intérêt de classe était bien loin de s'identifier avec celui de l'État. L'intention de l'empereur ressort avec netteté des termes dans lesquels la tâche des défenseurs est définie : « ... *plebs omnis Illyrici officiis patronorum contra potentium defendatur injurias.* » On remarquera dans cette phrase le contraste voulu entre les expressions de *plebs* et de *potentes*, qui oppose bien plutôt les riches et les pauvres que les fonctionnaires à leurs administrés¹. On y notera surtout l'emploi du terme de *patronus*², qui est certainement emprunté aux contrats de *patrocinium*, par lesquels l'aristocratie terrienne cherchait à se constituer une clientèle dans les classes pauvres, et qui commençaient précisément à se multiplier vers ce moment. En 360, Constance les avait interdits en Égypte³. En 368, Valens dut étendre l'interdiction à tout l'Empire d'Orient⁴. Entre ces deux séries de faits, le synchronisme est trop frappant pour être fortuit. Valentinien a créé les défenseurs pour s'opposer aux usurpations des grands propriétaires fonciers et, à cette fin, il a repris, pour le compte de l'État, le terme et l'essence du patronat, devenu de la sorte une institution officielle destinée à concurrencer le patronat privé⁵.

La création du défenseur apparaît donc comme un épisode de la lutte que Valentinien engagea contre le Sénat romain et dont on connaît, grâce au récit qu'en a laissé Ammien Marcellin⁶, les péripéties les plus dramatiques : les persécutions qui, sous les auspices du vicaire Maximin, furent entreprises à Rome contre les grandes familles de la ville⁷. C'est donc une offensive sur deux fronts que Valentinien déclancha

1. C'est à cause de l'insistance avec laquelle les actes de Valentinien répètent le terme de *plebs* en association avec celui de *defensor* (cf. aussi *C. Th.* I 29, 3 : « *Cum multa pro plebe... nisi defensores idoneos dederimus* », et I 29, 4) qu'on a admis qu'il avait substitué le terme de *defensor plebis* à celui de *defensor civitatis*, qui était employé auparavant et qui ne tarda guère à revenir en usage, puisque le titre sous lequel ces actes sont rangés dans le *C. Th.* est appelé « *De defensoribus civitatum* ».

2. On retrouve ce même terme pour définir la fonction des *defensores* dans un autre acte encore (*C. Th.* I 29, 4) : « *Qui ex schola... paruerint, inter ceteros honoratos jussione nostra diversarum urbium plebibus constituentur patroni.* »

3. *C. Th.* XI 24, 1.

4. *C. Th.* XI 24, 2. Cf. M. Gelzer, *Studien zur byzantinischen Verwaltung Ägyptens*, p. 63 sqq.

5. Cet aspect de la fonction a été justement mis en lumière par J. Flach, *Origines de l'ancienne France*, I, p. 70 sqq., suivi par A. Piganiol, *L'impôt de capitation*, p. 50, n. 1.

6. *Amm.* XXVIII 1, *passim*.

7. L'exposé le plus récent de ces événements est dû à la plume de M. C. H. Coster (*The Judicium Quinquievirale*. Cambridge, Massachusetts, 1935, p. 10 sqq.), dont on se gardera d'accepter toujours les conclusions, parfois aventureuses.

contre les sénateurs. Pendant qu'à Rome on les menaçait dans leur existence, en province on s'en prenait à leurs biens.

L'importance que Valentinien attachait aux défenseurs, l'espoir qu'il fondait sur leur activité ressortent aussi des changements qui furent apportés à leur recrutement. Il fallait à ce poste des hommes à la fois assez puissants pour tenir tête aux clarissimes et assez indépendants pour résister à la tentation de faire cause commune avec eux. C'est pourquoi l'empereur ne crut pouvoir confier qu'aux préfets du prétoire en personne le soin de les nommer. C'est pourquoi, surtout, il interdit l'accès de cette charge aux décurions ou aux *officiales*, trop petits personnages pour accomplir avec efficacité la tâche qu'on attendait des défenseurs. Il fit désigner, en revanche, d'anciens gouverneurs, des avocats, des *palatini*, surtout des *agentes in rebus*¹. Formés au palais impérial, soustraits à l'influence du Sénat, ces derniers devaient, mieux que quiconque, incarner dans les cités la cause du gouvernement contre tous les intérêts de caste.

Notre interprétation des faits soulève pourtant une difficulté chronologique qui, à première vue, paraît insurmontable. — La création du *defensor plebis* est attribuée par tous les savants aux années 364-365². Or, nous avons des indices irréfutables qu'au début de son règne l'empereur, bien loin de songer à combattre le Sénat, était animé des sentiments les plus bienveillants à son égard. La conception traditionnelle d'un Valentinien adversaire irréductible du Sénat n'est vraie que pour la période postérieure à 368. Elle est certainement erronée pour les premières années du règne.

Il ne saurait être question d'insister longuement ici sur cette constatation qui ne paraît pas s'être imposée aux savants et qui ressort pourtant avec force d'une série de considérations, dont nous devons nous borner à mentionner les plus significatives.

Il n'est guère de domaines où ne se manifeste la déférence de Valentinien pour le Sénat.

Ce furent des satisfactions individuelles données aux grandes familles

1. *C. Th.* I 29, 1 ; 3 ; 4. — Les deux premières lois laissent les préfets libres de choisir à leur gré parmi les quatre catégories énumérées ci-dessus. *C. Th.* I 29, 4, ne mentionne plus que les *agentes in rebus*, ce qui laisse à supposer que Valentinien préférait guider vers eux le choix des préfets.

2. Cf., par exemple, Lécivain, *Le Sénat romain depuis Dioclétien*, p. 103 ; Seeck, *loc. cit.*, col. 2366 ; Stein, *loc. cit.*, p. 278, etc. — Seul, M. W. Heering (*Kaiser Valentinian I. Magdeburg*, 1927, p. 60, n. 17) adopte la date du 7 avril 368, mais sans consacrer à la question un examen même superficiel.

romaines, dont les membres les plus illustres parvinrent, en 364 et 365, aux postes de commande de l'État, cependant que la jeune génération se voyait ouvrir libéralement l'accès à la carrière administrative¹.

Satisfactions religieuses aussi. C'est pour complaire à Vettius Agorius Praetextatus, porte-parole du puissant parti païen du Sénat, que Valentinien renonça à appliquer l'édit interdisant de célébrer des cérémonies nocturnes en l'honneur des divinités².

Enfin, et cela est particulièrement significatif, Valentinien fit preuve de la même bonne volonté dans le domaine où, précisément, la création du défenseur de la plèbe devait heurter les intérêts du Sénat : la question des terres. L'un des premiers actes de son règne fut pour confirmer et étendre les prérogatives des *defensores senatus*, créés par Constance au profit du Sénat de Constantinople et chargés de défendre les intérêts de la classe sénatoriale en face du fisc³. Et au cours des mois suivants vont se succéder les lois par lesquelles l'empereur accordait des avantages substantiels aux clarissimes, en leur double qualité de propriétaires de grands domaines et de détenteurs de terres impériales : d'une part, l'État soutient leur cause en face de leurs colons⁴ ou de leurs fermiers⁵ ; d'autre part, il se dessaisit en leur faveur d'une partie de ses droits éminents sur ses domaines⁶.

Certes, ces mesures se justifiaient par des considérations économiques et fiscales autant que par le désir de complaire au Sénat⁷. Mais là n'est pas la question. Ce qu'il importe de noter, c'est qu'en 364 et 365 Valentinien trouvait son profit à soutenir dans tous les domaines les revendications des clarissimes. La création du défenseur de la plèbe, à cette date, serait donc en contradiction absolue avec toutes ses autres mesures.

Par contre, l'attitude de Valentinien à l'égard du Sénat change du tout au tout vers 368-369⁸. A ce moment, la création du défenseur

1. Pour plus de détails, cf. J.-R. Palanque, *Saint Ambroise et l'Empire romain*, p. 12 sqq.

2. Zos. IV 3, 2-3. Cf. J. Geffcken, *Der Unterg. d. griech. röm. Heidentums*, p. 142.

3. *C. Th.* I 28, 2.

4. *C. Th.* V 13, 1. — L'acte émane, il est vrai, de l'empereur Valens.

5. *C. Just.* VII 39, 2.

6. *C. Th.* V 15, 15 ; *C. Just.* XI 62, 4 ; XI 66, 2 ; *C. Th.* V 13, 4.

7. Le dépeuplement grandissant des campagnes, l'avantage que trouvait le fisc à prélever des tributs sur un petit nombre de grands propriétaires expliquent, entre autres raisons, cette politique déconcertante à première vue.

8. On ne connaît pas avec précision les raisons de ce revirement, qui semble dû surtout à l'emprise croissante qu'exerça sur l'empereur son entourage militaire et pannonicien. — Pour la date de 368-369, on notera que les procès romains commencèrent vraisemblablement en 369, puisque Ammien (XXVIII 1, 8) place leur début sous la préfecture urbaine d'Olybrius

n'apparaîtrait plus comme une anomalie, mais s'intégrerait logiquement dans l'ensemble de sa nouvelle politique antisénatoriale.

Or, un examen attentif des actes consacrés au *defensor plebis* révèle que c'est bien en 368 seulement que Valentinien accomplit sa réforme.

Ces actes sont au nombre de cinq¹. Trois d'entre eux sont des instructions détaillées sur le mode de désignation et les attributions des défenseurs. A les lire, on se convainc aisément qu'ils traitent d'une charge récemment créée ou entièrement remaniée. Le premier décret, en particulier, semble bien être l'acte par lequel fut institué ce nouveau type de défenseur. Or, tous trois sont adressés au préfet du prétoire Probus, qui n'entra en fonctions qu'en 367. De plus, l'acte I 29, 4, est correctement daté du deuxième consulat des deux empereurs, c'est-à-dire de 368. Dans l'acte I 29, 3, l'itération du consulat est omise, erreur trop habituelle dans le Code pour qu'il faille s'arrêter sur ce point. Quant à l'acte I 29, 1, il porte l'indication du consulat de 364, ce qui ne peut se concilier avec la préfecture de Probus. O. Seeck l'attribue aussi, et avec vraisemblance, à l'année 368².

Nous serions donc en droit d'affirmer que Valentinien institua le défenseur de la plèbe le 27 avril 368, si les deux autres actes conservés dans le Code ne soulevaient des difficultés bien plus sérieuses³. Il s'agit, en réalité, de deux fragments d'un même texte, qui n'est autre qu'une instruction adressée par Valentinien à un défenseur. A ce moment, l'empereur avait donc accompli sa réforme⁴.

Or, cet acte est daté du 27 juin d'une année à consulat impérial. S'agit-il de 365 ou de 368⁵?

A priori, la date du 27 juin 368 semble fort plausible. Si les défenseurs furent créés le 27 avril 368, il est tout naturel que, deux mois plus tard, l'empereur ait adressé ses recommandations aux nouveaux fonctionnaires. Les partisans de la date de 365 feront remarquer que

(qui occupa ce poste en 369 et 370) et que, d'autre part, le Code a conservé une série d'actes qui se rapportent manifestement à ces événements et dont les premiers datent de mars 369 (*C. Th.* IX 42, 7; X 9, 1; XI 39, 6, etc.). La volte-face de l'empereur a donc dû s'effectuer dès l'année 368.

1. *C. Th.* I 29, 1-4; VIII 15, 4. — I 29, 5, émane de Valens et concerne le *defensor locorum* (cf. plus bas, p. 234).

2. Pour de plus amples détails, cf. O. Seeck, *Regesten der Kaiser und Päpste*, p. 91-92.

3. *C. Th.* I 29, 2 = *C. Just.* I 55, 1; *C. Th.* VIII 15, 4.

4. On pourrait, à la rigueur, admettre que cette instruction ait été adressée au défenseur constantinien. Mais il est bien plus logique d'y voir précisément un des fonctionnaires nouvellement créés, à qui il fallait expliquer par le menu leurs obligations.

5. On pourrait songer aussi aux années 370 et 373, mais nous verrons plus loin qu'il n'y a pas lieu de retenir ces dates.

l'acte du 27 avril 368 ne concerne que le diocèse d'Illyrie¹ et que la fonction de défenseur pouvait fort bien exister dès 364 ou 365 dans d'autres parties de l'Empire. Mais l'argument ne paraît pas convaincant. L'acte du 28 avril 368 ne se réfère à aucune mesure antérieure, comme il serait naturel si la fonction avait été créée auparavant en d'autres régions et qu'on se fût borné à l'étendre à l'Illyrie. De plus, est-il croyable que l'empereur ait attendu trois ou quatre ans pour en faire bénéficier son pays natal, auquel il vouait une sollicitude toute particulière²? On concevrait bien plutôt qu'il ait commencé par l'instituer en Illyrie, pour l'étendre par la suite au reste de l'Empire. Il est également possible que la mesure ait été prise simultanément pour tout l'Occident, sinon pour l'Orient, et que le hasard se soit chargé de nous conserver seulement l'exemplaire destiné au diocèse d'Illyrie.

Peut-être le lieu d'émission de l'acte fournira-t-il la solution de ce problème. Le fragment *C. Th.* VIII 15, 4, est muet à cet égard. *C. Th.* I 29, 2, n'a conservé que le début du nom « *Tyr...* ». Mais la version du même acte dans le Code Justinien³ l'a transmis en toutes lettres : c'est de Tyricum (« *Tyrici* ») que Valentinien aurait expédié cette instruction. L'endroit est inconnu et le nom en a été très certainement déformé par le copiste. — De toute façon, l'indication ne convient exactement ni pour l'année 365, où la présence de l'empereur est attestée à Milan les 21 et 28 juin, donc au lendemain même du jour marqué sur notre acte, ni pour l'année 368, où Valentinien résidait à Trèves le 17 juin et peut-être encore le 13 juillet⁴. — Deux explications se présentent à l'esprit. Ou bien on verra en Tyricum une déformation de *Treviri* (Trèves), solution qui serait de beaucoup la plus satisfaisante, mais qui se heurte au fait que les compilateurs du Code ont parfois substitué l'indication *Trev.* à une autre qui leur était moins familière, tandis qu'ils ne paraissent jamais avoir commis l'erreur opposée⁵. Ou bien on se ralliera à la thèse de Seeck et l'on cherchera, dans le voisinage de Milan ou de Trèves, des localités dont le nom ait pu

1. *C. Th.* I 29, 1 : « *Admodum utiliter edimus, [ut] plebs omnis Illyrici officiis patronorum contra potentium defendatur injurias.* »

2. Cf. Ammien XXX 5, 7. — La prédilection de Valentinien pour son pays se voit aussi au nombre considérable de Pannoniens qui occupèrent sous son règne des charges importantes. On en trouvera une liste assez complète dans C. Patsch, *Die quadiisch-jagyzische Kriegsgemeinschaft im Jahre 374/75*, *Akad. d. Wissenschaften in Wien, phil. hist. Kl., Sitzungsber.*, t. CCIX 5, 1929, p. 33 sqq.

3. *C. Just.* I 55, 2.

4. Cf. Seeck, *Regesten*, p. 224 et 232-234.

5. Seeck, *Regesten*, p. 109.

être déformé en *Tyricum*. Seeck suggère *Ticinum* (Pavie), près de Milan. Le fait en soi est possible, si l'on veut bien admettre que l'empereur se soit borné à y faire une apparition fugitive, puisque le lendemain même il était de nouveau à Milan. Il y a plus curieux : à parcourir les *Regestes* de Seeck, on se convainc qu'entre le 23 octobre 364 et le 3 septembre 365 Valentinien n'a pas quitté Milan, sauf pourtant pour faire trois séjours, très brefs chacun, en des endroits dont le nom pouvait chaque fois être confondu avec celui de Trèves : deux fois les copistes ont transcrit *Trev(eris)*, la troisième fois *Tyr(ici)*¹. On avouera que la coïncidence est étrange et que ces déplacements sont tout au plus hypothétiques. En tout cas, notre *Tyricum* mystérieux a autant de chances de se trouver dans le voisinage de Trèves que de Milan ; davantage même, puisque, pour l'année 368, nous ignorons les déplacements de Valentinien au cours des semaines qui précèdent et suivent immédiatement le 27 juin, ce qui laisse un champ plus vaste aux investigations.

Pourquoi, alors, s'en tient-on communément à la date de 365 ? C'est que notre acte fait allusion à une loi « toute récente »² et par laquelle il était interdit aux fonctionnaires de faire aucune acquisition pendant la durée et dans le ressort de leur charge. Cet acte, Seeck croit le retrouver dans le Code à la date du 11 avril 364³. On remarquera pourtant qu'une mesure prise depuis plus d'un an ne mérite plus d'être qualifiée de « toute récente ». Il y a plus : la même interdiction est formulée, avec des termes plus énergiques, dans une autre loi qui date du 3 août d'une année à consulat impérial, et le nom du destinataire, Probus, exclut l'année 365⁴. A première vue, cela ne nous avance guère : comment un acte du 27 juin 368 pourrait-il faire allusion à un autre qui lui est postérieur d'un grand mois ? Mais qu'on y regarde de plus près ! Le décret du 3 août est daté de Sirmium, c'est-à-dire de la résidence de Probus, préfet du prétoire d'Illyrie. En d'autres termes, le Code nous a conservé la date du jour auquel Probus a transmis à ses subordonnés une ampliation de l'acte que la chancellerie impériale lui avait adressé quelque temps auparavant, sans doute dans le courant de mai ou de juin 368. C'est dire qu'il précède de quelques semaines, voire de

1. *C. Th.* VII 4, 11 ; XI 1, 9 ; *C. Just.* I 55, 1. — Seeck corrige *Trev.* en *Tres Tabernae*, petit endroit près de Milan, mais ce n'est là qu'une hypothèse mal assurée.

2. « ... *proxime constitutum*... »

3. *C. Th.* VIII 15, 3.

4. *C. Th.* VIII 15, 5.

quelques jours, l'instruction envoyée au défenseur Sénèque, et le terme de « *proxime constitutum* » prend ainsi toute sa signification.

C'est donc bien de l'année 368 que datent les actes concernant les défenseurs¹. C'est à cette date seulement que Valentinien accomplit sa réforme.

Valens s'y associa-t-il immédiatement, ou bien le défenseur resta-t-il d'abord une institution occidentale? Son existence n'est attestée dans l'Empire d'Orient qu'à la date de 387², mais il est probable qu'il y fut introduit dès le début. — Sa création, on l'a vu, s'explique par le désir de contre-balancer l'influence croissante des grands propriétaires. Or, ce désir existait chez Valens aussi bien que chez son frère, puisque, le 12 novembre 368, la conclusion de contrats de patronat était interdite pour tout l'Empire d'Orient³. La gravité des peines prévues pour les contrevenants — peine de mort pour le paysan, amende énorme pour le patron — prouve assez l'importance que Valens attachait à ce problème.

Mais si la mesure devait être efficace, si l'on voulait sérieusement empêcher les petits cultivateurs de se placer sous le patronat des grands seigneurs, il fallait que l'État leur procurât les avantages qu'ils attendaient de leur patron : une protection effective contre les multiples périls qui les guettaient de toutes parts, exigences démesurées des percepteurs, abus de pouvoir des fonctionnaires, rapines des militaires, convoitises des propriétaires voisins. Le défenseur de la plèbe répondait précisément à ces besoins. Et, si sa création impliquait chez Valentinien la volonté de lutter contre l'extension des grandes propriétés, on peut dire qu'en retour cette mesure de Valens sous-entendait l'extension du défenseur à l'Empire d'Orient.

Si l'on ajoute que la loi de Valens suit à quelques mois d'intervalle seulement la création du défenseur, on ne doutera plus que les deux mesures aient été unies par un lien intime et qu'elles aient été appliquées l'une et l'autre à l'Empire entier. A la fin de 368, les deux sou-

1. On remarquera qu'avec notre système les lois *C. Th.* I 29, 1-4, se suivent dans un ordre correct, tandis qu'avec la conception de Seeck I 29, 2, précédait I 29, 1. On peut aussi invoquer en faveur de notre chronologie les termes par lesquels débute *C. Th.* I 29, 3 (3 novembre 368) : « *Cum multa pro plebe a nobis studiose statuta sint, nihil providisse nos credidimus, nisi defensores idoneos dederimus.* » La création des *defensores* est présentée ici comme le couronnement tout récent d'une série de mesures prises en faveur du peuple : elle date donc de 368 seulement et ne saurait être plus ancienne.

2. *C. Th.* I 29, 6.

3. *C. Th.* XI 24, 2. — La date n'est pas absolument assurée, mais a de fortes chances d'être exacte (cf. Seeck, *Regesten*, p. 36).

verains étaient donc engagés dans une lutte acharnée contre la féodalité terrienne.

Les actes législatifs des vingt années suivantes ne contiennent plus aucune mention du défenseur de la plèbe¹ et, lorsqu'on le retrouve, en 387², il n'a plus rien de commun avec le fonctionnaire de Valentinien. Désigné par le commun assentiment des habitants de la ville qu'il sera chargé de défendre, et non plus par le libre choix du préfet du prétoire, émanation du pouvoir impérial, il y perd à la fois une bonne part de son prestige et son étroite inféodation à la cause du gouvernement³. Au surplus, la charge est devenue une source de profits, puisque les candidats s'en disputent la possession, et il n'est pas malaisé d'imaginer que ce sont les « protégés » qui font les frais de l'affaire.

Sur le moment auquel se produisit cette transformation, sur les conditions dans lesquelles elle s'opéra, aucune indication. Le cas n'est pourtant pas absolument désespéré. On vient de voir que les empereurs créèrent le défenseur pour s'en servir comme d'un instrument dans leur lutte contre l'aristocratie foncière. C'est dire qu'avec la fin de cette lutte il devait perdre sinon toute sa raison d'être, du moins son caractère antisénatorial. Le problème consiste donc à chercher à quel moment l'État dut se résigner à pactiser avec les grands propriétaires. Et sur ce point les actes législatifs fournissent des renseignements curieux et très significatifs.

Point n'est besoin d'aller les chercher bien loin. Le revirement se produisit du vivant même de Valentinien et de Valens, et l'on en trouve le premier indice dans une loi de ce dernier en date du 10 avril 370⁴. L'acte prévoit la création d'un patron chargé de prendre la défense de l'« innocente et paisible classe rurale⁵ » contre les hommes de loi malhonnêtes qui exploitent son inexpérience. Dans la version du Code Justinien⁶, ce personnage est appelé *defensor locorum*, titre qui est attesté,

1. Nous reviendrons dans un instant sur le cas particulier du *defensor locorum* (C. Th. I 29, 5), attesté en 370.

2. C. Th. I 29, 6. — E. Chénon a souligné avec raison les changements que cet acte révèle tant dans le mode de désignation que dans les attributions du défenseur de la plèbe (loc. cit., p. 332 sqq.). Mais il fait erreur lorsqu'il soutient que ces changements ont été occasionnés précisément par cet acte. En fait, il s'agit là d'un simple rescrit qui se borne à enregistrer une situation déjà existante, et c'est avant 387 qu'il faut placer les modifications survenues dans la charge des défenseurs.

3. Cf. O. Seeck, *Geschichte des Untergangs der antiken Welt*, II, p. 175.

4. C. Th. I 29, 5.

5. « ... innocens et quieta rusticitas... »

6. C. Just. I 55, 3.

en tout cas, pour l'année 420¹, mais qui ne figurait sans doute pas dans l'acte original.

C'est bien, cependant, d'une espèce de défenseur qu'il s'agissait. Quoique le défenseur de la plèbe ait eu dans son ressort tout le territoire d'une cité, les districts ruraux aussi bien que le chef-lieu, sa tutèle devait profiter essentiellement à la plèbe urbaine. Ne serait-ce pas pour faire bénéficier du même avantage les classes paysannes que Valens aurait créé ce nouveau fonctionnaire? Et ne serions-nous pas en droit de conclure que l'institution avait donné toute satisfaction?

— La réalité paraît assez différente. La tâche que Valens propose au défenseur rural est infiniment plus humble que celle qui était assignée au défenseur de la plèbe. Sa fonction consistera à prendre en main la cause des paysans dans leurs démêlés avec la justice, à les protéger contre les hommes de lois, peut-être contre les juges. Mais il n'est plus question ici de combattre les *potentes*. Tout au contraire, c'est au Sénat de Constantinople que l'acte est adressé et c'est à des sénateurs que Valens destinait ce poste. Autant confier la bergerie à la garde du loup!

Les souverains avaient-ils si vite renoncé à la lutte? On hésiterait à dégager cette conclusion d'un acte unique, qui ne concerne, après tout, qu'un type particulier de défenseurs et dont le texte, par surcroît, ne nous a été transmis que sous une forme très mutilée. Mais il se trouve que la législation de l'année 371 vient confirmer l'impression d'une volte-face dans la politique du gouvernement. Valens autorisa les propriétaires à percevoir eux-mêmes sur l'étendue de leurs terres les tributs pour le compte du fisc, et il leur accorda à cet effet le droit de contrainte sur leurs colons². Valentinien, de son côté, prit une décision non moins grave. Après les demi-mesures qui n'eurent, sans doute, pas l'effet escompté, il interdit catégoriquement à tous colons et *inquilini* de quitter leurs terres, à tous propriétaires d'accueillir sur leurs domaines des paysans venus d'une terre voisine³.

1. C. Th. VII 16, 3.

2. C. Th. XI 1, 14 (1^{er} mai 371).

3. C. Just. XI 48, 8, et surtout XI 53, 1. — Ce dernier acte est du 13 juillet 371; l'autre n'est pas daté. Comme ils sont adressés tous deux à Probus et traitent du même sujet, Seeck y voyait deux fragments d'un même acte (*Regesten*, p. 131, 10), mais ce raisonnement ne nous paraît pas concluant. A égalité de fautes, Valentinien fixe en XI 53, 1, des peines bien plus dures qu'en XI 48, 8. C'est donc que ce dernier acte fut publié en premier lieu, qu'il s'avéra inefficace et que l'empereur le fit suivre d'un second, plus énergique. L'acte XI 48, 8, date donc d'avant le 13 juillet 371, sans doute de 370 ou début 371. La mesure n'est prise que pour l'Illyrie. On peut présumer qu'elle fut rapidement étendue aux autres régions de l'Empire, à moins qu'elle n'y existât déjà (Stein, *loc. cit.*, p. 278).

Immunité fiscale, fixation des paysans à la glèbe : ce sont là deux des aspects les plus caractéristiques du régime seigneurial. Et, sans doute, ces mesures impériales ne faisaient-elles que sanctionner un état de choses existant depuis assez longtemps¹. Mais que les empereurs se fussent résignés à le reconnaître en droit est un acte d'une gravité extrême. Il prouve, en tout cas, que l'offensive contre la grande propriété avait échoué, que le gouvernement reconnaissait sa défaite.

On se demandera, d'ailleurs, si la lutte fut menée avec la vigueur qui eût été nécessaire et si, dès le début, elle ne fut pas tempérée par des considérations d'ordre fiscal. Les concessions faites par l'État à la grande propriété ne s'expliquent réellement que si on les envisage sous cet angle. Le fisc trouvait profit à prélever ses tributs sur un petit nombre de grands propriétaires plutôt que de devoir les marchander à une foule de petits exploitants ou de décurions souvent insolvables. Le fisc avait intérêt surtout à fixer à la terre la population rurale, parce que cela facilitait les opérations de perception et que cela lui garantissait une certaine stabilité dans ses revenus². Les contrats de patronat, par contre, ne présentaient pour l'État que des dangers, sans lui procurer aucun avantage en retour. Et c'est pourquoi les empereurs s'obstinèrent, jusqu'en plein v^e siècle, à les soumettre à des sanctions dont l'aggravation progressive prouve suffisamment l'inefficacité.

Mais, quand bien même le gouvernement n'eût été gêné dans son action par ce point de vue particulier, il ne pouvait guère espérer sérieusement abattre la grande propriété. Entreprise trop tard, contre une institution en plein développement, l'attaque était vouée à l'insuccès. Par surcroît, les empereurs n'avaient pas les coudées franches. En 368, ils étaient engagés tous deux en des opérations militaires, Valentinien sur le Rhin contre les Alamans, Valens sur le Danube contre les Goths. L'impopularité de ces expéditions transparait dans les trois discours qu'en 368 et 369 le rhéteur Thémistius vint prononcer devant l'empereur Valens ; sous les traditionnelles fleurs de rhétorique, on y trouve, exprimé avec une franchise et une netteté insolites, un réquisitoire sévère contre ces entreprises inutiles et coûteuses³. Un langage aussi audacieux n'est compréhensible que si l'orateur se savait soutenu par le peuple, et surtout par le Sénat de Constantinople, dont Thémistius

1. Cf. Stein, *loc. cit.*, p. 278.

2. Ce point de vue est très justement mis en lumière par E. Stein, *loc. cit.*, p. 278.

3. Cf. surtout Thémistius, *Orat.* VIII 114 c-115 a. — Sur la chronologie des trois discours de Thémistius (*Orat.* VIII-X), cf. W. Stegemann, art. *Thémistius*, Pauly-Wissowa, *R. E.*, t. V A2, col. 1659.

se fait ici le porte-parole. Et, lorsqu'en été 369 Valens se résigna à conclure une paix peu glorieuse avec les Goths, il y fut poussé sans doute par des raisons multiples¹, mais parmi lesquelles il faut faire une place importante au mécontentement des clarissimes. On aimerait à savoir si l'humiliation de Valens ne fut pas plus complète encore et si le Sénat, en lui arrachant son adhésion à la paix, ne lui imposa pas aussi la renonciation à sa lutte contre la grande propriété. Simple hypothèse, mais qui expliquerait la rapidité de la volte-face que dénote la création du défenseur rural en 370. Toutefois, cette explication ne saurait valoir pour le revirement de Valentinien, que l'on voit poursuivre sa politique antisénatoriale au moment même où il renonçait à lutter contre l'extension de la grande propriété, et qui est resté jusqu'à la fin l'adversaire implacable de l'aristocratie romaine. Seules des considérations d'ordre fiscal ont donc pu motiver son changement d'attitude sur ce point.

On peut épiloguer sur les causes du recul impérial. On ne niera pas le fait même de ce recul, et c'est là ce qui importe pour notre sujet. Du moment que le gouvernement acceptait de composer avec la grande propriété, le défenseur de la plèbe, en qui s'incarnait la politique anti-sénatoriale des souverains, devait ou disparaître ou changer de caractère. C'est la seconde éventualité qui se produisit.

Sans doute, les empereurs n'eurent-ils pas à notifier officiellement aux défenseurs qu'ils avaient désormais à s'abstenir de tout acte inamical à l'égard des sénateurs ; ils adaptèrent leur attitude à celle des souverains. Mais ils perdirent ainsi leur caractère original d'agents de liaison entre le gouvernement et le petit peuple pour être ravalés au rôle de fonctionnaires ordinaires. L'innovation de Valentinien, qui devait profiter à la fois à la cause de l'État et à celle de la plèbe, avait entièrement dévié de son but. Elle n'avait abouti qu'à augmenter d'une unité la liste déjà longue de ces agents également nuisibles au peuple et au gouvernement, qui exploitaient les gens qu'ils auraient dû protéger et qui s'opposaient à l'État qu'ils auraient dû servir.

A. HOEPPFNER,

Agrégé d'Histoire.

1. On songera surtout à l'attitude menaçante de la Perse et à la médiocrité des succès militaires remportés sur les Goths.

LA PAPAUTÉ

ET

LE COMLOT LOMBARD DE 771

On sait combien difficiles furent au VIII^e siècle, jusqu'aux victoires de Charlemagne, les rapports de la papauté et des Lombards. On sait aussi quels prodiges d'énergie et de diplomatie les Souverains Pontifes durent déployer pour empêcher un Liutprand, un Astolf, un Didier de mettre la main sur Rome et d'asservir du même coup en leur personne le chef suprême de la chrétienté. Deux fois sous le roi Didier, parvenu cependant au trône de Pavie avec l'appui du Saint-Siège, à qui il s'était engagé à livrer fidèlement les territoires promis par les Carolingiens, la catastrophe fut tout près de se produire : en 768, à la faveur des désordres qui éclatèrent sur les bords du Tibre après la mort de Paul I^{er} ; en 771, où deux collaborateurs du pape Étienne III payèrent chèrement la confiance que la Curie avait mise un moment dans la parole du prince lombard.

Je voudrais revenir brièvement sur les incidents qui marquèrent la tentative de 771. Les textes qui nous la font connaître sont, en effet, si obscurs et si contradictoires qu'un rapide examen critique, même après les observations auxquelles ils ont donné lieu déjà, notamment de la part de Mgr Duchesne¹, ne sera peut-être pas tout à fait superflu.

* * *

Nous disposons essentiellement de deux récits : l'un, inséré au *Liber pontificalis*², qui, pour cette partie, est l'œuvre d'un contemporain

1. *Le Liber pontificalis*, texte, introduction et commentaire par l'abbé L. Duchesne, t. I (1886), p. 484, n. 58 (début).

2. *Ibid.*, p. 478-479, texte reproduit dans J. Haller, *Die Quellen zur Geschichte der Entstehung des Kirchenstaates* (Leipzig et Berlin, 1907, petit in-8°, de la « Quellensammlung zur deutschen Geschichte », publ. par Brandenburg et Seeliger), p. 37-39.

dont les tendances apologétiques sont évidentes ; l'autre, qui est inclus dans une lettre adressée par le Souverain Pontife lui-même, au lendemain du drame, à la reine Bertrade et à son fils Charlemagne¹. Parcourons donc l'un après l'autre ces deux documents pour tâcher d'en souligner les concordances et les divergences.

L'auteur du *Liber pontificalis* expose les faits à peu près comme suit : le roi Didier, qui ne pouvait pardonner au primicier Christophe et à son fils, le secondicier Serge, tous deux hauts fonctionnaires du Latran et conseillers intimes du pape, de pousser en toute occasion ce dernier à lui réclamer les territoires qu'au moment de son accession au trône il avait dû promettre d'évacuer, s'approche de Rome sous couleur d'y venir faire ses dévotions. A cette nouvelle, Christophe et Serge concentrent des troupes dans la ville, dont, sur leur ordre, les portes sont aussitôt verrouillées, quelques-unes même murées. Didier arrive avec une armée près de Saint-Pierre — qui, ne l'oublions pas, est alors en dehors de Rome, sur l'autre rive du Tibre — et envoie prier le pape, qui accepte, de le rejoindre dans l'église pour s'entretenir avec lui des problèmes que posent les revendications du Saint-Siège. Comme Étienne III, après l'entrevue, repasse le fleuve pour rentrer en ville, on apprend qu'un soulèvement s'y prépare de connivence avec un chambellan pontifical nommé Paul Afiarta, gagné par Didier à sa cause, et que Christophe et Serge sont directement menacés. Avisés à temps, ceux-ci lèvent des partisans et, pour se saisir des conjurés, se dirigent en armes sur le Latran, où ils se trouvent face à face avec le pape à l'intérieur même de la basilique. Une explication assez vive a lieu. Étienne III reproche à ses interlocuteurs d'avoir violé le sanctuaire en y entrant en armes ; mais ils réclament, semble-t-il, à leur tour, la reprise des pourparlers avec Didier, en vue de la livraison des territoires promis.

Étienne III s'exécute et rencontre de nouveau le roi lombard le lendemain à Saint-Pierre ; mais Didier, éludant la question principale, ne parle que du moyen d'en finir avec Christophe et son fils, enferme le pape avec sa suite dans le sanctuaire, l'oblige à y mander ses deux acolytes, et, quand ceux-ci, autour de qui l'or de l'ennemi a fait le vide, se voient contraints par la foule de se rendre à la convocation pontificale, ils sont arrêtés par les soldats lombards. Sur leur promesse d'entrer au couvent, ils sont relâchés, mais gardés à vue dans Saint-Pierre ;

1. *Codex carolinus*, lettre 48, qu'il est commode de consulter dans le recueil de Haller cité à la note précédente, p. 169-171.

et, le soir, dès que le Souverain Pontife est reparti pour son palais de Latran, leur sort est réglé : arrêtés de nouveau, emmenés de force hors de l'enceinte sacrée, ils ont les yeux crevés. Après quoi, suprême dérision, ils sont jetés, pour y faire leur salut, dans un monastère, où Christophe ne tarde pas à mourir et d'où Serge ne sera extrait que pour être transféré dans un cachot, puis étranglé.

Ici s'interrompt le récit du *Liber pontificalis*, qui omet de nous dire pourquoi le pape, en quittant Saint-Pierre, s'est si peu soucié du sort des deux malheureux, à qui pourtant il devait la tiare, et pourquoi Didier s'est montré soudain aussi incapable d'exploiter à fond la situation.

* * *

Mais voici maintenant, résumée ou paraphrasée, la version qu'au lendemain de cette tragédie Étienne III donnait, quant à lui, à Bertrade et à Charlemagne des événements qui venaient de se dérouler sous ses yeux :

Les deux « scélérats » (*nefandissimi*), les deux « suppôts du diable » (*sequaces diaboli*) que sont Christophe et son « vaurien de fils » Serge (*nequissimus ejus filius*) complotent la mort du pape, de connivence avec un nommé Doon, agent du roi Carloman (frère de Charlemagne). Escortés de cet obscur personnage, des Francs qui lui font cortège et de quelques autres coquins (*nequissimi*), Christophe et Serge envahissent le palais de Latran, en brisent les portes, en lacèrent les tentures et, tout armés, la lance au poing, se fraient un chemin jusque dans la basilique où siège le Souverain Pontife. « C'est ainsi », observe textuellement ce dernier, « que les méchants (*maligni viri*) manœuvraient pour nous tuer (*insidiabant nos interficere*). Mais, ajoute-t-il, le Dieu Tout Puissant, voyant la droiture de notre cœur, qui jamais ne conçut le mal contre quiconque, nous arracha de leurs mains. » En l'espèce — je traduis ici encore le texte fidèlement — l'instrument de Dieu fut « notre très excellent fils Didier, roi des Lombards », qui — admirons cette heureuse coïncidence — « se trouvait là pour faire justice » au Saint-Siège, c'est-à-dire pour opérer les restitutions prévues.

Grâce à lui, et non sans difficultés (*vix, per multum ingenium*), Étienne III peut se réfugier à Saint-Pierre. De là, il fait demander à Christophe et à son fils de renoncer à leurs noirs desseins et de venir conférer avec lui dans l'église. Ce qu'entendant, les deux scélérats rassemblent leurs hommes, ferment les portes de la ville et, menaçants,

en interdisent l'entrée au pape. Mais la population, enfin édiflée, force les portes ou même saute le mur pour s'élancer au secours du pontife, si bien que, malgré leur résistance, les deux coupables peuvent être traînés à Saint-Pierre, et Étienne III déclare dans sa lettre avoir eu beaucoup de peine, en cette occasion, à empêcher les Romains indignés de les mettre à mort.

Il s'apprêtait, affirme-t-il en manière d'excuse, à les ramener secrètement dans Rome à la faveur de la nuit, afin de les soustraire à la vindicte publique, quand leurs ennemis (*hi qui semper eis insidiabantur*) — il se garde de trop préciser — se jettent sur eux et, à son insu, leur arrachent les yeux. « Et croyez bien, dit-il pour conclure, que sans la protection de Dieu et de l'apôtre saint Pierre, comme aussi sans le secours de notre très excellent fils le roi Didier, nous eussions tous, moi, mon clergé et les fidèles de la sainte Église de Dieu, été en péril de mort. » Et, rejetant une fois de plus sur Doon la responsabilité de toute l'affaire, le Souverain Pontife souligne qu'il est pleinement d'accord avec le roi Didier, dont la bonne volonté s'est, à l'entendre, affirmée de façon indubitable par la restitution « pleine et entière » de tout ce qui restait dû au Saint-Siège : « *Agnoscat autem Deo amabilis vestra atque christianissima excellentia tua eo quod in nomine Domini bona voluntate nos convenit cum praelato excellentissimo et a Deo servato filio nostro Desiderio rege, et omnes justitias beati Petri ab eo plenius et in integro suscepimus.* »

* * *

Cette insistance finale aurait déjà de quoi nous mettre en défiance si nous n'avions pas divers autres indices d'une audacieuse déformation de la vérité. Nous ne tarderons pas à y revenir ; mais faisons d'abord le point en comparant de plus près les deux récits. Suivant le *Liber pontificalis*, les responsables sont les Lombards et leur roi Didier ; suivant la lettre, ce sont les Francs et Doon. Au dire du biographe d'Étienne III, Didier ne cherche qu'à éluder ses engagements ; au dire du pape, il les a remplis sans réserves. Au dire du premier, Didier est un ennemi implacable ; au dire du second, il est le plus fidèle, le plus secourable des alliés. Qu'importent, après cela, les coïncidences partielles sur la matérialité de certains faits ? Chacun de ces faits est de part et d'autre présenté de façon opposée.

Auquel des deux témoins — car ce sont des témoins — convient-il

d'accorder créance? Le récit du pape, acteur en même temps que témoin, vaut-il mieux que celui de son biographe patenté? Assurément non. L'histoire des années auxquelles la lettre appartient en dément à elle seule presque tout le contenu. Il n'est que d'ouvrir les autres épîtres d'Étienne III, en particulier celle de 770 où il exprime sa consternation à la nouvelle que les Carolingiens sont en train de contracter des alliances matrimoniales avec la famille du roi Didier¹, pour mesurer l'in vraisemblance criante d'un document où le prétendu désintéressement du roi lombard est célébré avec aussi peu de retenue. Quant aux fameuses « restitutions », la suite devait prouver que Didier était loin de les avoir opérées.

Il est vrai qu'en abandonnant au roi lombard Serge et Christophe, le pape n'était peut-être pas fâché de se voir débarrassé de protecteurs aussi indiscrets. Mais, de là à les traiter comme il l'a fait dans la lettre précitée, il y avait de la marge ; et le ton du document est de nature à surprendre les gens les plus blasés sur les variations des sentiments humains.

Rien toutefois ne permet de supposer que nous soyons en présence d'un texte falsifié. Son insertion au *Codex carolinus* suffirait à faire écarter semblable hypothèse. Au surplus, il est au moins une autre lettre dans le même recueil qui, réellement expédiée par un pape et visant le même personnage, ne renferme guère, elle aussi, que des contre-vérités : celle qu'adressa Paul I^{er} au roi Pépin en 758 pour lui vanter pareillement en termes dithyrambiques les sentiments et la conduite de son « très excellent fils le roi Didier », dont l'humilité et la générosité commandaient, disait-il, un geste libéral de la part du roi franc². Peut-être, dans ce cas, serions-nous enclins à nous fier au document si, par chance, il n'était suivi d'une seconde missive du même pontife³, qui en prend le contre-pied et qui, expédiée par une voie plus sûre, explique au destinataire que la précédente n'est qu'une feinte destinée à endormir la vigilance des Lombards si elle tombe entre leurs mains. Nul doute que la lettre de 771 ne procède d'une inspiration analogue : si elle n'a pas été rédigée pour égarer la censure du roi Didier, elle l'a été sous les yeux de ses représentants ou de leurs complices. Pour l'essentiel, son contenu ne peut que nous induire en erreur.

1. *Codex carolinus*, lettre 45.

2. *Ibid.*, lettre 16.

3. *Ibid.*, lettre 17.

* * *

Comment, dans ces conditions, démêler la vérité? On a fait état — Mgr Duchesne tout le premier¹ — d'un troisième récit dont nous n'avons pas encore parlé, et l'on va voir pourquoi. Composé, prétend-on, sous sa forme première, par un « secrétaire » du duc de Bavière Tassilon, ce récit ne serait plus connu que par la paraphrase qu'en a donnée, en son latin fleuri, un auteur du xvi^e siècle, Jean Turmair, habituellement désigné par son surnom d'Aventin (*Aventinus*), qu'il doit à sa ville natale d'Abensberg. Ce médiocre compilateur², qui n'en est pas à une digression près, a réservé en effet une page³ aux événements dont Rome fut le théâtre en 771. Mais cette page n'est, cela saute aux yeux, qu'un décalque du récit inséré au *Liber pontificalis*, dont il a même à plus d'une reprise respecté, en gros, les formules. Quelques détails supplémentaires y figurent, entre autres un beau discours, qui tient d'ailleurs en deux phrases d'exhortations adressées par le pape aux partisans de Christophe, la mention d'une date approximative — la période de carême — destinée à justifier la venue de Didier à Rome pour des fins pieuses, enfin l'intervention des « supérieurs, des prêtres et des Pères » (*superiores et sacerdotes atque patres*) de divers « monastères » ou « temples », ceux des « divins Étienne, Martin, Jean et Paul » (*divorum Stephani, Martini, Johannis et Pauli*).

Pour qui connaît les prétentions d'Aventin à rivaliser avec les historiens antiques, sa façon plus que libre d'utiliser ses sources en les interprétant au gré de sa fantaisie, ses fausses précisions, son goût pour la rhétorique creuse et pour l'histoire romancée, rien de tout cela ne mé-

1. *Liber pontificalis*, t. I, p. 484, n. 58; L. Duchesne, *Les premiers temps de l'État pontifical*, 3^e édition (Paris, 1911, in-12), p. 129, n. 1.

2. Sur lui, voir Ed. Fueter, *Geschichte der neueren Historiographie*, 3^e édition, revue et augmentée (Munich et Berlin, 1936, in-8^o, du « Handbuch der mittelalterlichen und neueren Geschichte », publ. par G. von Below, F. Meinecke, A. Brackmann), p. 194-197 et 618; édition française (d'après la 1^{re} édition), avec notes et additions de l'auteur : *Histoire de l'historiographie moderne*, trad. Jeanmaire (Paris, 1914, in-8^o), p. 238-241.

3. Que reproduit Mgr Duchesne, dans son édition du *Liber pontificalis*, t. I, p. 484, n. 58, d'après la transcription de S. Riezler, *Ein verlorene bairisches Geschichtswerk des achten Jahrhunderts*, dans les *Sitzungsberichte der k. Bayerischen Akademie der Wissenschaften, philosoph.-philolog.-hist. Klasse*, ann. 1881, I, p. 253-254. Riezler, qui a réédité les *Annales Boiorum* d'Aventin, avait prétendu extraire du texte de ce dernier des fragments d'un ouvrage historique perdu remontant à l'époque carolingienne. Cette tentative avait déjà laissé sceptiques divers érudits, notamment L.-M. Hartmann, *Geschichte Italiens im Mittelalter*, t. II, 2^e partie (1903), p. 271, n. 3.

rite même un instant d'attention, et l'on ne peut que se montrer surpris des dupes qu'il a faites.

Il faut donc se rendre à l'évidence : un seul témoignage nous reste, celui du *Liber pontificalis*. Qu'il soit suspect, lui aussi, nous n'en disconvenons pas. Le rédacteur s'y montre gêné et réticent : on ne peut le suivre les yeux fermés. Ce qu'il nous dit se concilie pourtant à peu près avec ce que nous savons des rapports du roi lombard et d'Étienne III. Selon une anecdote dont le biographe d'Hadrien I^{er} s'est fait complaisamment l'écho quelques années plus tard — dès 774, sans doute¹ — Didier, s'étant entendu reprocher par Étienne son manque de parole, aurait répondu à peu près en ces termes : « N'est-ce donc point assez de l'avoir débarrassé de ce Christophe et de ce Serge qui entendaient le régenter ? Il faut encore qu'il demande des restitutions (*justitias*) ! » Si l'anecdote est vraie, voilà donc la preuve que le biographe d'Étienne III a exposé les faits principaux sous leur jour véritable.

Qu'on nous permette, pour finir, d'ajouter un mot encore touchant la façon dont les modernes ont, pour la plupart, présenté l'épisode auquel se rapportent les pages qui précèdent. A de rares exceptions près — et l'on ne s'étonnera pas que Mgr Duchesne soit de ceux qui échappent ici à tout reproche — ils ont, sans la moindre hésitation, amalgamé, comme d'égale valeur, les renseignements puisés aux deux sources contradictoires dont nous avons parlé. Petit jeu bien fait, en vérité, pour donner aux gens non avertis une piètre idée du métier d'historien. On nous excusera sans doute de n'avoir pas voulu en ce point suivre leur exemple.

LOUIS HALPHEN,
Professeur à la Sorbonne.

1. Cf. L. Duchesne, dans son édition du *Liber pontificalis*, t. I, Introduction, p. cccxxvi, § 31.

LE

CONSEIL DU ROI ET LA VÉNALITÉ DES OFFICES

PENDANT

LES PREMIÈRES ANNÉES DU MINISTÈRE DE RICHELIEU

Le présent article n'apporte pas de vues générales sur la vénalité des offices dans l'ancienne France¹. Il a seulement pour but d'étudier, d'après les seuls arrêts du Conseil et pendant les premières années du ministère de Richelieu, la jurisprudence en matière de transmission et de ventes d'offices et la diversité des transactions et des spéculations qui accompagnaient ces ventes. Je n'ai donc pas d'autre ambition que d'apporter ici les principaux résultats, en ce qui concerne la vénalité des offices, du dépouillement d'une source unique ; et ce dépouillement n'a porté que sur un peu plus de cinq années, d'août 1623 au milieu de janvier 1629. Il est vrai que cette période, assez courte, ne comprend pas moins de quarante-cinq volumes², soit quelque vingt mille arrêts, dont un très grand nombre se rapportent à des affaires de transmission ou de vente d'offices.

Le dépouillement, en tout cas, a été assez étendu pour qu'un premier fait s'en dégage avec évidence. C'est que la jurisprudence en matière d'offices, au début du ministère de Richelieu, et probablement depuis assez longtemps déjà, est fixée. Le règlement de toutes les affaires de même nature se fait d'après les mêmes principes. On n'aperçoit aucune hésitation du Conseil, aucun flottement. Il est vrai que la législation

1. On me permettra de rappeler un article antérieur : *La vénalité des offices dans l'ancienne France* (Revue historique, t. CLXIX, année 1932). J'y insistais sur les origines.

2. En dehors des arrêts du Conseil, j'ai consulté les papiers de Richelieu, aux Archives des Affaires étrangères. Les archives notariales fourniraient certainement une riche moisson de documents ; mais on sait combien elles sont longues et difficiles à consulter. — Les volumes de la série E, aux Archives nationales, dont j'ai fait le dépouillement complet, vont de E 76 à E 98, et chaque volume comprend souvent plus de 500, parfois plus de 600 arrêts, rarement moins de 400. On sait qu'il n'en existe pas d'inventaire analytique pour la période postérieure à la mort de Henri IV.

en matière d'offices est extrêmement simple et tient presque tout entière dans l'édit sur le droit annuel. Une autre observation qui s'impose, c'est que, dans la plupart des cas où il y a quelque irrégularité de forme, ou même de fait, le Conseil se montre presque toujours très large : la législation sur les offices n'a rien d'une législation draconienne.

* * *

Le mode d'acquisition des offices de beaucoup le plus fréquent était l'acquisition par résignation du titulaire. C'est pourtant celui qui tient le moins de place dans les arrêts du Conseil. On en aperçoit aisément la raison : il ne donnait lieu qu'à peu de litiges entre résignant et résignataire, et le Conseil n'intervenait qu'en cas de litige. On sait que le propriétaire d'un office pouvait le résigner au profit de qui il voulait, après en avoir débattu le prix ; c'était la *resignatio in favorem*. Il fallait sans doute que le roi acceptât cette transaction personnelle et fit délivrer au résignataire les lettres de provision ; car, ainsi que l'écrit Loyseau¹, « nul ne peut se dire officier du roi qui n'ait lettres de provision de Sa Ma^{te} ». Mais le roi ne les refusait jamais, pourvu que lui fût payée la taxe de transmission (le quart denier), ainsi qu'une taxe supplémentaire, établie sous Henri III, le marc d'or². La seule restriction que la monarchie eût apportée au droit de résignation venait de la clause des quarante jours, insérée presque toujours dans les lettres de provision : il fallait, pour que la résignation fût valable, qu'un intervalle de quarante jours au moins se fût écoulé entre elle et la mort du résignant³. Or, depuis 1604, l'édit du droit annuel ou « de dispense des quarante jours » avait supprimé cette restriction pour tous les officiers qui consentiraient à payer, au mois de janvier de chaque année, un droit, dit « droit annuel⁴ », de quatre deniers pour livre sur la valeur de l'office. En même temps, la taxe de transmission était réduite au huitième denier.

1. Ch. Loyseau, *Cinq livres du droit des offices*, édition de 1613, p. 40.

2. « Le Roy Henry troiesme avait institué l'ordre du Saint Esprit et, pour cet effet, il assigna les appointemens des Chevaliers sur un droit qui serait payé par tous les officiers qui obtiendraient des provisions de Sa Ma^{te} » (Bibl. nat., ms. fr. 11108). A titre d'exemple, Jean Perrot avait payé 324 livres de marc d'or pour un office évalué à 17,600 livres.

3. La clause des quarante jours n'avait jamais fait l'objet d'une mesure législative. Mais, ainsi que je le dis ci-dessus, elle figurait presque toujours dans les lettres de provision.

4. C'est le droit que l'on appelle plus communément « paulette », du nom du traitant Charles Paulet, premier adjudicataire du droit annuel.

Pour que le Conseil du roi intervienne dans les résignations, il faut que l'un des intéressés s'adresse à lui, pour quelque irrégularité ou quelque difficulté particulière. Ces cas ne sont pas très fréquents, mais nous montrent bien le libéralisme du Conseil et surtout nous renseignent de façon très instructive sur les transactions, parfois compliquées, auxquelles donnaient lieu les résignations. Aussi en citerai-je cinq ou six exemples.

En voici un d'abord, relativement simple, mais où la libéralité du Conseil apparaît bien. Un conseiller au Parlement de Paris, Cyprien Perrot, résigne au profit de son fils, Jean Perrot, qui paye aussitôt le huitième denier et le marc d'or ; les lettres de provision lui sont expédiées. Mais le père, Cyprien Perrot, se décide à garder l'office. Jean Perrot traite alors d'un autre office de conseiller avec un sieur Gérard et obtient sans peine que de nouvelles lettres de provision lui soient délivrées, sans autre finance, « en attachant sous le contre-scel d'icelles les provisions, qui lui ont été expédiées, de l'office dont est pourvu son père ». Ce n'est pas tout : Jean Perrot apprend que Gérard, avant de résigner, avait déjà payé le huitième denier et le marc d'or ; il n'a donc besoin que d'une simple démission de Gérard pour obtenir ses lettres. Il demande alors au Conseil le remboursement du huitième denier et du marc d'or, qu'il a inutilement payés ; et le Conseil le lui accorde¹.

Un second exemple est assez simple aussi et donne la même impression que le premier sur la procédure très libérale du Conseil. M^e Mathieu Falaize, conseiller au Châtelet de Paris, expose, dans sa requête, « que se voyant au lit, malade, et appréhendant l'événement de sa maladie », il a passé procuration en blanc pour résigner son office et remis cette procuration entre les mains de son père, auditeur à la Chambre des comptes de Paris. Celui-ci l'a fait aussitôt remplir au nom de Jean Tardy, avocat au Parlement, beau-frère de Mathieu Falaize, qui s'est empressé de la faire admettre et de payer le droit annuel « sous son nom ». Mais Mathieu Falaize s'est ravisé : « et d'autant », écrit-il, « qu'il a pleu à Dieu luy renvoyer la santé, et que ce qu'en a fait led. Tardy n'a esté que pour lui faire plaisir et assurer led. office, l'exercice duquel il désire continuer, ayant tousjours payé le droit annuel d'iceluy », il demande au roi d'ordonner « que la finance payée par led. Tardy pour le droit annuel dud. office, sous son nom, servira aud. suppliant, tout ainsy que sy elle estoit conceue sous le sien² ».

1. Arrêt du 23 avril 1625 (E. 82A, fol. 204).

2. Arrêt du 13 août 1625 (E. 83A, fol. 149).

On pourrait estimer que le roi n'avait pas à sanctionner une combinaison qui n'avait d'autre but, en somme, que d'éviter au requérant, aux dépens des parties casuelles, les conséquences fâcheuses d'une fausse manœuvre. Mais le Conseil n'en juge pas ainsi : il donne satisfaction à Mathieu Falaize.

Un arrêt du 8 février 1625¹ nous montre le rôle que les résignations peuvent jouer dans la vie de famille, par exemple en cas de mariage. Une demoiselle Jacqueline Bry expose, dans la requête, que « par les articles du mariage projeté entre elle et M^e René Fresnaye, elle s'est obligée de luy fournir la résignation et lettres de provision de l'office d'avocat de Sa Ma^{té} au bailliage et vicomté du Perche et siège de Bellesme, dont estoit pourveu M^e Gilles Bry, avocat au Parlement, son frère » ; qu'elle a obtenu de son frère cette résignation « par eschange d'une terre qui luy appartenoit ». Puis, quand René Fresnaye s'est présenté pour se faire recevoir à l'office, elle s'y est opposée, « pour n'avoir trouvé seureté es biens dud. Fresnaye, qui sont fort engagés ». De là, procès en Cour de Parlement. Mais alors Fresnaye s'est refusé à payer le droit annuel, « pour davantage vexer lad. Bry », déclare la requête. Aussi la demoiselle Bry, pour se réserver l'office, lorsque Fresnaye aura été condamné à le rendre, demande-t-elle à payer elle-même le droit annuel, ce que le Conseil lui accorde.

Voici maintenant un arrêt du 16 novembre 1624², qui règle une série de transactions, assez compliquées, dont tout le détail nous est donné par la requête. Celle-ci émane d'un nommé Tuvache, qui veut obtenir du Conseil que les lettres de provision d'un office de grenetier au grenier à sel de Pont-de-l'Arche, expédiées sous le nom de Regnault Picot, soient réformées sous son propre nom, en vertu de la démission dudit Picot, sans qu'il ait à payer aucune finance. L'énumération des pièces déposées au greffe du Conseil nous fait à peu près comprendre ce qui s'est passé. Tuvache a d'abord traité avec un nommé Charles Le Cerf, qui s'est engagé à lui « passer procuration ad resignandum de son office de grenetier... dans trois jours, moyennant la somme de deux mil livres tournois » ; puis il a lui-même (le motif de l'opération nous échappe) résigné ledit office à Picot, « moyennant pareille somme de deux mil livres », en s'engageant à lui faire remettre la procuration de Le Cerf, qui l'a donnée. La quittance de la somme de 300 livres pour la résignation, celle d'une somme de 54 livres pour le droit de marc d'or et les

1. E. 81A, fol. 367.

2. E. 80A, fol. 367.

lettres de provision de l'office expédiées au nom de Picot sont alors versées au dossier. Mais l'affaire s'est compliquée, parce que Picot n'a pas fourni, comme un arrêt de la Cour des aides l'y obligeait, « bonne et suffisante caution dans la quinzaine », ce qui lui a valu d'être emprisonné. Tuvache a dû modifier ses plans ; il a obtenu de la même Cour des aides deux autres arrêts, l'un par lequel il lui a été permis « de retirer lesd. lettres de provision du greffe pour en disposer » et l'autre pour mettre en liberté Picot, après qu'il aura fait démission de son office, ce que Picot s'est décidé à faire le 21 septembre précédant l'arrêt. Et celui-ci conclut : « Le Roy en son Conseil, ayant esgard à lad. requeste, a ordonné que les lettres de provision dud. office de grenetier au grenier à sel de Pont-de-Larche, expédiées sous le nom dud. Picot, seront refformées sous celui dud. Tuvache sans pour ce payer aucune finance. »

Je crois que ces quelques exemples peuvent suffire à faire comprendre les complications auxquelles pouvaient conduire les résignations d'offices et que le Conseil du Roi acceptait le plus souvent de bonne grâce.

* * *

D'après une autre disposition du droit annuel, si le possesseur d'un office, qui avait payé la paulette, mourait ensuite dans l'année sans avoir résigné, son office appartenait de droit à sa veuve ou à l'un de ses héritiers, qui était libre d'en disposer à sa guise. Voilà un second cas, très fréquent aussi, dans lequel le Conseil n'avait pas à intervenir, si tout s'était passé régulièrement. Mais les héritiers devaient se défaire de l'office dans les six mois, à dater de la mort du titulaire, et le délai pouvait être insuffisant. Ils adressaient alors une requête au Conseil, pour obtenir que le délai fût prolongé. Les cas de ce genre sont si nombreux que toute citation devient inutile. Il suffit d'indiquer que le Conseil, presque toujours, accordait la prolongation demandée. Et nous avons là une nouvelle preuve de la façon très large dont le Conseil traitait les officiers.

Mais ces ventes après décès pouvaient comporter toutes sortes de transactions, parfois fécondes en litiges et qui donnaient au Conseil l'occasion d'intervenir. J'en voudrais citer quelques exemples, comme pour les transmissions entre vifs.

En voici un premier, très simple, où l'intervention du Conseil n'est motivée que par un léger retard dans une transmission d'office. Un

certain Simon-Jude Delaruelle avait été pourvu d'un office de receveur triennal des gabelles au grenier à sel de Condrieu, en octobre 1622; il s'y était fait recevoir en mai 1623 et avait payé le droit annuel jusqu'à sa mort, qui survint le 27 octobre 1626. Sa veuve, comme tutrice de ses enfants, fit vendre l'office par autorité de justice et l'office fut adjugé, le 14 avril 1627, à François Cléricy, qui l'acheta pour son fils, Jean-Baptiste. Mais le délai de transmission expirait quatre jours après et il était impossible de terminer l'affaire en si peu de temps. François Cléricy obtient alors du Conseil que, néanmoins, « led. office sera taxé sur le pied du 8^e denier de l'esvaluation d'iceluy, et qu'en payant le huitiesme avec le droit de marc d'or, les quictances et lettres de provision seront expédiées sous son nom ¹ ».

Deux autres cas nous montrent la complaisance du Conseil à l'égard de combinaisons qui n'ont d'autre but que d'échapper à la réglementation des ventes après décès, telle que l'avait formulée l'édit du droit annuel. Je tire le premier d'un arrêt du Conseil du 3 novembre 1627². Il s'agit de trois frères, Pierre de Madron, l'ainé, André et Louis. L'ainé, Pierre, pourvu d'un office de conseiller du roi, président et trésorier général de France en la généralité de Toulouse, est mort, après avoir résigné en faveur du plus jeune, Louis, le 16 juin 1626. Mais l'auteur de la requête au Conseil, le cadet, André, fait valoir que la résignation n'a été faite au nom de Louis que parce qu'il était lui-même absent et servait alors le roi dans l'armée de Piémont. Le huitième denier et le marc d'or ont été payés, les lettres de provision expédiées sous le nom de Louis; mais Louis ne s'était pas fait recevoir en l'office. C'est pourquoi son frère, André, demande et obtient que, « sans tirer à conséquence », les lettres de provision seront réformées à son nom, sans qu'il ait à payer nouvelle finance. — L'autre cas, analogue, rencontre aussi la bienveillance du Conseil, bien que le requérant n'obtienne pas entière satisfaction. C'est celui de « damoiselle Catherine de la Barre, vefve et tutrice des enfants mineurs de deffunct Nicolas Petit, vivant correcteur en la Chambre des Comptes de Normandie ». Elle expose ingénument dans sa requête « qu'après le decedz dud. deffunct Petit, ne pouvant trouver aucune personne, dans les six mois portés par les réglemens, qui voulust traicter dud. office, elle auroit esté contraincte d'en faire expédier les provisions et payer le huitiesme denier aux parties cazuelles sous le nom de Jacques du Monsel, gentilhomme

1. Arrêt du 20 mai 1627 (E. 91c-92a, fol. 424).

2. E. 94, fol. 71.

ordinaire de la Chambre du Roy, oncle desd. mineurs, lequel n'auroit fait que prester son nom, en attendant qu'il se trouve personne capable sous le nom duquel on peust faire réformer les provisions, n'estant led. de Moncel de la profession requise pour se faire recevoir aud. office, comme de fait il n'y a point esté receu, mais auroit payé le droict annuel pour la présente année pour la conservation d'icelluy ». Et maintenant, ajoute la requête, « que lad. suppliante a traicté dud. office avec M. Jacques Hébert », elle demande au Conseil « qu'il pleust à Sa Ma^{te} ordonner que les provisions obtenues sous le nom dud. du Moncel seront refformées sous celui dud. Hébert, sans pour ce payer nouvelle finance ny marc d'or ». Cette fois, à vrai dire, la requérante n'obtient pas satisfaction complète : les lettres de provision seront réformées « en payant la moitié du huitiesme denier ».

Un autre cas, enfin, montre qu'un résignataire pouvait, avant d'avoir été reçu, résigner à son tour sans qu'il lui en coûtât rien de plus. C'est celui d'un certain Isaac Prozet, qui achète à Louise Traversier, veuve de Jacques Rousseau, un office de rapporteur et certificateur de criées au siège présidial de Tours, qui appartenait à son mari défunt. Prozet paye aux parties casuelles la somme de 400 livres, « à laquelle lad. nomination auroit esté taxée, et vingt-sept livres pour le droict de marc d'or ». Mais il se ravise, se fait pourvoir d'un autre office et se démet du premier au profit d'un certain Antoine Robin, procureur au siège présidial de Tours. Prozet requiert alors, « attendu le paiement de la finance et marc d'or faite [*sic*] pour lad. nomination, et qu'il n'a esté pourveu dud. office, qu'il pleust à Sa Ma^{te} ordonner que, sur lad. démission, des lettres de provision dud. office de raporteur et certificateur de criées aud. siège présidial de Tours seront scellées et expédiées sous le nom dud. Robin, sans pour ce paier aucune finance ny marc d'or ». Et l'arrêt du 28 septembre 1628¹ le lui accorde.

* * *

Le mode d'acquisition des offices sur lequel les arrêts du Conseil nous renseignent le plus abondamment est l'achat, non à un titulaire déjà pourvu, mais au roi. Le roi disposait des offices vacants par mort

1. E. 97ⁿ, fol. 286. — J'ai cité de préférence les arrêts qui pouvaient être résumés le plus aisément. En voici quelques autres, que j'aurais pu citer aussi : 4 décembre 1624 (E. 80ⁿ, fol. 31) ; 8 février 1625 (E. 81ⁿ, fol. 370) ; 28 août 1625 (E. 83ⁿ, fol. 294) ; 6 mars 1627 (E. 91ⁿ, fol. 121) ; 30 juin 1627 (E. 92ⁿ, fol. 402).

lorsque le dernier titulaire n'avait ni résigné ni payé le droit annuel ; mais le cas devait être rare, une vingtaine d'années après l'établissement de la paulette. Le roi disposait surtout des offices « de nouvelle création », c'est-à-dire de ceux qu'il créait pour les vendre. Ces offices étaient mis à la disposition des acquéreurs et, pour employer l'expression du temps, « levés » au Bureau des parties casuelles, que François I^{er} avait établi, nous dit Loyseau, « pour servir de boutique à cette nouvelle marchandise ».

Or, les créations d'offices étant des expédients fiscaux, le roi s'efforçait d'en retirer un profit immédiat ; c'est pourquoi, presque toujours, les offices nouveaux étaient mis « en parti », c'est-à-dire cédés en bloc à un « partisan », qui en payait le prix total et se chargeait de les revendre en détail. En pareil cas, l'intervention du Conseil était toujours nécessaire. Non seulement c'était lui qui dressait les articles des « conditions » faites à l'adjudicataire, mais de pareils marchés donnaient lieu à de fréquents litiges, dont le règlement était réservé au Conseil lui-même. Nous avons donc, dans les arrêts, de très nombreux exemples de ces « partis » ou « traités ». Ils sont d'importance très diverse. Tantôt il s'agit de quelques offices, tantôt de centaines d'offices ou davantage. Le 17 décembre 1625, le Conseil dresse les « Articles et conditions accordées à Jehan Alluard pour faire valloir neuf offices de conseillers et secrétaires de Sa Ma^{te}, Maison et Couronne de France et de ses finances¹ ». Mais, le 8 mars 1625, le sieur Le Vieux acquiert à lui seul tous les offices créés en Dauphiné par quatre édits, à savoir sept offices de trésoriers généraux de France, un nombre considérable d'offices de procureurs postulants, de garde-notes et de receveurs-collecteurs des tailles². Le 31 mars 1626, un arrêt subroge Étienne Viardot, bourgeois de Paris, à Denis Marchant, « tant pour la vente de deux offices de trésoriers de France en quatorze généralités et ung office d'huissier et garde-meubles en chacun bureau de finances..., que des augmentations de gaiges et taxations attribuées à aucuns officiers de finance³ ». Un arrêt du 30 juin 1628 concerne 1,200 offices de notaires créés en Dauphiné⁴. Un autre, du 27 septembre 1628, rappelle l'attribution à un certain Nicolas Le Long, traitant, de trois offices de « contrôleurs des receveurs et payeurs des gaiges et droictz des officiers des Cours souve-

1. E. 84^b, fol. 182.

2. E. 81^b, fol. 62.

3. E. 86, fol. 681. — Je reviendrai plus loin sur les augmentations de gages.

4. E. 96^b, fol. 85.

raines, ceux des monnoyes, collèges des secrétaires de Sa Ma^{te}, des sièges présidiaux du ressort des Chambres des Comptes de Paris et Rouen », de « trois offices de receveurs généraux du droict de marc d'or », sans compter quantité d'augmentations de gages. Je ne prends que ces quelques exemples sur une longue liste¹ ; mais je crois qu'ils étaient nécessaires pour faire comprendre de façon concrète comment se pratiquaient alors les traités en matière de vente d'offices nouveaux.

Au sujet de ces ventes d'offices par traitant, ou par quelque bourgeois qui en obtient l'adjudication², les arrêts nous permettent de faire nombre de constatations utiles. L'opération était sans doute fructueuse, puisque le roi, semble-t-il, n'éprouvait aucune peine à trouver un traitant, chaque fois qu'il créait un lot d'offices. Elle n'était pourtant pas sans risque ; car l'abondance des créations était telle que le placement des offices au détail prenait un temps assez long, pendant lequel l'adjudicataire ne rentrait pas dans ses débours. Il fallait donc lui consentir des avantages, en retour de son avance de fonds, en dehors des profits futurs qu'il escomptait. Tout d'abord — et c'était là une procédure constante — pour faciliter l'opération, dès que le traitant ou l'adjudicataire avait acquitté le prix des offices, le Conseil lui en faisait délivrer les quittances « les noms en blanc », ainsi que les lettres de provision ; il suffisait alors, chaque fois qu'un office avait été placé, de compléter la quittance et la lettre de provision, en y portant le nom de l'acquéreur. Voici le texte d'un arrêt-type, qui règle ce cas :

« Le Roy, voullant faciliter l'exécution du traicté fait en son Conseil avec M. Geoffroy Seguin, Secrétaire ordinaire de sa Chambre, pour la vente des trente-deux offices de greffiers des commissions extraordinaires créés par édict du mois de décembre dernier, Sa Ma^{te} en son Conseil a ordonné et ordonne que les quittances de finance desdicts trente deux offices... seront expédiées et contrerollées³, les noms en blanc, et sur icelles toutes lettres de provision aussy expédiées et scellées les noms en blanc⁴. »

A ces facilités s'ajoutaient des avantages concrets. Les adjudicataires pouvaient être, par exemple, autorisés à jouir des gages attri-

1. E. 97^a, fol. 258. — Je signale encore dans cette liste : E. 93^a, fol. 133 ; E. 96^b, fol. 102 ; E. 96^a, fol. 143 ; E. 98, fol. 318.

2. Le terme de traitant ne désigne pas une profession. Un bourgeois de Paris, qui dispose de capitaux et qui se porte adjudicataire de quelques offices, est un traitant.

3. Toute opération du Trésor de l'Épargne devait être visée et portée sur un « contre-rôle » par l'un des contrôleurs généraux.

4. Arrêt du 28 mars 1626 (E. 86, fol. 601).

bués aux offices, jusqu'au moment où ils auraient trouvé des preneurs définitifs. C'est ainsi que, dans la requête qui précède un arrêt du 4 décembre 1624, nous voyons que « quelques particuliers » ont levé un assez grand nombre d'offices nouveaux créés dans les greniers à sel et n'ont encore pu s'en défaire, en sorte que les quittances et lettres de provision leur demeurent inutiles. Ils s'adressent alors au Conseil, et le Conseil ordonne qu'ils « jouiront des gages et droicts attribués ausd. offices, jusques à ce que lesd. quittances et lettres de provision soient remplies des noms des personnes qui les voudront tenir et exercer¹ ».

Mais le meilleur moyen de faciliter la vente était de consentir aux acquéreurs eux-mêmes des avantages substantiels. Le roi n'y manquait pas. Le plus courant était de dispenser les pourvus du paiement de la paulette pendant deux ans, tout en leur conservant, bien entendu, pendant ces deux années, le droit de résigner sans frais ou, s'ils mouraient, de laisser en héritage leur office à leur veuve ou à leurs enfants. La formule des arrêts, en ce cas, est toujours à peu près la même : « Sa Ma^{te} en son Conseil a ordonné et ordonne que les pourvus desd. offices nouvellement créés... jouiront, durant la présente année et la prochaine, de la dispense des quarente jours desd. offices, sans pour ce payer aucune finance²... »

Un autre avantage qui pouvait être accordé aux acquéreurs (mais je n'en ai rencontré que de rares mentions) était la dispense d'obligations onéreuses, « soit de tutelles, curatelles, d'estre commissaire-gardien ou depositeur des biens de justice et de la collecte des tailles³ ». S'il s'agit d'offices créés dans les Cours souveraines, le Conseil ordonne de sceller les lettres de provision, « sans employer en icelles la clause des parentés⁴, dont ceux au nom desquels lesd. lettres seront remplies demeureront dispensés⁵ ». Enfin, il va de soi que les personnages influents obtiennent sans peine des faveurs particulières. Tel Pierre Payen, qui devient l'un des trésoriers de l'Épargne en décembre 1625, après avoir résigné un office de « receveur et payeur ancien et triennal des rentes de la ville de Paris » en faveur de Claude Picot. Payen a dû promettre à son résignataire de payer la taxe du huitième

1. E. 80B, fol. 41.

2. Arrêt du 30 juin 1628 (E. 96B, fol. 87).

3. Arrêt du 25 juin 1625 (E. 82B).

4. Deux proches parents ne devaient pas siéger à la même Chambre. Mais cette interdiction n'était plus guère respectée.

5. Arrêt du 13 décembre 1625 (E. 84B, fol. 104).

denier. Mais il fait remarquer, dans une requête adressée au Conseil, qu'il vient de verser aux parties casuelles, pour sa charge de trésorier de l'Épargne, « une très notable somme ». Aussi demande-t-il à être déchargé de la taxe de résignation, et il avance « que c'est chose ordinaire et accoutumée, que celui qui lève aux parties casuelles un office de plus grand prix que celui duquel il estoit pourveu, il luy est permis de le résigner sans payer aucune chose pour la résignation ». Que ce fût, en effet, « chose ordinaire et accoutumée », nous n'en savons rien. Toujours est-il que l'arrêt du 23 décembre 1625 accorda à Payen la décharge sollicitée¹.

Parfois, enfin, pour faciliter les ventes, le Conseil permet que les offices soient achetés dans des conditions qui ne répondent pas du tout au but apparent de la création ; et de pareils cas prouvent bien le caractère exclusivement fiscal de ces créations. C'est ainsi qu'après avoir créé de nouveaux offices de commissaires des tailles, le Conseil, par un arrêt du 22 février 1625, permet « aux communautés des paroisses, où lesd. offices de commissaires des tailles sont établis, d'enchérir et se rendre adjudicataires... au plus offrant et dernier enchérisseur, sous le nom de quelque particulier qui leur en fasse déclaration, pour employer le revenu desd. offices, tant aux frais de leur collecte qu'autres leurs nécessités² ».

Ce caractère presque uniquement fiscal des créations d'offices se marque aussi par le fait que les augmentations de gages sont vendues dans les mêmes conditions que les offices nouvellement créés, et souvent à d'autres que les possesseurs des offices auxquels elles ont été d'abord attachées. Voici, dans un arrêt du 2 mai 1626³, un texte particulièrement significatif. Le roi a attribué aux receveurs généraux des finances et du taillon « deux deniers pour livre de tous les deniers, tant ordinaires qu'extraordinaires, dont ils feraient le maniement, pour en jouir en hérédité, en finançant les sommes à quoy chacun d'eulx seroit taxé » ; c'est un exemple d'augmentation de gages, ou plus exactement de taxations. Mais l'arrêt ajoute ceci : « Mesmes, au reffus ded. receveurs généraux de payer leurs taxes, [le Roi a] permis à toutes personnes, officiers de Sa Ma^{te} ou autres, de les lever et jouir de lad. attribution en leur lieu, assavoir ausd. officiers par forme d'augmentation de gaiges et les autres par forme de revenu. » De même, un arrêt du

1. E. 84ⁿ, fol. 268.

2. E. 81^a, fol. 545.

3. E. 87^a, fol. 199.

27 mars 1627¹, en créant dans chaque grenier à sel « un second advocat et procureur alternatif », attribue aux anciens avocats et procureurs une augmentation de gages, mais ordonne au Trésorier des parties casuelles « d'expédier aux particuliers qui voudront prendre desd. augmentations de gaiges... ses quittances les noms en blanc ». De même encore, un arrêt du 25 mars 1628² rappelant un édit qui avait attribué aux receveurs du taillon, « par forme de taxation », deux deniers pour livre de toute leur recette, et d'autres édits de même nature, a soin d'ajouter : « Et outre, Sad. Ma^{te} a permis et permet ausd. officiers et tous autres qui voudront secourir Sa Ma^{te} en l'urgente nécessité de ses affaires de la finance à quoy monteront lesd. taxes, de jouir desd. droictz en leur lieu et place comme porteurs des quittances dud. Trésorier des parties casuelles. » Les augmentations de gages se négocient donc de la même façon que les nouveaux offices et ne sont, comme les créations d'offices, qu'une des multiples formes de l'emprunt. Aussi peuvent-elles passer de main en main. Je n'en donnerai qu'un exemple, celui que nous fournit un arrêt du 24 avril 1627³, où les termes de la requête nous permettent de suivre pendant quelque temps le sort d'une de ces augmentations de gages.

La requérante est Françoise Bouhier, veuve de François Olier, seigneur de Nointel, conseiller du roi en ses Conseils. Parlant au nom de ses enfants mineurs, elle déclare que son mari, en 1614, avait versé aux parties casuelles 8,000 livres, « pour jouyr de huict cens livres de gaiges, qu'il auroit faict joindre et annexer à l'office de grenetier antien du grenier à sel de Clermont en Beauvaisis, à luy appartenant » ; elle rappelle qu'un arrêt du Conseil du 28 février 1626 lui auroit permis, après la mort de François Olier, « de disposer de lad. augmentation de gaiges en faveur de telle personne capable qu'elle adviseroit », mais que, n'ayant pu trouver d'acquéreur, « elle auroit esté contraincte d'en faire sa démission au profit de feu M. Nicolas-Édouard Olier, vivant Conseiller de Sa Ma^{te} en sa Cour de Parlement de Paris, son beau-frère, pour les joindre à son office... lequel Sieur Olier en auroit passé déclaration au profit de lad. veufve le 27^e juing ensuivant ; depuis lequel temps, led. Sieur Olier estant décédé et son office de Conseiller en lad. Cour ayant esté vendu sans lad. augmentation de gaiges, requéroit lad. veufve, attendu qu'elle ne peut jouir desd. gaiges sous son nom, qu'il

1. E. 91B, fol. 162.

2. E. 95B, fol. 209.

3. E. 91C-92A, fol. 110.

pleust à Sad. Ma¹⁶ luy permettre d'en faire sa démission au profit de M. Édouart Olier, son fils, pour icelle unir et incorporer à ung office de conseiller et secrétaire de Sa Ma¹⁶, dont il est pourvu ». Et l'arrêt fait droit à la requête. Nous ne pouvons être, semble-t-il, plus précisément renseignés que par cet arrêt sur le caractère qu'avaient pris, au temps de Louis XIII, les attributions de gages, tout comme les offices eux-mêmes¹.

* * *

Il est d'autres conséquences du caractère fiscal des créations d'offices, qui intéressent le mode de gestion des fonctions publiques par les officiers et sur lesquelles les arrêts du Conseil nous renseignent abondamment.

Il arrive assez souvent qu'un office nouvellement créé soit *uni* à un office ancien. C'est ainsi que beaucoup d'offices alternatifs et d'offices triennaux sont unis, dès leur création, à l'office ancien auquel ils s'ajoutent : tels les offices de receveur et payeur provincial alternatif et triennal en Auvergne² ; tels les offices de contrôleur alternatif et de contrôleur triennal au grenier à sel de Fresnay, unis à l'office ancien entre les mains de Pierre Lehoux³, ou ceux de receveurs ancien, alternatif et triennal en Quercy, réunis sous le nom d'Antoine Mauran⁴. D'ailleurs, les arrêts nous montrent que souvent l'initiative de ces réunions d'offices appartient aux acquéreurs eux-mêmes, qui peuvent accroître ainsi la valeur marchande de leurs offices ou en rendre la vente plus facile. C'est ainsi qu'en 1622 de nouvelles élections ont été créées en Guyenne, puis, en novembre 1625, un office d'avocat du roi en chacune d'elles ; mais personne ne s'est présenté pour « lever » les nouvelles charges, « sinon, nous dit le préambule d'un arrêt du 23 décembre 1626⁵,

1. Remarquons en passant que ce long arrêt (je n'en ai cité que des extraits) nous donne aussi des renseignements précis, d'ordre généalogique, sur une importante famille d'officiers royaux, celle des Olier. Nous voyons ici figurer deux frères, François et Nicolas-Édouard, et le fils de ce dernier, qui porte les mêmes prénoms que son père. Voir sur François Olier, « Conseiller du Roi en ses Conseils », un autre arrêt, du 28 février 1626 (E. 85B, fol. 295) ; il était alors déjà décédé. Un arrêt du Conseil privé, du 7 mai 1636 (Aff. étr., Mém. et doc., France, t. 827, fol. 70), fait apparaître un « Nicolas-Édouard Olier, Conseiller du roi en ses Conseils et grand audiancier de France » : ce ne peut guère être que le second Nicolas-Édouard, puisque le père était mort avant le 24 avril 1627. Je ne sais si les deux frères ci-dessus étaient frères aussi de Jacques Olier, intendant du Lyonnais, puis conseiller d'État.

2. Arrêt du 9 janvier 1627 (E. 90A, fol. 65).

3. Arrêt du 26 août 1628 (E. 97A, fol. 366).

4. Arrêt du 6 septembre 1628 (E. 97B, fol. 106).

5. E. 89, fol. 395.

les procureurs de Sa Ma^{te} esd. élections, qui payeront volontiers la finance... pourvu qu'il leur fût permis de les réunir [les nouveaux offices] à leurs offices de procureurs de Sa Ma^{te} ». C'est très certainement dans le même but que plusieurs anciens avocats et procureurs dans les greniers à sel (ce sont là déjà deux offices unis) proposent et obtiennent de lever les nouveaux offices d'avocats et procureurs alternatifs, mais à la condition de pouvoir les unir à leurs charges, « pour les tenir conjointement ou séparément d'avec leurs offices, selon qu'ils aviseront bon être¹ ». Il arrive aussi que l'acquéreur tire de pareilles unions quelque avantage matériel. Tel le sieur Pierre Delalane, « conseiller secrétaire de Sa Ma^{te}, greffier et garde des sacs, papiers et productions de son Conseil des finances et des parties », qui achète trois autres offices, nouvellement créés, de greffiers et gardes, les unit au sien, et obtient de ne payer, pour les quatre offices unis, que le même droit annuel qu'il payait auparavant pour un seul². Enfin, certains cas d'*union* nous surprennent : ce sont ceux d'offices qui nous paraissent nettement incompatibles ; je citerai seulement le cas de deux avocats du roi au siège présidial d'Angoulême, « pourvus des offices de conseillers, unis à leurs charges d'avocats³ ».

Le *cumul* de plusieurs offices est chose très différente, puisque alors les offices cumulés restent entièrement indépendants les uns des autres. Le cumul est un abus bien connu dans l'administration de l'Église. Il n'est pas moins fréquent dans l'administration de la justice et surtout dans celle des finances. Mais nous le rencontrons assez rarement dans les arrêts, parce qu'il est tout à fait entré dans les mœurs et donne rarement lieu à litiges. En voici pourtant quelques exemples. Un arrêt du 28 juin 1628⁴ cite un procès-verbal rédigé « par M. Jacques Oudry, receveur des tailles en l'eslection de Laval et receveur des greniers à sel dud. lieu et de la Gravelle ». Encore cet Oudry pouvait-il probablement exercer ses deux offices à Laval même. On s'étonne un peu plus de voir le sieur de Beaumont tout à la fois « maistre de camp, premier maistre d'hostel de Sa Ma^{te} et maistre particulier des eaux et forests⁵ ». Dans un autre cas, l'intéressé, un certain Gabriel de Puget, n'estime nullement extraordinaire que son père, Louis de Puget, ait cumulé assez longtemps la charge de trésorier général à Lyon, qu'il avait

1. Arrêt du 23 décembre 1626 (E. 89, fol. 406).

2. Arrêt du 11 janvier 1625 (E. 81A, fol. 29).

3. Arrêt du 18 janvier 1629 (E. 98, fol. 234).

4. E. 96B, fol. 30.

5. Arrêt du 18 janvier 1629 (E. 98, fol. 303).

d'abord exercée pendant trente-cinq ans, avec celle de maître ordinaire en la Chambre des comptes de Paris, qu'il avait acquise en 1625, « sans se démettre de celle de Trésorier de France aud. Lyon, pour laquelle il a tousjours payé le droict annuel, mesmes pour la présente année 1627, bien qu'il eust vollonté de la résigner aud. Gabriel de Puget, son filz, ce qu'il a faict¹... ». Nous ne saurions rien de ce cumul, si la résignation du père au fils n'avait pas amené celui-ci à adresser une requête au Conseil.

Un cas nous semble plus surprenant encore (si nous ne sommes pas accoutumés à considérer presque uniquement dans les offices, comme le faisaient les contemporains de Louis XIII, les profits qu'on en pouvait tirer), c'est le cas des offices *partagés*, même quand ils sont unis à d'autres. Voici, par exemple, un certain François Gal. Un arrêt du 10 septembre 1625² le qualifie de la façon suivante : « Conseiller de Sa Ma^{te} et trésorier antien de ses menus plaisirs et affaires en sa Chambre, avec moitié de l'antien triennal y réuny. » Gal a donc acquis d'abord l'office de trésorier *ancien* des menus plaisirs ; il n'a pas levé l'office alternatif, qui a été certainement créé (c'est la pratique courante) avant ou en même temps que le triennal ; et, de celui-ci, il n'a acheté que la moitié, partageant donc avec un autre officier cet office nouveau, uni au sien. Le cas est le même pour un contrôleur général ancien des fortifications de Picardie et Ile-de-France, qui est possesseur de cet office, « avec la moitié du triennal y annexée³ ». Le même aussi pour Guillaume de Verdun, « grenetier alternatif au grenier à sel de Meaux, avec moitié du triennal y réuni⁴ ».

Tous ces cas d'union, de cumul, de partage posent évidemment la question : comment ces offices unis, cumulés, partagés pouvaient-ils être exercés ? Pour les offices unis, pas de difficulté : le même officier les gère ; s'il s'agit de trois offices ancien, alternatif et triennal, il les exerce aussi tous trois, une année comme officier ancien, une autre comme alternatif, une autre encore comme triennal. Il n'en résulte aucune surcharge pour les sujets du roi, puisqu'il n'y a jamais qu'un officier en fonction. Quant aux offices cumulés et aux offices partagés, l'exercice n'en était le plus souvent possible que par commis. C'est

1. Arrêt du 23 septembre 1627 (E. 93c, fol. 588).

2. E. 83c, fol. 90.

3. Arrêt du 3 novembre 1627 (E. 94, fol. 65). — « Annexée » est bien féminin dans le texte ; mais l'orthographe de ce temps est si incertaine qu'il serait très imprudent d'en conclure que la moitié du triennal seulement était annexée à l'office, et non le triennal entier.

4. Arrêt du Conseil du 12 avril 1628 (E. 96a, fol. 132).

précisément pourquoi il était admis qu'un officier se contentât d'encaisser les gages et les taxes, quitte à se faire remplacer par un commis.

Le droit d'exercer par commis était parfois mentionné dans l'arrêt de création. Dans une requête adressée au Conseil, Jean du Tremblay, contrôleur général des ponts et chaussées, remontre, par exemple, « que, suivant l'édit de création de sond. office, il auroit établi en chacune généralité de ce royaume des commis, pour, en son absence, contrôler les recettes et despenses¹ ». Jean du Tremblay, quoique en qualité d'officier, joue ici le même rôle qu'un traitant, qui organise et dirige tous les rouages d'une administration compliquée. C'est, d'autre part, un véritable partisan que ce Jean Prunier, qui s'est rendu acquéreur, en 1627, d'offices de receveurs-payeurs des rentes, de receveurs particuliers du taillon et qui demande au Conseil qu'il lui soit permis, « attendant le débit de sesd. offices, ... de commettre à l'exercice et fonction d'iceux des personnes capables, dont il sera responsable civilement, pour en jouir comme pourraient faire ceux qui en seraient pourvus conformément à l'édit de création² ». Mais nous voyons aussi le roi, en créant des offices de contrôleurs des grandes et petites mesures dans tous les greniers à sel, permettre, par arrêt du 24 avril 1627³, « à toutes personnes d'acquérir lesd. offices et les faire exercer par commis et procureurs, lesquels commis seroient seulement tenus de prêter le serment par devant les officiers des greniers ». Et chaque fois qu'un officier était propriétaire de deux ou plusieurs offices, dans des villes distinctes, souvent éloignées, il est bien évident qu'il ne pouvait les exercer que par commis.

Ce qu'il faut souligner, c'est qu'il ne s'agit pas là d'une tolérance, mais d'un usage très général et qui semblait tout naturel. Les choses se passent, pour les offices royaux, tout comme dans l'Église pour les abbayes en commendé. Le titulaire se soucie bien moins de la fonction que des profits. Et le roi lui-même, lorsqu'il crée des offices (le plus souvent inutiles), n'y voit qu'une sorte de prêt à long terme consenti par l'acquéreur.

Comment n'en serait-il pas ainsi, alors que, très fréquemment, une même personne, et qui n'est pas toujours un officier, acquiert des offices, souvent en grand nombre, non pour les revendre, comme font les partisans, mais pour en jouir? Ces offices sont-ils autre chose alors que

1. Arrêt du 17 juillet 1624 (E. 79b, fol. 103).

2. Arrêt du 12 août 1627 (E. 79b, fol. 103).

3. E. 91c-92a, fol. 123.

des titres de rente, portant gros intérêt et toujours négociables? Les propriétaires d'offices qui n'exercent que par commis paraissent souvent dans les arrêts, parce qu'ils avaient souvent quelque litige à faire régler par le Conseil. J'en nommerai quelques-uns dont les noms sont connus. Un arrêt du 17 octobre 1624 nous apprend que la comtesse de Soissons s'était rendue adjudicataire des greffes de toutes les juridictions royales de Poitiers et qu'elle en avait longtemps joui sans difficulté¹. Par un autre arrêt, du 10 mars 1627², nous savons que Bullion, le futur surintendant des finances, avait acquis « en titre d'hérédité, l'office de greffier triennal au grenier à sel de Chartres » et qu'il avait « toujours joui des droits attribués aud. office ». Sans doute en possédait-il d'autres et certainement n'en gérait aucun. Dans la requête qui précède un arrêt du 5 mai 1627³, le célèbre président Le Coigneux indique qu'il s'est rendu acquéreur des offices « de collecteurs de l'impôt du sel des greniers de Langres, Joinville, St^e Menehould et autres » ; lui aussi, cela va sans dire, exerçait par commis. Les sieurs de Bermond, conseiller d'État⁴, de Merville « et consorts » sont propriétaires (c'est un arrêt du 30 juin 1627 qui nous l'apprend)⁵ « de plusieurs greffes, clercs, parisis, petits sceaux, tabellionages, contrôle des cuirs, présentations et regrattiers », et le nombre de leurs commis est donc considérable. François Le Fèvre, sieur de Mormans, président et trésorier général de France à Paris, et Pierre Longuet, conseiller et secrétaire du roi, jouissent « par indivis..., des greffes des eaux et forests es sièges de la Table de marbre du Pallais à Rouen, et de la vicomté dud. lieu, du greffe du bailliage de Caux es sièges de Caudebec, Arques, Cany, Montivillier et le Havre de Grâce, des greffes des vicomtés dud. Arques et Cany, etc... » — l'énumération est beaucoup trop longue pour que je puisse la reproduire tout entière ; et leurs « fermiers » interviennent avec eux dans la requête⁶. C'est par commis aussi que doivent nécessai-

1. E. 80A, fol. 153. — Un autre arrêt, du 13 septembre 1628 (E. 97B, fol. 155), nous apprend que la comtesse de Soissons jouissait aussi « des greffes civils et criminels de la sénéchaussée et siège présidial de Lyon ». Il est probable qu'elle en possédait d'autres encore.

2. E. 91A, fol. 197.

3. E. 91C-92A, fol. 272.

4. Baptiste de Bernard, conseiller au Grand Conseil, puis maître des requêtes ordinaire de l'hôtel en 1608, est qualifié par l'arrêt de « Conseiller du Roy en ses Conseils d'État et privé et maître des requestes ordinaire de son hostel ». D'après le ms. fr. 14018 de la Bibl. nat., fol. 94, il résigna son office de maître des requêtes en octobre 1630 et mourut le 12 janvier 1631.

5. E. 92B, fol. 404.

6. Arrêt du 7 juillet 1627 (E. 93A, fol. 46).

rement exercer les héritiers des sieur et dame de Chemerault¹ et Jean Lescuier, maître des comptes, « propriétaires chacun par moitié des greffes de Bourges² », ou encore Bardeau, secrétaire ordinaire du Conseil d'État et des finances, « propriétaire des offices de contrôleurs au tabellionage de St Dizier, places de clercs au greffe de bailliage dud. lieu, avec le parisien de lad. place de clerc, du greffe civil et criminel du bailliage, siège présidial et prévosté de Vitry-le-François³, etc. » : encore une liste qu'il faut renoncer à citer entière, tant elle est longue.

On peut trouver fastidieuses de pareilles énumérations : mais il me semble qu'elles font mieux comprendre que toutes les considérations générales le caractère qu'ont pris, au début du XVII^e siècle (et qu'avaient déjà pris depuis longtemps peut-être), les offices de nouvelle création et la manière dont un trop grand nombre d'entre eux étaient gérés.

* * *

Mais les arrêts du Conseil nous renseignent de plus près encore sur le rôle que les transactions nées de la vénalité des offices jouaient, au temps de Louis XIII, dans la fiscalité royale et dans l'activité de tous les manieurs d'argent.

Sur le rôle de la vénalité dans la fiscalité royale, il est certain que des renseignements essentiels nous manquent. Nous n'avons pas les comptes du Bureau des parties casuelles. Nous possédons, pour un assez grand nombre d'années, les comptes de l'Épargne, mais le plus souvent sous une forme abrégée, qui ne nous donne pas toutes les précisions nécessaires. Il y a, enfin, dans les papiers de Richelieu, au ministère des Affaires étrangères, un curieux « Estat de tout ce qui se lève en France, de ce qui en reste à l'Épargne et comme le tout se consomme⁴ », qui émane évidemment de la surintendance⁵ et qui semble

1. Leur fille fut fille d'honneur de la reine Anne d'Autriche et courtisée un moment par Louis XIII.

2. Arrêt du 18 avril 1628 (E. 96A, fol. 315).

3. Arrêt du 15 juillet 1628 (E. 96B, fol. 266).

4. Mém. et doc., France, t. 787, fol. 196.

5. Le surintendant était alors le maréchal d'Effiat. Nous avons de lui, au ministère des Affaires étrangères, un certain nombre de mémoires très intéressants, rédigés certainement pour Richelieu, par exemple un « Estat auquel estoient les finances quand M^r d'Effiat entra en charge » (Mém. et doc., France, t. 783, fol. 214-216) ; un « Estat des finances donné par M^r d'Effiat quand il pensoit mourir », 1628 (Ibid., t. 729, fol. 13 à 28) ; un « Mémoire de M^r le Maréchal d'Effiat pour l'administration des finances » (Ibid., t. 797, fol. 214 et 215). L'« état » dont je me sers ici semble bien provenir de la même source.

très précis, mais ne nous donne pas toute satisfaction. L'ensemble des revenus à attendre, pour l'année 1627, y est évalué à 38,787,141 livres 9 sols 8 deniers, dont il faut déduire 22,321,443 livres 11 sols 7 deniers pour les charges acquittées sur place, dans les provinces, ce qui ramène le total des sommes portées à l'Épargne à 16,465,697 livres 17 sols 8 deniers. Dans le total des revenus bruts (je veux dire avant prélèvement des charges), le « droit annuel et parties casuelles » figurent pour 1,500,000 livres, dont il faut déduire 50,000 livres « pour les gaiges d'officiers et rentes assignées sur le revenu des parties casuelles et droit annuel ». Si nous nous bornons à cette constatation, nous sommes obligés de conclure que le Bureau des parties casuelles ne fournissait au budget (pour employer notre langage) qu'une très faible part de ses ressources, nullement comparable à celle que fournissaient la taille, le taillon et les crues (plus de 22 millions de livres, d'après le même document), les gabelles (près de 9 millions et demi) ou les aides (plus de 7 millions). Mais, à regarder de plus près, nous nous apercevons qu'outre les charges qui figurent dans le chapitre « parties casuelles » en déduction des recettes, d'autres charges (gages d'officiers, par exemple) figurent dans d'autres chapitres¹; et nous ne sommes nullement assurés que toutes les recettes ayant la vénalité pour origine passaient par le Bureau des parties casuelles. Puis l'« état » ajoute, *in fine*, que les revenus nets prévus étaient en déficit d'au moins 11 millions de livres sur les dépenses qu'ils devaient couvrir, qu'il faudrait bien en « trouver le parfournissement », ainsi que « le remplacement de 8 millions de livres qu'on a mangé sur lesdits 16,865,697 livres 17 sols 8 deniers de l'année prochaine 1627 ». Soit, au total, près d'une vingtaine de millions, qui ne pouvaient être fournis que par les « affaires extraordinaires », dont la plupart avaient leur origine dans la vénalité des offices. Enfin, la sincérité de ce document n'est pas certaine, puisque nous ne savons pas dans quelle intention il a été rédigé. D'autre part, les données ne s'en accordent guère avec celles des « Comptes de l'Épargne » qui nous ont été conservés dans les papiers de Richelieu ou au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale. L'« état » que je viens de citer indique que les prévisions de dépenses et de recettes ont été arrêtées, pour l'année 1627, « suivant la précédente 1626 ». Or, nous

1. En particulier, les gages de tous les officiers locaux, si nombreux, étaient payés par la recette générale de chaque généralité, et nous n'avons pas le détail de ces charges, acquittées avant que le revenant-bon ne fût envoyé à l'Épargne. Pourtant, si l'on voulait faire le bilan de la vénalité, il faudrait bien en tenir compte.

avons un compte de l'Épargne de 1626¹, mais pour les seuls mois de mars à juillet, et, pour ces cinq mois seulement, il porte en recettes sous la rubrique « parties casuelles », 5,909,828 livres 3 sols, donc bien près de 6 millions, alors que, pour l'année entière 1627, l'« état » ne prévoit qu'une recette d'un million et demi. Nous avons, d'autre part, pour l'année 1630 (un peu postérieure, il est vrai), un compte plus détaillé², « clos le 30 décembre 1631 », qui décompose les recettes venues des parties casuelles, en indiquant les versements faits à l'Épargne par les trésoriers Arnoul de Nouveau et Mathieu Garnier, et qui en porte le total à 18,917,006 livres 14 sols 10 deniers, sur une recette totale, à l'Épargne, d'un peu plus de 43 millions de livres. Mais les versements des trésoriers portent pour partie sur des reliquats de l'année 1629, pour partie sur les recettes de 1631³. Aucune comparaison entre les différents comptes ou entre eux et l'« état de tout ce qui se lève en France » n'est donc possible et nous ne pouvons que constater l'ampleur des divergences. D'une année à l'autre, d'ailleurs, on remarque d'importantes différences : c'est ainsi qu'au compte de 1623 (une mauvaise année, à vrai dire)⁴ les parties casuelles (ordinaire et extraordinaire) figurent pour 17,415,602 livres, ce qui ne fait pas loin de la moitié des recettes portées à l'Épargne, évaluées ici à 36,400,568 livres. En présence de tant d'incertitudes, il ne nous est pas permis de répondre, comme nous le souhaiterions, à cette question précise : quelle était, dans l'ensemble des recettes, la part fournie par la vénalité des offices ? Mais nous ne nous éloignons certainement pas de la vérité en avançant qu'elle était considérable et que les finances royales ne pouvaient s'en passer.

Ce que nous apprennent surtout les arrêts du Conseil, c'est la variété des procédés qu'imagine la fiscalité royale pour mettre à profit la vénalité et pour tirer des officiers le plus d'argent possible. Elle ne se contente pas, nous l'avons vu, de créer sans cesse des offices et de les « mettre en parti », malgré l'opposition obstinée que font les cours souveraines à l'enregistrement des édits fiscaux ; elle offre ou impose aux officiers des augmentations de gages, « moyennant la finance à laquelle

1. Aff. étr., Mém. et doc., France, t. 783, fol. 276.

2. Bibl. nat., ms. fr. 10410.

3. Ce chevauchement des comptes de plusieurs exercices tenait, en partie, au fait qu'il y avait trois trésoriers, en fonction chacun pendant une année.

4. C'était au temps de la surintendance de La Vieuville. Vincent Bouhier de Beaumarchais était le trésorier de l'Épargne en exercice. Tous deux furent, en 1629, déferés à la Chambre de justice.

ils seront modérément taxés », et ces taxes, qui ne sont autre chose que des emprunts forcés, s'autorisent des prétextes les plus divers. Les arrêts nous en fournissent d'innombrables exemples, parmi lesquels je n'en retiendrai que quelques-uns.

Un édit de décembre 1611 avait créé « trois offices de receveurs, antien, alternatif et triennal des tailles et deniers extraordinaires en chacun des vingt-deux diocèses du pays de Languedoc » et les avait unis « aux charges de receveurs particuliers des tailles et deniers ordinaires » des mêmes diocèses, « avec attribution de huit deniers pour livre sur toute nature de deniers extraordinaires imposés en iceux ». Mais le roi estimait, en 1624, qu'il n'avait ainsi reçu que « fort peu de chose à l'égard des notables sommes que lesd. receveurs ont tirées de lad. attribution de huit deniers pour livre depuis led. édit jusques à présent » ; les bénéficiaires en avaient reçu, déclare-t-il, « leur remboursement de finance en deux années d'exercice » et « les grandes impositions extraordinaires qu'il conviendra faire aud. pays de Languedoc, pour le payement des despenses excessives faites pendant les derniers mouvemens, leur apportera [*sic*] encores plus de taxations que ne se monte leur finance », ce qui ne serait pas équitable. Le roi, d'ailleurs, « les pourroit faire rembourser, en séparant lesd. offices de receveurs des deniers extraordinaires d'avec ceulx des deniers ordinaires, et tirer de la vente une notable somme de deniers pour subvenir en la nécessité de ses affaires ». C'est donc pure générosité de sa part que de maintenir les droits des offices créées en 1611, en ordonnant « que lesd. receveurs seront tenus payer la finance à laquelle chacun d'eulx sera modérément taxé¹ ».

A vrai dire, l'existence d'offices anciens, alternatifs et triennaux, lorsqu'ils ne sont pas réunis dans les mêmes mains, crée des difficultés. Mais le Conseil sait y parer. D'après un arrêt du 4 mai 1624², le roi, « s'estant fait représenter en son Conseil son édit portant attribution de 3 sols pour livre aux receveurs généraux des finances et du taillon », constate « que le secours qu'il s'estoit promis en la nécessité de ses affaires n'est si prompt que l'on avoit espéré », parce que les officiers qui n'étaient pas en fonction cette année-là se refusaient à rien payer avant l'année de leur exercice. Mais alors le Conseil, « en interprétant » l'édit, « ordonne que lesd. receveurs généraux des finances et du taillon étant la présente année en exercice seront tenus payer à leurs compa-

1. Arrêt du 26 mars 1624 (E. 78n, fol. 314).

2. E. 78c, fol. 240.

gnons d'office, ou à ceux qui, à leur refus, auroient acquis led. droit, les deux tiers de ce à quoy revient iceluy... l'année présente ». Ainsi les officiers alternatifs ou triennaux, ayant reçu leur part du nouveau droit comme les anciens, ne pourront plus se refuser à payer la taxe.

Il arrive qu'une création d'office fournisse tout naturellement prétexte à une augmentation de gages. C'est ainsi qu'en 1622 et en 1627 le roi a créé, en Dauphiné, d'abord sept nouveaux trésoriers généraux, puis six autres. Mais il constate alors que ceux-ci reçoivent des gages plus élevés que les trésoriers anciens, qui s'en plaignent. De là une clause introduite dans l'édit de 1627 et que rappelle ainsi le préambule d'un arrêt du 17 janvier 1629¹ : « Sa Ma^{te}, à la prière et requisition des cinq anciens Trésoriers de France, auroit attribué à chacun d'eulx... mil livres d'augmentation de gaiges par an, en finançant par eulx les sommes esquelles ils seroient taxés pour lad. attribution... et ensuite d'iceluy lesd. cinq antiens trésoriers de France auroient esté taxés chacun d'eulx, par roolle arrêté aud. Conseil, à dix mil livres, pour jour de lad. somme de mil livres d'augmentation de gaiges, quy est à raison du denier dix. »

De même, une augmentation de gages peut être le résultat d'une augmentation d'impôt, ainsi que nous le montre un autre arrêt du 17 janvier 1629². Le roi a augmenté de 200,000 livres par an le taillon de la généralité de Guyenne ; les taxations des receveurs et de tout le personnel subalterne des recettes augmenteront donc proportionnellement. Le roi s'empresse d'en conclure qu'il « ne seroit raisonnable que les propriétaires des offices de greffiers anciens, maistres clerz dud. greffe, garde des petitz sceaulx et commissaires des vivres es eslections de lad. générallité jouissent des droictz attribuez ausd. offices sur lad. augmentation, sans avoir payé aulcune finance ». Et la finance qu'ils paieront est aussitôt fixée par le Conseil.

Il semble bien que presque toujours les intéressés paient, ce qui indique que sans doute ils y trouvent leur profit. Mais ils ne paient que ce qu'ils doivent et savent réclamer à l'occasion. L'attitude des receveurs généraux des finances et du taillon visés par l'arrêt du 4 mai 1624 en était une preuve. En voici une autre, dans une requête que je vais citer tout entière, parce qu'elle nous donne les détails les plus précis. C'est une requête à laquelle fait droit un arrêt de décharge du 6 mars 1627³. Elle émane de trois officiers royaux, Antoine Alleaume,

1. E. 98, fol. 139.

2. E. 98, fol. 145.

3. E. 91, fol. 92.

Jean Sallouier et Gilbert Rougnon, receveurs généraux du taillon en la généralité de Moulins. Elle expose que « pour jouir d'un denier pour livre d'augmentation de taxation en hérédité, attribué par edict du mois de febvrier dernier à chacun des receveurs généraux du taillon, à raison de leur recepte actuelle, en l'année de leur exercice seulement, outre les deux deniers à eux cy devant attribués, ils auroient esté taxéz à huit cens quarante-six livres, quinze solz, huit deniers chacun par le roolle arresté au Conseil, revenant pour leurs trois offices à la somme de 2,540 livres, 7 solz, qui est trop de 365 livres 6 solz, eu esgard à leur recepte actuelle, qui se monte pour les années passées à la somme de 48,841 livres, 18 solz, 6 deniers, dont il fault distraire à présent les six deniers pour livre attribués aux receveurs particuliers du taillon par autre edict du mois de juillet 1625, montant à 1,385 livres, qu'ils doivent retenir par leurs mains pour tous les deniers de leur manie-ment, si bien que la recepte générale ne sera que de la somme de 47,456 livres, 18 solz, 6 deniers par chacun an, le denier pour livre de laquelle somme ne revient qu'à 197 livres, 14 solz, 8 deniers, qui est sur le pied du denier unze, suivant que les attributions ont esté taxées à la somme de 2,575 livres, 1 sol, 1 denier, revenant pour chacun des supplians à 725 livres, 4 deniers; requéroient à ces causes, et attendu qu'il appert de ce que dict est, qu'il pleust à Sa Ma^{te} les descharger de la somme de 365 livres, 6 solz, dont ils se trouvent surtaxés, qui est pour chacun six vingt une livres, quinze solz, quatre deniers ».

D'ailleurs (et ce sera mon dernier exemple), si le roi tient à l'argent qu'il tire des officiers, la manière de l'obtenir lui importe peu et, si les intéressés lui en proposent une autre, il y consent volontiers. C'est ainsi qu'en 1627 le Conseil avait imposé aux quatre huissiers audienciers du Châtelet de Paris la somme de 24,000 livres et « les deux sols pour livre d'icelle, pour jouyr des droicts » attribués à leurs offices. Mais les huis-siers, nous ne savons pourquoi, proposent, si le roi renonce à son arrêt, la création de deux offices nouveaux, semblables aux leurs, et s'en-gagent à « faire valoir lesd. deux offices la somme de douze mil livres (évidemment chacun) et icelle payer, sçavoir neuf mil livres comptant et trois mil livres après la vérification de l'edict de lad. création et deslivrance des provisions¹ ».

Les taxations et les transactions dont je viens de donner quelques exemples abondent dans les arrêts du Conseil. Ceux-ci nous font com-prendre la fertilité d'imagination des conseillers du roi, stimulés, d'ail-

1. Arrêt du 1^{er} octobre 1627 (E. 94, fol. 1).

leurs, par d'innombrables « donneurs d'avis ». Mais cette politique fiscale de la monarchie rencontrait, on le sait, de vives et multiples résistances, dont il me reste à parler.

* * *

Quand la création de nouveaux offices lésait les intérêts d'officiers déjà pourvus, il va de soi que ceux-ci accueilleraient très mal ceux qui les avaient acquis. On ne pouvait exercer un office avant d'y avoir été reçu. Aussi les anciens officiers retardaient-ils le plus possible la réception des intrus. Ils s'y opposaient même parfois avec violence : un arrêt du 29 septembre 1623¹ nous en donne un exemple. Il est rendu sur requête d'un certain Montanier, qui avait levé un office nouveau de « conseiller en la Senéchaussée et siège présidial d'Auvergne à Riom » et avait prêté serment en Cour de Parlement. Montanier expose que « les autres Conseillers dud. siège, au préjudice de l'arrêt du Conseil du 27^e mars dernier, ... n'auraient délaissé de le troubler et empêcher son installation avec violence et excès, ... tant en la personne dud. suppliant que du S^r Allemand, lieutenant-général de Cusset, commissaire député par lad. Cour [de Parlement] pour installer led. suppliant aud. office, et qu'ils les auroient chassés et mis hors de la Chambre du Conseil dud. siège honteusement ». Le requérant conclut que, « s'il n'y estoit pourveu », l'office, « pour lequel il a financé aux coffres de Sa Ma^{te} la somme de 12,000 livres », lui demeureroit inutile. Il demande donc que, « les deniers des gaiges desd. Conseillers saisis et arrestés es mains du receveur et payeur d'iceux, iceluy payeur sera contrainct de payer aud. suppliant la somme de 2,000 livres, pour ses dommages et intérêts ». L'arrêt fait droit à la requête. Mais nous ne savons pas ce qu'il en advint.

Parfois aussi les intéressés, avec moins de violence, mais par des moyens plus répréhensibles encore, s'efforcent de décourager l'acquéreur d'un office nouveau. Il en est ainsi pour Martin Catriot, qui a levé aux parties casuelles un office de « garde et contrôleur des grandes et petites mesures au grenier à sel de la ville de Molins et Chambre en deppendant ». Il a voulu se faire installer par les officiers du grenier à sel. Mais, expose la requête, « il auroyt esté tellement traversé en sa réception que, contrainct de vivre en bonne intelligence avecq eulx [ses compagnons d'office] et pour ne recevoir aucun empeschement en

1. E. 76, fol. 485.

l'exercice et jouissance de sond. office et droicts y appartenant, il leur auroit délivré la somme de trois cens livres, laquelle, bien qu'indeuement extorquée, ne luy auroit apporté aucune paisible jouissance des droicts de sond. office, y ayant esté, depuis sa réception, continuellement troublé et empesché par lesd. officiers ». Aussi Catriot demande-t-il au roi d'ordonner « que lad. somme de 300 livres, receue par lesd. officiers, luy sera rendue et qu'il jouira des droicts atribués à sond. office, conformément à l'edict de création d'icelluy ». Sans doute le Conseil voulut-il avoir quelques précisions de plus sur la façon dont les 300 livres avaient été « extorquées ». Car l'arrêt du 26 mars 1624 ordonne « qu'aux fins de la présente requeste les officiers dud. grenier à sel de Molins seront assignés » devant lui. Nous ne sommes point informés de ce qui s'ensuivit¹.

D'ailleurs, certains acquéreurs d'office savaient beaucoup mieux se défendre qu'un Montanier ou qu'un Catriot. Tel Jean de Mirmand, trésorier de France et général des finances, dont l'histoire est particulièrement instructive et mérite d'être contée tout au long. En septembre 1619, il lève aux parties casuelles un office de receveur général triennal des finances en la généralité de Béziers, créé par édit de novembre 1615. Il le paie 33,000 livres et 3,300 livres « pour les deux sols pour livre de lad. somme ». Mais, lorsqu'il veut se faire recevoir en l'office, les deux receveurs généraux ancien et alternatif, deux frères, Jean et Jacques Rauchins, s'y opposent, en faisant valoir qu'ils avaient, antérieurement, remboursé au roi, pour qu'il ne fût pas créé, un même office triennal. Il faut croire que l'argument n'était pas sans valeur, car le Conseil ordonna bien que les lettres de provision de l'office fussent néanmoins expédiées et scellées au nom de Mirmand, mais « à la charge par led. de Mirmand de desdommager lesd. Rauchins, et, pour indemniser icelluy de Mirmand dud. desdommagement », le roi lui accorde, par le même arrêt du 24 mars 1620, « la jouissance durant cinq années, à commencer en lad. année 1620, des deux mil six cens livres de gaiges attribués aud. office triennal supprimé et remboursé par lesd. receveurs antien et alternatif, et à cette fin ordonne que l'emploi de lad. somme seroit continué pendant led. temps dans l'estat de la valeur des finances de lad. généralité sous le nom dud. de Mirmand ». Le roi maintient donc le nouvel office triennal, malgré l'opposition des frères Rauchins, et, à titre d'indemnité pour Mirmand, rétablit les gages du premier office supprimé. Les choses, d'ailleurs, n'en restent

1. Arrêt du 26 mars 1624 (E. 78B, fol. 282).

pas là. Les frères Rauchins obtiennent du Bureau des finances de Béziers que leur dédommagement soit fixé à 15,887 livres. Mirmand se retourne alors vers le Conseil, où sans doute il a des appuis ; car un arrêt du 15 décembre 1621 le condamne bien à payer les 15,887 livres, mais, en même temps, décide que les 2,600 livres de gages, qui lui ont été attribuées précédemment, lui seront payées encore pendant trois années au delà des cinq premières, ce qui en fera huit au total. Enfin, quand les huit années sont écoulées, à la fin de décembre 1627, Mirmand obtient mieux encore. Il expose que les huit années de gages dont il a joui ne sont point suffisantes pour l'indemniser de la grosse somme qu'il a versée aux frères Rauchins, des intérêts de cette somme « et des grands frais qu'il a faictz et souffertz en la poursuite des susd. arrestz pendant plus de trois années pour faire subcister le dit office triannual¹ » ; il requiert donc « qu'il pleust à Sa Ma^{te} luy prolonger le temps de la jouissance de lad. somme de 2,600 livres pour autres quatre années, sinon que Sa Ma^{te}, par la considération de la très urgente nécessité qui est dans ses affaires, voulust délaissier aud. de Mirmand la jouissance de lad. somme par forme de constitution de rente, en payant en ses coffres une finance modérée ». C'est à ce dernier expédient que le Conseil s'arrête. Sa Ma^{te} décide « qu'en payant par luy comptant es mains du Trésorier de son Espargne, M. Macé Bertrand, estant en exercice la présente année, la somme de trente et un mil deux cens livres, led. de Mirmand, ses hoirs et ayans cause, jouiront à l'avenir de lad. somme de deux mil six cens livres par forme de rente, à raison du denier douze, à prendre sur la recepte générale des finances à Béziers² ». Voici donc (nous ne nous en étonnerons plus) un office supprimé, dont les gages continuent à être payés, puis sont transformés en rente, non pas au profit de ceux qui avaient obtenu la suppression de l'office, mais d'un autre, dont le roi, peut-être, espérait d'être, à l'avenir, secouru de nouveau, « en l'urgente nécessité de ses affaires ».

* * *

La résistance des anciens officiers à l'installation des nouveaux n'intéressait qu'indirectement le roi. Il en était autrement de la résistance des compagnies, qui, en retardant les créations d'offices, entravaient

1. L'indication est intéressante. Elle montre que la poursuite d'un arrêt en Conseil n'allait pas sans d'assez fortes dépenses.

2. Arrêt du 12 avril 1628 (E. 96A, fol. 264)

la politique fiscale de la monarchie. Il va sans dire que les arrêts du Conseil nous en offrent de nombreux exemples, parmi lesquels il n'est pas inutile d'en retenir quelques-uns.

Résistance des Cours de parlements d'abord. On la connaît. Elle est particulièrement vive quand les intérêts des Cours, ou leur prestige, sont en jeu. Il en est bien ainsi lorsqu'un édit du mois de juillet 1626 augmente, à Dijon, le nombre des officiers de la Chambre des comptes, en leur attribuant juridiction de Cour des aides. Le roi a pris soin de ne pas adresser l'édit, pour enregistrement, au Parlement de Bourgogne. Mais celui-ci passe outre. Il ordonne « aux officiers de lad. Chambre [des Comptes] de mettre incontinent led. edict au greffe de la Cour, pour estre faict très humbles remonstrances à Sa Ma^{te} sur l'importance d'iceluy, comme préjudiciable au bien de son service et privilèges dud. pais ». Et il ne s'en tient pas là. Il interdit aux officiers de la Chambre des comptes « de prendre autres rangs et qualitez que ceux dont ils ont jouy jusques à présent, et à tous les officiers des eslections, greniers à sel et autres de les recognoistre en lad. qualité de Cour des Aydes ; aux advocats et procureurs de plaider par devant eux sur le faict desd. aydes et à toutes personnes de s'y pourvoir à peine de nullité, ny mesmes de se faire pourvoir desd. offices » ; et il enjoint au procureur général d'envoyer son arrêt « par tous les bailliages, greniers à sel, elections et sièges du ressort d'icelles ». Le roi estime avec raison que c'est là « une entreprise manifeste contre le service de Sa Ma^{te} » et il s'irrite surtout de ce que l'opposition qu'il rencontre « retarde le secours qu'il s'estoit promis en l'urgente et pressente nécessité de ses affaires ». C'est en sa présence, par un arrêt en commandement¹, qu'il casse celui du Parlement de Dijon, annule « tout ce qui s'en est ensuivy » et ordonne que son édit de juillet soit « exécuté de poinct en poinct, selon sa forme et teneur ». Mais sans doute le Parlement de Dijon ne se soumit-il pas encore, puisqu'en octobre un nouvel arrêt en commandement dut confirmer celui de septembre².

D'autres exemples nous montrent des parlements intervenant à propos de créations de bien moindre importance et les rendant inutiles pendant des années. En juillet 1622, le roi a créé, dans certaines élections du ressort de la Cour des aides de Montpellier, un office de greffier héréditaire des tailles. Or, un arrêt du Conseil nous apprend, le 23 septembre 1627 — plus de cinq ans après — que plusieurs arrêts succes-

1. Arrêt du 6 septembre 1626 (E. 88^b, fol. 217).

2. Arrêt du 3 octobre 1626 (E. 88^b, fol. 312).

sifs du Parlement de Toulouse, bien qu'ils aient été cassés l'un après l'autre, n'ont pas permis que la création eût son plein effet et qu'à cette date « la Cour de Parlement n'aurait pas laissé de continuer ses entreprises et empesché les acquéreurs desd. offices en la jouissance des droictz y attribués¹ ». De même, le 12 août 1628, un arrêt du Conseil doit casser un arrêt du Parlement de Paris « par lequel, contre l'autorité de Sa Ma^{te}, par entreprise et retardement des deniers qu'elle espère toucher en l'urgente nécessité de ses affaires, lad. Cour a faict deffences à toutes personnes de s'aider de l'arrest dud. Conseil, par lequel les officiers des greniers à sel, recepveurs des tailles, aydes et taillon des eslections du Royaulme ont esté taxéz à deux cens livres pour jour du droict de committimus et préséance à leurs charges ». Ici non plus, nous ne savons pas combien de temps la résistance dura.

Je ne citerai qu'un seul exemple de résistance d'une Cour des aides. Il a ceci de particulier que nous y voyons l'opposition provoquée et conduite par l'un des gens du roi, l'avocat général. Aussi le Conseil agit-il avec plus de vigueur. En octobre 1621, un édit royal avait créé cinq offices de trésoriers généraux de France au Bureau des finances d'Aix. Mais l'édit, en 1625, n'avait pas encore été enregistré par la Cour des comptes, aides et finances de Provence, et l'arrêt du Conseil du 26 mars³ nous en fait connaître la raison. L'avocat général Thomassin, nous dit-il, « a rendu sy peu de debvoir aux commandemens de Sa Ma^{te} et poursuites faites envers luy par celuy que Sad. Ma^{te} y a envoyé exprès, que depuis led. temps lad. Cour n'a pris aucune délibération sur led. enregistrement, mesme led. Thomassin n'en a faict la réquisition, s'estant contenté, se voyant pressé, de présenter requeste à lad. Cour, à laquelle il se remettoit d'ordonner ce que bon luy sembleroit sur led. enregistrement, au lieu de le requérir » ; en sorte, ajoute l'arrêt, que « led. édict demeure infructueux à Sa Ma^{te} en la nécessité présente de ses affaires ». Il est particulièrement scandaleux que la responsabilité d'une pareille résistance incombe à l'un des gens du roi. C'est pourquoi le Conseil ordonne « que dans deux mois led. Thomassin viendra rendre compte à Sa Ma^{te} de ce qu'il n'a pris de conclusion et des causes du retardement de l'enregistrement..., et jusques à ce, Sad. Ma^{te} luy a interdict l'exercice de sa charge ».

Les cours souveraines n'étaient pas seules à protester contre les

1. Arrêt du 23 septembre 1627 (E. 93c, fol. 489).

2. E. 97A, fol. 199.

3. E. 81B, fol. 435.

créations d'offices inutiles ou contre les augmentations de gages, qui n'étaient que des emprunts forcés. La fiscalité royale rencontrait aussi, sans cesse, la résistance des autres compagnies, bureaux des finances, échevinages, etc... ; celle, également, des assemblées d'États. Et ces résistances n'étaient pas toujours vaines ; mais elles n'obtenaient gain de cause, le plus souvent, que par le rachat des nouvelles charges créées. Ce fut le cas, par exemple, pour les États de Dauphiné, en 1625. Le roi, « sous prétexte des frais des dernières guerres », avait créé dans la province, par trois édits, sept offices de trésoriers généraux de France, un grand nombre d'offices de procureurs postulants, de garde-notes, de receveurs-collecteurs des tailles, qui furent achetés en bloc par un partisan, le sieur Le Vieux. Les États du Dauphiné s'émurent et agirent par l'intermédiaire de leur syndic. Celui-ci obtint un arrêt du Conseil qui révoqua les trois édits. Mais il avait dû promettre que la province désintéresserait entièrement le partisan, ainsi que les particuliers qui avaient acquis déjà quelque'une des charges nouvelles¹.

Voici, enfin, un dernier exemple, particulièrement instructif, parce qu'il nous montre l'entente qui s'établissait spontanément entre les Compagnies pour prolonger le plus possible la résistance. Un édit de novembre 1626 avait imposé une augmentation de gages aux avocats et aux procureurs de tous les bureaux d'élection du royaume. Ceux de Normandie en appelèrent à la Cour des aides de Rouen, qui ordonna de surseoir au paiement des taxes. Le Conseil cassa l'arrêt de la Cour des aides. Les officiers s'adressèrent alors à la Chambre des comptes et en obtinrent un arrêt semblable à celui de la Cour des aides. Il fut lui-même cassé par le Conseil le 16 novembre 1627. Pourtant, la résistance continua et n'avait pas encore cessé au début de l'année 1629. Nous l'apprenons par le préambule d'un arrêt du Conseil du 18 janvier². « Néanmoins, y lisons-nous, au préjudice de tous lesd. arrestz [du Conseil], mesme du dernier, quy auroit esté signifié ausd. officiers, lad. Chambre des Comptes de Rouen, après avoir mandé M. Jean Palfresne, porteur des quictances du Trésorier des parties casuelles et commis à la recepte desd. taxes, n'auroit laissé de donner autres arrest le xiiii^e décembre dernier, par lequel (les semestres assemblez) elle auroit fait deffences à tous huissiers et sergens de faire aucunes contrainctes et exécutions contre lesd. officiers, ... quy est une entreprise manifeste contre l'auctorité desd. arrestz du Conseil, par le moien de laquelle

1. Arrêt du 8 mars 1625 (E. 81B, fol. 62).

2. E. 98, fol. 309.

le recouvrement des deniers de Sa Ma^{te} demeure retardé à son très grand préjudice, mesme ne se trouveroit doresnavant des huissiers qui voulussent exécuter les arrestz du Conseil. » Le Conseil, en cassant encore le dernier arrêt de la Chambre des comptes, décide alors que ses propres arrêts devront être exécutés, « et, conformément à iceux, que lesd. advocatz et procureurs du Roy des eslections de Normandie seront contraincts au payement de leursd. taxes » ; il fait, en même temps, « itératives deffences à lad. Chambre des Comptes de prendre aucune cognoissance ny empescher l'exécution desd. arrestz du Conseil, et ausd. officiers de s'y pourveoir sous les peines portées par lesd. arrestz » ; et le Conseil menace, enfin, les huissiers et sergents qui ne feraient pas leur devoir d'une peine « de mil livres d'amende et de privation de leurs charges ». La résistance avait, en tout cas, duré plus de deux ans, et je ne puis affirmer que l'arrêt du 18 janvier 1629 y ait mis fin, puisque je n'ai conduit mes dépouillements que jusqu'à la fin de ce même mois.

* * *

Les citations d'arrêts du Conseil que j'ai faites au cours de ce long exposé ont peut-être paru trop nombreuses. Elles me laissent pourtant le regret de n'avoir pu retenir beaucoup d'autres arrêts, qui nous donneraient une connaissance plus variée et plus concrète de la façon dont la vénalité des offices était pratiquée et de la place qu'elle tenait dans les spéculations des partisans et des bourgeois enrichis, ainsi que dans la politique financière, ou plus particulièrement fiscale, de la monarchie au temps de Louis XIII. Je voudrais, en terminant, en analyser encore quelques-uns, que je prends parmi les plus significatifs.

Un premier arrêt intéresse l'une de ces grosses charges, que les grands partisans se réservaient jalousement, semble-t-il, et dont seuls, d'ailleurs, ils étaient en état de payer la finance : je veux parler des charges de trésoriers de l'Épargne. Antoine Feydeau, dont la faillite retentissante fut l'un des événements de janvier 1626, avait acheté à Thomas Morant, en juillet 1625, une charge de trésorier de l'Épargne et en avait été pourvu, le 9 août, pour l'exercer aussitôt. Mais il n'avait pu verser comptant qu'une partie du prix convenu et, d'autre part, au moment de sa fuite, entre le 18 et le 20 janvier 1626, il était redevable au roi, sur le maniement de sa nouvelle charge, d'assez fortes sommes. Aussi le Conseil avait-il saisi et vendu l'office, malgré les protestations de Thomas Morant. Celui-ci n'avait pu que se porter adjudicataire et racheter son office au prix de 600,000 livres. « Sur quoy », lisons-nous

dans le préambule d'un arrêt du 18 avril 1628¹, « il aurait payé [il s'agit ici de Morant] au Sieur Martineau [le trésorier des parties casuelles] la somme de trois cens soixante mil cent quarante neuf livres, quatorze sols, un denier, qui est tout ce que led. Sieur Morant prétend estre deub à Sa Ma^{te} par led. Feydeau, pour sond. maniment de l'Espargne. » Ceci fait, et la créance du roi étant éteinte, Morant estimait que le reste des 600,000 livres, contre lesquelles l'office lui avait été adjugé, devait lui appartenir, « comme créantier privilégié » et parce que l'office était « sa chose et à luy spécialement hipotecquée ». Mais l'affaire se compliqua. Thomas Morant avait aussitôt revendu l'office à Macé Bertrand, sieur de la Bazinière, et il ne pouvait obtenir de ce dernier qu'il le payât, parce qu'un conseiller d'État, le président Aubery, se disait aussi créancier de Feydeau, depuis lors décédé, et avait fait procéder à une saisie, et parce que le trésorier des parties casuelles, Martineau, s'opposait à la délivrance des lettres de provision. C'est pourquoi Thomas Morant requiert « en attendant que l'estat au vray de la recepte et despence dud. Feydeau à cause dud. Espargne soit vérifié aud. Conseil et son debet liquidé, il pleust à Sa Ma^{te} ordonner que, sans s'arrester à l'opposition du S^r Martineau, led. S^r de la Bazinière soit tenu luy paier entièrement ce qui reste du pris dud. office, en fournissant par led. S^r Morant bonne et suffisante caution au greffe dud. Conseil de paier ce qui se trouvera estre deub à Sa Ma^{te} par led. Feydeau pour led. debet, jusques à la concurrence desd. deux cens trente neuf mil huit cens cinquante livres, cinq sols, dix deniers ». L'arrêt lui donna satisfaction. Il fut ordonné à Macé Bertrand de payer à Morant ce qu'il lui devait encore sur le prix de l'office, « dont, en ce faisant, il demeurera bien et vallablement discharged envers led. S^r Aubery, Martineau et tous autres, et led. Martineau envers Sa Ma^{te} et led. Aubery ». Morant était seulement tenu de donner, comme il s'y était lui-même offert, « bonne et suffisante caution au greffe du Conseil » et de payer, jusqu'à concurrence des 239,850 livres, ce qui se trouverait dû par Feydeau « à cause du maniment de lad. charge de Trésorier de l'Espargne ». L'opposition du trésorier des parties casuelles à la délivrance des lettres de provision serait alors levée ; La Bazinière entrerait en possession de l'office et devrait en payer le prix à Thomas Morant. Mais le litige, né d'une transaction de juillet 1624, n'était ainsi réglé que près de quatre ans plus tard, le 18 avril 1628².

1. E. 96A, fol. 304. — Un autre arrêt, du 12 avril 1628 (E. 96A, fol. 119), se rapporte à la même affaire.

2. Tous les personnages cités dans cet arrêt comptent parmi les plus gros traitants de

Un autre arrêt, long et précis, nous permet de suivre dans le détail l'action du Conseil au cours d'une affaire, d'ailleurs banale, d'attribution de taxes à certaines catégories d'officiers. Je vais m'efforcer de le résumer clairement.

En février 1620, un édit attribua en hérédité, et sous forme de taxation¹, à tous les receveurs généraux du taillon, deux deniers pour livre de leur recette pendant leur année d'exercice seulement², et moyennant une « finance » dont le Conseil fixa le montant; les receveurs étaient autorisés à retenir leurs deux deniers pour livre « par leurs mains », c'est-à-dire à les déduire de leur recette, ainsi que leurs anciens gages et droits. Il faut croire qu'ils ne se pressèrent pas d'acquitter la finance, car une déclaration du 18 novembre 1623 leur accorda un avantage supplémentaire, dont l'édit de 1620 n'avait pas fait mention et qui était d'importance : le paiement de la finance les dispenserait « de bailler aucunes cautions ni certification de leur receipt ». Cette déclaration royale fut confirmée par un arrêt de la Chambre des comptes du 20 décembre de la même année; mais la Chambre y ajoutait une précaution à laquelle, semble-t-il, le Conseil n'avait pas songé et qu'en tout cas il n'avait pas prise : la dispense de caution ne vaudrait que jusqu'à concurrence de la somme payée pour la finance. D'ailleurs, il ne semble pas que les receveurs généraux du taillon s'acquittèrent mieux envers le Trésor après la déclaration de 1623 qu'auparavant, car il fallut qu'un second édit, en février 1626, vérifié en la Chambre des comptes le 6 mars, leur attribuât, outre les deux deniers pour livre, un troisième denier tournois. Des avantages analogues étaient accor-

l'époque. On trouvera des détails précis sur la carrière d'Antoine Feydeau, adjudicataire général des aides et des gabelles de France, trésorier de l'Épargne en 1625, dans un article de Pierre Heumann qui a paru dans la *Revue d'histoire moderne* de janvier-février 1938. — Thomas Morant, sieur du Mesnil-Garnier, qui vendit sa charge à Feydeau, puis la racheta et la revendit, fut néanmoins, en 1626, « commis à l'exercice de la charge de Trésorier de l'Épargne de l'année dernière [1625] pour l'absence de M. Anthoine Feydeau » (arrêt du 1^{er} juin 1626, E. 87ⁿ, fol. 5). — Macé Bertrand, sieur de la Bazinière, qui acheta la charge de Morant, était encore trésorier de l'Épargne en 1631 (arrêt du 7 janvier 1632, E. 108^a, fol. 21). — Jean Martineau, trésorier des parties casuelles dès 1625 et je ne sais depuis quelle année, l'était encore tout au moins en 1632 (arrêt du 2 janvier, E. 108^a, fol. 4). — Il y avait à ce moment deux frères Aubery, Jean et Robert, tous deux « conseillers du Roi en ses Conseils privé et des finances ». Le président Aubery doit être Robert, devenu « président en la Chambre des Comptes » en 1619. Jean n'est jamais qualifié de « Président ».

1. De taxation sur les contribuables, bien entendu. — Un arrêt, du 2 mai 1626, cité plus haut, se rapporte à la même affaire.

2. Il y avait, dans chaque généralité, trois trésoriers généraux du taillon, le premier « ancien », le second « alternatif » et le troisième « triennal ». Chacun d'eux n'était en exercice qu'une année sur trois.

dés aussi aux receveurs particuliers du taillon¹ par un autre édit, dont la date est restée en blanc dans le texte de l'arrêt du Conseil auquel j'emprunte ces précisions; les receveurs particuliers étaient même mieux traités que les receveurs généraux, puisqu'il leur était attribué six deniers pour livre au lieu de trois et « pour en jouir par eux tant en l'année de leur exercice que hors icelluy ».

Mais, pour les années 1627 et 1628, le taillon fut augmenté de 930,000 livres dans chacune des généralités de Paris, Soissons, Châlons, Amiens, Rouen et Caen, Orléans, Tours, Bourges, Moulins, Poitiers, Limoges, Riom, Lyon, Bordeaux, c'est-à-dire dans la plus grande partie du royaume. Les perceptions en étaient accrues. Le roi se fit alors représenter les rôles des taxes que les receveurs avaient payées ou devaient payer au Trésor pour les nouveaux droits qui leur étaient accordés et il constata que les officiers jouissaient de ces droits « pour une finance si modique, eu esgard à la valeur d'iceux, » qu'ils devaient équitablement « secourir Sa Ma^{te} en la nécessité présente de ses affaires »; d'autant qu'ils devraient être tenus, en bonne justice, de faire un reversement au Trésor « pour l'année dernière [1627], à cause de l'augmentation du taillon ». De là l'arrêt du 25 mars 1628², que je citerai presque tout entier :

« Le Roy en son conseil a ordonné et ordonne que lesd. Receveurs généraux et particuliers du taillon jouiront à l'advenir desd. droictz à eux attribuez en hérédité par lesd. édictz et déclaration³..., en payant par eux es mains du Trésorier des parties casuelles, quinzaine après le commandement qui leur sera faict en vertu du présent arrest à leurs personnes ou domiciles, les sommes auxquelles chacun d'eux sera modérément taxé aud. Conseil par forme de supplément, et ce à proportion des sommes à quoy pourra monter et revenir la jouissance desd. droictz pour lesd. 930 mil livres, laquelle jouissance n'aura lieu que du jour du payement actuel qu'ils feront de leursd. taxes, autrement et à faute de ce faire dans led. temps, et iceluy passé, ils seront contrainctz par saisie de leurs biens, gaiges et droictz, nonobstant oppositions ou appellations quelconques et comme il est accoustumé pour les deniers et affaires de Sa Ma^{te}. » L'arrêt astreint, de plus, les receveurs à payer, en outre, « un sol pour livre des sommes à quoy monteront leursd. taxes, pour les fraiz de premier commandement, port et voyture desd. de-

1. Il y avait un receveur particulier du taillon dans chaque élection.

2. E. 95^s, fol. 209.

3. Les droits sont ici énumérés tout au long.

niers ». Pourtant, ceux qui se seront acquittés dans la quinzaine seront exempts de ce sol pour livre. Mais tous les autres devront le payer et reverser ce qu'ils auront perçu de trop, pendant l'exercice 1627, du fait de l'augmentation du taillon. Les receveurs généraux et particuliers du taillon en exercice pendant l'année 1627 « tiendront compte à leurs compagnons d'offices desd. droictz par eux perceus, ... chacun pour un tiers ». Enfin, ajoute encore l'arrêt, « où aucuns desd. officiers seroient en demeure de payer leurd. taxes¹ dans led. temps de quinzaine, ils demeureront privez de la participation desd. droictz, lesquels seront et appartiendront pour le tout à ceux y auront satisfait de leur part dans led. temps ; ... et outre Sad. Ma^{te} a permis et permet aux officiers et tous autres qui voudront secourir Sa Ma^{te}, en l'urgente nécessité de ses affaires, de la finance à quoy monteront lesd. taxes, de jouir desd. droictz en leur lieu et place², comme porteurs des quittances du Trésorier des parties casuelles, et s'il intervenoit quelques oppositions ou empeschemens à l'exécution du présent arrest, Sa Ma^{te} s'en est à Elle et à son Conseil réservé la cognoissance et icelle interdite à tous autres juges ». Nous ne savons pas si l'arrêt du 25 mars 1628 mit fin à la résistance passive des receveurs généraux et particuliers du taillon. Il nous donne, en tout cas, une idée précise des difficultés que rencontra le Conseil en matière d'augmentations de gages ou d'attributions de droits et des expédients qu'il en était réduit à employer pour les vaincre.

Je ne citerai plus qu'un dernier cas, celui-ci d'un ordre très différent. C'est une de ces créations d'offices, évidemment inutiles, qui pouvaient rapporter gros aux acquéreurs, mais qui lésaient tant d'intérêts que l'établissement ne s'en faisait pas sans peine. Et ma source ne sera pas, cette fois, un arrêt du Conseil. Je tire tout le détail de l'affaire d'un lot de papiers dépareillés, qui semblent provenir du greffe du Conseil et se sont trouvés recueillis par hasard dans un manuscrit de la Bibliothèque nationale, qui contient surtout des pièces concernant les secrétaires du roi. On y trouve un mémoire d'un sieur Pallot³ qui nous apprend ce qui suit.

Pallot avait « traicté, soubz le nom de Faverel, pour establir quan-

1. C'est-à-dire : si aucuns des officiers n'ont pas encore acquitté leur taxe.

2. Tous les passages soulignés l'ont été par moi.

3. Ce doit être Jean Pallot, ou Palot, dont je relève le nom dans un arrêt du Conseil du 12 août 1627 (E. 93n, fol. 104). Il y est qualifié de « conseiller notaire et secrétaire du roy », et il agit de concert, comme ici, avec un certain Faverel, dans une affaire d'achat et de revente d'offices. Faverel est également nommé, comme traitant, dans un autre arrêt, du 22 février 1625 (E. 81A, fol. 541).

tité d'offices de nouvelle création¹, et il avait fait ensuite « traicté particulier avec les nommés Decam² et Ficquepeau (en la place duquel est à présent le Sr Bachelier, esleu à Chartres, par subrogation dud. Ficquepeau à la mort dud. Decam) de cent offices de vendeurs de poissons de mer ». C'est alors Bachelier qui suit l'affaire. « Ensuite duquel traicté », lisons-nous dans le mémoire, « led. Bachelier, avec beaucoup de peine et faveur de ses amis, a fait taxer au Conseil quarente desd. offices à très vil prix et aux meilleures villes, et obtenu arrest pour les faire sceller en blanc³. » Nous voyons ici que les traitants pouvaient s'assurer dans le Conseil, quand ils y avaient des amis et savaient entretenir leur bienveillance, des complicités fort avantageuses. Il s'agissait, en l'espèce, d'offices de vendeurs de poissons de mer à Saurmur, Angers, Poitiers, Boulogne, Reims, Niort, Parthenay, Bressuire, etc..., et chaque office était taxé environ 400 livres. Mais les difficultés à vaincre et les compétitions à écarter ne manquaient pas. Les difficultés d'abord : « Led. Bachelier, ayant lesd. offices en main, s'est transporté en tous les lieux où lesd. offices se devoient establir, où il a treuvé des oppositions, qui a esté cause qu'il a obtenu plusieurs arrests du Conseil et fait condamner les opposans aux despens. » Puis les compétitions : « Ce qui a esté cause qu'un nommé Lalouette, au préjudice du parti dud. Pallot, a traicté avec le Roy pour vingt-cinq offices de vendeurs de poissons au Parlement de Paris et soixante et quinze au Parlement de Rouen ; mais il a esté évincé de ce traicté par le Sr Nozereau, moyennant quarante mil livres de desdommagement. » Sans doute Nozereau était-il plus ou moins d'accord avec Bachelier. Pourtant, celui-ci n'était plus, après tant de démarches et de débours, en état de conserver l'affaire. « Maintenant », continue le mémoire, « led. Bachelier, qui a fait de très grands fraiz pour obtenir les arrests du Conseil cy dessus mentionnés, désireroit de trouver personnes plus puissantes pour composer avec luy des offices qui luy reste » ; et il en explique la raison, tout en portant très haut les bénéfices qu'un autre que lui, mieux fourni de capitaux, pourrait tirer d'une pareille affaire. Il se fait fort de montrer, « à celuy qui voudra traicter avec luy, la très grande utilité, en ce que tel office, qui n'est taxé par exemple que quatre cens livres, vaudra plus de huit cens par an, estant estably, et avecq

1. Ce devait être un assez gros « parti ».

2. Je ne suis pas certain de ma lecture.

3. C'est-à-dire : pour se faire délivrer les lettres de provision les noms en blanc. — C'est toujours moi qui souligne.

un peu de patience ; laquelle led. Bachelier ne peut avoir, parce qu'il faut qu'il en paie le pris aud. S^r Pallot ; et c'est, ajoute le mémoire, sur cette raison de grand profit que le S^r Nozereau n'a faict difficulté de donner les susd. desdammagemens aud. S^r Lalouette, encores qu'il n'eust faict les fraiz que led. Bachelier a faictz¹ ».

Nous ne pouvons mieux voir qu'ici, je crois, ce qu'étaient ces « partis » conclus entre le Conseil et les traitants, à propos de ventes d'offices nouvellement créés, et qui n'avaient pas d'autre intérêt pour le roi que de fournir le gage d'emprunts auxquels toutes sortes de gens, et non pas le seul partisan, se trouvaient intéressés. C'étaient, pour certains d'entre eux, de véritables opérations de jeu, qui pouvaient rapporter beaucoup, mais qui coûtaient cher : elles ne procuraient guère un bénéfice à peu près certain qu'au gros traitant (c'est ici Jean Pallot), qui disposait d'assez d'argent ou de crédit pour attendre, longtemps parfois, que l'opération rapportât. Quant au Conseil, nous comprenons bien aussi, après avoir lu ce mémoire, qu'il tint particulièrement à rester seul juge de l'exécution des « partis ». Il en avait d'excellentes raisons.

* * *

Il faut s'arrêter, les sources étant inépuisables. J'espère du moins que tant de citations, prises à peu près au hasard, laissent une impression nette de la place que tenait la vénalité des offices dans l'administration du royaume et dans la société française au temps de Louis XIII. Des impressions, c'est bien, il me semble, ce que l'on peut tirer, à défaut de conclusions générales, d'un article comme celui-ci.

C'est d'abord l'impression qu'il serait difficile d'exagérer le rôle, dans la fiscalité de ce temps, des créations d'offices, des augmentations de gages et de toutes les formes d'emprunts que la vénalité des offices a permis d'inventer. Il n'y a guère d'« affaire extraordinaire » qui ne relève d'elle. Et l'on sait que la monarchie ne pouvait déjà plus et ne pourra plus se passer des affaires extraordinaires. Non pour équilibrer ses budgets (elle ne faisait pas de budgets et, si elle en avait fait, elle n'aurait pu songer à les équilibrer), mais pour subvenir, au jour le jour, aux plus « urgentes nécessités de ses affaires ».

Notons, à ce propos, que le caractère même des « parties casuelles », imprévisibles par nature et que l'on croyait volontiers presque indéfi-

1. Bibl. nat., ms. fr. 18240, fol. 212.

niment extensibles, explique peut-être en partie que la royauté se soit résignée à vivre d'expédients et ait aussi longtemps pris son parti de ne point savoir à l'avance quand et comment elle se procurerait les ressources indispensables à ses besoins. Notons aussi que les progrès de la vénalité datent précisément de l'époque où la crise financière du *xvi^e* siècle a fait à peu près disparaître du royaume les banquiers étrangers, italiens surtout, qui « finançaient » la politique française au temps des guerres d'Italie. Nos rois ont dû vite s'apercevoir qu'il leur fallait trouver d'autres prêteurs, et le développement de la vénalité est arrivé juste à point pour leur en fournir. Aux banquiers de jadis ont succédé les « partisans ». La vénalité est alors devenue, comme un peu plus tard le pensera Richelieu, un mal nécessaire. On sait qu'il s'est excusé de ne l'avoir point abolie, parce qu'il le jugeait impossible « en une Monarchie dont les imperfections ont passé en habitude, et dont le désordre fait (non sans utilité) partie de l'ordre de l'État ». Il semble bien, au total, que la vénalité des offices ait permis à la monarchie de vivre, ce qui était bien quelque chose, mais de mal vivre, en s'épargnant le souci de réformes profondes, qui seules auraient pu la faire durer.

Une autre impression, c'est que la vénalité des offices a joué aussi, dans la formation et dans l'ascension de la bourgeoisie, un rôle notable, peut-être même considérable. Il faudrait d'autres recherches que les miennes, et orientées de façon différente, pour mesurer avec quelque précision la part que représentaient les offices dans la fortune de la bourgeoisie au temps de Louis XIII. Mais je croirais volontiers, en tout cas, que la gestion des offices de finance a marqué souvent un premier stade, dans l'ascension de la bourgeoisie et dans la constitution de sa fortune, avant l'accession à la noblesse par l'acquisition de la terre ou par l'exercice des grandes charges.

On ne peut douter, enfin, me semble-t-il, qu'une administration comme celle qui s'est organisée au *xvi^e* siècle sur la base de la vénalité des offices ne pouvait être qu'une administration détestable. Ces compagnies d'officiers, qui tous avaient acheté leur charge et s'efforçaient naturellement d'en tirer une large rémunération de leurs avances, échappaient presque complètement au contrôle du roi, c'est-à-dire du Conseil royal, trop éloigné, mal informé et qui, le plus souvent, ne pouvait se faire obéir. Elles s'opposaient à la centralisation nécessaire. Elles mettaient les intérêts particuliers de leurs membres, et plus encore leurs propres intérêts collectifs, bien au-dessus de l'intérêt général. Elles étaient corrompues par nature. Et nous avons vu que la corruption,

par une contagion inévitable, avait gagné jusqu'au Conseil du roi. La règle était partout le profit, et non plus le service. Il semble qu'une pareille forme d'administration n'ait présenté qu'un seul avantage : celui d'avoir créé une bourgeoisie d'argent, dont la fortune s'est trouvée liée à l'existence même de la monarchie absolue et sur laquelle celle-ci, pendant quelque temps, s'est appuyée. Mais l'alliance ne pouvait être durable, parce que l'administration de cette bourgeoisie d'argent devenait de plus en plus oppressive et que la monarchie ne pouvait lui sacrifier l'intérêt général et l'unité française, dont le roi était encore le symbole. Dès la fin du ^{xvii}^e siècle, la création d'une monarchie administrative par Louis XIV et Colbert mit fin à l'alliance.

G. PAGÈS,

Professeur honoraire à la Sorbonne.

L'OPPOSITION DE L'ANGLETERRE ET DE LA FRANCE

AU TRAITÉ D'UNKIAR-ISKELESSI

EN 1833¹

La guerre de Crimée eut pour principal objet de cantonner la Russie dans le nord de la mer Noire. On préservait ainsi les communications britanniques avec l'Inde. Cette guerre devait également permettre à la France d'échapper à l'isolement qui lui avait été imposé en 1815. Le développement des bases navales russes dans la mer Noire commence, en réalité, à la fin de l'année 1833 ; il résulte de l'opposition faite par les deux principales puissances de l'Europe occidentale à la conclusion, par la Russie, d'un traité d'alliance défensive avec la Turquie. Ce traité fermait les Dardanelles à l'Angleterre et à la France, mais il ouvrait aux Russes le Bosphore. Ce fut cet accord russo-turc qui détermina, par réaction, la Grande-Bretagne à adopter une politique orientale qui ne devait point se démentir par la suite : elle consistera à surveiller avec une constante vigilance l'Empire ottoman vermoulu qui constitue, de par sa position géographique, une proie facile pour la Russie. La controverse diplomatique la plus significative qui mit aux prises, avant la guerre de Crimée, la Russie et les puissances maritimes, laissant aisément pressentir quelles seraient les suites de ce conflit, s'est engagée pendant la conclusion de ce traité et au cours des semaines qui ont suivi sa signature. Le présent article se propose de retracer l'opposition que firent à la politique russe en Turquie, entre mars et décembre 1833, la Grande-Bretagne et la France.

1. Une bourse universitaire accordée à M. Vernon J. Puryear par *The Social Science Research Council* a permis à l'auteur d'effectuer les recherches qui ont fourni la matière du présent article. Un livre sur la politique commerciale de l'Angleterre dans le Proche-Orient (*British Commercial Policy in the Near East, 1800-1850*) est sous presse.

I

Pendant l'automne de 1832, après d'importants succès militaires remportés par Méhémet-Ali sur son maître le Sultan, l'opinion générale à Alexandrie était que l'inflexible politique du Pacha aurait pour résultat de couper en deux l'Empire ottoman. On prévoyait pour l'hiver l'avance des troupes de Méhémet-Ali, dans une Asie Mineure démoralisée, vers Koniah et vers Constantinople, à moins qu'une ou plusieurs puissances européennes n'intervinssent en faveur du Sultan. On envisageait l'éventualité d'une révolution à Constantinople comme « inévitable¹ » : elle entraînerait probablement la substitution d'un jeune et vigoureux empire arabe à la Turquie qui tombait en ruines. Le Sultan implorait l'aide des grandes puissances dont il ne recevait que des réponses négatives. En désespoir de cause, il se tourna vers son ancienne ennemie, la Russie.

Le tsar Nicolas I^{er} envoya une armée et une flotte vers le Bosphore en février 1833. Peu après, la paix était conclue entre la Turquie et l'Égypte². Le corollaire du secours russe fut l'ouverture de négociations par le comte Orlof et par le ministre Butenev en vue d'une alliance défensive permanente entre la Russie et la Turquie³. La Russie venait de prouver qu'elle était disposée à défendre la Turquie contre une menace qui visait à détruire le faible organisme politique établi sur le Bosphore et que le Conseil secret du tsar Nicolas avait décidé d'étayer en 1829⁴. Une alliance serait pour la Russie la juste récompense de ses bons offices. Il était probable, au surplus, que la réapparition du péril égyptien rendrait à nouveau nécessaire l'emploi des troupes russes.

La Russie avait fait cavalier seul dans la question turco-égyptienne. Elle agit de même dans les négociations qui suivirent, à Constantinople. Cette attitude était facilitée par le fait que la Grande-Bretagne n'avait pas encore adopté une politique nette, antirusse, et par l'ab-

1. Acerbi à Metternich, le 28 août et le 16 novembre 1832. Haus-, Hof-, und Staatsarchiv de Vienne, folio I (les initiales H. H. u. S. A. serviront désormais à désigner cette référence).

2. Pour les faits essentiels du conflit turco-égyptien qui prend fin en 1833, se reporter aux livres de M. Sabry, *L'empire égyptien sous Mohamed Ali* (Paris, 1930), p. 191 à 241, et de G. Rosen, *Geschichte der Türkei, 1826-1856* (Leipzig, 1866), p. 136 à 178.

3. S. M. Goriaïnov, *Le Bosphore et les Dardanelles* (Paris, 1910), p. 40 et suiv.

4. Voir l'étude nouvelle fondamentale de R. J. Kerner, *Russia's new policy in the Near East after the peace of Adrianople*, avec le texte du protocole du 16 septembre 1829. *Cambridge Historical Journal*, VI, 1937, p. 280-290.

sence de Stratford Canning, ambassadeur *par excellence* de l'Angleterre en Turquie, au XIX^e siècle. Celui-ci avait quitté la capitale turque en septembre 1832¹. Lord Ponsonby fut nommé en remplacement de Canning, mais son arrivée à Constantinople fut retardée jusqu'en mai 1833. Canning avait insisté pour que l'Angleterre soutînt la Turquie contre l'Égypte²; Palmerston avait refusé. L'Angleterre était alors préoccupée par les affaires de Belgique et par une mise au point délicate de ses réformes intérieures. Palmerston avait reçu l'assurance que la Russie désirait secourir la Turquie³; de plus, l'attitude de la France, qui paraissait assez favorable à l'Égypte, demeurait encore problématique à l'égard de la Russie. Il se pourrait que la France aidât ouvertement l'Égypte ou même qu'elle collaborât avec la Russie, si elle recevait quelque encouragement de Saint-Petersbourg⁴. Il est certain que la sympathie du peuple français allait à Méhémet-Ali, dont la cause avait été popularisée par le Parlement et par la presse. Depuis de nombreuses années, des officiers français servaient dans l'armée et dans l'administration égyptiennes. Le fonctionnaire français J.-E. Varennes, qui ne fut jamais officiellement désavoué, encourageait Méhémet-Ali à revendiquer la Syrie tout entière. Palmerston lui-même donnait au Pacha quelque espérance de secours en remplaçant à Alexandrie, en mars 1833, John Barker par Patrick Campbell, et ce dernier recevait le titre plus important « d'agent-consul général⁵ ». Pendant ce temps, à Constantinople, un nouvel ambassadeur français, l'amiral Roussin, luttait contre l'influence russe tout en s'efforçant de réconcilier la Turquie et l'Égypte⁶. La puissante escadre russe qui était ancrée dans le Bosphore

1. En novembre 1832, Canning fut nommé ambassadeur en Russie, nomination qui ne fut pas acceptée par Saint-Petersbourg. S. Lane Poole, *Life of Stratford Canning* (Londres, 1888), t. II, p. 18 et suiv.

2. Canning à Palmerston, le 19 décembre 1832. *Cambridge History of British Foreign Policy* (Cambridge, 1922), t. II, p. 638.

3. Pozzo di Borgo fut envoyé à Londres, où il séjourna deux mois, au début de 1833. Tel était sans doute l'objet de sa visite. Voir A. Maggiolo, *Pozzo di Borgo* (Paris, 1890), p. 353.

4. Voir l'importante publication documentaire de G. Douin, *La première guerre de Syrie*, 2 vol. Le Caire, 1931.

5. H. H. u. S. A. Alexandrien, fol. 4.

6. « Après 1821, la politique de la France à l'égard de l'Égypte fut en tous points semblable à celle que devait suivre plus tard Napoléon III à l'égard de l'Italie. » La politique française dans le Proche-Orient, de 1829 à 1841, fut contradictoire : elle visait à renforcer la puissance égyptienne dans le but de compenser l'infériorité navale de la France dans le Levant, et elle s'efforçait en même temps de maintenir l'intégrité de l'Empire turc. D'ailleurs, la France ne désirait pas une complète indépendance pour l'Égypte ; une telle puissance n'eut pas manqué de contrecarrer l'influence française dans le reste de l'Afrique du Nord. Sabry, *op. cit.*, p. 165.

alarmait Roussin¹. Jouant le rôle de médiateur, il fit accepter à Méhémet-Ali, le 8 mars 1833, une paix qui divisait le monde musulman, puis il se mit en devoir de combattre efficacement la politique russe².

L'intérêt de l'Autriche était d'obtenir l'évacuation de l'Asie Mineure par les troupes égyptiennes. Metternich envoya Prokesch-Osten à Alexandrie pour négocier sur ce point en février 1833, c'est-à-dire au moment où se poursuivaient les pourparlers relatifs à la paix de Koniah. Metternich était hostile au soulèvement égyptien ; il ne pardonnait pas à la France d'avoir facilité l'acquisition de la Syrie par Méhémet-Ali. Il admettait toutefois que l'administration de la Syrie, à la condition de fixer à ce pays des limites territoriales précises, pût être confiée à des fonctionnaires égyptiens³. Le baron Stürmer, qui remplaça Ottenfels à l'ambassade de Constantinople en mars 1833, entretenait « confidentiellement avec Butenev des relations empreintes de la plus grande franchise⁴ ».

Dès avril, Palmerston était convaincu de la nécessité pour l'Angleterre de participer à la question du Proche-Orient. Il fit rédiger des instructions secrètes ordonnant à l'escadre de la Méditerranée de quitter Malte pour Alexandrie et d'y rester jusqu'au règlement de cette question turco-égyptienne⁵. En mai, l'amiral Pulteney Malcolm fut mis à la tête de l'escadre britannique et reçut l'ordre de cingler au nord vers la baie de Besika. Malcolm devait y attendre de nouvelles instructions, tout en gardant avec Ponsonby un contact étroit. Il traiterait en allié l'amiral français ; il était interdit à la flotte de prendre, sans ordre, la moindre initiative qui pût paraître hostile⁶.

Sur ces entrefaites, une escadre française avait été envoyée dans le Levant. Elle comprenait trois vaisseaux de ligne et deux navires de moindre importance sous le commandement de l'amiral Hugon. Les milieux diplomatiques prêtaient à la France l'idée de forcer le passage des Dardanelles dans le but de faire échec à la flotte russe toujours

1. Quatre vaisseaux de ligne, quatre frégates et deux corvettes. P.-H. Mischel, *La mer Noire et les détroits de Constantinople* (Paris, 1899), p. 277.

2. Jusqu'à l'été de 1836, date à laquelle circula le bruit d'une alliance russo-égyptienne, les puissances occidentales n'ont pu réaliser quelle était l'impuissance de la Turquie en face de la Russie. Voir Vernon J. Puryear, *International economics and diplomacy in the Near East* (Stanford Press, 1935), p. 11 à 70.

3. Metternich à Prokesch-Osten, le 23 février 1833 (confidentiel). H. H. u. S. A. Türkei, 42.

4. H. H. u. S. A. Türkei, 42.

5. British Public Record Office, ms. Ordres secrets de l'Amirauté, 1695.

6. Palmerston à l'Amirauté, le 10 mai 1833. P. R. O., ms., Foreign Office, 195 ; Turkey, 109.

embossée devant Constantinople, attendant que soit achevée l'évacuation de l'Asie Mineure par les Égyptiens¹. Le gouvernement français n'adressa aucune instruction de ce genre à Roussin, qui demanda lui-même aux autorités ottomanes la permission d'envoyer une escadre dans les Dardanelles ; elle y resterait jusqu'au retrait des forces russes. Cette requête fut rejetée², peut-être à cause de la présence d'Orlov qui était en train de négocier le traité secret avec la Turquie³. Roussin avait probablement voulu éprouver les dispositions de la Porte à l'égard des puissances maritimes. Il fit savoir, de sa propre autorité, aux agents français d'Alexandrie qu'il ne déplairait peut-être pas à la France de se servir de l'Égypte en guise de contrepoids à la Russie. Prokesch-Osten vint à l'apprendre et Roussin fut rappelé à l'ordre⁴ par le duc de Broglie⁵.

Ponsonby trouva donc la situation tendue à son arrivée à Constantinople. Il demanda sans détours au consul britannique des Dardanelles si les Russes s'occupaient d'accroître les fortifications du détroit. Il lui fut répondu que non. Deux officiers anglais⁶ se livrèrent, en juin, à une minutieuse étude de la passe. Le 22 juin, l'escadre britannique forte de sept vaisseaux de ligne, d'une frégate et d'un cotre, arrivait à Tenedos. Orlov donna à Ponsonby l'assurance que le départ des Russes suivrait la retraite d'Ibrahim. On mesurait la portée de l'influence russe à Constantinople à ce fait que les Anglais commençaient à obtenir difficilement des firmans autorisant le passage de leurs unités légères dans les Détroits, tandis que les navires russes au service de la légation de Grèce franchissaient les passes sans délai ni difficulté⁷. Ponsonby, ému sans aucun doute par l'enquête qu'avaient menée les officiers britanniques, inclinait à penser qu'une tentative ayant pour but de forcer les Dardanelles « pourrait être une dangereuse entreprise » ; il importait, par conséquent, de maintenir la présence de la flotte pour l'effet moral qu'elle causait, mais de ne pas engager celle-ci avant l'arrivée de renforts suffisants pour rendre son succès certain. « Si les

1. Stürmer à Metternich, le 11 mai 1833. H. H. u. S. A. Türkei, 41.

2. Talleyrand à Broglie, le 11 juin 1834. Archives du ministère des Affaires étrangères (Paris), ms. Angleterre, 641 (citées désormais sous la référence A. A. É.).

3. Goriainov, *op. cit.*, p. 37.

4. A. A. É. Turquie, 267.

5. Le ministre français des Affaires étrangères.

6. Le capitaine Copeland et le lieutenant Graves.

7. Lander à Ponsonby, le 26 juin 1833. F. O., 195 ; Dardanelles, 95.

Russes sont sur le point de se retirer », écrivait-il à Palmerston, « il serait prudent d'éviter la moindre complication¹. »

Roussin et Ponsonby avaient tous deux connaissance des négociations secrètes menées par Orlov en vue d'un traité, mais ils se gardaient d'intervenir, estimant qu'une telle démarche aurait pour effet d'ajourner l'évacuation du Bosphore par les Russes. Ce fut Roussin qui signala le premier ces pourparlers, le 23 mai. Il avait conféré sur ce sujet avec Ponsonby : « Nous avons décidé de nous en tenir à l'observation », déclarait l'ambassadeur français dans son rapport à de Broglie, « et de nous abstenir de toute opposition directe, persuadés que notre principal intérêt est d'éviter tout ce qui pourrait empêcher l'évacuation du Bosphore par la Russie. » On pensait qu'une alliance russo-turque serait moins fâcheuse que le bivouac prolongé des Russes devant Constantinople. La première éventualité n'impliquait pas au moins de menace directe. Cette décision tenait également compte des résultats douteux que pourrait avoir toute tentative dirigée contre les Dardanelles pour neutraliser ou chasser les Russes. Roussin, qui agissait de concert avec Ponsonby suivant les instructions qu'il avait reçues, était d'avis qu'une démonstration hostile des forces franco-anglaises aurait été « *plutôt nuisible qu'utile*² ».

Sur ces entrefaites, les négociations russo-turques menées en secret aboutirent à un résultat positif. De toute évidence, la Russie cherchait à régulariser une situation de fait qui datait du moment où ses troupes étaient accourues au secours du Sultan. On a donné du désir que pouvaient avoir les Turcs de s'allier aux Russes les raisons suivantes :

1^o Les Turcs s'étaient accoutumés à l'amitié russe ; leur crainte traditionnelle de la Russie avait de ce fait diminué. Se sentant menacés sur d'autres fronts, ils recherchaient cette amitié.

2^o Le traité ne manquerait pas de créer entre la Russie et les puissances maritimes une active rivalité : les inconvénients qu'il présentait seraient neutralisés *ipso facto*.

3^o Le Sultan désirait prendre sa revanche sur Méhémet-Ali : il se tournait vers l'alliance russe qui devait lui fournir le moyen le plus rapide d'atteindre ce but.

4^o Enfin, c'était un argument de poids que la promesse faite par le tsar d'évacuer Silistrie et de réduire le solde impayé de l'indemnité de

1. Ponsonby à Palmerston, le 7 juin 1833. F. O., 146 ; France, 143.

2. A. A. E. Turquie, 267.

guerre due par la Porte à la Russie depuis le conflit de 1828-1829¹.

Avant que les forces russes fussent retirées du Bosphore, Orlov signa avec les ministres de Mahmoud II le traité « secret » d'Unkiar-Iskelessi (8 juillet 1828)². Ce traité constituait une alliance défensive valable pour huit ans ; il consacrait nettement la prépondérance politique de la Russie dans les Détroits. Cette puissance faisait du Sultan son allié en lui promettant « un secours matériel et l'assistance la plus efficace » pour assurer, en cas d'attaque, la sécurité de ses possessions. Le Sultan promettait à la Russie la réciprocité. Par contre, un article secret du traité précisait les obligations réelles de la Porte : elle devait « borner son action en faveur de la Cour impériale de Russie à fermer le détroit des Dardanelles, c'est-à-dire à ne permettre à aucun vaisseau de guerre étranger d'y entrer sous aucun prétexte quel qu'il fût³ ». Cette obligation pour la Turquie de fermer le détroit aux ennemis du tsar supposait l'éventualité d'une occupation militaire des Dardanelles par la Russie, au cours d'une guerre orientale, car les Ottomans seraient incapables de défendre seuls ce détroit contre une attaque combinée des Français et des Anglais. Il était évident, au surplus, que la Russie acquerrait le droit d'intervenir dans tout arrangement auquel la Turquie pourrait souscrire par la suite et qui serait en contradiction avec les termes du traité. D'après cette alliance, la Turquie ne pouvait se permettre d'ouvrir en temps de paix les Dardanelles à l'Angleterre et à la France, contrairement à l'ingénieuse interprétation de Ponsonby. Le traité ne donnait pas davantage à la Russie, que ce soit en temps de paix ou en temps de guerre, le droit de faire passer à sa guise ses navires de la mer Noire dans la Méditerranée, ainsi que le suggère un éminent historien français⁴. Le traité spécifiait que, sur la demande de la Russie, dans une guerre où celle-ci serait engagée, la Turquie fermerait les Dardanelles à tous les bateaux de guerre étrangers. Il existait déjà un règlement turc interdisant aux bâtiments de guerre étrangers le passage du détroit pendant le temps de paix, mais cet acte uni-

1. Sabry, *op. cit.*, p. 254-255.

2. A. M. Zaionchkovskii, *Vostochnaia Voïna, 1853-1856* (La guerre d'Orient, 1853-1856) (Saint-Petersbourg, 1908), App. I, p. 56.

3. Parliamentary Papers, Turkey, n° 16 (1878) : *Traité et autres documents concernant la mer Noire, les Dardanelles et le Bosphore*, n° 39.

4. F. P. G. Guizot, *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps* (Paris, 1860), t. IV, p. 42. — Nesselrode n'a cessé de démentir cette interprétation. Le 16 juillet 1839, par exemple, le vice-chancelier affirma que l'article secret s'appliquait à la Russie comme aux autres puissances. Nesselrode à Lieven, communiqué à Palmerston le 2 février 1834. F. O., 65 ; Russia, 216.

latéral ne fut pas reconnu par les autres nations avant 1840. Seule, l'Angleterre l'inséra dans un traité signé en 1809 et qui, cela va sans dire, n'engageait qu'elle et la Turquie, aux dépens de la marine de guerre britannique. Le traité de 1809 ne pouvait transformer en une obligation internationale, liant toutes les puissances, ce règlement que d'autres nations se réservaient d'appliquer selon les besoins du moment ou de leur politique. L'accord de 1809 laissait de plus au Sultan toute liberté pour modifier, s'il lui plaisait, cette « ancienne disposition », mais, d'autre part, le traité d'Unkiar-Iskelessi lui retirait le droit de changer d'avis sur ce chapitre pendant une guerre où serait engagée la Russie ou la Turquie. Il faut insister sur le fait que le traité d'Unkiar-Iskelessi fermait les Dardanelles seules et non pas le Bosphore, ce qui avantageait la Russie en cas de conflit. Le comte Ficquelmont a donné dans un mémoire écrit en 1835 une judicieuse interprétation de la politique turque dans les Détroits, après le traité, en fonction des événements contemporains. Ce qui, d'après lui, justifiait le traité, c'est que la Turquie, puissance neutre, ne pouvait évidemment que fermer les Dardanelles, à moins d'exposer sa capitale à une attaque brusquée d'escadres étrangères. Puissance belligérante, au contraire, elle ouvrirait tout naturellement le détroit à ses alliés et elle le fermerait à ses ennemis. La raison imposait à la Turquie cette ligne de conduite ; « ni le traité de 1809 conclu avec l'Angleterre, ni le traité d'Unkiar-Iskelessi signé avec la Russie ne peuvent modifier en rien cette position turque ». Une simple déclaration faite dans ce sens, conclut Ficquelmont, aurait pu dissiper complètement l'atmosphère de tension qu'avait créée l'opposition de la France et de l'Angleterre au traité¹. Il faut toutefois apporter une réserve à cette conclusion : elle consiste dans ce fait qu'en vertu du principe de réciprocité contenu dans le traité d'Unkiar-Iskelessi, la Russie et la Turquie auraient toujours les mêmes ennemis. En réalité, l'objet du traité était d'empêcher le retour d'un conflit russo-turc et d'enlever toute chance de succès à l'attaque de la Turquie par quelque autre puissance².

Roussin fut le premier à signaler la signature de l'alliance russo-turque. Bien qu'il s'agit d'une alliance « secrète », selon son texte même, l'ambassadeur français envoyait un rapport sur la teneur générale de

1. H. H. u. S. A. Varia de Russie, 32.

2. Orlov quitta Constantinople deux jours après la signature du traité. Le 17 juillet, il était à Odessa. Quelques jours plus tard, l'amiral Ricord passait le détroit avec une petite escadre venant de la mer Égée, où celle-ci était au mouillage. La traversée s'effectua sans incident, au grand étonnement des fonctionnaires français et anglais. F. O., 65 ; Russia, 209.

cet acte le jour même où il était signé¹. Orlov partit le 10 juillet et, le lendemain, le personnel de toutes les ambassades était au courant de la conclusion du traité². Le 12 juillet, Ponsonby envoyait à Palmers-ton une copie du traité qui lui avait été remise par le ministre turc des affaires étrangères et deux versions de l'article secret. L'une d'elles était authentique et l'autre, qui accompagnait l'envoi du ministre ottoman, était abrégée et déformée : au lieu de présenter nettement la fermeture des Dardanelles pour les ennemis de la Russie comme une obligation de l'alliance, le texte disait qu'on y procéderait « au besoin ». Ces copies furent reçues à Londres le 12 août³. Le 12 juillet, Roussin signalait à son gouvernement le sens de l'article secret, mais il ne parvint pas à se procurer le texte même avant le 16 de ce mois⁴. Le 14 juillet, Stürmer, qui avait été quelque peu dans la confidence d'Orlov, envoya à Metternich le résumé substantiel du traité, sans l'article secret. Il attirait l'attention de Metternich sur le fait que le traité ne contenait aucun article par lequel la Russie garantissait l'indépendance et l'intégrité de la Turquie. Stürmer croyait que le traité rencontrerait une certaine opposition, surtout de la part de la France, mais qu'une fois l'émotion calmée il servirait de base à un protectorat russe sur l'empire turc. Stürmer estimait que la Porte avait trouvé une sorte de satisfaction d'*amour-propre national* dans la conclusion d'une alliance avec la Russie, au moment où Angleterre et France appuyaient la cause turque de leurs démonstrations⁵.

Le traité ayant été révélé, Roussin et Ponsonby se concertèrent, non sans inquiétude, sur les mesures qu'il leur faudrait prendre dans un avenir prochain. Des instructions identiques leur enjoignaient de « se mettre d'accord sur l'emploi des escadres », c'est-à-dire qu'ils pouvaient ou renvoyer les flottes ou les tenir prêtes à toute éventualité hors des Dardanelles. Toute démonstration hostile leur était interdite. Ils décidèrent de maintenir les escadres dans le voisinage des Dardanelles jusqu'au moment où Londres et Paris, ayant eu connaissance du traité, enverraient de nouvelles instructions. Tout d'abord, les flottes occidentales avaient cinglé vers les Détroits dans le but de neutraliser la présence des navires russes dans le Bosphore ; cette manœuvre avait

1. Roussin à Broglie, le 8 juillet 1833. A. A. É. Turquie, 267.

2. Voir le *Morning Herald* de Londres du 21 août 1833.

3. F. O. Turkey, 224.

4. A. A. É. Turquie, 267.

5. H. H. u. S. A. Türkei, 41.

échoué. Les Russes partis, elles étaient maintenant postées de telle façon qu'elles dussent provoquer le retour des Russes. Roussin craignait, en particulier, que ceux-ci ne revinssent quand on apprendrait en Russie que le texte du traité secret était entre les mains des représentants des puissances occidentales. Roussin sonda Stürmer qui parut indifférent. Ponsonby et Roussin insistaient chaque jour davantage sur la menace que constituait en réalité ce traité contre l'Angleterre et contre la France. Leurs rapports exprimaient la crainte qu'il ne servit à des buts offensifs, malgré l'allure toute défensive de son texte. Celui-ci spécifiait sans doute que la Russie n'accourrait au secours de la Turquie qu'après en avoir été priée par cette dernière, mais « quiconque connaît la faiblesse du Sultan ou sa dévotion envers la Russie », concluait Roussin, « ne peut douter que cette réserve soit une clause de style incapable d'arrêter les Russes¹ ».

De toute évidence, les ambassadeurs anglais et français étaient impatients et inquiets. Leurs instructions leur interdisaient cependant toute démonstration d'hostilité. La seule chose qu'ils pussent faire était d'attendre des ordres, et un échange de courrier avec leurs capitales nécessitait, à cette époque, six semaines et même davantage. Pulteney Malcolm organisa, le 22 juillet, une petite démonstration : il poussa vers Constantinople sur un navire de soixante-quatorze canons, prétextant la livraison de quelques fusils au Sultan. Mahmoud II protesta contre le franchissement des Dardanelles et refusa de recevoir l'amiral². Celui-ci profita de sa visite pour conférer avec les ambassadeurs de France et d'Angleterre. Il approuva la ligne de conduite précédemment adoptée : tenir les flottes prêtes à l'action tout en s'abstenant de tout geste inamical, en attendant que des ordres fussent envoyés. On fut d'accord sur ce point que le danger russe persisterait jusqu'au moment où l'on apprendrait la nouvelle de la démobilisation de la flotte russe de la mer Noire. La flotte turque restait, pendant ce temps, sur le pied de guerre. La Turquie montrait clairement sa nervosité, peut-être sur les conseils de Butenev. La Porte demanda officiellement à Ponsonby et à Roussin de s'enquérir du motif exact du maintien, dans la région des Dardanelles, des escadres occidentales de Malcolm et de Hugon, malgré le rétablissement de la paix. Il lui fut répondu que les flottes n'attendaient que des instructions pour se retirer. Roussin voyait là une excellente occasion d'adresser à la Turquie

1. Roussin à Broglie, le 16 juillet 1833. A. A. É. Turquie, 267.

2. Ponsonby à Palmerston, le 26 juillet 1833. F. O., 146 ; France, 144.

une blessante répartie, mais Ponsonby l'en dissuada. Roussin aurait voulu ajouter que « les intérêts de la France et de l'Angleterre leur faisaient un devoir de surveiller les événements qui viendraient à se produire sur un théâtre auquel elles n'attachaient pas moins d'importance que la Russie¹ ». L'amiral Hugon, imitant Malcolm, alla passer trois jours à Constantinople au début d'août.

Ponsonby commençait à prendre une attitude belliqueuse. « Le traité a beau revêtir une forme défensive », disait-il à Stürmer, « à la première occasion de guerre, la Turquie fermera les Dardanelles, et c'est ce que les puissances maritimes ne peuvent tolérer. » Il faisait observer que la Russie était plus faible qu'on le pensait généralement, que, si elle se lançait dans une aventure en Asie, elle perdrait la Pologne. « Vous savez quel mal l'Angleterre peut faire à la Russie. Six mois nous suffiront pour détruire son commerce. » D'après Ponsonby, l'Angleterre avait commis une faute grave en permettant à Méhémet-Ali d'acquiescer la puissance qu'il détenait alors. Malcolm estimait, de son côté, que l'erreur principale de l'Angleterre avait été de traiter avec indulgence les intrigues françaises en Égypte².

L'inquiétude était donc générale à Constantinople au début d'août et le traité d'Unkiar-Iskelessi en était surtout la cause. Le désaccord régnait à la cour même du Sultan, où certains ministres s'opposaient à la politique russophile du gouvernement. On annonçait une nouvelle insurrection en Albanie. Méhémet-Ali, d'après les rapports de Prokesch-Osten, n'était pas convaincu que le Sultan respecterait la paix, et il organisait une démonstration en envoyant sa flotte en Crète. Le projet fut exécuté fin août et le consul Campbell accompagna l'expédition. La flotte ottomane, de même que la flotte russe, restait en état d'alerte. Au cours de ce mois d'août, des marchands anglais commencèrent à se plaindre des obstacles que la Turquie créait à leur commerce, et à requérir l'appui de l'ambassadeur britannique³. Cet état de choses regrettable aurait pu beaucoup empirer si les gouvernements anglais et français avaient imaginé au traité d'Unkiar-Iskelessi une riposte plus positive ; mais ils ne se préparaient qu'à protester.

1. Roussin à Broglie, le 22 juillet 1833. A. A. É. Turquie, 267.

2. Stürmer à Metternich, le 26 juillet 1833. H. H. u. S. A. Türkei, 41.

3. Des commerçants de Smyrne se plaignirent à Ponsonby des pertes que leur causait l'établissement d'un monopole sur le commerce de la soie. Certaines maisons de Galata dénoncèrent le privilège d'exclusivité accordé par la Turquie, pour le commerce de détail, à certains marchands arméniens de la place.

Il nous faut maintenant examiner les événements qui survinrent à Londres et à Paris, puis à Constantinople et à Saint-Petersbourg.

II

La France et l'Angleterre, avant la conclusion du traité d'Unkiar-Iskelessi, n'avaient pas eu pour politique d'assurer l'intégrité de l'Empire ottoman. Ceci est prouvé par la bataille de Navarin (1827), où Français, Anglais et Russes avaient aidé les Grecs contre les Turcs et les Égyptiens ; par la guerre russo-turque de 1828-1829, à laquelle France et Angleterre n'avaient attaché que peu d'intérêt, laissant la Turquie à la merci des Russes ; par le fait, enfin, qu'elles n'avaient pas secouru les Ottomans contre l'Égypte, abandonnant ce soin à la Russie. Mais le traité d'Unkiar-Iskelessi obligea l'Angleterre, suivant l'expression de John Morley, à centrer sur la Turquie son activité diplomatique. La question d'Égypte étant alors reléguée au second plan, la France prit à son tour, avec énergie, la défense de la Turquie contre les Russes.

Le 1^{er} août 1833, le duc de Broglie était en possession des rapports de Roussin ; ils précisaient l'allure générale de l'alliance russo-turque sans comporter toutefois le texte de l'article secret. Broglie en avisa immédiatement le représentant de la Grande-Bretagne à Paris. Il se refusait à considérer l'événement comme alarmant, mais il suggérait la publication, par l'Angleterre et par la France, d'une déclaration commune rédigée de telle façon qu'elle ne nécessiterait aucune réponse. Les deux gouvernements « devraient se réserver la liberté d'agir dans le sens que pourraient leur imposer les circonstances, exactement comme si le traité en question n'existait pas ». Cette déclaration pourrait être communiquée ultérieurement à Saint-Petersbourg dans l'espoir qu'elle détournerait la Russie de toute « hâte imprudente » à mettre une seconde fois, au service des Turcs, sa flotte et son armée, si ceux-ci sollicitaient son appui¹. Broglie étudia ensuite cette question avec Talleyrand, alors ambassadeur à Londres. « Il me semble », écrivait Talleyrand le 2 août, « que la France doit agir de concert avec l'Angleterre, et que ces deux puissances doivent décider d'un commun accord s'il convient de faire pression sur Saint-Petersbourg ou sur Constantinople. » Selon lui, c'était à Constantinople qu'il était le plus

1. Aston à Palmerston, le 2 août 1833. F. O., 27 ; France, 466.

opportun d'adresser une déclaration condamnant le traité. Les puissances « pourraient attirer l'attention de la Porte sur la situation périlleuse où elle se plaçait elle-même¹ ». Ces deux projets de protestation étaient dirigés contre le principe d'une alliance russo-turque et non pas contre le danger précis que recélait l'article secret, puisque l'Europe occidentale ignorait celui-ci.

Talleyrand et Palmerston élaborèrent le détail d'une protestation qui devait être envoyée à Constantinople. Le 5 août, Talleyrand annonçait que celle-ci serait acheminée par Paris, afin que le gouvernement français en prit connaissance². Au surplus, Palmerston fit enquêter à Odessa sur les mouvements de la flotte russe dans la mer Noire³. Le 6 août, le *Globe* de Londres, que l'on considérait alors comme le porte-parole du ministère, révéla l'existence du traité d'alliance russo-turque, mais sans publier les termes mêmes du document. « Le gouvernement turc, hier si hautain », disait l'article, « vient d'essuyer une humiliation terrible. Il finira par sombrer dans un état de vassalité permanente vis-à-vis de la Russie et ne conservera qu'une indépendance toute nominale. Il semble probable qu'après avoir franchi les mêmes étapes, la Turquie doive connaître un destin semblable à celui qu'a dû accepter déjà une nation plus digne d'intérêt : la Pologne, à moins que les événements ne prennent un tour imprévu et n'en empêchent l'accomplissement. » Ce journal accusait la Russie d'entretenir le différend concernant les frontières septentrionales de la Belgique pour gêner l'accord de la France et de l'Angleterre, « tandis qu'elle-même poursuivait opiniâtrement ses projets d'agrandissement, en supprimant l'indépendance nationale de la Pologne et en préparant l'expansion de son empire en direction de la Méditerranée, pour annexer peut-être à ses possessions tout le bassin de la mer Noire. L'Europe met son espoir dans une cordiale entente de notre pays avec la France ».

Malgré le zèle déployé par le *Globe*, il est bon de se demander jusqu'à quel point l'Angleterre désirait s'engager, à cette date, dans une alliance avec la France. On a dit très justement, dans un récent ouvrage, que la Grande-Bretagne ne voulait pas d'une alliance qui envisageât l'emploi des deux flottes pour annuler, en forçant les Dar-

1. A. A. É. Angleterre, 641.

2. A. A. É. Angleterre, 641.

3. James Yeames répondit, le 27 août, que l'escadre de l'amiral Lazarev était prête à appareiller, mais que l'amiral Rigord était parti pour Saint-Petersbourg. F. O., 78 ; Turkey, 224.

danelles, le traité d'Unkiar-Iskelessi. Elle ne désirait pas davantage une alliance avec l'Égypte qui fit « contrepoids à la prépondérance russe » dans le Proche-Orient. Ces deux alliances, en effet, auraient eu l'inconvénient de « laisser se développer la puissance égyptienne et l'influence française en Orient, tout en poussant l'Autriche à se jeter définitivement dans les bras de la Russie ». L'Angleterre préférait, en fait, « une *entente cordiale*, temporaire, qui lui permit d'adapter sa politique aux contingences, conformément à ses intérêts¹ ».

Palmerston suivit les conseils du ministre français des Affaires étrangères qui proposait l'envoi d'une « déclaration » à Constantinople : il prépara le texte de deux documents le 7 août, soit cinq jours avant la réception de l'article secret, puis il les envoya à Ponsonby avec des instructions précises. Le premier document visait à empêcher la ratification par la Porte du traité d'Unkiar-Iskelessi. « Le gouvernement britannique », dit-il en effet, « conseille à la Porte ottomane de ne point ratifier ce traité ; il se croit obligé de déclarer qu'il considérera ladite ratification comme un acte extrêmement inamical à l'égard de la Grande-Bretagne et qui ne saurait manquer de modifier les rapports entre les deux pays. » Il alléguait l'impossibilité pour l'Angleterre de considérer la Turquie comme un État indépendant après la mise en vigueur de ce traité. Toutefois, ce texte ne devait être remis à la Porte que sous certaines conditions précises. Il devait être communiqué à l'ambassadeur français, mais non aux représentants de la Russie et de l'Autriche. Si Ponsonby venait à apprendre, au moment où il recevrait ces instructions, que le traité avait été déjà ratifié, il devrait recopier et transmettre au gouvernement turc la protestation suivante :

« Le soussigné (Ponsonby) a reçu l'ordre d'exprimer à la Sublime Porte l'émotion profonde avec laquelle le gouvernement britannique a appris la conclusion du traité du 8 juillet 1833 entre l'empereur de Russie et le Sultan. Il apparaît au gouvernement britannique que ce traité opère dans les relations entre la Turquie et la Russie un changement auquel les puissances européennes ont le droit de faire objection. De plus, le soussigné est chargé de déclarer que, si, dans l'avenir, les clauses de ce traité devaient amener une intervention armée de la Russie dans les affaires intérieures turques, le gouvernement britannique se réserverait toute liberté d'action, quelle que soit la décision que puissent lui dicter les circonstances, exactement comme si le traité en question n'existait pas. »

1. Sabry, *op. cit.*, p. 259.

Palmerston disait, en conclusion, qu'il ne s'entretiendrait pas de cette affaire avec les Russes tant qu'il n'aurait pas reçu de Ponsonby un rapport lui apprenant lequel des deux documents il avait utilisé à Constantinople¹.

Ces instructions furent envoyées vers la capitale turque par Paris, où elles furent immédiatement soumises à Broglie; après quoi, un courrier français fut spécialement désigné pour accompagner le messager britannique et porter à Roussin des instructions identiques. Les deux courriers quittèrent Paris le 9 août. Les Français n'espéraient guère qu'on pût empêcher la ratification du traité, mais ils s'associèrent à l'idée d'envoyer un choix d'instructions². Roussin était chargé de protester contre le traité dans les mêmes termes que Ponsonby et on lui recommandait de remettre sa protestation au moment même où celui-ci remettrait la sienne. Broglie ajoutait, peut-être pour indiquer que le gouvernement français n'entendait pas faire suivre sa protestation d'une démonstration effective : « Notre but est le suivant : il s'agit non pas d'ouvrir une crise, mais de liquider une affaire qui a déjà jeté l'alarme en Europe. » Il insistait sur la collaboration avec la Grande-Bretagne : Roussin était autorisé à considérer les instructions données à Ponsonby « en tout point comme les siennes propres³ ». Il est à noter que ni les protestations ni les instructions privées des deux gouvernements ne faisaient la moindre allusion à l'emploi éventuel des escadres franco-anglaises mouillées dans le Proche-Orient.

La conclusion par Orlov d'une alliance avec la Turquie fut connue à Saint-Petersbourg le 31 juillet. Certains estimèrent qu'elle donnait à la Russie une sorte de « protectorat suprême⁴ » sur l'Empire ottoman. Dans le même temps, les Russes infligèrent à Stratford Canning un grave affront en refusant finalement d'accepter sa nomination à l'ambassade britannique de Saint-Petersbourg. Palmerston négociait cette affaire depuis près d'un an⁵. Sur ces entrefaites, Tatischev avisait de Vienne Nesselrode que Ponsonby et Roussin avaient appris la conclusion d'un traité secret à Constantinople. En conséquence, Nesselrode

1. Palmerston à Ponsonby, le 7 août 1833. F. O., 146; France, 144. — Cette dernière phrase explique le délai apporté à la remise des protestations britanniques à Saint-Petersbourg. Le texte de la protestation anglaise auprès de la Porte se trouve dans P. P. Turkey, n° 16 (1878), n° 40.

2. Anton à Palmerston, le 9 août 1833. F. O., 27; France, 466.

3. Broglie à Roussin, le 9 août 1833. A. A. É. Turquie, 267.

4. Lagrené à Broglie, le 7 août 1833. A. A. É. Russie, 187.

5. Lagrené à Broglie, le 8 août 1833. A. A. É. Russie, 187.

chargea Lieven, le 31 juillet, d'informer officiellement Palmerston qu'un traité d'alliance défensive venait d'être conclu entre la Russie et la Turquie. Avant l'envoi à Constantinople des protestations franco-anglaises, Lieven s'était contenté de déclarer officiellement à Palmerston que la mission militaire envoyée par les Russes dans le Bosphore venait de terminer ses travaux¹; il apprit donc au ministre anglais l'existence du traité et entreprit de le justifier. Il dit à Palmerston, le 14 août, qu'Orlov et Butenev n'avaient fait qu'agir suivant leurs instructions en concluant ladite convention. Celle-ci avait pour objet précis d'accorder dans l'avenir à la Turquie le même genre de concours que celui qu'on lui avait tout récemment prêté contre l'Égypte. « Ce traité ne laissera pas l'Angleterre indifférente », déclara Palmerston en réponse à cette communication officielle². Il venait, en effet, de recevoir le texte de l'article secret envoyé par Ponsonby. La date de cette conversation est significative : elle prouve, de façon concluante, que les Anglais étaient décidés à s'opposer au traité un mois avant la rencontre de Nicolas I^{er} et de François I^{er} à Münchengrätz; cette attitude eut, sans le moindre doute, une profonde influence sur les décisions que prirent les deux souverains.

L'Autriche fut mise dans la confidence par Orlov lorsqu'il devint évident que tous les agents diplomatiques de Constantinople connaissaient l'existence du traité. Suivant ses instructions, Butenev communiqua, le 7 août, le texte exact du traité et la teneur de l'article secret à Stürmer, qui transmit le tout à Metternich. Stürmer pensait que ce traité ne pourrait causer de tort à personne³. Au cours de conversations qu'il eut à Londres avec Esterhazy, Lieven exprima le regret que le traité eût été négocié secrètement, mais il donna à l'ambassadeur autrichien l'assurance que la Russie désirait agir de concert avec l'Autriche. Pozzo di Borgo annonçait de Paris que les Français envisageaient toute l'affaire « avec beaucoup de calme ». Dès que Metternich eut ordonné à Esterhazy de s'entremettre en faveur des Russes, Palmerston s'efforça de briser l'apparente coopération de la Russie et de l'Autriche. A la fin du mois d'août, il déclara nettement à Esterhazy qu'il considérait l'Autriche comme « mariée politiquement » à la Russie; il lui dit l'inquiétude que lui causait la future rencontre des souverains de Russie et d'Autriche, dont Lieven lui avait officiellement

1. Lieven à Palmerston, le 7 août 1833. F. O. Russia, 211.

2. Esterhazy à Metternich, le 16 août 1833. H. H. u. S. A. England, 265.

3. Stürmer à Metternich, le 7 août 1833. H. H. u. S. A. Constantinople, 41.

annoncé le projet. Esterhazy riposta en essayant de rompre l'entente franco-anglaise : il exprima l'avis que la coopération de l'Angleterre et de la France contribuait à compliquer la situation en permettant à la France d'adopter une attitude belliqueuse qu'elle n'aurait osé prendre en d'autres circonstances¹.

Six semaines après sa signature, le traité était connu de toute l'Europe. Ce fut en Angleterre que la réaction fut la plus vive. Le 21 août, le *Morning Herald* de Londres publia une version déformée du traité, aucune mention n'étant faite de l'article secret. Le journal soulignait pourtant, probablement à l'intention de la Russie, que Ponsonby et Roussin protestaient de concert à Constantinople. Il publia également une diatribe contre les ministres anglais : la situation qui avait poussé la Turquie à conclure un tel traité était le résultat de leur incurie. « Il faudrait, à longueur de journée, crier aux oreilles de nos ministres : Constantinople ! » Car il est évident que, si la Russie s'empare des Dardanelles, elle deviendra une puissance maritime de premier ordre. Non seulement les intérêts britanniques aux Indes seront menacés, mais encore ceux que possède la Grande-Bretagne dans des régions plus proches ; Constantinople devient en effet, d'année en année « un comptoir plus précieux pour les marchands anglais, car il est placé au centre de l'une des régions les plus riches du monde ». Dix-sept jours après l'envoi à Constantinople de la protestation et trois jours après la publication de cet article, Palmerston chargea David Urquhart d'une enquête, dans le Proche-Orient, sous le couvert de raisons commerciales². Urquhart était au premier rang des Anglais qui, à la fin de 1833, commençaient à vouloir une politique plus active. Il soutenait avec énergie que le principal objectif de la politique britannique devait être la destruction du traité d'Unkiar-Iskelessi ; après quoi, la Grande-Bretagne se substituerait à la Russie pour bénéficier d'une semblable convention. Le 29 août, le roi Guillaume IV déclarait au Parlement : « Vous pouvez être assurés que j'examinerai avec la plus grande attention tous les événements qui pourront affecter la situation présente ou l'indépendance future de l'Empire turc. » C'est ainsi que fut consacrée la politique anglaise visant à étayer la Turquie, politique dont les origines remontent à 1791.

Le traité ayant été ratifié avant qu'ils eussent reçu les instructions

1. Esterhazy à Metternich, les 23 et 31 août 1833. H. H. u. S. A. England, 265.

2. Vernon J. Puryear, *England, Russia and the Straits question, 1844-1856* (Berkeley, 1931), p. 108 et suiv.

qu'ils attendaient, Ponsonby et Roussin remirent au ministre turc des Affaires étrangères, le 26 août, des protestations rédigées en termes identiques sur le modèle fourni par Palmerston. Roussin estimait décisif l'effet produit par cette démarche commune. Le ministre turc dit au Sultan que, si les Russes revenaient à Constantinople, les Français et les Anglais y viendraient eux aussi ; dans ce cas, la Turquie courrait le risque de voir une guerre éclater sur son propre territoire. L'ambassadeur autrichien était toujours en excellents termes avec le ministre russe ; cependant que le Sultan consacrait toute son attention au problème égyptien, sa rancune contre Méhémet-Ali s'exprimant avec plus de force depuis la conclusion de l'alliance russo-turque. Il n'est pas douteux, toutefois, que la protestation franco-anglaise ait quelque peu ébranlé l'influence russe au sein du cabinet turc¹.

Cette protestation était rédigée de façon à ne pas comporter de réponse ; les Turcs y répondirent néanmoins. Le 11 septembre, une réponse verbale était faite au nom du ministre des Affaires étrangères : la Turquie affirmait son droit, en qualité d'État souverain, de conclure le traité. Remise fut faite également, mais cette fois sous forme de communication officielle, d'un texte de l'article secret, mais rédigé en termes évasifs. Au lieu de stipuler que le détroit serait fermé aux ennemis de la Russie, si celle-ci était engagée dans une guerre, le texte ottoman employait l'expression « *au besoin* ». Une déclaration verbale commentait cet article ; Ponsonby en rendit compte : « Le ministre turc déclare que les Dardanelles resteront ouvertes aux bâtiments de guerre transportant des ambassadeurs et aux navires qui demanderont l'autorisation du passage vers Constantinople pour quelque autre impérieuse raison. » Une note officielle écrite fut remise à Ponsonby, le 20 septembre, de la part du ministre des Affaires étrangères : elle ne contenait cependant aucune interprétation de ce genre². Lorsque les Turcs communiquèrent le traité à l'Autriche et à la Prusse, ils ajoutèrent que l'éventualité de la fermeture du détroit « était une mesure ancienne, universellement connue et admise, ne portant préjudice à personne³ ».

De toute évidence, la protestation anglo-française constituait une menace pour le nouveau « système » russo-turc au moment où de nouvelles difficultés rendaient plus probable que jamais un violent conflit

1. Roussin à Broglie, le 7 septembre 1833. A. A. É. Turquie, 267.

2. Ponsonby à Palmerston, les 15 et 26 septembre 1833. F. O., 78 ; Turkey, 224. — La déclaration verbale précitée fut la base officielle sur laquelle s'appuya Palmerston, en 1836, pour réclamer l'égalité de traitement avec la Russie.

3. Stürmer à Metternich, le 18 septembre 1833. H. H. u. S. A. Türkei, 41.

dans le Proche-Orient ; elles venaient du haut commandement égyptien et de l'attitude du Sultan envers son vassal. Citons ce qu'écrivait Palmerston en décembre 1833 : « Le but que poursuivent l'Angleterre et la France sera, comme par le passé, d'empêcher toute tentative d'agression de la part de Méhémet-Ali » ; mais il faut, en retour, conseiller fermement au Sultan de ne pas provoquer le Pacha. « Si Méhémet-Ali devient pour le Sultan un réel sujet d'alarme, la Grande-Bretagne peut contenir efficacement le Pacha... Mais si elle est réduite à choisir entre l'installation de Méhémet-Ali à Constantinople et la soumission de cette capitale à la Russie, la Grande-Bretagne donnera sa préférence à la première solution¹. » Les arguments des consuls européens retenaient sans doute Méhémet-Ali, mais celui-ci était convaincu qu'une guerre générale résulterait de la fâcheuse tension créée par le traité d'Unkiar-Iskelessi ; au point qu'il proposa, au début de septembre, à l'Angleterre et à la France de leur fournir 150000 soldats et une flotte pour attaquer la Russie. Cette proposition égyptienne fut repoussée, malgré le désir qu'avait Broglie de rompre l'isolement de la France à la faveur de la question d'Orient². La flotte russe de la mer Noire était toujours, à cette date, en état d'alerte ; un détachement en avait été envoyé en Roumélie, à proximité du Bosphore³. Sur l'éventuelle reprise des hostilités par Méhémet-Ali, Roussin et Ponsonby n'étaient pas du même avis, et Roussin proposait de rappeler à Toulon l'escadre française pour des raisons techniques et financières. Les deux flottes restèrent cependant à la disposition des deux ambassadeurs⁴.

Telle était la situation lorsque le tsar Nicolas I^{er}, l'empereur François I^{er} et leurs premiers ministres se rencontrèrent à Münchengrätz, en Bohême, en septembre 1833. Les représentants de la Prusse assistèrent à l'entrevue, de même que l'autrichien Prokesch-Osten, qui rentrait d'Alexandrie. L'amitié grandissante de la France et de l'Angleterre causait à Metternich de très vives inquiétudes. Celui-ci pouvait également redouter une *entente* franco-russe, basée sur la résurrection du plan de partage de la Turquie qu'avait imaginé Polignac en 1829⁵. Le concours de la Russie était indispensable à l'Autriche pour sa politique en Allemagne et en Italie. D'autre part, la vigoureuse opposition

1. Palmerston à Ponsonby, le 6 décembre 1833. F. O., 78 ; T 220, cité par R. L. Baker dans l'*English Historical Review*, 1928, p. 86-89.

2. P. Thureau-Dangin, *Histoire de la monarchie de Juillet* (Paris, 1890), t. IV, p. 5.

3. Roussin à Broglie, le 7 septembre 1833. A. A. É. Turquie, 267.

4. F. O., 78 ; Turkey, 224.

5. A. A. É. Russie, 178.

faite par l'Angleterre et par la France au traité d'Unkiar-Iskelessi poussait la Russie à rechercher l'appui de l'Autriche pour sa nouvelle politique orientale. C'est pourquoi les protestations occidentales à Constantinople et les avertissements belliqueux que publiait, dans le même temps, la presse londonienne arrivaient à point nommé pour transformer une meilleure compréhension des rapports austro-russes (on se battait froid depuis la bataille de Navarin) en une alliance dont le pivot serait la Turquie. Metternich désirait évidemment le maintien de l'intégrité de l'Empire ottoman¹. Il ne pouvait tolérer qu'une grande puissance acquit, dans les Balkans, des territoires qui risqueraient de gêner, le cas échéant, une intervention de l'Autriche en Turquie. Nicolas, de son côté, était plus à l'aise pour traiter avec l'Autriche sur la base de la défense de l'Empire ottoman depuis qu'en 1829 la Russie avait inauguré une politique unilatérale visant à maintenir l'intégrité de cet empire². Ce fut sur ces données que portèrent les conversations de Münchengrätz ; on érigea en principes politiques les conclusions de cette entrevue et ceux-ci régleront désormais, jusqu'à la guerre de Crimée, les rapports austro-russes ; ils répondaient à la nécessité du moment et reflétaient, en outre, la conviction sincère de ceux qui les avaient formulés³.

Russes et Autrichiens s'entretinrent avec la plus grande franchise de la Turquie, « l'homme malade » ; leur point de vue était aussi bien celui du médecin que celui de l'héritier⁴. Les uns et les autres, à la conférence de Münchengrätz, montrèrent peu de sympathie pour Méhémet-Ali⁵. Plusieurs accords furent élaborés et signés, dont le plus important consacrait l'alliance de l'Autriche et de la Russie dans les affaires turques⁶. Cette alliance, qui neutralisait l'entente franco-britannique, reposait sur l'affirmation de trois points essentiels :

1^o Autriche et Russie s'accordaient à maintenir, le plus longtemps possible, la Turquie dans l'état où elle se trouvait à cette époque ; cela

1. « La Turquie constitue pour l'Autriche une frontière plus sûre que la mer » (Metternich). — H. Friedjung, *Des Krimkrieg und die österreichische Politik* (Berlin, 1907), p. 17.

2. E. Molden analyse les rapports austro-russes, entre 1829 et 1833, dans son ouvrage *Die Orientpolitik des Fürsten Metternich* (Vienne, 1913).

3. Metternich à Hügel (ambassadeur à Paris), le 22 octobre 1833. Mémoires du prince de Metternich (1880), n° 1098.

4. Vitzthum von Eckstädt, *Saint-Petersbourg and London, 1852-1864* (Londres, 1887), t. I, p. 30.

5. *Aus den Tagebüchern des Grafen Prokesch-Osten* (Vienne, 1909), p. 192-193.

6. Le texte de cet accord se trouve dans F.-F. Martens, *Recueil des traités et conventions conclus par la Russie avec les puissances étrangères* (Saint-Petersbourg, 1874), t. IV, p. 447-449.

revenait à dire qu'elles la voulaient faible, mais pas trop cependant, de façon à ce qu'elle pût retrouver quelque solidité grâce à d'éventuelles réformes intérieures. On réprimerait en conséquence toute velléité d'agression de la part de Méhémet-Ali.

2^o Si un changement survenait en Turquie, malgré leurs communs efforts, les deux puissances alliées s'opposeraient à ce qu'il pût avoir pour leurs intérêts respectifs des suites fâcheuses.

3^o On s'entendait enfin pour agir en parfaite communauté de vues, que l'Empire ottoman survécût ou s'effondrât¹.

Les accords de Münchengrätz venaient d'être signés lorsque Londres apprit la remise à Constantinople de la protestation franco-anglaise. Talleyrand conféra avec Palmerston sur la façon dont il convenait de traiter directement avec la Russie la question du traité d'Unkiar-Iskelessi. Le problème était le suivant : devait-on simplement aviser Saint-Petersbourg de la remise au Sultan de la protestation, ou bien fallait-il rédiger une nouvelle note à l'intention du tsar ? Lui tiendrait-on le même langage qu'au Sultan ou userait-on d'autres termes ? Talleyrand penchait pour la première solution : une note analogue à celle que l'on avait envoyée à la Porte donnerait à la politique franco-anglaise « un caractère plus élevé ». C'était aussi l'avis de Palmerston. Mais, sur ces entrefaites, l'ambassade de France à Londres fut confiée à un chargé d'affaires avec lequel Palmerston continua de négocier. Broglie ne partageait pas l'opinion de son collègue britannique ; il rédigea un projet de note dont le ton était beaucoup plus modéré que celui de la protestation adressée à la Turquie. Palmerston refusa d'en reprendre les termes dans la note anglaise, puis il laissa Broglie réfléchir, pendant deux semaines, sur l'effet que pourrait avoir en Russie la remise de deux notes d'inspiration différente. Il suggéra finalement que les puissances occidentales s'entendissent pour envoyer deux notes identiques rédigées sur le modèle de la note turque et ne contenant aucun commentaire à l'adresse de Nesselrode².

La France et l'Angleterre firent en même temps savoir à Méhémet-Ali que leurs flottes s'opposeraient à toute nouvelle attaque de sa part contre la Turquie. La politique de la France et de l'Angleterre à l'égard de l'Égypte, amorcée par cette démarche commune, ne subira jusqu'en 1839 aucune modification ; elle se proposait d'annuler le traité d'Unkiar-Iskelessi en éliminant le facteur qui pouvait le plus sûrement entraîner l'application de cet accord. Les deux puissances occidentales entrete-

1. Zaionchkovskii, *op. cit.*, App. I, p. 85, 118.

2. A. A. E. Angleterre, 642.

naient cependant, chez Méhémet-Ali, l'espoir de conserver les provinces de Crète et de Syrie qu'il avait récemment acquises¹. L'adoption de cette politique amena les Anglais à renforcer leur flotte mouillée dans la baie de Besika². Palmerston était persuadé que l'escadre britannique suffirait seule à arrêter les Russes, au cas où la menace faite à l'Égypte ne produirait pas le résultat escompté. Roussin ne pensait pas que la présence des bâtiments de guerre près des Dardanelles pût compenser l'avantage qu'avaient les Russes d'être à vingt-cinq heures de Constantinople; elle pouvait, au surplus, provoquer le retour de ceux-ci, même si Méhémet-Ali laissait en paix le Sultan. C'est pourquoi les Français ne renforcèrent point leur flotte de la Méditerranée orientale³.

L'entrevue des souverains orientaux causait en France et en Angleterre une certaine inquiétude; on en supputait les suites, tenues secrètes, cependant que le tsar Nicolas, rentré à Saint-Petersbourg, se plaisait à parler des « heureux résultats » de son voyage à Münchengrätz⁴. Metternich exprimait la même satisfaction et jamais le contact entre Autriche et Russie ne fut plus étroit qu'à cette époque⁵. Bien qu'il connût l'hostilité de l'Angleterre et de la France au traité d'Unkiar-Iskelessi, Metternich félicita le Sultan de l'avoir signé⁶.

On ne tarda pas à être fixé sur les résultats que l'on pouvait attendre de la rencontre de Münchengrätz. Le 29 octobre, Bligh et Lagrené se rendirent auprès de Nesselrode pour lui remettre, au nom de leurs gouvernements, les protestations que ceux-ci leur avaient transmises. Elles étaient rédigées sur le modèle de la protestation adressée à la Turquie. On y déclarait que le traité d'Unkiar-Iskelessi semblait « opérer dans les rapports russo-turcs un changement auquel les puissances européennes avaient le droit de faire objection »; que si, dans un avenir prochain, la Russie était amenée à intervenir militairement en Turquie, les États occidentaux « se réserveraient la liberté d'agir comme si le traité n'existait pas ». L'ambassadeur britannique présenta le premier sa protestation. Lorsqu'il eut terminé, Nesselrode lui dit : « Personne n'a jamais mis en question cette liberté d'action que vous revendi-

1. A. A. É. Turquie, 267.

2. Palmerston à Temple, le 8 octobre 1833. H. L. Bulwer, *Life of Palmerston* (Londres, 1870), t. II, p. 170.

3. A. A. É. Turquie, 267.

4. A. A. É. Angleterre, 642.

5. Lagrené (en l'absence du maréchal Maison) à Broglie, le 9 octobre 1833. A. A. É. Russie, 187.

6. Metternich à Stürmer, le 3 octobre 1833. H. H. u. S. A. Türkei, 42.

quez¹. » Lagrené lut ensuite sa note ; il le fit sur un ton plus modéré ; il exposa, avant d'entrer dans le vif de son sujet, quelques petites questions d'ordre secondaire. Lorsqu'il en vint à ces mots : « ... les puissances européennes... », Nesselrode l'interrompit pour lui demander, avec un sourire ironique, s'il parlait au nom de l'Europe. Lagrené lui répondit avec franchise qu'il parlait « seulement au nom de la France² ».

Nesselrode promit une réponse écrite qui fut remise, huit jours plus tard, aux deux ambassadeurs. Le vice-chancelier faisait observer, dans cette note, que la France et l'Angleterre avaient négligé de donner les raisons qui leur faisaient « regretter » la conclusion du traité d'Unkiar-Iskelessi ; elles n'avaient pas davantage précisé la nature des objections particulières faites par elles à cette convention. Il admettait sans détour que le traité avait opéré un changement dans les rapports russo-turcs ; il espérait que la France et l'Angleterre « apprécieraient l'avantage d'une transaction conclue dans un esprit si pacifique et si conservateur » et qui liquidait une longue période d'hostilité entre la Russie et la Turquie. L'Empire ottoman trouverait dans ce traité une garantie de stabilité et, si cela devenait nécessaire, « les moyens efficaces d'assurer sa propre existence ». Puis Nesselrode abordait l'objet essentiel de sa réponse ; il reprenait les termes mêmes de la protestation franco-anglaise : « C'est dans cette conviction », déclarait-il, « que Sa Majesté l'Empereur, animée des plus pures intentions, est résolue à remplir fidèlement, en cas de nécessité, les obligations que lui impose le traité du 8 juillet ; Elle agira dans cette éventualité comme si la note de M. Bligh (et de M. Lagrené) n'existait pas. » Les diplomates occidentaux se concertèrent, puis, ne possédant pas d'instructions précises, décidèrent d'accepter ce défi *ad referendum*³.

La riposte de Nesselrode était si brutale que Palmerston ne l'inséra pas dans les publications qui furent faites plus tard, en Angleterre, de la correspondance relative au traité. Le baron Brunnnow devait dire, en 1838, que « cette note tenait une place remarquable dans l'histoire des relations diplomatiques anglo-russes⁴ », parce qu'en effet c'était surtout à l'Angleterre que la Russie manifestait ouvertement son hostilité. La remise de la réponse russe suscitait une certaine nervosité

1. F. O., 65 ; Russia, 208.

2. Lagrené à Broglie, le 3 novembre 1833. A. A. É. Russie, 187.

3. Bligh à Palmerston, le 6 novembre 1833. F. O., 65 ; Russia, 208. — Nesselrode à Lagrené, le 5 novembre 1833. A. A. É. Russie, 187. Cf. Guizot, *op. cit.*, t. IV, p. 53 ; Zalonchovskii, *op. cit.*, App. I, p. 58.

4. Zalonchovskii, *op. cit.*, App. I, p. 58.

dans les milieux officiels de Saint-Petersbourg. « C'est à Calcutta », s'écriait la *Gazette de Moscou*, « que sera signé le premier traité entre Russie et Grande-Bretagne¹. » Ficquelmont prit tout de suite le parti des Russes : il déclarait qu'il eût été bien préférable de faire confiance à Nicolas au lieu de paraître s'en défier, plus habile de recourir à la conciliation plutôt qu'à l'intimidation, puisqu'aussi bien Russie et Turquie avaient toutes deux, indiscutablement, le droit de conclure le traité. Il ajoutait que la Russie avait l'avantage de la position stratégique au point de pouvoir, de Sébastopol, s'emparer de Constantinople avant que la nouvelle de cette expédition soit parvenue en Angleterre².

Vers le mois de novembre, un observateur autrichien croyait que la France et l'Angleterre tendaient à encourager l'agression de Méhémet-Ali contre la Turquie ; celle-ci était encore trop faible pour soutenir l'attaque ; par conséquent, la Russie ne pourrait guère que mettre une armée et une flotte à la disposition du Sultan, si elle en était priée, ou participer au partage des dépouilles, si cette agression déterminait le bouleversement et la dissolution de l'Empire ottoman³. La correspondance de Nicolas avec Paskievitch nous apprend que le tsar redoutait une attaque anglaise en 1833. Aussi ordonna-t-il d'accroître les forces navales russes de la mer Noire ; Mouraviev reçut l'ordre de se tenir prêt à assaillir la flotte anglaise des Dardanelles, que les Turcs appliquent ou non le traité d'Unkiar-Iskelessi. On fit même des préparatifs dans la Baltique ; des travaux commencés en décembre 1833 aboutirent, en 1835, à la création d'un nouvel arsenal à Cronstadt et les îles d'Aland furent fortifiées⁴. N'est-ce pas là, en vérité, l'origine de la rivalité impériale et maritime que révéla la guerre de Crimée ?

L'énergique réponse de Nesselrode embarrassait Palmerston. Les Français estimaient que le ton de la protestation adressée à Saint-Petersbourg avait été trop cassant. Ils craignaient que cette affaire n'eût maintenant des suites impossibles à prévoir⁵. De Broglie accueillit la note russe avec beaucoup de calme ; il confia à Roussin qu'il la trouvait « faible et sans dignité ». Il devenait inutile, selon lui, de poursuivre le débat, surtout depuis que l'entrevue de Münchengrätz avait clairement prouvé la coopération de la Russie et de l'Autriche. Rous-

1. G. S. O. Regnault, *Histoire de huit ans, 1840-1848* (Paris, 1851), t. I, p. 221.

2. Bligh à Palmerston, le 6 novembre 1833. F. O., 65 ; Russia, 208.

3. Prokesch à Metternich, novembre 1833. Prokesch-Osten, *Briefwechsel mit von Gents und Metternich* (Vienne, 1881), t. II, p. 144.

4. T. Schiemann, *Geschichte Russlands unter Kaiser Nikolaus I* (Berlin, 1910), t. III, p. 282-283 ; Puryear, *op. cit.*, p. 30, 31, notes au bas des pages.

5. Bacourt à Broglie, le 21 novembre 1833. A. A. É. Angleterre, 642.

sin reçut l'ordre de faire l'impossible pour neutraliser cette alliance austro-russe¹. Les relations entre France et Autriche, à cette date, ne sont guère cordiales ; les deux États ne se heurtent point qu'en Turquie : le bruit court que la France réclame le droit d'intervenir au Piémont ; Metternich déclare nettement à Broglie que l'Autriche ne le permettrait pas².

Palmerston ressentait vivement ce que les Anglais appelaient « l'impertinence » du dernier paragraphe de la réponse russe. Ses sentiments à l'égard de la Russie devinrent franchement hostiles et il ouvrit une controverse avec ce pays sur la question du traité. Broglie s'efforçait d'apaiser cette naissante querelle entre Russie et Angleterre : il conseillait à Grey et à Palmerston de ne pas appuyer trop énergiquement la protestation franco-anglaise, ce qui aurait pour résultat d'en affaiblir la portée³. L'échange de notes diplomatiques ne s'en poursuivit pas moins jusqu'au mois de février 1834. Dans le même temps, Palmerston encourageait la pénétration du commerce britannique dans l'Empire turc ; il cherchait à faire supprimer les monopoles commerciaux et à conclure un nouveau traité de commerce avec la Turquie sur la base du libre-échange⁴.

Palmerston était arrogant et le duc de Broglie susceptible ; un conflit maritime, bientôt suivi d'une guerre générale, aurait pu éclater au début de décembre 1833⁵. La flotte anglaise postée devant les Dardanelles fut accrue et l'opinion générale était, dans le Proche-Orient, que Français et Anglais étaient sur le point de forcer le passage du détroit⁶. Mais l'opposition que rencontrait Palmerston de la part de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse le contraignit à donner aux notes qu'il envoyait à Saint-Petersbourg un tour de plus en plus académique ; il s'était d'ailleurs résigné à passer sous silence l'irritante allusion de la réponse russe. La rebuffade que venait d'infliger la Russie aux Puissances occidentales eut pour résultat immédiat de refréner en France toute velléité de réaction belliqueuse ; quelques semaines suffirent pour apaiser cette même tendance en Angleterre. La France soutenait la thèse suivante : les puissances occidentales devaient surtout s'attacher à empêcher Méhémet-Ali d'assaillir la Turquie, qui n'aurait ainsi au-

1. A. A. E. Turquie, 267.

2. *Aus den Tagebüchern des Grafen Prokesch-Osten*, p. 196.

3. Bacourt à Broglie, le 2 décembre 1833. Angleterre, 642.

4. Voir, par exemple, les instructions de Palmerston à Ponsonby en date du 30 novembre 1833. F. O., 96 ; Orders, 17.

5. *Aus den Tagebüchern des Grafen Prokesch-Osten*, p. 198.

6. Acerbi à Metternich, le 5 décembre 1833. H. H. u. S. A. Alexandrien, fol. 1.

cune raison d'appeler à son aide la Russie ; c'était le moyen le plus logique d'annuler le traité d'Unkiar-Iskelessi. Palmerston adopta cette suggestion française ; il promit son concours pour contenir l'Égypte dans les limites que lui avait fixées la paix de Koutaieh. Metternich offrit ses bons offices pour fournir à l'Angleterre et à la France des explications concernant les armements russes dans la mer Noire, les Anglais ayant menacé les Russes de « prendre des mesures susceptibles d'inspirer à la Cour de Russie le regret de les avoir provoquées¹ ». Talleyrand s'efforçait d'exploiter la coopération franco-anglaise dans cette affaire pour obtenir la conclusion d'un traité d'alliance défensive entre la France et l'Angleterre, mais le gouvernement britannique ne désirait pas s'engager à ce point avec la Monarchie de Juillet². Il est permis de douter de la sincérité de Palmerston, lorsque celui-ci suggérait qu'il serait peut-être bon d'aider Méhémet-Ali, dans l'espoir de rendre la Turquie plus traitable sur la question de l'accord d'Unkiar. Quoiqu'il en soit, au milieu du mois de décembre 1833, les Français rappelèrent leur flotte, qui reçut l'ordre de regagner Toulon, et l'escadre britannique demeura seule dans les mers du Levant³. Nicolas insistait cependant auprès de Bligh sur le fait qu'il ne désirait nullement la ruine de l'Empire turc et que les craintes de l'Angleterre à ce sujet étaient dénuées de tout fondement⁴.

Depuis 1830, on réclamait de divers côtés, en Angleterre, la création d'une nouvelle route vers l'Inde à travers le Proche-Orient. On discutait sur le choix de l'un des deux itinéraires possibles, le premier empruntant la mer Rouge, le second suivant l'Euphrate. Le traité d'Unkiar-Iskelessi a peut-être poussé la commission parlementaire de 1834 à se prononcer pour la route de l'Euphrate ; cette décision visait la Russie plus que l'Égypte ; on fit officiellement pression sur le Sultan pour lui arracher les firmans nécessaires. Ce projet pouvait permettre de contenir les desseins impérialistes de Méhémet-Ali ; il offrait sans doute l'avantage d'accélérer les communications avec l'Inde, mais il présentait aussi un intérêt militaire et politique⁵.

1. Bacourt à Broglie, le 12 décembre 1833. A. A. É. Angleterre, 642.

2. A. A. É. Angleterre, 642.

3. A. A. É. Turquie, 267.

4. Bligh à Palmerston, le 21 décembre 1833. F. O., 195 ; Turkey, 114.

5. Ce projet fut d'ailleurs abandonné après qu'une expédition, conduite par F. R. Chesney, eut démontré l'impossibilité de suivre cet itinéraire. On se rabattit alors sur la route empruntant la mer Rouge. Consulter Sabry, *op. cit.*, p. 297-300 ; l'auteur expose brièvement l'état de cette question en 1834.

Du point de vue pratique, les avantages que la Russie retira du traité d'Unkiar-Iskelessi furent bien minces :

1^o Elle dut partager avec l'Autriche le bénéfice de ce traité, en échange d'un éventuel concours de cette puissance dont l'appui lui était indispensable contre la France et l'Angleterre. Il en résulta pour la Russie l'obligation de soutenir, contre la France, la politique de l'Autriche dans les affaires européennes, tandis que la coopération, sur un pied d'égalité, de la Russie et de l'Autriche dans les affaires ottomanes annulait les avantages unilatéraux qu'avait obtenus à Unkiar la diplomatie russe.

2^o La Russie aurait pu tirer du traité d'Unkiar le droit de faire passer sa flotte de guerre dans les Dardanelles, mais Nesselrode s'était hâté de démentir une telle interprétation.

3^o Le traité ne pouvait être durable que dans la mesure où la Russie pourrait conserver son influence auprès de la Sublime Porte, en dépit de la traditionnelle instabilité des gouvernements turcs.

4^o Dans l'esprit des Turcs, le traité devait servir leurs projets d'agression contre l'Égypte ; mais les Russes insistaient sur le caractère strictement défensif de cet accord : ils en affaiblissaient ainsi la portée, car la Turquie pourrait bien, au cas où la Russie serait engagée dans un conflit, dénier à cette guerre tout caractère défensif.

5^o La Russie s'était attiré la rancune tenace de la Grande-Bretagne, ce qui obligea Nicolas à accroître sa flotte de guerre ; ce renforcement de la puissance navale russe devait être, en retour, une des causes primordiales de la guerre en Crimée.

6^o La Russie, enfin, s'était aliéné la France.

Les répercussions du traité d'Unkiar-Iskelessi sur la politique de l'Angleterre et sur celle de la France peuvent être résumées comme suit :

1^o Peu de temps après la guerre russo-turque de 1828-1829, Nicolas avait fait au gouvernement britannique des avances précises : la Russie, déclarait le tsar, avait le droit d'agir en Turquie, de même que l'Angleterre pouvait intervenir au Portugal ; la Russie avait le droit de contrôler l'accès de la mer Noire, au même titre que les Anglais se réservant de défendre l'entrée de la Méditerranée¹. Cette politique avait abouti au traité d'Unkiar-Iskelessi et la Grande-Bretagne, forte de sa supériorité navale, avait décidé d'y faire opposition.

1. Nesselrode à Lieven, le 2 février 1830. Tatischev, *Unieshniaia Politika Imperatora Nikolai Pervago*, p. 285.

2° L'Angleterre et la France furent amenées à coopérer contre la Russie ; cette collaboration devait durer jusqu'en 1839, malgré les efforts tentés par l'Autriche et la Russie pour y mettre fin.

3° Tant que subsista le traité, les amiraux français et anglais des escadres méditerranéennes reçurent des instructions secrètes ; elles tendent à prouver que la Russie, en réalité, ne dominait pas les Détroits, de quelque façon que l'on interprète le traité.

4° Vers la fin de l'année 1839, la Russie, d'accord avec l'Autriche, proposa d'annuler la convention d'Unkiar, moyennant la reconnaissance, par toutes les puissances, du règlement turc qui fermait les Détroits à tout bâtiment de guerre. On se proposait, en faisant cette offre, de gagner l'amitié et l'alliance de la Grande-Bretagne contre la France et contre l'Égypte. Les Anglais l'acceptèrent en 1840, ce qui eut pour résultat de les éloigner de la France. Quatre ans plus tard, Russie et Angleterre négociaient un accord secret concernant les affaires turques¹.

Cette tranche d'histoire présente un double intérêt.

Elle nous prouve, d'une part, que la question de Constantinople et des Détroits, énigme de la politique mondiale, restait entière pendant cette période transitoire qui s'étend de 1833 à 1841, et au cours de laquelle la position diplomatique de la Russie en Turquie fut plus forte que jamais. Les restrictions apportées au passage des navires de guerre étrangers dans le Bosphore ont amené, entre 1833 et 1839, une tension internationale qui nous permet de mieux comprendre l'une des phases de la question du Proche-Orient ; cette tension nous révèle, en particulier, les raisons d'ordre impérial et stratégique qui ont déterminé certaines puissances chrétiennes à prendre, au xix^e siècle, contre la Russie chrétienne, le parti de la Turquie musulmane.

Elle nous explique, d'autre part, l'activité déployée par la Russie, soucieuse d'assurer sa propre défense, dans son grand arsenal de Sébastopol qui devait être le principal objectif de la France et de l'Angleterre pendant la guerre de Crimée.

Vernon J. PURYEAR,

Professeur à l'Université de Californie.

(Traduit par R. BERTRAND, professeur au lycée d'Alger).

1. Puryear, *op. cit.*, p. 40 à 75.

MÉLANGES

L'EXPORTATION MÉRIDIONALE DE LA DRAPERIE DES PAYS-BAS AU MOYEN AGE

A PROPOS D'UN LIVRE RÉCENT

La *Revue historique* a publié récemment (t. CLXXX, p. 324) un compte-rendu de M. E. Coornaert relatif à un travail de M. Laurent, *Un grand commerce d'exportation. La draperie des Pays-Bas...* La partie proprement critique de cet examen semble comporter, au sujet d'une question d'histoire économique de première importance, certaines remarques.

L'histoire de la draperie flamande et même de sa succédanée, la draperie brabançonne, au Moyen Age, présente un trait caractéristique, fondamental et d'une évidence absolue : l'industrie de la laine est organisée et travaille pour l'exportation en masse vers des marchés à grande distance. Tout centre drapier, et l'on peut dire à peu près que toute localité des Pays-Bas en est un, produit dans ce but, naturellement dans des proportions différentes selon son importance sociale particulière ; mais toujours la raison, la vie, le fond de l'industrie est l'exportation en grand et au loin. Le trait dominant de l'économie est le commerce extérieur, l'expansion commerciale. Aussi est-ce là réellement une économie « mondiale », du monde connu à cette époque, bien entendu. Selon une expression des plus heureuses de M. Laurent, « elle est éclatante de modernité en plein Moyen Age » et elle est, en effet, des plus proches de l'économie moderne (p. 205, 241). Parallèlement, « le drapier » flamand, suivant sa dénomination technique, peut être regardé comme le prédécesseur, l'ancêtre des hommes d'affaires du XIX^e siècle. Il ne leur est pas inférieur par l'amplitude de ses entreprises et il semble même leur être supérieur par leur qualité et leur quantité, car leur exécution est sans doute d'une difficulté plus grande qu'elle ne le serait actuellement ; elle peut exposer non seulement la fortune, mais la vie du dirigeant, et lui-même n'est pas que drapier, il n'est pas qu'industriel-commerçant en laine, il est également banquier, propriétaire et homme politique : il dirige à la fois les affaires de sa ville et les siennes. Il ne paraît pas exagéré de dire qu'il est resté iné-

galé. Bref, tout, choses et hommes de la draperie des Pays-Bas, a un caractère extraordinaire. Un seul fait le montrera, le résumera : aux foires internationales de Champagne, le centre du commerce du monde au Moyen Âge, les draps constituent la première marchandise, comme les drapiers sont les meilleurs clients de ces réunions.

De ce fait économique général, la grande exportation au loin par le drapier, découlent directement trois conséquences, touchant les sources, les origines et le développement du phénomène.

L'économie étant pour ainsi dire d'expansion illimitée, la documentation doit être, est elle-même sans frontières. En principe, elle est partout. Si l'Afrique du Nord, si l'Extrême-Orient avaient des archives, elles pourraient renfermer des textes intéressant la draperie des Pays-Bas. En tout cas, les sources de cette dernière sont proprement européennes. Mais de cette extension singulière résulte tout naturellement, forcément, que l'histoire de l'économie de la laine est trop vaste pour être l'œuvre d'un seul homme. « Son histoire est disproportionnée aux possibilités d'un seul chercheur », dit parfaitement M. Laurent ; « ne pas vouloir se limiter dans un travail de cette nature, ce serait ajourner indéfiniment le moment où il convient de clore les recherches bibliographiques et passer à la construction synthétique » (p. xi). Si le principe littéraire : qui ne sut se borner ne sut jamais écrire, peut s'appliquer à un travail historique, c'est bien à une étude sur la seule exportation de la draperie médiévale des Pays-Bas. Limitation, en l'espèce, d'autant plus nécessaire que, par nature, les sources commerciales sont de situation « éparpillée », en opposition aux industrielles, qui restent locales et concentrées : au lieu de constituer des « fonds », elles sont en essence presque insaisissables, elles sont comme le transit même, en quelque façon, presque mobiles. Par suite de cette abondance comme de cette dispersion documentaires, des travaux purement locaux multiples sont indispensables. Mais, de temps en temps, il faut faire le point synthétique, quoique sans illusion, quoique sans perdre de vue l'idée que cette synthèse ne saurait avoir qu'une valeur temporaire. Elle durera jusqu'au moment où la découverte de nouvelles sources, l'élaboration de nouveaux exposés rendront nécessaire une nouvelle synthèse. On ne peut, en d'autres termes, procéder que par paliers. A chacun d'eux, l'association « d'inventeurs » locaux en vue d'aider l'auteur général est indispensable. M. Laurent a donc écrit, il n'a pu qu'écrire, pour un moment donné, une synthèse à la fois partielle et provisoire et, jusqu'à ce que vienne le dernier historien synthétique de la draperie, après que toutes les sources locales auront été graduellement exploitées, personne ne pourra agir autrement que lui.

N'oublions pas, en effet, de dire tout ce qu'il a fait et également ce qu'il n'a pas voulu faire. Non seulement il a montré une première qualité indispensable, qui était de savoir se borner dans l'espace, tout à la fois en ne prenant pour son travail qu'une partie de l'Europe comme en sachant résis-

ter à l'attrait, à l'appât indéniables, mais dont l'exploration n'eût pu qu'être sans fin, des « trésors insoupçonnés » (p. XXIII) que recèlent peut-être certaines archives ; non seulement il a réuni pour son travail toutes les ressources imprimées en aussi grande richesse que possible, mais cependant, et aussi, il a accompli par lui-même des explorations d'archives et de bibliothèques dont les résultats sont des plus appréciables : il a été un explorateur personnel, qu'on veuille bien s'en souvenir, dans une terre scientifique ingrate où les oasis étaient des plus difficiles à repérer¹. Il n'y a donc, sur ce premier point de la méthode des recherches, que des éloges à lui décerner du double point de vue de la modération comme de l'activité. Aussi, lorsqu'il a confié à une note de son travail (p. XXVI, n. 3) qu'il comptait accomplir un voyage en Provence et qu'en fait il ne l'a pas réalisé, et qu'il lui est reproché d'avoir écrit ses intentions et de ne pas les avoir mises à exécution, le reproche ne tient réellement pas et n'est, en quelque sorte, qu'une marque d'ingratitude scientifique. Il aurait peut-être mieux agi, disons-le en toute simplicité, en s'abstenant de toute réflexion à ce sujet, mais, enfin, il ne considère cette expédition scientifique que comme un supplément, non une partie de son travail. Combien d'autres voyages analogues aurait-il pu accomplir dans le bassin de la Méditerranée, et sans doute beaucoup plus fructueux que celui-ci même, sans qu'on songe à lui faire grief de ne pas les avoir exécutés, simplement parce qu'il n'en a pas parlé ! Mais il y serait encore ! Laissons donc cette vétille. De même, M. Coornaert, qu'il nous laisse le lui rappeler, a étudié dans un travail capital une autre économie mondiale pour le XVI^e siècle, la draperie-sayetterie d'Hondschoote, dont la production s'exportait jusqu'aux Indes et au Pérou. Personne et, moins que personne, l'auteur de cette note, qui a eu le très grand plaisir d'écrire deux comptes-rendus de son étude, n'a pu songer à reprocher à l'historien de s'être limité dans ses recherches documentaires à la région flamande et de n'avoir pas pris le paquebot pour les compléter jusqu'à l'Hindoustan et aux Andes (p. XIII-XV, 251).

Concluons donc sur ce premier point. Dans des travaux de cette nature, de portée aussi générale, chaque collaborateur ne peut songer qu'à apporter une pierre à l'édifice, aucun ne peut prétendre à élever l'édifice tout entier : il n'est qu'un collaborateur, il n'est pas le constructeur. Si la pierre apportée est à la fois de dimensions respectables et bien taillée, comme c'est le cas ici, le tailleur est indemne de reproches : l'ouvrier a, dans la préparation de son travail, fait tout son devoir.

La draperie peut maintenant être étudiée. Son expansion la rattache nécessairement à des problèmes et à des organismes généraux, et d'abord

1. *Choix de documents inédits pour servir à l'histoire de l'expansion commerciale des Pays-Bas en France au Moyen Âge, XII^e-XV^e siècles* (Bull. de la Comm. royale d'histoire, t. XCVIII (1934), p. 335-416. Bruxelles, Hayez, 1934).

pour les origines. M. Laurent a commencé par résumer dans une demi-douzaine de pages « les traditions historiques de la draperie des Pays-Bas avant le XI^e siècle », depuis l'époque pré-romaine, arrivant ainsi à la draperie nouvelle du milieu de cette période séculaire. Il a été ainsi amené à dire quelques mots des guildes : « sans être absolument dégagés du milieu préurbain, ces organismes sont néanmoins de toute évidence d'une nouveauté éclatante ». Il a parlé également des foires (p. 24-41). M. Coornaert, de son côté, il convient de le rappeler, écrit que l'auteur « a la conviction que le renouveau économique du XI^e siècle... a été une révolution, une manière de mutation brusque. Les choses ne semblent pas avoir été aussi simples ». Refuser, sans autres preuves, de les croire antérieures à 1050 lui paraît être « une constatation assez vaine ». Il ne voit nullement « l'éclat de l'évidence de la nouveauté des guildes, mais bien que ces associations, à défaut de racines propres que nous ne connaissons pas, se rattachent à un ensemble d'organisations similaires qui plongent assez loin dans le passé ». M. Laurent, continue-t-il, « passe trop vite sur l'origine des foires flamandes ». « En réalité, le problème de la continuité des faits économiques à travers l'époque carolingienne n'est pas résolu », et finalement, conclut-il, « pourquoi M. Laurent a-t-il mêlé ces questions délicates à un sujet qui ne l'y obligeait pas ? » Ces remarques paraissent donc être de quatre espèces : le principe même des questions, « la continuité » économique carolingienne, les guildes et les foires. Les deux premiers points sont généraux, les deux autres particuliers : examinons-les successivement, ou essayons de le faire, en raison de leur « délicatesse ».

M. Laurent a donc résumé en quelques pages l'histoire préurbaine de la draperie flamande. Mais il ne pouvait faire autrement que d'en parler. L'industrie urbaine du XI^e siècle, en principe — nous disons en principe — n'est pas une industrie nouvelle sur le sol flamand ; elle n'est, en principe encore, que la suite d'une fabrication bien antérieure même aux Romains, dont le fonctionnement préalable a peut-être pu, à certains égards, l'aider à naître. Il y avait des « traditions » économiques préurbaines, que l'historien de la draperie urbaine ne peut « négliger », qu'il est « obligé » de rappeler comme inhérentes à son sujet, puisque entre les deux économies successives il y a continuité et non césure, toujours en principe. On n'irait pas jusqu'à dire que l'économie nouvelle est une conséquence nécessaire de l'ancienne ; en principe, elle aurait peut-être pu exister sans elle, mais, en fait, elle en est un prolongement, quoique très relatif. Une préface historique était donc indispensable : l'auteur était « obligé » de l'écrire, de par l'histoire même de l'économie qu'il étudiait spécialement, qui était le fond de son travail.

Cependant, « il n'a pas résolu le problème de la continuité ». Mais, non et oui. D'une part, d'un point de vue d'ensemble, la question ne le regardait aucunement. M. Laurent, *a priori*, n'avait nullement à prendre parti à titre général dans le sujet si controversé de l'état économique sous les Carolin-

giens et à vouloir trancher le débat. Ce n'était en quelque façon, à quelque degré que ce fût, son rôle propre d'intervenir dans les discussions des « Dopschiens » et des « Pirenneens » : c'est alors qu'on eût été fondé justement à lui dire qu'il n'était nullement « obligé » de mêler son exposé à des questions assurément des plus « délicates »¹. Mais, d'autre part, il a résolu la question à titre particulier, au titre de la draperie, le seul qui pouvait l'intéresser, et il l'a même fait à plusieurs reprises d'une façon aussi nette, aussi décisive que possible : « La draperie des époques franque et carolingienne n'annonce pas directement l'industrie nouvelle ; entre elles, il y a une profonde différence, le régime du travail est profondément différent ; à la draperie rurale et domestique succède la draperie urbaine et exportatrice » (p. 27-29). Le célèbre problème de la « continuité » est donc bien résolu pour cette question spéciale, résolu autant, du moins, qu'il peut l'être. Pour des motifs documentaires, il ne peut, en effet, que comporter beaucoup moins une solution de fait que de principe : en d'autres termes, il comporte bien plutôt des affirmations ou des négations générales que des explications ou des justifications de détail, que l'absence de textes ne permet pas de donner. Si les textes existaient... En réalité, d'ailleurs, le problème ne se pose pas, il ne peut pas se poser au sujet de l'économie de la laine. Personne n'aura simplement l'idée de soutenir que la draperie flamande nouvelle, qui fonctionnait à partir du XI^e siècle, sinon de la fin du X^e, existait déjà, pouvait exister à l'époque carolingienne, pour l'unique raison — qui dispense des autres — que cette industrie était expressément urbaine et non plus domaniale comme celle qui l'a précédée, alors que les centres urbains ne remontent pas eux-mêmes au delà du cours du X^e siècle : exceptons, si l'on veut, la vieille ville romano-abbatiale d'Arras, pour laquelle, cependant, les premières indications drapières ne semblent pas être antérieures à 1024 (p. 35) et, en tout cas, par cette date n'ont plus rien de carolingien. Le manque de villes entraîne l'absence de draperie d'une façon évidente, obligatoire. Le problème urbain, M. Laurent l'a parfaitement montré — tout en ayant eu d'autant moins raison de ne le traiter qu'à la fin de son exposé — « enveloppe et recouvre toutes les autres questions » (p. 39) et, en particulier, entraîne la date de l'apparition de la draperie.

Lorsque M. Coornaert, parlant de la conviction de M. Laurent, au sujet de « la révolution, d'une manière de mutation brusque », écrit que « les choses ne semblent pas avoir été aussi simples », nous nous permettons de dire que nous attendons les preuves de cette opinion. Que le problème soit simple ou complexe, qu'on puisse arriver à apporter à son exposé quelque précision de dates, par exemple, nous craignons fort qu'on ne soit cependant toujours obligé d'en revenir à la constatation désolée de M. Laurent : « Il semble qu'on

1. Voy. sur ce différend d'intéressantes remarques de Van Werveke, *Histoire de Tournai*, p. 1139-1140 (*Revue belge de philologie*, 1936).

doive renoncer complètement à savoir quoi que ce soit..., tant les sources sont indigentes » (p. 34). Et, lorsque l'auteur place — en principe — l'apparition de la draperie internationale vers 1050 et que M. Coornaert réplique que, faite dans de telles conditions, « cette constatation est assez vaine », nous attendons de nouveau les preuves du contraire. Peut-être, d'après certains indices¹, pourrait-on reculer quelque peu la date moyenne précédente : question de rectification. Nous paraissions, en somme, aboutir à une triple conclusion : dans le fond, le passage de la draperie urbaine à la draperie domaniale a été une « révolution » économique, cela sans aucun doute possible ; dans la forme, cette « mutation » a pu être rapide, donc « brusque », comme la croissance des villes, à laquelle elle était étroitement liée : plus, d'ailleurs, on reculera la formation de la draperie, plus on la rapprochera de la naissance des villes, plus ainsi on lui attribuera une formation soudaine ; dans les détails, nous ne savons et nous ne saurons fort probablement jamais rien, ou à peu près rien, de l'accomplissement de cette révolution. En tout cas, insistons sur ce point : il y a moins une question de la draperie qu'il n'y a une question des villes ; celle-ci conditionne absolument celle-là.

Nous arrivons aux points secondaires, guildes² et foires. Que M. Laurent fût « obligé » d'en parler, la question ne saurait encore se poser. De quoi aurait-il donc parlé, sinon de ces formes primitives du négoce des draps ? Si, tout d'abord, il avait fait l'histoire des guildes, bien entendu, il serait sorti de son étude propre, mais il s'est borné à en dire en deux pages ce que tout historien de la draperie devait en écrire sur leur rôle commercial général et à parler spécialement en deux phrases de leur origine (p. 35-37). Si, au sujet de cette dernière, il écrit que les organismes témoignent « de toute évidence d'une nouveauté éclatante », nous croyons qu'il ne peut qu'avoir absolument raison et qu'il ne doit pas en être autrement, puisqu'ils sont la représen-

1. Voy. Pirenne, *Les villes*, p. 88, 136-137, au sujet de Gand, qui montre une draperie d'exportation à Londres dès l'an 1000 : on peut, plus ou moins, généraliser.

2. Par principe, nous n'entrons pas, au cours de cette note, dans des discussions de détail. Nous ne ferons exception que sur un point concernant la date de la gilde de Saint-Omer, dont M. Pirenne et nous avons publié autrefois les *Consuetudines* (*Le Moyen Age*, 1901). M. Laurent écrit : « La gilde apparaît entre 1083 et 1127 » (p. 35) ; M. Coornaert répond : « Elle existait avant 1083 » (p. 325, § 2). Il n'y a qu'à s'entendre. D'une part, « la mention du châtelain Wulfric Rabel [qui fut châtelain de Saint-Omer de 1072 à 1083] au § 15 des Coutumes nous permet de leur donner comme terminus a quo l'année 1083 » (*Le Moyen Age*, p. 191). De l'autre, nous admettrons très volontiers que la rédaction des Coutumes n'est qu'une consécration écrite, un résultat législatif d'une formation sociale antérieure et que la gilde ait commencé à se former avant 1084 au plus tôt, d'autant mieux que le même § 15, à propos d'une prescription, énonce : « Sic diffinitum fuit tempore Gulurici Rabel, castelani. » On peut donc admettre tout à la fois que la gilde et ses coutumes ont commencé « à exister » au temps de ce châtelain, soit une dizaine d'années environ au plus avant 1084, et qu'elles n'aient pas « apparu » officiellement avant cette dernière année. Aller au delà de 1072 semble être une pure hypothèse.

tation commerciale directe d'une économie absolument nouvelle elle-même. Ce point, également, ne paraît pas avoir à se discuter. M. Coornaert a cependant écrit, sur « ces institutions se rattachant à d'autres qui plongent assez loin dans le passé », une phrase vraiment sybilline, qu'on nous permette de le dire, bien que nous ne demandions pas mieux que de voir les preuves de cette affirmation être données et se manifester, espérons-le aussi, avec tout l'éclat d'une évidence. Mais que, d'un point de vue sociologique, le droit des associations, se réalisant à un moment donné sous la forme des guildes, puisse se comparer — nous ne disons pas se relier — à des types d'unions plus anciennes, il est possible ; mais sociologie et lien sociologique n'ont vraiment rien à faire ici. Que même, à titre historique, antérieurement encore aux guildes, à l'époque carolingienne, des marchands se soient déjà constitués en caravanes, on a pu et l'on peut le supposer et l'admettre non sans vraisemblance, mais ce sont là des cas simplement occasionnels et non pas une organisation régulière et qui, de toutes façons, ne pourraient concerner une industrie de la laine encore inexistante¹. Qu'enfin, à titre juridique ou social, le milieu préurbain ait pu continuer à agir sur ces organismes contemporains de l'époque urbaine, cette persistance de coutumes primitives, si admissible puisse-t-elle être², ne signifie nullement que le fond même ne soit pas entièrement nouveau.

Il l'est certainement par la nature des sociétés. Elles ne constituent sans doute pas, à leur époque, le seul mode du droit d'association. Si l'on en excepte même les confréries bénédictines, qui purent se former dans des abbayes, auprès desquelles devaient prendre naissance les villes nouvelles où elles-mêmes se continuèrent ensuite³, certaines confréries de métiers, des *caritates* mentionnées à la fin du XII^e siècle seulement par Guiman à Arras⁴, seraient d'apparition peut-être aussi anciennes que les guildes. Mais, à l'inverse de ces unions professionnelles qui, à l'exemple des primitives confrà-

1. Voy. Sabbe, *Quelques types de marchands des IX^e et X^e siècles*, p. 183-184 en particulier (*Revue belge de philologie*, 1934).

2. Ce serait le cas pour « l'importance... attribuée aux *potationes* en commun, qui remontent... aux origines païennes des guildes » (*Le Moyen Age*, p. 191). Cette remarque est de M. Pirenne, qui avait personnellement rédigé la notice précédant le texte même. Nous n'écartons pas, bien entendu, en principe la possibilité de cette filiation intéressante, tout en nous demandant s'il est absolument nécessaire d'y recourir pour expliquer l'origine des *potationes*. Toutes les associations flamandes médiévales, pieuses comme militaires ou économiques, sont remplies de « boires » et de « convives » — « boire en recreation ensemble ! » Une simple origine sociale ne suffirait-elle pas ? (cf. Van der Linden, *Les guildes*, p. 10).

3. Voy. Dom Wilmart, *Textes relatifs à la confraternité de Saint-Bertin*, en particulier p. 147, n. 1, et 154, n. 2 (*Bull. de la Soc. des Antiquaires de la Morinie*, t. XIV).

4. Cartulaire, éd. Van Drival, p. 191, 272, 335. — Cf. Des Marez, *La première étape de la formation corporative. L'entr'aide*, p. 438-440 ; tir. à part, p. 28-30 (*Bull. de l'Acad. royale de Belgique. Classe des lettres*, tir. à part. Bruxelles, 1921). — Quelques remarques sur ces *caritates* dans un ouvrage plus récent : Mickwitz, *Die Kartellfunktionen der Zünfte* (1936), p. 96.

ternités religieuses, avaient pour cause et pour but la religion, les *guildae mercatoriae* avaient pour raison et pour fin l'économie. On peut dire que, fondées expressément sur le grand commerce, elles étaient la réalisation, la forme proprement urbaines du droit d'association, par le moyen de l'industrie de la laine. Si elles n'étaient pas, bien entendu, anti-religieuses, elles étaient exactement a-religieuses. Dans la frairie de la halle aux draps de Valenciennes, dans la guilde de Saint-Omer et sa continuatrice, « la confrarie ke on apele Hanse¹ », qui, d'ailleurs, beaucoup plus récente, n'est connue que vers 1244, on ne saurait aucunement voir des associations religieuses. Ne nous laissons pas tromper par ce nom de confrérie, qui n'a pas toujours une valeur proprement spirituelle, mais peut avoir une signification simplement unioniste. Quand la religion apparaît, ce n'est que très exceptionnellement et sous une forme expresse de charité sociale bien plutôt que de piété pure². La religion n'y montre pas sa représentation caractéristique, qui ne se fera voir que plus tard et alors dans toutes les associations urbaines sans but lucratif³, militaires comme pieuses, la Chandelle. Les marchands doivent vivre entre eux dans un esprit d'union pour un motif évidemment spirituel, mais, ainsi réunis et unis, leur but est, non pas de prier, mais de s'entraider pour négocier⁴. Ils forment, en somme, des associations essentiellement laïques, répondant à l'économie bourgeoise nouvelle d'une façon directe, quoique fonctionnant dans un milieu ambiant toujours religieux. Dans le droit des associations urbaines, les gildes constituent certainement, par leur fin commerciale, une des deux grandes formes de réalisation de ce droit, représenté d'autre part dans la religion, avant que intervienne plus tard, en troisième lieu, l'esprit guerrier avec les Serments militaires.

Nous en venons, enfin, aux foires, mais qu'il suffira de mentionner. Leur question, et en particulier celle de leurs origines, devait intéresser, en effet, beaucoup moins M. Laurent que celle des guildes, puisqu'il ne s'agit sans doute plus là d'un phénomène économique spécifiquement drapier. L'auteur, cependant, aurait passé trop rapidement sur la formation même de ces réunions commerciales (p. 38)? Nous nous permettrons à notre tour de poser cette question : M. Laurent a écrit deux phrases sur l'origine des guildes, organisme qui concernait directement son sujet : il a été trop long ! M. Laurent a écrit deux lignes sur l'origine des foires, organisme qui ne concernait

1. Publ. Giry, *Saint-Omer*, p. 413.

2. Cf. Van der Linden, *Les gildes marchandes dans les Pays-Bas*, p. 3-4, 10-11.

3. En réalité, ces guildes, telles qu'elles nous sont connues, apparaissent comme des associations d'entraide commerciales, mais dans l'organisation desquelles le but lucratif ne se montre pas, à l'inverse de ce que l'on constate dans les sociétés d'intermédiaires commerciaux à Arras ou de propriétaires de parts de moulins à Douai, qui sont des sortes de sociétés financières exclusivement.

4. Cf. Pirenne, *Les villes flamandes avant le XII^e siècle*, p. 29 (*Annales de l'Est et du Nord*, t. I, 1905) ; le même, *Les villes du Moyen Age*, p. 107 ; Des Marez, *La première étape...*, p. 420, 422, n. I ; tir. à part, p. 10, 12.

qu'indirectement son sujet : il a été trop bref ! Nous ne demandons qu'à comprendre cette différence d'appréciation et à en voir la justification.

Il faut également conclure pour cette seconde question, relative aux origines. L'auteur devait résumer l'histoire de la draperie préurbaine sur le sol flamand, mais sans avoir à s'occuper du problème de « la continuité » économique carolingienne d'un point de vue général ; il n'avait à en parler qu'à titre particulier pour la seule draperie et il l'a fait aussi exactement que la question et la documentation le comportaient. A l'époque urbaine primitive, il était obligé d'exposer brièvement l'organisation commerciale des guildes et des foires, dans les seuls rapports que ces organismes ont pu avoir avec son sujet, et il n'y a pas manqué. La méthode même ne nous paraît donc soulever aucune critique, bien que ses résultats, par suite de la restriction extrême des sources, puissent, dans ces questions fort « délicates », comporter des discussions. Nous attendons avec un intérêt particulier de nouvelles solutions possibles. Nous nous bornerons à demander ici s'il est d'une méthode critique suffisante, dans l'examen d'un travail, de se limiter à mettre en suspicion les opinions qui sont exposées par l'auteur, en le faisant d'abord sans preuves et, en outre, sans chercher à les remplacer.

Enfin, nous arrivons à des époques moins obscures et même au début de la décadence. La draperie flamande, entre temps, s'est développée et étendue. Elle a donc couvert au moins l'Europe et, par suite, ne peut que se rattacher à l'histoire générale et donc subir l'influence des principaux événements politiques. M. Laurent n'a pas eu besoin en quelque sorte de penser à étendre son sujet : ce dernier s'étend de lui-même et cette extension ne peut qu'entraîner l'auteur, qui est de nouveau « obligé » de se conformer à ce mouvement. Son chapitre sur « la conjoncture économique dans l'Europe du Nord-Ouest au tournant des ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles » était donc tout naturel et nécessaire. Il repose sur l'importance réellement fondamentale de tous points de vue du règne de Philippe le Bel, qu'il considère avec raison comme une sorte de révolution, en particulier de causes financières et de forme monétaire. Il est superflu de dire que la partie essentielle de ce principat apparaît dans les rapports de la France et de la Flandre. Ils concordent avec les débuts de la décadence de la draperie flamande au profit de l'industrie brabançonne. Il y a à ce déclin des causes internes et externes, mais liées mutuellement. Les premières sont les abus du régime patricien des drapiers contre le Commun des petits fabricants : léliaerts et clauwaerts étaient ennemis à tous égards, politique, économique et social. Les secondes sont les conséquences économiques sur les foires de Champagne de l'annexion du comté à la royauté et la politique royale contre les gens d'argent, souvent aussi expéditeurs de draps, comme vis-à-vis des Flamands, importateurs de laines et exportateurs d'étoffes — M. Laurent aurait pu ajouter la guerre, qui arrêtait brutalement les métiers — ces divers phénomènes se rattachant à la politique financière-monétaire du roi, sur l'importance de

laquelle il n'est pas besoin d'insister. Il était indispensable de parler de ces diverses questions, qui se tiennent donc absolument. M. Laurent a dit tout ce qu'il fallait dire de « la répercussion de l'histoire politique du règne de Philippe le Bel sur l'histoire économique » (p. 115), sans qu'on puisse penser qu'il se soit ainsi éloigné de son sujet, et il n'en a pas trop dit (13 pages). La politique intérieure, en particulier, n'a été considérée qu'en fonction de son sujet et elle ne pouvait pas ne pas l'être. Si trois pages ont été consacrées au commerce flamand-hanséatique, qui, en principe, ne concernait pas le travail en cause, elles n'ont été écrites qu'à simple titre de comparaison utile avec le trafic méridional, comme repoussoir, en quelque sorte, par rapport à ce dernier. Concluons : M. Laurent, non seulement a parfaitement compris la nécessité qui s'imposait à lui de l'extension de son étude, mais, de même qu'il a sagement délimité son sujet, ainsi il a exposé cette extension dans des limites absolument raisonnables. On peut critiquer quelques détails : les causes internes sociales de la décadence de l'économie auraient dû précéder les raisons externes ; à celles-ci, nous l'avons dit, devait s'ajouter la guerre ; l'emploi de l'expression de « réglementation corporative » pour la draperie urbaine, par opposition à l'expression de « réglementation d'État » pour la draperie rurale, ne semble pas adéquat (p. 205). La corporation est exactement un organisme non pas médiéval, mais moderne ; la draperie flamande comprit toujours des métiers économiques, mais fut bien loin de renfermer toujours des associations de métiers : ce sont deux choses voisines, sans doute, mais différentes.

Nous tenons à faire ces réserves — fort secondaires — comme nous en avons pu faire d'autres par ailleurs, pour montrer que nous ne considérons pas le travail de M. Laurent comme n'étant susceptible d'aucune observation. Mais que les remarques qu'on croira devoir lui adresser, qu'on nous permette de le dire, soient réellement fondées. On ne doit pas reprocher à un auteur, au moment de la publication de son travail, de n'avoir pas accompli un voyage de recherches très partiel, dont il n'estimait pas nécessaire la réalisation avant l'apparition de son étude, alors que surtout il avait accompli bien d'autres déplacements. On ne doit pas lui reprocher, pour les origines, d'avoir traité ce qui concernait vraiment son sujet et d'avoir omis ce qui ne le concernait pas directement. On ne doit pas, pour l'époque de la décadence, lui reprocher l'élargissement de son travail fait dans des matières directement complémentaires de la question selon des proportions raisonnables. Et, d'une façon générale, qu'on ne détruise pas un exposé sans raisons énoncées et sans reconstruction latérale.

Georges ESPINAS.

Nous avons communiqué cet article à notre collaborateur M. Coornaert, qui nous a répondu par les réflexions suivantes qui mettent fin au débat :

La *Revue historique* m'a communiqué en bonnes feuilles l'article qui précède.

M. Espinas a jugé bon lui-même de m'écrire une lettre où il m'assure, d'une part, qu'il agit par amitié à mon endroit — que se serait-il passé, mon Dieu ! si l'amitié ne s'en était pas mêlée ? — et m'assure, d'autre part, que l'idée de son article ne lui est pas personnelle. Me voilà dans un grand embarras si je veux répondre, puisque mon contradicteur, champion de M. Laurent, n'intervient lui-même qu'à la demande d'un tiers. C'est beaucoup diviser les responsabilités.

Je suis persuadé que M. Laurent n'a rien à voir dans cette révision de mon compte-rendu et c'est ce qui me gêne le plus.

Autrefois, les querelles de ce genre opposaient uniquement l'auteur et le critique. Ils étaient libres, l'un et l'autre. En se faisant l'avocat de M. Laurent, M. Espinas me mettrait dans l'obligation, si je voulais me défendre, de faire à son client une mauvaise querelle. J'ai dit ce que je pensais dans mon compte-rendu. Je me rapproche simplement d'avoir mal mis en place les éloges et d'avoir trop longuement, par contre, indiqué mes réserves. M. Espinas veut-il m'obliger maintenant à prononcer un réquisitoire, à aggraver mes critiques, à en formuler même de nouvelles, pour le seul plaisir de lui répondre — à faire, après un compte-rendu dont M. Laurent lui-même m'a remercié, le procès d'un livre que j'estime ? La chose serait facile et le texte de M. Espinas est assez abondant pour qu'on puisse y relever des arguments de polémique et même des erreurs matérielles¹.

Comme je suis persuadé que M. Espinas s'est fait bénévolement le champion de M. Laurent, je me refuse à continuer ces discussions inutiles.

Il resterait à me plaindre du procédé curieux et inhabituel qui inaugure le contre-compte-rendu. Inutile de dire que, s'il se généralisait, il ravalerait singulièrement le niveau habituel de la critique, multipliant les querelles personnelles, pas toujours désintéressées, dans un domaine qui, justement, doit leur demeurer étranger.

Mais de qui me plaindre, puisque M. Espinas s'est refusé, malgré mon insistance, à me donner le nom de son inspirateur ?

E. COORNAERT.

1. Voici quelques exemples : A-t-on le droit de citer inexactement entre guillemets une phrase dont on dénature le sens (p. 4 du texte de M. Espinas) ? — Rien avant 1050 pour l'industrie drapière ? M. Espinas répond « en principe » ; ce n'est pas une réponse, et je le renvoie à Pirenne, *La civilisation occidentale au Moyen Age*, p. 36. — Les foires de Flandre ? Il y en a à Gand au début du XI^e siècle ; M. Espinas aura l'occasion de l'apprendre sous peu. — Les gildes, « d'une nouveauté éclatante » dans la deuxième moitié du XI^e siècle ? Dire que je ne suis pas encore convaincu ! Ah ! ces « reconstructions latérales » ! Etc.

UN DES DERNIERS ÉPISODES DE LA LUTTE FRANCO-ANGLAISE
AU CANADA

LE SIÈGE DE FORT BEAUSÉJOUR EN 1755

Quelques années avant l'écrasement définitif, en 1759, du domaine colonial français au Canada, un des derniers foyers de résistance à l'emprise anglaise se trouvait en Acadie, à 400 ou 450 kilomètres au sud-est de Québec. Les confins de l'Acadie, du reste, ont toujours été assez vagues, car c'était là, non une division administrative proprement dite, mais la région soumise à l'influence des Acadiens, colons différents, à divers points de vue, des autres Canadiens-Français d'alors. Une seule des caractéristiques de ce groupe mérite d'attirer ici l'attention : son nationalisme intransigeant, qui se traduisait par une haine profonde de tout ce qui était anglais. On conçoit que les gouverneurs français du Canada cherchassent, malgré l'éloignement de Québec, un appui dans ce territoire. Ce dernier comprenait, *grosso modo*, le sud et le sud-est du Nouveau-Brunswick, le nord de la Nouvelle-Écosse, la presque île du cap Breton et l'île du Prince-Édouard — celle-ci mentionnée seulement pour mémoire, car elle ne joua qu'un rôle tout à fait effacé dans la guerre franco-anglaise.

Un point stratégique important était constitué, dans cette région, par l'isthme de Chignecto, reliant le Nouveau-Brunswick à la Nouvelle-Écosse. Cet isthme s'étend entre la baie de Chignecto et la baie Verte, lesquelles ne sont que les extrémités respectives du golfe de Fundy et du golfe du Saint-Laurent. Il est remarquable par ses trois crêtes ou croupes parallèles, dominant un territoire marécageux, d'une fertilité extraordinaire et formant des sites excellents pour des forts d'arrêt¹. On a dit avec raison que peu d'endroits sont empreints d'une aussi sereine beauté rustique et que, cependant, aucune région de cette superficie, en Amérique, n'est plus riche en souvenirs et en traditions historiques². Nous nous bornerons naturellement à ce qui a trait aux opérations militaires de la période 1750-1755.

1. Au nord-est de l'isthme se trouvent les fameux marais de Tantramar, souvent cités comme exemple de culture intensive au Canada. Ce nom est une corruption du mot « tinta-marre », donné sans doute à cette région par les premiers pionniers, à cause du vacarme fait au printemps et en automne par des myriades d'oiseaux aquatiques.

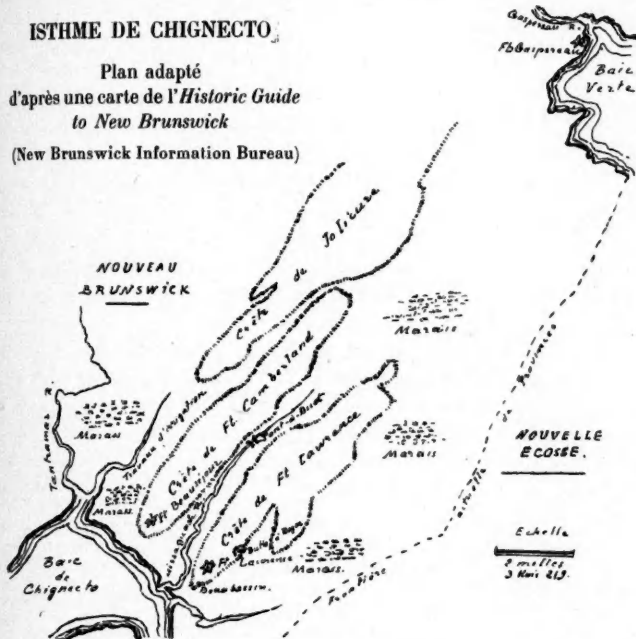
2. Discours de M. le docteur J. C. Webster, fondateur du Parc national du fort Beauséjour (*Mt. Allison Record*, Université de Mt. Allison, janvier-février 1937).

Pendant l'automne de 1750, lorsque M. de la Jonquière, gouverneur du Canada, apprit que les Anglais élevaient un fort (fort Saint-Lawrence) sur la crête de Beaubassin (voir plan), il décida d'en faire construire un à 3,200 mètres plus au nord-ouest, à l'extrémité de la crête de Beauséjour¹. C'est le 8 novembre que des ordres furent donnés, à cet effet, au commandant local des troupes françaises, le sieur de Saint-Ours-des-Chaillons²; toutefois,

ISTHME DE CHIGNECTO

Plan adapté
d'après une carte de l'*Historic Guide*
to New Brunswick

(New Brunswick Information Bureau)



ce fut seulement en 1751 que, sous la direction du lieutenant Joseph-Gaspard de Léry, on commença les travaux³, dont les plans avaient été faits par un ingénieur du nom de Jaccan de Piedmont⁴. L'ouvrage avait la forme d'un

1. Ce nom est celui d'un des premiers pionniers français de la région, Laurent Chatillon, dit Beauséjour.

2. *Historic guide to New Brunswick*, par M. Webster, à l'obligeance duquel nous devons d'importants renseignements sur le siège de Fort-Beauséjour.

3. En même temps, la Jonquière faisait élever un autre fort à l'autre extrémité de l'isthme, sur la baie Verte, près de la rivière Gaspereau, dont le nom fut donné à cet ouvrage. C'était un petit fort carré, entouré d'un fossé, mais de peu d'importance, ainsi que nous le verrons plus loin.

4. Kingsford, *History of Canada*, vol. III.

pentagone d'environ 280 pieds de large ; le fossé, très profond, était protégé par une forte palissade. On l'avait muni de casemates supposées à l'épreuve de la bombe¹. Il semble que la construction ne fut entièrement terminée qu'en 1755. Pourquoi ce retard ? M. le docteur Webster², une autorité en matière d'histoire de cette partie du Canada, déclare que la faute en retombe sur l'aumônier de la garnison, l'abbé Le Loutre, qui était un agronome distingué et qui, ayant obtenu de la métropole des sommes importantes pour établir dans l'isthme un système compliqué d'irrigation, insista pour employer à ces travaux une main-d'œuvre dont on avait grand besoin pour la construction du fort³.

L'armement paraît avoir consisté en un mortier de 10 pouces et vingt-six canons montés sur les remparts ; huit pièces de 6, 9 et 12 livres n'avaient pu être montées.

En 1754, le gouverneur de Fort Beauséjour était Louis du Chambon de Vergor, qui, à l'époque, avait rang de capitaine d'infanterie. Il devait, semble-t-il, sa situation à diverses intrigues. Son père, gouverneur de Louisbourg lors de la reddition de cette place aux Anglais en 1745, était mort, peu après le siège, sans fortune. Vergor, alors, sollicita l'aide de l'intendant Bigot, personnage influent, auquel il avait rendu service dans une affaire de galanterie, et ce dernier s'acquitta de sa dette en faisant obtenir au jeune officier le commandement de Beauséjour. Vergor a fait sévèrement jugé par les historiens⁴. On lui a moins reproché, peut-être, sa mollesse durant le siège de Beauséjour que son impéritie à la bataille des Plaines d'Abraham, en 1759, où il aurait causé en grande partie la défaite de Montcalm⁵. On l'a aussi accusé de gabegie dans ses fonctions de gouverneur de

1. Parkman, *Montcalm and Wolfe*, vol. XI, 1899.

2. *The Forts of Chignecto* — ouvrage qui est la propriété du Musée du Nouveau-Brunswick, à Saint-John ; il est presque épuisé.

3. Cet abbé Le Loutre, qui joua un rôle important en Acadie au XVIII^e siècle, était né à Morlaix en 1709. Ordonné prêtre en 1725, il entra aux Missions étrangères et partit pour le Canada. Après s'être occupé avec un grand zèle des Indiens Micmacs, il érigea, en 1749, près du site où s'éleva quelques années plus tard Fort Beauséjour, une église pour les Acadiens, auxquels il consacra dès lors toute son activité, qui était grande. Parkman (*loc. cit.*) dépeint Le Loutre sous des couleurs peu flatteuses. Selon lui, c'était un homme d'un « égoïsme intense », extrêmement autoritaire et animé d'une haine implacable contre les Anglais. Il est possible que ce dernier trait explique l'animosité de l'auteur précité, lequel était lui-même un patriote intransigeant. Cependant, il semble que le zèle de Le Loutre était parfois maladroit. C'est ainsi qu'usant de l'autorité que lui conférait son titre de vicaire général de l'évêque d'Acadie, il eut le tort d'engager nombre d'Acadiens de la Nouvelle-Écosse à abandonner leurs villages et fermes pour se rendre au Nouveau-Brunswick et dans l'île du Prince-Édouard, où, d'après lui, ils auraient reçu de la France une protection plus efficace. Malheureusement, ses prévisions ne reposaient sur aucune base solide, et les émigrés eurent à endurer, de ce chef, des difficultés et des souffrances considérables.

4. Il est dépeint comme un homme d'intelligence médiocre, sans éducation et d'une apparence déplaisante. En outre, il était affligé d'un bégaiement désagréable (Parkman, *loc. cit.*).

5. Kingsford, *loc. cit.*

Beauséjour¹. Toutefois, ce reproche pourrait reposer sur un malentendu².

La garnison du fort consistait en 150 hommes du régiment de la marine et quatorze officiers divers. Il était illusoire de songer à défendre un ouvrage de cette sorte avec si peu de monde, même en comptant sur l'appoint, irrégulier, d'Acadiens et d'Indiens. Ceci était d'autant plus regrettable que le nouveau fort était considéré comme une clé de position. D'abord, il formait un point d'appui pour entretenir l'agitation acadienne contre les Anglais ; et, d'autre part, il pouvait servir de lieu de concentration pour des raids menaçant la Nouvelle-Angleterre. Ceci était une source d'inquiétude pour les autorités britanniques du Canada, et notamment pour l'Honorable Charles Lawrence, lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse³. Toutefois, il est un point sur lequel nous nous permettrons de ne pas être d'accord avec les historiens anglais. Ceux-ci, et surtout Kingsford, affirment qu'en très peu de jours une forte levée d'Acadiens aurait pu être mobilisée, à Beauséjour, pour exécuter un raid sur la Nouvelle-Angleterre. Tout en admettant l'hostilité des Acadiens à l'égard de l'Angleterre, nous sommes persuadé que cette crainte est sans fondement. Les Acadiens étaient avant tout de paisibles cultivateurs, ayant la guerre en horreur ; et l'historique même du siège de Beauséjour montre, comme on le verra plus loin, que lorsque Vergor fit appel à eux pour défendre la place — qu'ils avaient cependant intérêt à voir rester au pouvoir de la France — ils ne prirent les armes qu'à contre-cœur et ne furent, en général, pour le gouverneur que de très médiocres auxi-

1. Parkman-Webster, *loc. cit.*

2. L'origine de cette accusation est la suivante. Dans les ouvrages de l'époque (*Mémoires contenant l'histoire du Canada durant la guerre sous le Gouvernement Anglois*, par S. de C., publié par la Société historique de Québec en 1838 sous le titre « Mémoires sur le Canada depuis 1719 jusqu'en 1760 ». Voir aussi *Mémoire sur les fraudes commises dans la colonie*), où l'on voit une lettre adressée à Vergor par Bigot, dans laquelle ce dernier, à la date du 20 août 1754, dit à son ami : « Profitez, mon cher Vergor, de votre place. Taillez, rognez ; vous avez tout pouvoir — afin que vous puissiez bientôt venir me joindre en France et acheter un bien à portée de moi... » Il est bien peu probable que Bigot ait été assez imprudent pour donner sérieusement, par écrit, de pareils conseils ; l'interprétation la plus plausible est que l'intendant a simplement voulu plaisanter dans la missive par laquelle il annonçait à Vergor sa nomination à Beauséjour. Du reste, c'est aussi l'opinion de Kingsford, toujours plus impartial que Parkman.

Cet intendant Bigot, soit dit en passant, a laissé de mauvais souvenirs au Canada. Sorte de Fouquet au petit pied, il se faisait suivre partout de sa magnifique argenterie, transportée sur plusieurs voitures ou traîneaux. Il était l'âme de ces fameux « soupers montréalais » qui duraient de 6 heures du soir à 11 heures, pour être suivis d'une danse ne finissant qu'à 6 heures du matin — et contre lesquels fulminaient les « purs » de l'époque.

3. C'est à sa connaissance approfondie de la région que Lawrence, major au régiment de Warburton, en garnison à Louisbourg après la prise de cette ville par les Anglais, dut sa nomination de lieutenant-gouverneur, le 21 octobre 1754. Très capable, mais plutôt brutal, ce fonctionnaire s'attira l'exécration des Acadiens pour la rigueur avec laquelle il traita ceux-ci en 1755. On a dit de lui, à cette occasion, qu'il avait fait une tache à l'honneur de l'Angleterre. Il mourut en 1760.

liaires sous le rapport militaire¹. Comment eût-on pu, dès lors, compter sur eux pour une expédition à l'extérieur de l'Acadie, étant donné le fait bien connu que les milices sont encore moins sûres dans l'offensive que dans la défensive? Beauséjour n'aurait pu devenir un danger pour la Nouvelle-Angleterre que si la France en avait fait le point d'appui d'une forte garnison régulière en Acadie; il y avait là une occasion que la métropole, ici encore, a laissé perdre. La résolution de Lawrence d'en finir avec Fort Beauséjour s'explique aisément, selon nous, par la position de cet ouvrage comme foyer d'agitation en Acadie; en tout cas, il était logique de tenter de faire disparaître petit à petit les établissements militaires français dans cette Nouvelle-Écosse qui était déjà considérée comme une colonie anglaise, puisqu'il y avait été nommé un lieutenant-gouverneur.

* * *

En mai 1755, à un Conseil des différents gouverneurs des colonies anglaises de l'Amérique du Nord tenu à Alexandria, il fut décidé que l'attaque de Fort Beauséjour serait comprise dans un plan général de campagne contre les établissements français au Canada. C'est le gouverneur du Massachusetts, le colonel Shirley, qui fut chargé de recruter les troupes nécessaires². Il leva deux bataillons de volontaires commandés l'un par le lieutenant-colonel Winslow, l'autre par le lieutenant-colonel George Scott, et d'un effectif total de 2,000 hommes. Le chef de l'expédition était l'Honorable colonel Robert Monkton. C'est à Boston que se fit la concentration. Le manque de mousquets causa un certain retard; on dut attendre un chargement envoyé d'Angleterre³. C'est seulement le 22 mai que le convoi, comprenant une trentaine de petits transports et escorté par les frégates *Siren*, *Mermaid* et *Success*, put appareiller. Le 2 juin, l'expédition arrive à l'embouchure du Missaguash et débarque à Fort Lawrence, ouvrage anglais situé à 3 kilomètres et demi de Beauséjour en ligne droite. Elle se joint donc aux 400 réguliers du fort.

A Beauséjour, Vergor, averti des agissements anglais, prend des mesures de résistance. Il adresse un appel aux armes à la population acadienne mâle des villages situés au nord de la baie de Chignecto et sur la baie Verte. La plupart des hommes ainsi convoqués, et qui habitent, en fait, sur des territoires anglais, montrent du mécontentement. Ils demandent au gouverneur de leur faire des menaces, afin qu'au cas où ils seraient faits prisonniers par les Anglais, ils pussent se justifier en montrant qu'ils n'avaient cédé qu'à la force. Vergor accède à cette requête. Soit dit en passant, on

1. *Loc. cit.*

2. Ce haut fonctionnaire et Lawrence s'étaient entendus depuis plusieurs mois pour attaquer Beauséjour.

3. *Nova Scotia Hist. Society*, vol. III, 1882-1883.

voit là une preuve à l'appui de ce que nous avançons plus haut au sujet du peu de fond qu'il était alors possible de faire sur les Acadiens sous le rapport militaire¹.

En tout, Vergor pouvait disposer d'un peu plus d'un millier d'hommes². Le gouverneur fit renforcer les casemates, dont on enleva les provisions pour loger les contingents acadiens. Il fit raser les cheminées des bâtiments situés à l'intérieur de l'ouvrage, détruire un fortin avancé établi sur la rivière Missaguash, à Pointe-à-Buot, ou Pont-à-Buot, et qu'il ne pouvait défendre, enfin, démolir le pont situé dans ces parages. En outre, il expédia des messages à M. de Drucourt, gouverneur de Louisbourg, et à M. de Villeroy, commandant le fort Gaspereau, sur la baie Verte, pour demander des secours³. Malheureusement, il y avait à Beauséjour un espion qui tenait le commandant anglais de Fort Lawrence au courant de tout ce qui se passait dans la place. Toutes les relations du siège s'accordent à déclarer que c'était un nommé Thomas Pichon, faisant fonctions d'intendant militaire de la garnison de Beauséjour⁴.

Le 4 juin, une colonne anglaise s'avance vers Beauséjour, avec trois pièces de campagne. Elle arrive à la rivière Missaguash. Le pont, comme nous l'avons vu, a été détruit par les Français ; sur l'autre rive, ces derniers ont établi une sorte de blockhaus, que défendent environ 400 hommes (réguliers, Acadiens et Indiens). Ceux-ci n'ouvrent le feu que lorsque les Anglais sont à une petite distance, ce qui est fort bien ; malheureusement, leur tir est si mal dirigé qu'il est absolument inefficace. D'ailleurs, Monkton a recours à son artillerie, qui, en peu de temps, démolit le blockhaus, dont les défenseurs s'enfuient. Il procède alors à la reconstruction du pont, ce qui, nous disent les historiens, est effectué « sous le feu de l'ennemi ». Mais ledit feu

1. Il convient de remarquer, cependant, que les Acadiens qui soulevèrent ces difficultés étaient ceux que la convocation avait fait venir de villages plus ou moins éloignés du fort et qui ne sentaient pas la nécessité absolue de prendre les armes. Il y en avait d'autres, habitant les alentours du fort. En 1751, l'abbé Le Loutre avait décidé 178 familles (178 hommes, 171 femmes et 760 enfants) à quitter leurs fermes et à venir se grouper autour de Beauséjour, où les autorités françaises leur remettraient des rations, etc. (*Mémoires et Journal de Franquet*, officier du génie français, manuscrit conservé à la Bibliothèque du Parlement à Ottawa, sous le titre « Franquet, vol. I », p. 34). Cet officier avait été envoyé au Canada pour inspecter les fortifications.

2. Le chiffre est estimé « entre 1,200 et 1,400 » par les *Mémoires sur le Canada*, déjà cités, et « entre 1,200 et 1,500 » par un document anglais de l'époque (*State of the English and French forts in Canada*).

3. Louisbourg est situé à l'est de la presqu'île du cap Breton, à environ 315 kilomètres à vol d'oiseau de Beauséjour. Cette place, rendue à la France en 1748 par le traité d'Aix-la-Chapelle, ne tomba définitivement aux mains des Anglais qu'en 1758.

4. Cet étrange personnage était Français, mais sa mère était Anglaise, ce qui peut expliquer jusqu'à un certain point sa conduite. Du reste, on le désignait souvent sous le nom de sa mère, Tyrrell. Il est l'auteur de divers ouvrages, dont l'un, *Genuine letters and memoirs relating to Cape Breton*, a, paraît-il, une certaine valeur (*Parliamentary documents of Nova Scotia, Halifax*).

ne doit pas être bien gênant, car on ne relève pas de pertes du côté des Anglais. Le pont franchi, ces derniers s'avancent sans rencontrer de résistance, jusqu'à une demi-lieue du fort, où ils établissent leur camp, à un endroit dit La Butte, à Mirande¹. Dans la nuit du 4, Vergor fait incendier tous les magasins et bâtiments situés aux alentours du fort, y compris l'église de Le Loutre². Le lendemain et les jours suivants, les Anglais s'organisent pour le siège. Ils construisent sur le Missaguash un nouveau pont, plus solide que celui qui a servi à l'infanterie pour passer la rivière : il a pour objet de permettre l'acheminement des grosses pièces de siège et des mortiers. Les chemins sont améliorés et l'on creuse, à quelque 300 mètres au nord du fort, une tranchée où les canons doivent être placés. Des bateaux, armés de canons sur pivot, remontent la rivière et prennent position à un endroit d'où ils pourront canonner l'ouvrage.

De son côté, Vergor, pour relever le moral de ses troupes et surtout des Acadiens, qui en ont bien besoin, fait circuler des bruits optimistes, annonçant l'arrivée prochaine de renforts envoyés de Louisbourg. Le 8 juin, des éclaireurs indiens, alliés des Français, font prisonnier un officier anglais du nom de Hay³. Le lieutenant-colonel Winslow, le 11, effectue une reconnaissance qui fait quelque butin et, chose peu explicable dans ces conditions, s'empare d'un carrosse⁴. Le 12, un officier français appelé Vannes fait une sortie avec 180 hommes pour déloger le lieutenant-colonel anglais Scott, qui s'était posté avec 500 hommes sur une crête peu éloignée de Beauséjour et gênait la garnison. Il est malaisé de comprendre comment Vergor put ordonner ou autoriser une pareille expédition avec un aussi faible effectif. Vannes partit à 2 heures du matin, mais n'osa pas attaquer et s'en revint à 8 heures, sans avoir tiré un coup de fusil. Il paraît que cette démonstration ratée souleva une risée générale dans la garnison, d'autant plus que Vannes s'était vanté de mettre les Anglais en déroute. Dans la nuit du 12 au 13, le lieutenant-colonel Winslow relève son collègue Scott sur la position occupée par ce dernier et, dans la journée, installe dans la tranchée deux

1. Webster, *loc. cit.*

2. Winslow, *Journal and Letter Book*; *Journal of surgeon John Thomas* (médecin militaire anglais); lettres diverses d'officiers anglais parues dans deux journaux de l'époque, *The Boston Evening Post* et *The Boston News Letter*.

3. Les Indiens avaient voulu le tuer, mais un officier français, M. de Beausoleil, commandant les éclaireurs, obtint qu'on l'épargnât. Toutefois, Hay fut dépouillé de tous ses vêtements. Quand il fut amené au fort, les officiers français le traitèrent très courtoisement, lui donnant des effets et lui permettant d'écrire à sa famille.

4. A cette occasion, le capitaine Ross, commandant la flotille sur le Missaguash, écrivit à Winslow : « J'ai souvent entendu parler de vos prouesses en ce qui concerne le butin, et particulièrement un certain carrosse. J'espère que vous avez de beaux chevaux pour l'atteler, au moins quatre, de sorte qu'on puisse dire qu'un lieutenant-colonel de la Nouvelle-Angleterre a circulé en Nouvelle-Écosse dans une calèche conduite à la Daumont! » (*Journal of surgeon John Thomas*, déjà cité). En fait, ce badinage bien anglais ne fut pas le seul que suscita le siège de Beauséjour.

petits mortiers qui avaient été apportés de Fort Lawrence sur des charrettes.

Le bombardement du fort commence dans la journée du 13. Au début, il ne semble pas avoir produit grands résultats. On peut en dire autant, du reste, de la riposte par l'artillerie de Beauséjour. Toutefois, un coup heureux de cette dernière met hors de service un des deux petits mortiers installés dans la tranchée. Le capitaine Hazen, de l'artillerie anglaise, apporte alors, sur des chariots à bœufs, deux autres mortiers d'un plus fort calibre. A propos de ce bombardement, il est à remarquer que les relations des opérations ne parlent guère que du tir des mortiers, en ce qui concerne les assiégeants. Il est pourtant certain que Monkton avait fait amener et, évidemment, mettre en batterie des canons d'assez fort calibre, plus puissants que ceux de la défense, lesquels ne dépassaient pas 13 livres¹.

A Beauséjour, le commandement faisait des efforts sérieux pour empêcher la garnison de se laisser démoraliser par la canonnade. L'abbé Le Loutre, en manches de chemise et la pipe aux lèvres, se multipliait et encourageait travailleurs et combattants. Néanmoins, certains Acadiens donnaient des signes de démoralisation. Ils demandaient à rentrer dans leurs foyers — d'où, à notre avis, on n'aurait jamais dû les faire sortir. Plusieurs auraient même déserté — ce qui, fait observer Parkman, était d'autant plus aisé que l'investissement de la place n'était pas complet. Il ne faudrait pas croire, cependant, que ces auxiliaires n'aient été d'aucune utilité, car on relève qu'à plusieurs reprises, durant le siège, des partis d'Acadiens, mêlés à des Indiens, essayèrent d'inquiéter les assiégeants, mais furent toujours repoussés. Après examen des diverses relations, nous inclinâmes à penser que ces Acadiens n'appartenaient pas à la garnison proprement dite, mais auraient plutôt été envoyés par Villeroy, le commandant de Fort Gaspereau. Dans ce cas, cela aurait dû être des sortes de francs-tireurs, probablement non contraints de servir — ce qui expliquerait la différence d'attitude avec les Acadiens convoqués à Beauséjour.

Vergor, le 14, reçoit une mauvaise nouvelle : aucun secours ne peut être envoyé de Louisbourg, parce que le port est bloqué par des vaisseaux anglais. Étant donné le moral déjà fortement ébranlé de la garnison, le Conseil de guerre décide sagement de tenir secret ce renseignement. Mais on ne pense pas à tout ! Il paraît que Vergor avait pour maîtresse la femme de son valet de chambre et que, par suite, il traitait avec une grande bienveillance le mari trompé². Ce dernier, en tout cas, agissait comme bon lui semblait. Étant donné que, ce jour-là, il lui convenait d'assister aux délibérations du Conseil, il apprit ainsi la fâcheuse nouvelle et n'eut rien de plus pressé que de la communiquer à la garnison. Aussi, le lendemain matin, Vergor eut-il à faire face à une troupe d'Acadiens entièrement démoralisée,

1. Ce dernier point est mentionné, notamment, dans l'ouvrage du docteur Webster.

2. Parkman, *loc. cit.*

réclamant à grands cris, mais en vain, qu'on la licenciât. Au fond, ces bons campagnards étaient un peu excusables : ils se rendaient compte que la place finirait par capituler et qu'il était infiniment préférable pour eux de retourner dans leurs foyers avant la reddition, de façon à ne pas être pris par les Anglais les armes à la main¹.

Le bombardement continua, plus ou moins régulièrement, jusqu'au 16. Le matin de ce jour, à 8 heures, une bombe perça le toit d'une casemate où des officiers étaient en train de déjeuner. En éclatant, elle tua trois² de ceux-ci et le malheureux enseigne anglais Hay, le prisonnier auquel on faisait prendre ses repas au mess des officiers du fort. Cet incident causa une profonde consternation, car il mit fin à la confiance qu'inspiraient les casemates. Vergor, l'abbé Le Loutre et d'autres officiers qui occupaient un autre de ces abris s'attendaient à subir à tout moment le sort de leurs camarades. C'était une situation intolérable ! Toute résistance fut jugée impossible, ce qui était, du reste, l'opinion presque générale depuis le début du siège ! On hissa le drapeau blanc. Il semble, cependant, que quelques officiers protestèrent contre la décision du gouverneur. L'abbé Le Loutre, en tous cas, qui craignait la rancune des Anglais, fit de son mieux pour amener Vergor à changer d'avis. Ce fut en pure perte. Après tout, on ne voit pas bien ce que le gouverneur eût gagné à différer une reddition qui était inévitable. Vannes fut envoyé faire au colonel Monkton des propositions qui furent rejetées. Finalement, il fut décidé que la garnison sortirait avec les honneurs de la guerre et tambour battant et qu'elle serait transportée à Louisbourg par les soins du gouvernement anglais, à condition de s'engager à ne pas combattre en Amérique pendant six mois. Quant aux auxiliaires acadiens, « étant donné qu'ils n'avaient pris les armes que sous peine de mort en cas de refus », les Anglais leur pardonnèrent et les renvoyèrent dans leurs foyers³.

Dans l'intervalle qui s'écoula entre la signature de la capitulation et l'entrée des Anglais dans le fort (7 heures du soir), les Acadiens pillèrent les magasins. Il semblerait que certains officiers de la garnison en firent autant⁴.

1. Il semble avoir été de la destinée des Acadiens de se trouver dans des situations malencontreuses, ainsi que d'être jugés trop souvent à la légère. C'est avec raison que M. le docteur Webster, dans le discours précité, a pu dire : « Tracassés par de trop zélés gouverneurs français de Québec et terrorisés par des agents politiques d'une part, traités, d'autre part, brutalement par des gouverneurs anglais tout aussi autoritaires et intransigeants, leur malheureux sort forme une des plus poignantes tragédies de l'histoire... »

On ne peut s'empêcher de sourire en lisant des appréciations comme celle que l'on trouve dans le *Journal* de Fouquet, déjà cité : « Ils (les Acadiens) sont, indifféremment des deux sexes, d'une inconsideration qui dénote de la méchanceté... »

2. Six, selon l'historien Kingsford.

3. Cependant, lorsque, quelques mois plus tard, le gouverneur Lawrence commença l'expulsion des Acadiens de la Nouvelle-Écosse, il leur fit un grief d'avoir aidé à la construction du fort de Beauséjour et combattu dans les rangs des Français.

4. Un témoin oculaire, Thomas Pichon, va même jusqu'à affirmer qu'ils se saoulèrent sans

On ne pourrait les en blâmer que s'il y avait eu une stipulation spéciale concernant les vivres et approvisionnements dans l'acte de capitulation — ce que nous ne croyons pas.

Le même soir, Vergor offrit aux officiers supérieurs anglais un souper où régna la plus aimable camaraderie¹. Il était écrit que ce siège serait fertile en épisodes comiques ou à tout le moins étonnants. Il est à remarquer, par exemple, que le seul Anglais qui y perdit la vie fut l'enseigne Hay, tué par une bombe anglaise alors qu'il était prisonnier des Français². C'est ce qui fit donner à toute cette affaire le nom de « Siège de Velours » (*The velvet Siege of Beausejour*)³.

* * *

Aussitôt que Beauséjour fut pris, Monkton envoya un détachement vers Fort Gaspereau, sur la baie Verte, pour sommer le commandant de se rendre. Villeroy, qui n'avait pas d'autre alternative, y consentit immédiatement⁴. Désormais, l'Acadie était virtuellement aux mains des Anglais⁵. C'est

vergogne (*Cape Breton*, p. 318, et *Journal* déjà cités ; voir aussi *Mémoires sur le Canada*, déjà cité).

1. On trouve dans l'histoire des guerres canadiennes plusieurs exemples de ces repas joyeux, réunissant vainqueurs et vaincus après la bataille. C'est ainsi qu'en 1754, dans la vallée de l'Ohio, lorsque le capitaine français de Contrecoeur eut culbuté un détachement anglais chargé d'ériger un fort, il offrit à ses adversaires un plantureux dîner « où se manifesta la plus franche cordialité » (W. Irving, *Life of Washington*).

2. Quant à Vergor, en 1757, on reçut de Versailles l'ordre de le faire traduire devant un Conseil de guerre. Toutefois, cet officier était puissamment soutenu au Canada par le gouverneur de cette colonie, Vaudreuil, et par le fameux intendant Bigot. On rapporte que les débats n'eurent lieu que pour la forme. Vergor fut acquitté haut la main et réintégré dans ses fonctions (*Mémoire sur les fraudes au Canada*, déjà cité ; *Mémoire sur le Canada*, déjà cité).

3. L'abbé Le Loutre s'échappa et rejoignit, à la baie Verte, un autre missionnaire, avec lequel il parvint à gagner Québec. Là, il fut reçu très froidement par son évêque et décida de s'embarquer pour la France. Mais sa mauvaise étoile le poursuivait. Pris par les Anglais, il passa huit années en captivité à Jersey. On raconte que, dans sa prison, il manqua d'être tué par un de ses gardiens, soldat anglais qui, au Canada, était un jour tombé aux mains des Français et que Le Loutre aurait manifesté l'intention de faire scalper ! Libéré en 1763, Le Loutre rentra finalement en France, où, jusqu'à sa mort, en 1772, il s'occupa de ceux des Acadiens qui, expulsés de la Nouvelle-Écosse, étaient arrivés en France.

Thomas Pichon, qui, nous l'avons vu, est qualifié d'espion dans les relations du siège, partit pour l'Angleterre après la chute de Beauséjour et y vécut sous le nom de sa mère, Tyrrell. A sa mort, il légua ses « papiers, livres et portrait » à la ville de Vire, où il était né en 1700.

4. Il fut par la suite traduit devant le même Conseil de guerre qui jugeait Vergor. Ainsi que ce dernier, il fut acquitté.

5. Aucun effort ne fut fait par la France pour reconquérir Beauséjour. Le sieur Charles des Champs de Boishébert et Raffetot, qui se trouvait sur le fleuve Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick, n'avait pas assez de troupes pour faire autre chose que des raids sans importance.

Ce Boishébert, qui était né à Québec, appartenait à une excellente famille normande. Rentré en France après la perte du Canada, il fut injustement impliqué dans les poursuites

pourquoi le siège de Beauséjour, si peu important qu'il fût au point de vue des opérations militaires, joue dans les annales canadiennes un rôle qu'on a eu trop longtemps le tort de considérer comme secondaire¹. Au Canada tout au moins, on a réparé cet oubli historique. En 1925, le gouvernement du Dominion créa un Parc national sur le site de Beauséjour. En 1935, grâce au zèle de la Commission des Parcs et à l'infatigable activité de M. le docteur J. C. Webster, membre de la *Historic Sites and Monuments Board of Canada*, fut construit un petit Musée où se conservent des souvenirs du siège. Il serait à désirer que la France s'associât à ce mouvement en complétant, faute de mieux, la collection du Musée de Beauséjour par des copies de plans et de documents militaires de l'époque.

Georges Nestler TRICOCHE.

LETTRES D'ENFANTIN SUR L'ALGÉRIE

(1844-1848)

Nul ne s'aviserait présentement de contester le haut intérêt et l'éminente valeur d'explication de l'histoire économique; aussi bien s'offre-t-elle — l'on peut presque sans l'ombre d'une exagération l'affirmer — comme la base même de tout essai d'interprétation tant soit peu poussée et approfondie du déroulement des grands mouvements humains de masse. Lutttes nationales et civiles, expansions de conquêtes ou dissociations intestines, institutions politiques et juridiques en évolution et en devenir ou en stagnation et en procès de sclérose, tous ces phénomènes — dont il est, au surplus, d'absolue nécessité d'analyser les aspects, de débrouiller le fil et d'entendre le sens — se trouvent en fin de compte recouvrir une histoire plus profonde, plus générale, bien autrement complexe et dont ils ne sont guère que la pro-

intentées contre l'intendant Bigot et passa quinze mois à la Bastille (*Historic Guide*, déjà cité).

1. Les Anglais changèrent le nom de Fort Beauséjour en celui de Fort Cumberland. L'ouvrage fut réparé, agrandi et reçut une assez forte garnison. Fort Gaspereau devint Fort Monkton.

Lorsque éclata la Révolution américaine contre l'Angleterre, un certain nombre d'habitants de la région de Chignecto se montrèrent favorables au mouvement. Un certain colonel Jonathan Eddy, à la tête d'une bande de révoltés, attaqua Fort Cumberland en novembre 1776. Il fut aisément repoussé. Cette expédition passablement ridicule porte dans l'histoire canadienne le nom d'*Eddy Rebellion*.

jection extérieure et la transcription en surface. Savoir : le comportement et les vicissitudes mêmes des multitudes anonymes tendues aux labeurs de production.

Mais il faut aller plus avant. Ces multitudes, elles sont elles-mêmes encadrées et entraînées par les capitaines d'industrie et de négoce, par les audacieux et les forts que tourmentent la passion de l'entreprise, le démon des affaires, la soif du gain. Or, ceux-là, le plus souvent, soucieux de leur sécurité et dédaigneux des apparences vaines, entendent bien, de volonté ferme et tenace, demeurer au regard de l'opinion dans la coulisse ; d'autant plus libres, dès lors, de mener vraiment le jeu et de tirer les ficelles des pantins et des saltimbanques — hommes publics et politiciens — ardents à se pousser sur le devant de la scène et à accaparer, après celle même de leurs contemporains et de leurs dupes, l'attention des historiens. Une conséquence en découle impérieuse : puisqu'il s'agit d'un ensemble donné d'événements, il ne suffit pas de s'efforcer à pousser au delà des interprétations simplement politiques ou purement idéologiques et doctrinales ; il convient en outre, et une fois la part faite aux investigations générales, de serrer d'aussi près que possible les raisons d'intérêt et de profit individuels sous l'impulsion de quoi se sont affirmées les initiatives des puissants et des forts, même et surtout quand ils ont prétendu garder à leur action un caractère occulte.

Entreprise d'incroyable difficulté, objectera-t-on, fertile en embûches, hérissée de chausse-trapes. On le contestera d'autant moins que c'est poser là, au moins par un certain biais, la formidable question, entre toutes scabreuse, des rapports de la politique et des affaires, et qui, comme entrée de jeu, soulève des quasi-impossibilités de documentation et de recherche. Cette entreprise, il vaut néanmoins la peine de la tenter. Il n'est point douteux, en effet, qu'à chaque fois qu'une « faille » permet aux chercheurs d'atteindre le facies d'assises historiques d'ordinaire inaccessibles aux prospections et aux fouilles, il en résulte un si puissant supplément d'information et d'intelligence que parfois l'interprétation traditionnelle des événements s'en trouve radicalement transformée. Raison majeure, donc, à chaque fois que se présente une « faille » analogue, de tout mettre en œuvre pour l'exploiter à fond. Or, c'est bien une « faille » de cet ordre que peuvent sembler constituer les documents que l'on apporte ici, se référant non point, certes, à des « séries » historiques de capitale importance, mais à des conjonctures qui, pour être d'ordre secondaire, ne s'offrent point toutefois sans quelque intérêt, étant donné les personnalités en cause et l'objet du débat. Aussi bien, de quoi s'agit-il ?

Un homme d'idéologie et de doctrine, au surplus chef de secte, le « Père Enfantin », ex-pape du saint-simonisme, se trouve, tout au long de la seconde partie de la Monarchie de Juillet, apporter une très instante attention aux destins tourmentés de nos campagnes algériennes. Chargé de mission et séjournant près de deux ans en Algérie, s'y créant des relations et y conser-

vant des attaches, ne cessant, une fois retourné en France, de donner ses soins à ces problèmes, il en vient très vite à élaborer un système personnel de colonisation et le plan d'une ample politique algérienne constructive, elle-même partie essentielle d'une politique française méditerranéenne et orientale bien plus ample encore. Au bénéfice de puissantes relations dans les cercles du gouvernement, de l'administration, de la presse, il entame pour le triomphe de ses idées une campagne serrée ; entreprend, à défaut du roi, Orléans, d'Aumale et Montpensier ; fonde un journal, cherche à agir sur le maréchal Bugeaud en personne et, suivant le cas, polémique ou négocie avec lui ; en fin de compte, organise comme un complot algéro-parisien en vue du débarquement du duc d'Isly obstinément réfractaire à tout effort de pression, de persuasion et de chantage. Et qui dépouillerait, même fort attentivement, le matériel imprimé de ces polémiques de presse, aurait bien l'idée qu'il s'est avant tout agi d'un conflit doctrinal sur les principes mêmes de la colonisation et sur les problèmes d'ordre général posés par le développement de notre entreprise africaine. Et, de fait, il y a eu de cela, beaucoup de cela.

Mais il n'y a pas eu que cela. Car cet Enfantin, théoricien d'une colonisation inédite, a prétendu par surcroît faire œuvre de praticien et mettre la main à la pâte ; il n'a même pas dédaigné de faire figure d'affairiste. Ce morceau de roi sous les espèces de quoi il voyait l'Algérie, ce gâteau savoureux à la dégustation de quoi il conviait les initiatives des gens d'entreprise, il a voulu en avoir ses miettes, sa bouchée, sa large part. Et les mêmes gens avec qui il était en train, en France, de brasser à millions les affaires ferroviaires, les Péreire, les Talabot, Rothschild, il les a voulu « emmancher » aux mines, aux forêts, aux concessions territoriales du sol algérien. Son système de colonisation, il le prêchait et le prônait — avec une incontestable et entière bonne foi — à l'avantage des indigènes, des colons, de la mise en valeur du pays ; mais ce bonheur des colons et des indigènes, cette prospérité générale de la nouvelle France d'Afrique, il les liait étroitement à la prospérité même de ces affaires de tout ordre, à quoi ses amis et associés et lui-même consacraient leurs soins. Le duc d'Isly, il a durement combattu dans sa personne l'empiriste étroit et fermé à ces grandes constructions politiques dont lui-même, Enfantin, s'entendait si bien à organiser en esprit les lointaines et majestueuses perspectives ; mais il a aussi prétendu, par sa mise hors de cause, faire disparaître du théâtre algérien, un meneur du jeu bien trop peu complaisant « aux entreprises industrielles ». Remarquons, au surplus, qu'Enfantin était de telle superbe intellectuelle qu'après tout, et très probablement, le plus amer de son fiel a moins encore été pour le Bugeaud trop regardant sur le chapitre des concessions que pour le Bugeaud contempteur des idées du « Père ». Et de doser la part respective de la doctrine et des affaires, l'on ne croit point la chose possible, ou même, après tout et le fût-elle, très utile. Il reste, et c'est le seul point que l'on prétendait à mettre

en évidence, que c'est bien d'un complexe d'idées, de sentiments et d'intérêts qu'il s'agissait et non point de pure et simple doctrine.

Appréciation de fait que légitimera, on veut l'espérer, la lecture des documents que l'on présente ici, reliés au très mince fil d'un commentaire élémentaire. Les curieux d'Enfantin pourront, au surplus, y retrouver l'homme tout entier, ses passions et ses doutes, son enthousiasme et ses retours, la vigueur acérée — jusqu'à la férocité parfois — d'un implacable réalisme et la subtilité fumeuse d'un mysticisme embrumé et confus, un étonnant mélange d'intuitions géniales et de puérités surprenantes, et qui font de ce vigoureux logicien, en qui se prolongeait si drue et si riche la veine idéologique du XVIII^e siècle, un des plus tumultueux Romantiques de la génération des enfants du siècle¹.

* * *

Le premier document que l'on donne ici est une lettre à l'adresse d'un officier de marine de la parenté et de l'entourage de Bugeaud. Très manifestement Enfantin, dont les premiers rapports avec le général, lors de sa mission algérienne des précédentes années, n'avaient pas été empreints de cordialité très grande, très manifestement Enfantin cherche, sous une note de rudesse et d'avances associées, à se ménager un accès direct auprès du maître actuel de l'Algérie :

1^a. — Il y a pour l'Algérie trois formes très convenables à l'éducation progressive des Français eux-mêmes :

1^o Celle où il n'y a qu'à conquérir et qui est bonne pour les troupiers.

2^o Celle où il faut soumettre les pays conquis ; elle est excellente pour les généraux habiles.

3^o Enfin, celle où les tribus conquises et soumises doivent être gouvernées ; c'est là que les capacités politiques peuvent se signaler...

... Ces trois formes se sont produites successivement dans le temps comme elles se manifestent dans l'espace. Depuis quatorze ans, nous conquérons et soumettons et bientôt nous gouvernerons. D'une autre part, la province d'Oran est à peine conquise, celle d'Alger est soumise, celle de Constantine peut être gouvernée... A mes yeux, donc, la province de Constantine est particulièrement la pépinière définitive, l'école préparatoire du gouvernement prochain de l'Algérie. Je m'en suis positivement assuré par ma course de deux années dans les trois provinces. Cette province est antipathique aux fantaisies militaires ; voilà pourquoi elle a deux fois rejeté de son sein Négrier et, une fois, Barraguay d'Hilliers... voilà pourquoi le maréchal Bugeaud ne l'a traversée qu'au galop et ne la connaît pas...

... Si maintenant vous dites que, pour s'occuper du gouvernement de l'Algérie, il faut attendre que l'affaire du Maroc soit terminée, je crois qu'il serait à peu près

1. Les documents présentés ici proviennent de la Bibliothèque de l'Arsenal, fonds Enfantin, registres 7616 et 7617.

2. A Fourrichon, capitaine de corvette à Alger, 26 juillet 1844.

aussi juste de dire qu'il faut attendre que l'Europe soit à Tunis, à Tripoli, en Égypte, en Syrie, car ce sont là les divers actes de la Comédie de ce siècle, dont la première a été la visite de Napoléon en Égypte, la seconde la prise d'Alger, la troisième l'affaire européenne (sans la France) de Syrie en 1840, la quatrième l'affaire européenne (sans l'Angleterre) du Maroc en 1844, et la cinquième, qui ne tardera pas, une affaire encore européenne sur un point quelconque des possessions de l'Islam, probablement Tunis...

... Est-ce que vous ne savez plus que le grand problème, non pas seulement français, mais humanitaire du siècle, c'est le contact de l'Orient et de l'Occident? Le maréchal ne s'en doute pas, mais vous !...

Gouverner les Arabes, ce serait apprendre le métier le plus élevé à l'heure actuelle, comme il fut un temps où, pour être Thiers ou Guizot, il fallait étudier le parlementarisme anglais et même américain, comme il fut un temps où il fallait se faire dominicain ou franciscain ou jésuite pour mener les affaires humaines...

... Les Kabyles, en ce moment, vous laissent tranquilles, comme ils vous ont toujours laissés tranquilles ; *ils ne crient que quand on va les écorcher chez eux*, c'est connu. Le maréchal ne le savait pas assez bien...

... Je désire vivement qu'une occasion de service vous permette de visiter à fond la province de Constantine¹. Vous dites qu'on est mal pour apprécier les affaires d'Algérie à Paris. Je vous affirme que, là où l'on est le plus mal, c'est à Alger ou en voyageant vers l'Ouest à côté du maréchal et de son état-major. Je voudrais que vous puissiez faire ce voyage en ne rencontrant que des hommes qui ignoreraient votre position d'intimité avec la famille du maréchal ou bien des hommes qui pourraient vous parler avec la franchise que j'emploie avec vous. Ces derniers sont rares, songez-y... Le maréchal se plaint, depuis qu'il est là, de n'avoir que des ganaches en fait de pékins... L'occasion était pourtant bien belle de former des hommes par le gouvernement des indigènes, non pas en détachant les officiers de leur corps, mais en constituant pour ce service un corps spécial ; c'est-à-dire en donnant aux spahis un caractère politique qu'ils avaient sous les Turcs et que nous leur avons fait perdre pour en faire des soldats presque à notre image ; au lieu de cela, on a fait des bureaux. Et vous voulez que j'admire Daumas, qui s'est fait belle place sans pousser le maréchal à faire l'œuvre la plus capable d'illustrer le passage d'un homme au gouvernement de l'Algérie !

Soyez-en sûr, Daumas et le maréchal se foutent autant du bien-être des Arabes que de l'an quarante². Sans doute, ils veulent que le vaincu ne regimbe pas, mais

1. Enfantin s'intéressait avant tout à cette partie de nos possessions : « La province de Constantine devra peu à peu prendre dans cette feuille (*L'Algérie*) une importance plus grande et dominer même, avant la fin de l'année, l'intérêt de celle d'Oran et même de celle d'Alger » (à Urbain, son correspondant à Constantine, 9 janvier 1844). Aussi bien, c'était là que se trouvaient les plus belles perspectives d'exploitation minière.

2. De sa mission d'Algérie, Enfantin avait rapporté une grande sollicitude à l'endroit des indigènes. Il les estimait, sur le plan des vertus individuelles, supérieurs aux Européens : « Où donc trouvons-nous en Europe la dignité et la noblesse (des Arabes)?... A quoi croyons-nous donc? Avons-nous eu des Abd-el-Kader, en 1814 et en 1815? Et vous figurez-vous une tribu musulmane dont le chef serait un foutriquet comme M. Thiers, montrant son derrière entre deux chandelles après boire? » (à Pellissier, fin juin de 1845). Sur ce dernier trait, Enfantin, à quelques années de là, reviendra en un mode très précis et avec une insistance

voilà tout. C'est là se renfermer dans un cercle éminemment vicieux, car les tribus se révolteront, quoi que fassent les plus habiles bureaucrates arabes, tant qu'elles ne seront pas positivement et immédiatement gouvernées par les Français.

Et voici maintenant, présentée au même correspondant sous le jour le plus favorable, l'inspiration du journal *L'Algérie*, qu'Enfantin a mis sur pied pour la défense et l'illustration de ses thèses propres :

II¹. Lorsque, par providence, vous voyez qu'au sein d'une presse bavarde et ignoble, un journal naît... (qui)... à propos de l'Algérie veut amener les esprits sur le terrain pratique de la plus grande œuvre de politique humaine, l'association christo-musulmane, je suis étonné que vous attendiez de ce journal qu'il traite les grands maréchaux, les grands ministres, les rois eux-mêmes, leur personne et leurs actes, comme chose capitale... Les hommes qui peuvent le mieux et le plus vite profiter de l'association christo-musulmane sont les hommes qui tiennent ou avoisinent le pouvoir, mais parmi ceux-là... les moins capables ne sont pas ceux qui portent l'épée, mais ceux qui sont mariés avec l'épée, qui ne font qu'un avec elle, qui sont des épées vivantes.

... Je crois que nos désaccords viennent de ce que nous n'apprécions pas de la même manière ce grand fait de l'Algérie française. Pour moi, c'est le cachet du siècle. Peut-être ces 100,000 soldats que la France tient en Afrique, peut-être cette guerre du Maroc, ces événements qui se préparent en Égypte, ceux qui se passent en Circassie, depuis de longues années, peut-être en un mot que la question d'Orient que Napoléon a commencée avec le siècle et dans la première phase de sa vie héroïque vous laissent-ils encore dans la conviction que c'est encore une utopie de travailler dès à présent à fonder l'association christo-musulmane par une tentative d'administration algérienne !

Bien des premiers chrétiens ont compris l'Évangile, qui n'ont pas dû comprendre que le catholicisme se fondait, lors de la visite de Saint Paul aux Romains. Et cependant, pourquoi Saint Paul à Rome et non pas à Lutèce ? Peu ont senti que le Christianisme se réalisait pratiquement par l'institution du premier évêque de Rome, que le monde moderne était là. Il en est beaucoup aussi de ceux qui m'ont nommé le Père qui n'ont pas compris pourquoi je suis allé en Égypte et non pas aux États-Unis ; pourquoi je suis allé en Algérie et non pas à Cayenne ; pourquoi je fais l'*Algérie* et non point le *Journal des Débats* ou bien encore le *Courrier français*. Ceux-là non plus ne comprendront pas pourquoi je ferai ce que je ferai...

Et c'est parce que vous dites que le camarade, que l'ami ne vous fera jamais oublier « le Père », que je vous parle ainsi aujourd'hui (et)... vous serre la main, vieux saint Thomas.

marquée : « Vous dites que je vois loin et non pas près. Il est clair que, si je ne voyais que près, je pourrais être disposé à me faire henriquiquiste ou à baiser le derrière de Thiers entre deux bougies... Voyant loin, je vois aussi parfaitement qu'il y a une bonne quantité de gens très près de moi, autour de moi, qui ne croient plus à la Sainte Ampoule et qui ne prennent pas le derrière de M. Thiers pour la patène » (à Arles, 16 janvier 1849). Enfantin était donc au fait de cette « exhibition » que M. Henri Malo dans sa biographie de Thiers (Payot, 1932, p. 217) situe au château de Grandvaux en 1835.

1. A Fourrichon, 2 septembre 1844.

Et Enfantin de développer sa manœuvre. Il va la pousser tout l'automne 1844, tout l'hiver 1844-1845 dans trois directions : échanger avec Bugeaud — qui a fini par se laisser accrocher — une correspondance suivie sur les méthodes de l'administration algérienne, correspondance au surplus sans aucun effet utile ; à Paris, intriguer auprès de Soult et des princes en vue d'obtenir une mission visant à organiser en Algérie une colonisation de Belges et de Rhénans, en même temps assiéger de près l'intendant Vauchelle, homme de confiance de Soult à la direction parisienne des Affaires Algériennes, et, tout en brocardant à longueur de journée « la nullité bonasse » et « la bonne tête de veau dudit Vauchelle », miner par lui le duc d'Isly décidément rebelle à toute suggestion et contre qui Enfantin fait, par un sûr émissaire envoyé à Bône, Carette, capitaine du génie en congé de disponibilité, constituer un dossier impressionnant ; à Paris, pareillement, développer l'importance du journal *L'Algérie* en liaison avec une société de publicité, les *Annonces* de Charles Duveyrier, par quoi le « Père » Enfantin espère tenir un jour prochain toute la presse française¹. Et c'est bien sur ces entreprises diverses que la correspondance qui suit va donner les plus expresses clartés :

III^a. — Je crois que les traités de 1815 resteront comme une menace sans cesse redoutable, tant qu'on n'aura pas donné un but commun à l'expansion colonisatrice de la France et des États du Rhin...

... En colonisant l'Algérie avec des Allemands, des Suisses et des Belges, nous conquerrons pacifiquement des sujets pour la France, bien plus réellement et d'une façon plus durable que nous ne pourrions et n'aurions le droit de le faire par les armes ; nous redevenons les vrais protecteurs et médiateurs de ces peuples... nous reprenons, comme l'a fait si souvent votre auguste Père et sous une forme pacifique, la glorieuse pensée nationale qui fit de Napoléon le représentant et l'instrument de l'influence française sur l'Europe et sur le monde. Le jour approche où l'Algérie apparaîtra à tous comme le moyen de résoudre cette immense question

1. Voici sur ce point particulier, qui, à lui seul, vaudrait d'être étudié de très près, quelques extraits des lettres d'Enfantin : « Duveyrier est admirable d'entrain, écrit-il le 16 mai 1845 à Arlès-Dufour..., je tiens de plus en plus à lier l'Algérie aux *Annonces*... et à compromettre vos amis avec nous dans l'Algérie. L'Algérie marchera bientôt vers le quotidien que nous rêvons, et cela dès qu'elle pourra s'appeler l'Orient et être du format du *Times*. Je serais bien étonné si ce n'était pas là le journal qu'Isaac s'est réservé de fonder dans l'acte de la société du Duveyrier. » Au même, le 24 mai : « Les actions des *Annonces* sont à 230-250, ce qui fait rire jaune Rothschild... Tous les journaux viennent implorer le sultan Charles [Duveyrier] de traiter avec eux ; il fait la sourde oreille et Isaac [Péire] ramasse les morts. Je ne sais si je vous ai dit que Duchâtel [le ministre de l'Intérieur] s'était ému et que Havin lui avait dit : « C'est le monopole de la presse ; elle est dans la main de M. Duveyrier... » A deux ans de là, et déplorant les ambitions électorales de Duveyrier, parti briguer à Toulon un siège de député, Enfantin mandera encore à Arlès le 15 mars 1847 : « Je suis émerveillé que Duveyrier semble avoir oublié le côté politique et même apostolique de son affaire d'annonces (affaire de deux millions) ; comment méconnaît-il à ce point l'arme qu'il avait en mains et qu'il s'était lui-même forgée... quand il a dans les mains toutes les couilles du journalisme (la pudeur voudrait que je dise leurs bourses). C'est un aveuglement qui... aura cessé le jour où il aura mis le pied hors de Toulon pour rentrer à Paris. »

2. Au duc d'Aumale, Lyon, 17 février 1845.

d'Orient... où l'Algérie, refuge naturel des chrétiens d'Orient persécutés par l'Islamisme, sera aussi le refuge des musulmans eux-mêmes écrasés par le pesant despotisme des Turcs. Le jour est proche où nous devons aussi coloniser l'Algérie avec des chrétiens de la Syrie et de l'Asie Mineure, avec des fellahs du Nil, avec des paysans de la Turquie d'Asie ou d'Europe, dévorés par l'avidité et l'ignorance de ces Turcs dont nous avons déjà délivré la Grèce et l'Algérie...

IV¹. — C'est par l'Algérie que nous avons déjà fait un peu comprendre que nous avions de ce sang de gouvernants dans les veines... le Ministère lui-même, qui ne peut avoir de doutes sur nos doctrines algériennes, sur nos prétentions à savoir ce qu'il faut faire en Algérie, nous aide lui-même à répandre ces doctrines...

... Le maréchal a été une grande utilité qui sera encore une nécessité, tant que Lamoricière sera vis-à-vis de nous trois², et de moi surtout, ce qu'il croit encore nécessaire d'être. Méditez ceci...

V³. — Je vous propose la création d'un Conseil d'Algérie siégeant à Paris et composé d'inspecteurs ayant, par des tournées, à connaître de toutes les branches administratives de l'Algérie...

... Ou un conseil de cet ordre, ou une vice-royauté, difficile avec les susceptibilités constitutionnelles et parlementaires...

... Ce que le maréchal Bugeaud entend se réserver, ce qu'à Paris on n'ose guère lui contester, c'est l'administration arabe...

... Remarquez cependant, M. le Directeur, que vous sentez depuis longtemps la nécessité de renforcer, sous ce rapport, l'administration centrale, qui n'a pas été constituée jusqu'ici de manière à connaître utilement de ces sortes d'affaires et qui a été ainsi obligée de subir ces différents systèmes et toutes les erreurs que commettait à cet égard le gouvernement local. D'une autre part, quelque perfection que vous apportiez dans vos bureaux sous ce rapport, ils resteraient impuissants, si vous n'aviez pas un moyen direct de connaître et d'apprécier [ce qui se fait sur place] pour le gouvernement de la population indigène... L'administration centrale ne saurait alors prétendre à diriger réellement cette partie capitale des affaires de l'Algérie...

... Ainsi le personnel des chefs indigènes, la statistique politique, militaire, agricole, commerciale des tribus vous sont officiellement et vous resteraient à peu près étrangères. L'impôt lui-même serait établi, prélevé, dépensé sans contrôle réel et sérieux de l'administration centrale; les Maghzans, les goums, toute la dépense des troupes irrégulières et cette espèce de milice indigène échapperaient complètement à votre prévision, à votre surveillance, à vos volontés...

[Même si l'on songe à une Vice-royauté, il faudrait constituer au plus tôt cette Inspection.]

... Plus l'on songerait à isoler un jour gouvernementalement et administrativement l'Algérie, qui ne peut de longtemps se suffire à elle-même et qui doit vivre sur le budget de la France, plus il faudrait la relier à la France par un personnel capable de fournir bientôt à l'Algérie ses principaux fonctionnaires, à la France ses principaux conseillers sous ce rapport.

[Sauf l'hypothèse inadmissible] où l'on considérerait l'Algérie comme une pos-

1. A Carrette, 21 février 1845.

2. Enfantin, Urbain, son correspondant à Constantine, et Carrette, son émissaire à Bône.

3. A Vauchelle, 25 juin 1845.

session précaire dont il serait inutile de perfectionner l'administration et le gouvernement, et si la France veut réellement gouverner l'Algérie, directement ou par délégation, on ne saurait trop se hâter de lui appliquer ces procédés universels de l'administration française : l'inspection et le conseil, dont le Ministère de la Guerre renferme tout particulièrement tant et de si précieux exemples dans toutes les spécialités qu'il embrasse.

Vers la même époque, à Carrette, qui est venu faire un tour en France, mais repart en Algérie, Enfantin, le 21 juin 1845, recommande la plus extrême prudence :

VI. — Le maréchal Bugeaud sent qu'il est débordé, que Presse, Chambre, Ministère sont en révolte... Il paraît être dans la douloureuse et inévitable crise que je prévoyais et qui est le signal assuré de sa fin algérienne... Ordre a été donné devant moi¹... de lui écrire que la réduction [de crédit] de la Chambre sur les chefs arabes méritait toute son attention, qu'on l'engageait en conséquence à réduire progressivement le nombre et le coût des chefs indigènes...

... Comme le compère est d'une nature très rude dans certains moments, arrangez-vous pour être vous-même non pas raide et fier d'un triomphe qu'il connaît, mais pourtant à votre aise, sans embarras, très maître de vous... N'essayez pas de l'encenser sur quoi que ce soit, tout encens de vous lui puerait au nez comme poudrette... quelque parfum que vous y mêliez...

... La cause est gagnée ici, de toute évidence, sur le maréchal lui-même ; et il aura beau faire, vous serez à ses yeux une puissance surtout *s'il sent* (je ne dis pas *s'il voit*) que vous *le sentez*, que vous *le savez* et ne *le dites* pas.

A s'en tenir à ces documents, il semblerait bien qu'il ne s'agisse vraiment que d'un conflit de doctrines sur l'administration algérienne. N'en croyons rien. Carrette n'est point seulement chargé de démolir Bugeaud. Il est l'homme que, par Enfantin, les plus grands capitaines d'industrie de l'heure, Jules et Léon Talabot, frères de Paulin, ont envoyé à la recherche de concessions minières. Et comme Jules, gendre de ministre, et Léon, en forte influence sur divers ministères, sont, quoique se refusant énergiquement à faire de la politique, de véritables puissances, Enfantin les lance, eux aussi et surtout, à la démolition du duc d'Isly :

VII². — La crise entre les deux maréchaux (Soult et Bugeaud) n'est pas une simple difficulté de personnes ; elle révèle un vice gouvernemental dont les conséquences sont aussi sensibles à Paris qu'à Alger. Ici l'impuissance, là-bas l'outrecuidance. Il n'existe entre le gouvernement central et le gouvernement local d'autre lien que la poste, de sorte que l'un tire à dia, l'autre à hue, sans s'inquiéter l'un de ce qui convient à la France, l'autre de ce dont a besoin l'Algérie. Le maréchal Bugeaud blesse l'opinion publique française et le ministre ignore ce qu'il faudrait faire en Algérie. L'un ne fait que la guerre, l'autre ne sait comment faire la paix ; le premier brûle les Arabes, le second glace les Français.

1. Enfantin avait alors de fréquents et longs entretiens avec Vauchelle.

2. A Léon Talabot, 5 août 1845.

Ici, le ministère, qui se rend justice, se laisse envahir par le pouvoir local, parce que, comme me le disait hier M. Vauchelle, celui-ci est sur les lieux. C'est qu'en effet le ministère, tel qu'il est constitué, ne voit rien de ce qui se fait en Algérie. Si tu as lu la *Presse* et le *National* d'hier, le *Siècle* et le *Commerce* d'aujourd'hui, le *Courrier* et la *Réforme* de tous ces jours derniers, tu seras convaincu que nous approchons d'une solution inévitable, et pourtant rien n'est prêt pour que cette solution soit bonne... ni les hommes ni les choses.

Les anciens projets de vice-royauté, le projet récent d'un ministère des colonies ne sont pas mûrs. Un lieutenant général quelconque substitué au maréchal Bugeaud ne peut être qu'intérimaire. Encore une fois, ceci n'est pas une affaire de personnel, c'est un procédé général de gouvernement algérien qu'il faut créer et introduire dans les relations du gouvernement français et du gouvernement local.

Je crois que le procédé, c'est le *Conseil* reposant sur l'*Inspection*, de manière à donner *des yeux et un cerveau* à la Direction des affaires d'Afrique, qui n'est qu'un gros corps flasque dont les bras et les jambes sont paralysés.

Ce procédé me paraît, d'ailleurs, le procédé préparatoire indispensable pour la réalisation future de l'un des deux grands projets de Ministère ou de Vice-royauté. Je voudrais bien que tu causasses à M. de Dalmatie de ce sujet si important qui porte plus loin que l'Algérie, c'est-à-dire qui intéresse au plus haut point la stabilité du gouvernement de la France. On a fait du maréchal Bugeaud un homme aussi dangereux pour la France qu'Abdel Kader l'est devenu par le traité de la Tafna; on l'a grandi outre mesure; fort heureusement, il s'est rapetissé lui-même, mais il faut savoir profiter de ce rapetissement.

VIII¹. — Cher Ami. — J'ai communiqué votre lettre de Bône à l'ami de la rue Grange-Batelière [Jules Talabot], sauf la partie politique. Après lecture, il m'a dit ce qu'il me dit souvent pour moi-même : « L'ami Carrette m'a tout l'air de voyager dans la lune; ses préoccupations ne me semblent pas assez industrielles... Mettez-lui le feu commercial sous le ventre. Je vais lui écrire et lui poser des questions bien précises. Prévenez-le que mes lettres ne seront pas signées, mais simplement paraphées. »

Votre lettre à M. Vauchelle m'avait, en effet, causé un étonnement assez pénible. Je n'ai pas pu comprendre comment cette queue de votre passé scientifique était venue s'emberlificoter dans votre présent industriel. Quand vous nous avez écrit que vous partiez pour Bône et non pour Ténès, je n'ai plus rien compris du tout; enfin, maintenant vous voulez vous faire envoyer en France par les Bônois pour une affaire, pour leur affaire. Tandis que vous avez *ici* les moyens d'enlever l'affaire des Bônois, des Ténésiens et de tous autres sans quitter l'Algérie. Je crains que vous n'ayez pas bien saisi le jeu de Paris et que cela ne vous empêche de bien jouer le vôtre. Ne vous inquiétez donc nullement des difficultés qui pourraient se présenter pour qu'on obtienne les bonnes affaires : votre mission est d'indiquer *quelles sont les bonnes affaires*, de les indiquer au plus tôt de la façon la plus précise possible, de désigner le lieu, l'étendue, les facilités de transport et, en général, d'exploitation, de faire connaître la nature et la qualité du produit [minéral] et un peu son *histoire*, mais beaucoup son *avenir*. Ensuite, que Luce, se disant Rothschild, agisse, que les Bônois s'émeuvent, fichez-vous-en comme de l'an 40 et marchez toujours de l'avant.

1. A Carrette, 6 août 1845.

Laissez comme moi sommeiller pour le moment la question politique et, si vous nous envoyez quelque chose pour l'*Algérie*, faites que ce ne soit absolument que de l'industrie et du commerce algérien... Ne voyez que des négociants, colons, industriels, hommes d'affaire. Laissez là les popotes du génie et les conversations de haute politique franco-arabe... Le général Randon vous prêterait certainement appui, s'il voit en vous l'homme qui doit enrichir et faire exploiter sa province de Bône. S'il vous sait administrateur, industriel, et non ingénieur militaire ou savant publiciste.

Hardi donc, cher gagnant d'argent... il faut qu'à votre retour d'Afrique vous fassiez aussi remuer les millions à la pelle... Ne craignez pas de donner de vos nouvelles [à Jules]... L'obligation que vous prendriez avec vous-même de lui parler par chaque courrier vous pousserait à chercher du nouveau et de l'intéressant.

IX¹. — Je profite aujourd'hui de la fête pour causer un peu avec vous. Je suis toujours si occupé que cela m'est difficile et impossible les autres jours. Les comptoirs des Banques et la Bourse sont fermés ; nous pouvons bavarder, d'autant que ce sera encore bavarder affaires... Le sort de l'*Algérie* m'a beaucoup préoccupé ces temps-ci. Les abonnés ne vont pas ; il faut toujours de l'argent... Comme je ne sens pas que notre *Algérie* ait accompli ce qu'elle doit faire, je lutte contre la mort avec vigueur et foi ; malheureusement, je n'ai pas aussi grande vigueur de bourse. Cependant, comme je suis en train de m'en faire une (de bourse), je sais qu'il faut pousser jusqu'à ce que la dite bourse soit d'or ou de vent. Si de vent, je ferai comme ci-devant... et dirai « De Profundis » pour l'*Algérie*, comme jadis pour le *Globe* quand vint le jour de son enterrement, Vendredi-Saint 1832. Si d'or, cela ne me sciera pas le dos... et alors ou à l'or, nous ferons marcher l'*Algérie*... courir le paralytique Scribe et accourir les abonnés. Péreire (le chemin de Blidah) et Talabot (mines et bois) et nous tous (Suez) sommes d'avis que l'*Algérie* n'a pas encore fait son temps.

Votre correspondance avec Talabot est commencée de telle sorte que je vous considère comme parfaitement engagé dans la voie qui mène à la porte d'argent de notre paradis des bons enfants, où n'entrent que ceux qui ne gagnent de l'argent que pour le bon motif. Hardi donc ! Poussez, creusez, minez, contreminez, surmenez, cheminez et terminez comme vous venez de commencer ! Il y a de l'argent au bout de vos lettres de Bône et le grand saint Augustin vous donne par moi sa bénédiction, cher évêque d'Hippone. Nous avons tous à rendre hommage à ce grand Saint, vous par écrit, moi par paroles devant les docteurs académiques et judiciaires ; nous avons à lui rendre hommage pratiquement devant les hommes d'affaire. Car c'était un gaillard qui entendait les affaires de son église ; montrons donc que nous savons faire aussi les affaires de la nôtre.

X². — Cher ami, vos lettres sont encore excellentes, et Jules [Talabot] en est très content, sauf un point sur lequel il vous écrit aujourd'hui même, qui prouve à quel point il tient à vos lettres. C'est votre retour dont il ne comprend pas plus que moi l'urgence. Vous auriez dû nous dire en quoi vous pensiez que votre présence ici pouvait être utile à l'obtention des concessions. Au contraire, vous avez si bien utilisé votre court séjour à Bône (qui n'est qu'un point de l'*Algérie*) que vous

1. A Carrette, 15 août 1845.

2. A Carrette, à Bône, 22 août 1845.

avez donné ici grande envie de ne pas vous voir de sitôt. Quoique vous ayez peur de passer pour vorace, votre estomac se contente vite si vous ne vous rappelez pas assez qu'il y a beaucoup d'estomacs, de gros estomacs à garnir ici. Songez quelque peu à la Compagnie des Indes, quoique ce soit loin encore d'être cela.

Pour vous donner une idée de la voracité parisienne, sachez qu'une très bonne partie du gâteau que vous nous envoyez sera probablement avalée par ce gros mangeur qui vous aime bien... En 1845, je ne deviens pas homme d'affaires pour bagatelle... Je vous conseille donc, si vous recevez nos lettres, de mettre un peu de calme dans vos désirs de retour... Il me paraît difficile que, même sans sortir de ces deux territoires privilégiés, l'Édough et la Calle, vous n'ayez pas encore plusieurs renseignements excellents à prendre et à donner. Que serait-ce donc si vous alliez passer quelques jours à Philippeville ou même à Guelma, ou à El Aramh ou à Constantine !

Vous qui embrassez dans vos projets d'avenir les trois provinces, vous devriez au moins vous en assurer pratiquement dans le présent l'une des trois, tandis que vous y êtes. Encore une fois, il n'est pas possible de comprendre en quoi vous pourriez ici aider les concessions, surtout quand vos lettres sont si claires, si précises et, comme dit Jules, si carrées. Que si, au contraire, il arrivait qu'on eût besoin (ce dont je doute, il est vrai) d'agir sur le gouvernement local, on regretterait vivement, vous le premier, que vous ne fussiez pas en mesure d'agir là où vous êtes.

Vous voyez que nous avançons peu dans la voie de votre solution politique des trois provinces rattachées directement à Paris. Ce Paris nous paraît aujourd'hui si bête et si faible que nous ne sentons pas bien ce qu'il ferait de ces trois fils qu'on lui mettrait dans les mains pour faire mouvoir la triple machine algérienne. Trois provinces équivaldraient à trois départements réunis à la France (thème de l'*Afrique*)¹ et entraîneraient comme conséquence la répartition entre tous les ministères des affaires des trois départements (autre thème de l'*Afrique*), non à l'individualité propre de l'Algérie. C'est pousser à sa réunion forcée et prématurée à la France. D'ailleurs, avons-nous à nous prononcer dans le sens de la division, lorsque le projet de vice-royauté est toujours pendant, lorsque le maréchal Bugeaud est encore gouverneur général, lorsque le ministre de la Guerre n'a aucune des conditions qui lui donneraient droit de gouverner l'Algérie, surtout à grandes guides?...

Si les inspecteurs et le conseil que nous réclamons étaient créés, institués, si le Ministère des Colonies était créé, peut-être pourrions-nous sans danger, et même avec quelque utilité, couper momentanément l'Algérie en trois, mais le motif que vous donnez (les différences entre les trois provinces) serait bien plus puissant pour combattre l'unité algérienne à Paris qu'à Alger, où ces différences sont bien moins senties excepté par vous, Urbain, moi et deux ou trois bourgeois comme nous.

En quittant Paris pour Alger, vous avez été frappé des prétentions omnipotentes du gouvernement local et vous avez oublié les prétentions nullipotentes du gouvernement central. Vous avez songé à détruire les premières, et vous ne vous êtes plus rappelé que nous sommes surtout destinés à créer quelque chose à la place du néant parisien. C'est là notre lot, notre devoir, soyez-en sûr, particulièrement depuis que nous avons paralysé la main qui d'Alger comprimait Paris et nous

1. Feuille parisienne — et elle aussi d'affaires — spécialisée dans les questions algériennes pour le compte d'autres affairistes.

empêchait de féconder l'innocente vierge qu'on appelle à Paris « *Direction des Affaires de l'Algérie* » ou plutôt de la substituer à la vieille gotton qui s'appelle ainsi.

Ainsi, à la fin d'août 1845, Enfantin croit-il bien « avoir la peau » de Bugeaud, et, tandis que, le 25, il annonce à son ami Arlès-Dufour, de Lyon, que « l'affaire de la dynastie Bugeaud est faite... [le maréchal] ayant fait dans la malle de tout le monde jusqu'au cadenas », il fait tenir à Carrette la missive que voici, celle où, tout à l'euphorie d'une victoire tenue, prématurément d'ailleurs, pour certaine, il se met peut-être le plus délibérément à table et mange le plus crûment le morceau :

XI. — Cher ami, nous portons demain un coup de massue au maréchal. C'est donc une raison pour que nous, qui ne sommes démolisseurs que pour reconstruire, nous tombions vite d'accord sur les pierres qui doivent être placées aujourd'hui dans l'édifice... [Il faut donc que vous soyez] en mesure d'aborder utilement Lamoricière...

Après la chute d'un homme aussi haut placé militairement et politiquement que le maréchal, il n'est pas d'homme, si peu éclairé qu'il soit, qui puisse être disposé à l'imiter, c'est-à-dire à ne vouloir que la guerre et à se jouer de tous les pouvoirs : Ministres, Chambres, Presse et surtout journal *L'Algérie*. Lamoricière moins que tout autre, parce qu'il est éclairé et fin, ferait cette bêtise, quelqu'encenseur que soit son entourage.

Remarquez bien que la chute de Bugeaud ne permet pas de chercher son successeur dans les rangs de la vieille armée. Après lui, il faut tirer l'échelle de son côté [et la] porter du côté de la génération africaine. De ce côté, il n'y a que deux points d'appui possibles : le Prince [d'Aumale] et Lamoricière. Je repousse entièrement la solution de la division en trois provinces, parce que Paris est encore trop faible pour que l'Algérie puisse supporter cette cause permanente de désordres, de rivalités, de dissolutions. De ces deux points d'appui, il en est un, le prince, qu'on ne pourra peut-être jamais atteindre et qui certainement est aujourd'hui tout à fait hors de portée. Dans le cas même où l'on pourrait y toucher bientôt, ce serait encore un intérim de Lamoricière qui ferait le mieux la courte échelle.

De tous les généraux qui existent au monde, il n'y en a qu'un seul qui ait sucé notre lait, et c'est Lamoricière. Cette considération est très puissante ; elle se renforce pour moi de la conduite très prudente, par conséquent très froide, tenue par Lamoricière à mon égard en 1841 à Mostaganem, et même de sa réponse à mes ouvertures relatives au journal *L'Algérie*. Il est dans le positif de la vie ; nous ne devons ni espérer ni essayer de l'en faire sortir ; c'est à nous à y entrer assez pour lui faire comprendre que nous sommes ses chefs de file, comme tant d'autres Algériens le comprennent déjà, comme il va le comprendre lui-même par notre succès à l'égard de Bugeaud. Si Lamoricière voit que nous avons pu ébranler et abattre cet Hercule et que nous pouvons l'installer, lui, et le soutenir, il se rappellera beaucoup de choses qu'il a dû laisser dans l'oubli, jusqu'à cette preuve convaincante de notre influence dans les affaires...

... Lamoricière aurait besoin d'apprendre par vous la place que j'ai prise auprès des banquiers et dans les bureaux du Ministère, celle que nous tous avons con-

quise dans l'opinion publique, en ce qui concerne l'Algérie. Il doit même savoir, au moins en gros, la nature des liens industriels qui nous attachent actuellement d'une part au développement colonial et de l'autre aux industriels qui sont le mieux en position de mettre en jeu les richesses naturelles du pays et les capitaux français. Il faut qu'en même temps qu'il nous voie triompher d'Hercule-Bugeaud, il nous sache liés avec les faiseurs du chemin de Blidah, avec les exploiters des forêts et des mines, avec les colonisateurs monstres, et de plus, avec toutes les jeunes et fortes âmes de l'armée d'Afrique. Il ne peut apprendre bien tout cela que par vous... Il faut encore qu'il sache par vous que c'est du Ministère même que nous avons reçu cette circulaire, rude massue dont nous nous servons aujourd'hui... Enfin, il faut qu'il croie ce que Bugeaud n'a pas pu croire, et pourtant ce qui est très réellement, que nous ne permettrons plus à personne de mener les affaires de l'Algérie autrement qu'en étant d'accord avec nous.

J'ai omis de vous dire dans ma lettre précédente que vous nous paraissiez, à Jules et à moi, n'avoir pas compris l'utilité, la nécessité des concessions de terres (à la surface) près des concessions de mines ou de bois, afin d'y placer la population exploitante, européenne ou indigène ; il aurait donc fallu des indications précises sur ces concessions à demander simultanément. Vous paraissez croire que sur ce point il ne s'agissait que de terres pour opérations agricoles indépendantes des mines ou forêts. C'est une erreur, ce ne sont pas des concessions à la Ferdinand Barrot, à la Debelleye, ni comme de Marqué ni comme La Rassaut ; c'est le lieu où nous placerons les familles des forgerons, mineurs ou bûcherons indigènes ou européens ; par conséquent, [ce qu'il nous faut] ce sont des indications spéciales sur les localités salubres, arrosables, fertiles, sur l'étendue libre pouvant être demandée, sur leur voisinage de routes faciles à faire, enfin sur toutes les conditions favorables à l'établissement permanent d'une vaste entreprise et de ses dépendances immédiates ou futures. Songez à cela ; c'est très important.

Et, tandis qu'il prescrit à Carrette d'entreprendre ainsi directement Lamoricière, il envoie à ce dernier un M. Kohn, précepteur des enfants de James de Rothschild, expédié en Algérie pour un voyage prétendu d'agrément, de fait en reconnaissance d'affaires et en vue de razzias fructueuses. Tels passages de la lettre de recommandation qu'Enfantin fait tenir à Lamoricière touchant ce voyageur un peu spécial sont significatifs à souhait :

C'est en vous surtout, mon cher général, que M. Kohn trouvera le type de cette génération franco-africaine si précieuse... On ne se borne plus à considérer l'Afrique comme un champ d'exercice plus ou moins profitable à l'armée française ou comme une espèce de préside à l'usage des brouillons politiques ou moraux de la mère patrie... Les banquiers n'avaient pas encore dit leur mot sur l'Algérie ; ils sont prêts à le dire.

En fait, d'ailleurs, Enfantin avait bien trop tôt triomphé. Le définitif éloignement du vieux maréchal du théâtre de ses exploits algériens allait se faire attendre de très longs mois encore.

On aimerait savoir ce qu'il est, dans la pratique, advenu de tous ces projets de si grande envergure. Il ne semble pas que les réalisations aient, à

beaucoup près, répondu sur l'heure¹ à de si larges espoirs et à de si vastes pensées. Sans doute, l'été suivant 1846, Enfantin place-t-il encore « les mines, bois et terres de l'Algérie » au premier rang de ses préoccupations les plus pressantes et les plus actuelles. Mais le Journal *L'Algérie* est à bout de souffle et à la veille de fort mal terminer une carrière toujours déficitaire. Et, par ailleurs, les attaques sur le fait des affaires africaines de Léon et de Jules vont tenir leur place dans le grand concert orchestré par les sycophantes et les maîtres chanteurs contre la puissante Trinité des Talabot, ce concert s'insérant, d'ailleurs, dans les multiples campagnes de diffamations et de scandales dont s'assombrit et se précipite la fin du Régime de Juillet.

Enfantin, qui n'en est point pourtant alors à une désillusion près, fait tête à l'orage. Tout en incriminant « les procédés de mystère... avec quoi Jules a mis nos affaires d'Algérie au point où elles sont... procès, scandales, injures... et tout ce qu'il peut y avoir au bout de ces cachotteries² », il n'a garde de se laisser calomnier en silence et sa lettre à l'avocat Duveyrier³, qui l'assiste dans cette bourrasque, nous le montre en pleine forme de combattivité :

XII. — Pressé de répandre (mes) idées et de les rapprocher le plus possible de la pratique, j'avais poussé ceux de mes amis qui étaient dans les affaires à considérer l'Algérie comme un nouveau champ d'affaires...

... J'ai mangé 25,000 francs dans le journal *L'Algérie* et mes amis autant... mais les Talabot avaient monté une affaire inouïe par la fraternité financière qui est établie entre les membres.

... Cependant, parce que mes amis d'affaires, les Talabot (vous devez vous rappeler que ce nom m'est très cher), sont haut placés par leurs relations de famille, par leur fortune, par les entreprises colossales qu'ils ont créées et menées à bien, au moyen d'un travail prodigieux de trente ans, parce que ces amis exercent actuellement et très légitimement une grande influence dans notre société, voici les injures qui pleuvent... Vous savez à quoi vous en tenir sur ces saletés que l'amour du scandale et une basse envie font faire aujourd'hui.

... J'ai été passablement ému de ces sottises du *Courrier français*; il m'a fallu vous voir là pour ronger mon frein patiemment en me rappelant que votre bonne et loyale parole m'avait déjà bien purement lavé d'autres calomnies.

Ainsi ne cessera-t-il jamais de proclamer le bien-fondé de son action, de soutenir la légitimité de son comportement à lui, idéologue, de s'être proposé d'œuvrer dans le réel et de sculpter durement le granit des grandes entreprises. C'est sur ce thème qu'il entretient, le 3 novembre 1847, son ami

1. Il reste, d'ailleurs, que nous saisissons là les origines du *Mokta-el-Hadid*, qui sera une affaire Talabot, peut-être même celles de l'*Ouenza*.

2. A Arlés-Dufour, 30 août 1847.

3. 6 septembre 1847.

Marion, se défendant tout à la fois de n'avoir été qu'un utopiste ou de s'être abaissé jusqu'à n'agir qu'en pur et simple spéculateur :

Vous me parlez des affaires de colonisation en magistrat irréprochable, mais non en colonisateur ni industriel. Je mets tout au pis, je suppose comme bien des gens que Talabot, Rothschild et même le père Enfantin (puisqu'on joue beaucoup avec cette Trinité) ne veulent avoir des concessions que pour les revendre. J'espère que je ne puis pas prendre l'objection plus crûment. Si cela était, j'admets parfaitement que ces spéculateurs ne seraient pas des colonisateurs... mais ces gaillards ont l'habitude de se donner de la peine pour vendre leur marchandise..., chercher, déterrer des acheteurs. Voyez le grand malheur si ces gueux-là faisaient valoir l'Algérie, trouvaient des acquéreurs pour l'Algérie.

(Mais cela n'est pas). Comment nous, qui avons poussé de toutes nos forces à la colonisation... qui savons l'importance qu'il y a pour la France et le monde... à ce que bras et capitaux se dirigent vers l'Algérie... nous mettrions-nous particulièrement dans une affaire pour que ces capitaux se dirigent dans nos poches et y restent?... Laissez donc ces bêtises aux Cantagrels ou aux *Nationaux* ou au *Courrier français* ; c'est bon pour les innocents. Vous êtes trop peu innocent et je vous ai trop corrompu par mon amitié pour en être là !...

Et ce n'est point un langage différent qu'il tient encore, le 15 décembre 1848, dans une lettre à ses amis Warnier et Barrault :

Quand je suis entré dans le monde par les chemins de fer, quand j'y voulais rentrer par une énorme association de capitaux et de capitalistes pour coloniser l'Algérie, j'ai présenté mes projets à Rothschild, aux Talabot, sans la moindre intention de faire par là aucune œuvre pratique d'apostolat et de réforme... sans considérer ces affaires comme des spécimens, des modèles de mes idées d'organisation sociale ; ou plutôt pour montrer que ces idées n'étaient pas sorties d'une tête folle, mais d'une tête aussi sage que celle des Rothschild et des Talabot...

Ainsi et jusqu'au bout affirmait-il qu'il ne s'était pas trompé, qu'il avait eu raison à prétendre pouvoir être tout à la fois un théoricien et un homme de pratique, à entendre miser simultanément sur tous les tableaux. Ainsi revendiquait-il obstinément et inlassablement son droit et le droit absolu pour quiconque — et c'a bien été là tout le saint-simonisme — à insérer, sur l'idéologie et sur la doctrine, les affaires.

Marcel BLANCHARD,

Professeur à l'Université de Montpellier.

COMPTE-RENDUS CRITIQUES

Henri PIRENNE. *Histoire de l'Europe, des invasions au XVI^e siècle*. Paris, Félix Alcan, et Bruxelles, Nouvelle Société d'édition, 1936. In-8°, xvi-492 pages.

J'ai déjà eu l'occasion de rappeler ici comment, exilé durant la guerre dans une bourgade de Thuringe, Henri Pirenne chercha et trouva, dans un travail méthodiquement organisé, le moyen de défendre l'intégrité de sa pensée contre les mauvais démons de la solitude, du chagrin et de l'angoisse¹. A cet admirable effort de stoïcisme intellectuel, nous devons l'*Histoire de l'Europe*, ou du moins le long fragment qui seul en fut mis par écrit. Le plan de l'œuvre se développait jusqu'en 1914. L'armistice arrêta la rédaction aux alentours de 1550. Pris, dès son retour, par d'autres travaux dont les noms sont dans toutes les mémoires, Pirenne ne trouva jamais le temps de reprendre le manuscrit rapporté de Creuzburg-an-der-Werra. Il ne renonçait cependant point à y revenir un jour ; et il avait chargé son fils, M. Jacques Pirenne, de le publier, si la vie ne lui en laissait pas à lui-même le loisir. En accomplissant pieusement le vœu du grand disparu, ses héritiers ont rendu à nos études un incalculable service.

Car ce que nous avons ainsi sous les yeux est proprement un ouvrage unique. Pour lui donner sa place exacte dans la littérature historique, il importe de se représenter dans quelles conditions vraiment extraordinaires il fut rédigé. Comme nous tous, Pirenne avait, sa vie durant, entassé les fiches et les dossiers ; il s'était constitué une bonne bibliothèque de travail ; il était l'hôte familial d'abondantes bibliothèques publiques. Or, son destin l'amena à écrire celle de toutes ses œuvres qui embrasse l'horizon le plus vaste sans le secours d'une seule note, ni pratiquement d'un seul livre. Pour toute référence, il disposait, à Creuzburg, d'un petit manuel scolaire allemand. L'*Histoire de l'Europe* est donc le fruit d'une sorte de perpétuelle interrogation de soi-même et de soi seul ; elle incorpore les expériences et les réflexions d'une existence d'historien déjà très pleine, toute une richesse de connaissances et de pensée qui, demeurée longtemps à demi latente, s'épanouissait au cours d'un effort mental rendu, en quelque manière, plus aigu par l'éloignement de tout instrument de recherche et presque de tout contact humain. « Je compris », a dit Pirenne lui-même, « il me semble du moins que je comprenais la réclusion volontaire de Descartes dans son poêle de Hollande. » Naturellement, un pareil tour de force n'a été possible que grâce à la vigueur et à la précision d'une étonnante mémoire. Naturellement aussi, cette mémoire, si belle fût-elle, avait ses défaillances. Les dates ont été ajoutées par les éditeurs dans des parenthèses pré-

1. Cf. *Revue historique*, t. CLXXVI, 1935, p. 67 et suiv.

parées à cet effet. On pourra regretter qu'ils n'aient pas cru devoir également corriger quelques erreurs de fait, bien rares, en elles-mêmes, mais que Pirenne, s'il lui avait été donné de revoir son propre manuscrit, eût sans nul doute tenu à nettoyer¹. Par contre, ce que ce texte d'un seul jet nous apporte de justement intact, c'est, dans l'heureuse spontanéité d'une forme encore toute proche du travail de l'esprit, ce don infiniment précieux : une large tranche d'évolution humaine, vue, décrite et interprétée par un grand historien.

Un pareil livre ne saurait se résumer. Il faut résister au désir de reproduire ce jaillissement d'observations fécondes qui, au détour des pages, viennent jeter de brusques lueurs sur l'histoire en apparence la plus rebattue, à la tentation aussi d'exprimer, çà et là, à propos de telle ou telle interprétation, un doute, peut-être mal fondé — dont on eût tant aimé pouvoir encore discuter avec le maître lui-même². Trois traits, dans la forme, semblent particulièrement frappants : la lucidité, d'abord, qui, à ce degré, est vraiment la plus rare des vertus ; le souci du concret, ennemi déclaré de ces formules vides ou péniblement oratoires que chérit une certaine historiographie académique ; l'art, enfin, de voir et de composer par grandes masses. Cette architecture à larges plans, restera une des plus éminentes caractéristiques de l'écrivain. Quant au fond, le livre se présente comme un effort d'histoire totale ; il vise à embrasser tous les aspects de l'évolution européenne et, bien loin de les étudier tour à tour, en pointillé, s'applique avant tout à mettre à jour entre eux les liaisons. Une place naturellement considérable est faite aux phénomènes économiques. Mais non, certes, comme au seul *primum movens*. Ni l'histoire religieuse — bien qu'elle fût peut-être moins familière à l'auteur — ni l'histoire intellectuelle n'ont été le moins du monde négligées ; et le développement des institutions proprement politiques a été l'objet d'une très vive et sagace attention. Il convient, d'ailleurs, de bien se remémorer la date exacte de la rédaction. Un des plus beaux caractères de la pensée de Pirenne a été son perpétuel mouvement et, si j'ose dire, son constant élargissement. A tort ou à raison, j'ai eu parfois le sentiment qu'écrits dix ou quinze ans plus tard — après l'étape décisive que marquent, dans l'œuvre entière, *Les villes du Moyen Age* —, certains chapitres l'auraient été un peu autrement, plus dépouillés encore, notamment vers le début, du récit d'événements dont le rappel est conforme à la tradition, plus creusés encore du côté de l'analyse sociale et de la mentalité. Tel quel, cependant, nous

1. En vue d'une seconde édition, qui ne saurait tarder, signalons quelques-uns de ces *lapsus* : Barthélemy Prignano (Urbain VI) n'était pas cardinal (p. 316). — Il est inexact qu'il n'y ait plus eu de soulèvement rural, en France, entre la Jacquerie et la Révolution (p. 336). — Isabeau de Bavière était la nièce, non la fille du comte — et non duc — de Hainaut-Hollande (p. 343). — Prague était un évêché suffragant de Mayence, non, comme Gnesen, le siège d'un métropolitain (p. 365). — Le mot sur le marchand attribué à saint Jérôme (p. 397) n'est-il pas plutôt de Chrysostome ? — Les *enclosures* anglaises des xv^e et xvi^e siècles ne se sont pas faites par actes du Parlement (p. 421). — La typographie, enfin, demanderait une révision attentive.

2. Il est curieux que Pirenne soit tombé dans l'erreur, à vrai dire commune, de faire remonter jusqu'à la période de la première *Reconquista* l'intolérance espagnole, certainement, dans son développement définitif, de beaucoup postérieure (cf. p. 381) ; une histoire telle que celle du Cid dément absolument cette conception. — Le passage sur la monarchie anglo-saxonne présente diverses affirmations sans doute contestables, notamment le terme de « magistrats populaires » appliqué aux *ealdormen* (p. 182).

n'avions certainement jusqu'ici rien de comparable ni comme élan dans le récit ni comme approfondissement dans la vision. Pour les jeunes, en particulier, on ne saurait rêver d'ouvrage initiateur plus riche en suggestions ; il faudra que tous les apprentis historiens, comme tous les hommes cultivés, l'aient lu ; et les travailleurs avancés dans le métier y trouveront une occasion, non moins heureuse, de rafraîchissement.

Marc BLOCH.

G. I. BRĂȚIANU. Une énigme et un miracle historique : le peuple roumain.
Bucarest, Imprimerie nationale, 1937. In-8°, 132 pages, 1 carte.

Encore un livre sur la « question roumaine » au Moyen Age. Mais celui-ci, croyons-nous, sera le bienvenu. Prenant occasion de deux travaux récents, les *Invasions barbares* de M. F. Lot (Payot, 1937), qui semble disposé à se rallier à la thèse de l'origine sud-danubienne des Roumains, et les articles de M. Louis Tamás qui viennent fort opportunément de condenser les principaux arguments de cette doctrine dans l'*Archivum Europae Centro-orientalis*, M. Georges Brătianu a voulu à son tour présenter un tableau d'ensemble des arguments essentiels de la théorie opposée. L'ouvrage, d'une haute tenue historique, écrit avec une sérénité qui manque à la plupart des travaux relatifs à ce problème, vient à son heure et, joint aux articles de M. Tamás, dispensera désormais de recourir à la bibliographie indigeste et compliquée où l'on devait jusqu'ici chercher l'exposé des deux thèses adverses.

Supposons démontré, dit M. G. Brătianu, que les Roumains viennent du sud du Danube. Reste à les localiser. Qu'en dit la science bulgare ? D'après M. Mutafchiev, ce ne peut être en Mésie, mais en Thessalie, en Épire, en Macédoine, où ils s'étaient infiltrés peu à peu depuis le Monténégro et la Bosnie, leur « habitat primitif », ce qui explique, en passant, les relations linguistiques du roumain et de l'albanais. Soit. Mais que faire alors de l'opinion de Jireček et des Serbes en général, qui admettent que le pays allant de la Drina à la Morava était entièrement slavisé dès le VII^e siècle ? En somme, personne ne veut de ces malheureux Vlaques.

Prenons alors le problème autrement et remontons à l'évacuation de 271-274. On ne peut évaluer la population de la Dacie à ce moment, mais elle était importante, à cause de la « ruée vers l'or » des mines transylvaines. A-t-elle été transplantée en masse ? Une seule source l'affirme : Eutrope. Doit-on l'en croire ? La vie, sous la domination barbare, était-elle si intenable qu'on le prétend ? L'était-elle plus que, dans les provinces, sous le régime de la fiscalité du Bas-Empire ? Si nous regardons ce qui s'est passé ailleurs, l'ordre d'évacuer le Noricum, qui est de 488, n'a pas empêché les Romains de continuer à y résider au moins jusqu'au IX^e siècle. La civilisation romaine a disparu de la « Bretagne » après la retraite des légions, mais non la continuité ethnique. Que dire alors d'une région beaucoup plus riche, et qui offrait à la population rurale le refuge presque inviolable des Carpathes ? Un livre récent de M. Forrer (*L'Alsace romaine*, 1935) dépeint une situation toute semblable dans les Vosges, où l'absence d'inscriptions romaines postérieures au départ des légions — tout comme en Dacie — ne prouve donc rien. Enfin, M. Tamás lui-même, comme M. Patsch, admet la possibilité d'une survivance dans le Banat, donc au nord du Danube.

D'ailleurs, l'évacuation, aussi importante qu'on la voudra, ne constitue pas la « césure définitive » que l'on croit : le contact n'a jamais été complètement perdu. Galère et Dioclétien réorganisent la défense du Danube, Constantin rétablit les têtes de pont (par exemple, Constantina Daphne, en face de Turtucaia) et réduit à l'obéissance les Goths et les Sarmates de la plaine valaque ; le martyrologe chrétien connaît des persécutions au nord du Danube (par exemple, saint Sabbas, mort en 372 sur le Buzău). Constance bat en 358 les Sarmates du Banat et édifie la forteresse de Constantia sur la rive gauche. Les Huns sauvages d'Ammien Marcellin sont devenus, un demi-siècle après, les administrateurs que Priscus décrit à la cour d'Attila, parlant couramment le hun, le goth et la « langue d'Ausonie », ayant, du reste, des sujets romains (commerçants et artisans) relativement nombreux.

Sous les successeurs de Justinien, la *Gothie* carpathique est devenue une *Slavinie*. Le contact est-il rompu cette fois ? En 578, le khan avar, allié des Byzantins, trouve en Valachie une foule de prisonniers romains ; au VII^e siècle, les *Actes de saint Démétrius* mentionnent l'existence en Pannonie d'une population balkanique captive, de mœurs romaines ; c'est celle qui, quelque soixante ans plus tard, réussit à repasser le Danube et à revenir à Thessalonique. Inversement, l'avancée des Slaves vers le Sud diminue la densité de la population slave des Carpathes, permettant, vers la fin du IX^e siècle, si l'on en croit la *Chronique de Nestor*, un retour offensif des Vlaques. L'invasion magyare refoule de nouveau ces derniers vers le Sud. Bref, on peut entrevoir une conciliation entre les deux thèses adverses : l'habitat roumain, fort instable, comme l'on voit, n'est ni la Dacie ni les Balkans, mais une vaste aire recouvrant ces deux régions, parcourues par un flux et un reflux incessants de populations.

A leur tour, les arguments linguistiques invoqués contre la continuité sont spéculatifs, mais non décisifs. Il n'y a pas à nier que la langue roumaine, latine dans son esprit et sa grammaire, soit balkanique par ses particularités. On ne s'en étonnera pas si l'on pense aux migrations qui viennent d'être rappelées. On a voulu faire un sort aux parentés qui la rapprochent de l'albanais : mais comment expliquer que les Roumains aient tant emprunté à l'albanais et l'albanais rien au roumain ? Le prestige social et culturel des Albanais était-il si irrésistible ? La difficulté tombe si l'on admet un *substratum* commun à toutes les langues balkaniques : mais, du même coup, cela laisse une marge beaucoup plus large aux considérations relatives à l'habitat, que l'on n'est plus forcé de chercher en Macédoine occidentale. La langue romane, universellement parlée dans l'Europe sud-orientale, a pu perdre peu à peu du terrain dans les Balkans, se concentrer au nord, sans qu'il faille expliquer ce fait par une migration des Vlaques. En tous cas, il paraît évident que, ni au point de vue linguistique ni au point de vue historique, le Danube n'a jamais été une frontière. Les questions de race perdent aussi de leur sens : c'est moins un peuple que l'*empreinte romaine* dont on suit ainsi la destinée au cours des siècles.

On a objecté également, contre l'ancienneté de l'habitat carpathique des Roumains, l'unité linguistique de ce peuple : mais le russe présente aussi une unité au moins aussi singulière ; la toponymie toute slave de la Dacie : mais beaucoup de noms sont des traductions (Camena = Petra, Vălcov = Lykostomo, etc.) ; enfin, le silence des sources au sujet des « Vlaques » : mais les chroniqueurs appellent les peuples du nom de leurs maîtres (le nom de *rumân*, et parfois de *Vlaque*, étant

employé par les Roumains eux-mêmes pour désigner la classe humble et serve, élément permanent sous les conquérants successifs).

Un dernier chapitre retrace rapidement les événements saillants de l'évolution de la Roumanie historique jusqu'à la constitution de l'État actuel.

Nous ne croyons pas que cet excellent livre mette fin à la controverse. Il n'en est pas moins à méditer de très près, à cause du faisceau d'arguments qu'il apporte et dont nous n'avons pu, dans ce court exposé, que signaler les principaux. L'ouvrage abonde en vues suggestives, en preuves secondaires, en idées à creuser. Sa connaissance est désormais indispensable à qui s'intéresse à cette question si controversée et dispense presque de toute autre lecture relative au point de vue roumain. Ajoutons qu'il paraît atteindre au maximum de vraisemblance.

P. HENRY.

N. P. GRATSIANSKI. *Les campagnes burgondes, du X^e au XII^e siècle*. Moscou-Leningrad, Éditions d'État (OGIZ), 1935. 255 pages. (En russe.)

La Russie, où la description, la statistique, l'évolution du régime agraire ont été plus minutieusement fouillées que partout ailleurs, a jadis apporté sa très précieuse contribution à l'histoire des campagnes françaises. Les travaux de Loutchiski sont classiques ; ceux d'Adachev et d'Oudaltsov mériteraient d'être mieux connus. N. Gratsianski, avec un article sur la technique agricole dans le sud-est de la France aux XI^e-XII^e siècles paru en 1934 dans les *Mémoires de l'Académie d'histoire de la culture matérielle* (n° 107) et avec le présent ouvrage, qui compose le n° 102 de la même collection, renoue cette tradition.

Pour étudier les campagnes burgondes dans la première moitié du XI^e siècle — car c'est dans cette période que se centre le travail — l'auteur se sert uniquement des chartes du temps (de Cluny, de l'église d'Autun, de Saint-Vincent de Mâcon, etc.), en se refusant à projeter dans le passé les données fournies par des documents ultérieurs, comme les terriers et les cadastres. D'autre part, il s'efforce de rester dans le réel, en repoussant les schémas et les simplifications arbitraires, ce qui le fait accuser par le préfacier anonyme de contredire Engels et de sous-estimer la lutte de classe. Cette méthode strictement scientifique fait l'intérêt et la valeur de l'ouvrage et doit être louée tout particulièrement dans une publication soviétique.

Dans un premier chapitre sur *La répartition de la propriété foncière*, le dénombrement des propriétaires de huit *villae* de l'ager de Mâcon et de neuf *villae* des environs de Cluny, confirmé par d'autres analyses, révèle que l'unité territoriale typique est le village, groupant un nombre considérable de petits propriétaires. Le grand domaine n'est nullement, comme le supposait Seignobos déjà pour la période carolingienne, dominant et dévorant. D'ailleurs, M. Gratsianski reconnaît entre le paysan exploitant seul un lopin minuscule et le magnat possédant dans plusieurs *agri* des terres qu'il fait travailler par d'autres, bien des catégories intermédiaires. A ces classifications artificielles, il préfère la description de quelques cas concrets, mais typiques : David, le paysan enrichi ; le prêtre-vigneron Girbald ; le lévite Adalgisus, en passe de devenir grand propriétaire. Dans ces campagnes du XI^e siècle que certains ont représentées comme enfermées dans l'économie natu-

relle, il rencontre des spéculateurs urbains qui pratiquent l'usure, l'hypothèque, le trafic des biens : le couple juif Asterius-Justa, le marchand Ricardus. Il y a des laboureurs libres ruinés qui cultivent à la main et d'autres qui ne vivent que de salaires, et, au contraire, des serfs enrichis qui achètent et vendent des terres. Au total, une propriété très morcelée et très instable, une société très diversifiée.

Dans son second chapitre, *Le régime agricole*, M. Gratsianski a reconstitué le plan de quelques villages. Leur disposition lui paraît inconciliable avec les traits caractéristiques du régime communal : ni champs ouverts, ni rotation obligatoire des cultures, ni dépaissance en commun sur les jachères. Au contraire, les champs ont tendance à se grouper en un seul tenant ; la multiplicité des parcelles, là où elle existe, s'explique par la division de la propriété, non par un système de culture. Il semble donc que l'arrivée des Burgondes n'ait pas apporté grand changement, à cet égard, dans le régime romain et gallo-romain.

L'auteur passe rapidement (chap. III) sur *Les terres de jouissance commune* (il admet l'existence en Bourgogne de terres appartenant au moins de fait à une collectivité d'habitants, mais il n'en a pas trouvé dans ses sources de cas incontestable) et sur *les défrichements du XII^e siècle* par les monastères de Cîteaux et de Prémontré, et arrive à *La structure économique et sociale du grand domaine* (chap. IV). Sans distinguer les domaines selon leur détenteur, il s'attache à définir leur mode d'exploitation. Comme à l'époque carolingienne, une partie reste en faire-valoir direct, travaillée par corvées, par ouvriers salariés ou par serfs domestiques. Le *Rental* de Cluny fournit un exemple de son utilisation : vignobles, céréales, prairies, élevage, pêcheries, fours et moulins, au total une assez grande variété de revenus et une agriculture beaucoup plus intensive qu'on ne se le figure à pareille époque. Cependant, les revenus du faire-valoir direct restent inférieurs à ceux des terres cédées aux paysans. L'auteur trouve que le statut personnel de ces paysans, *servus*, *colonus* ou *villanus*, a perdu pratiquement son importance : tous sont attachés à la terre qu'ils travaillent et payent les mêmes redevances. Mais tous conservent en réalité la possibilité d'acquiescer et d'aliéner. L'auteur passe en revue les diverses corvées, versements en nature et en deniers : dans les domaines de Cluny, ces derniers prévalent ; la corvée même est souvent remplacée, en tout ou en partie, par un droit en argent, signe d'intensification des cultures. La production pour le marché se développe en Bourgogne dès le X^e siècle et n'est donc pas une conséquence des Croisades.

Le dernier chapitre, qui traite de *La destinée de la petite propriété foncière dans la période féodale*, constate que la propriété allodiale a toujours subsisté à quelque degré dans les régions considérées. Le système féodal, qui se constitue dans la seconde moitié du XI^e siècle, ne comporte pas l'engloutissement de la petite et de la moyenne propriété dans la grande, mais seulement la prédominance sociale et politique de cette dernière.

Cet exposé des conclusions de M. Gratsianski montre combien une analyse locale conduite avec prudence et méthode peut apporter de correctifs aux vues générales admises et avec quel intérêt nous accueillerions les travaux historiques sérieux publiés dans l'U. R. S. S., si les auteurs, les compagnies savantes ou les maisons d'édition de ce pays voulaient bien nous les faire plus souvent connaître.

P. PASCAL.

Joseph CALMETTE et Eugène DÉPREZ. *L'Europe occidentale, de la fin du XIV^e siècle aux guerres d'Italie. I : La France et l'Angleterre en conflit* (t. VII de l'*Histoire du Moyen Age*, dans l'*Histoire générale*, publiée sous la direction de G. Glotz). Paris, Presses universitaires de France, 1937. In-8°, 577 pages. Prix : 80 fr.

L'*Histoire générale*, aux destinées de laquelle avait présidé le regretté G. Glotz, semble sortir des presses à une cadence plus rapide. Voici que MM. Calmette et Déprez, chargés du tome VII de l'histoire médiévale, viennent d'en publier le premier volume, qui embrasse l'histoire de l'Occident européen depuis la mort d'Édouard III (1377) et celle de Charles V (1380) jusque vers le milieu du xv^e siècle (1450 pour l'Angleterre, 1461 pour la France, 1467 pour l'État bourguignon). Leur second volume, qu'ils annoncent prochain, terminera l'histoire du xv^e siècle et contiendra un *excursus* sur l'Espagne. Le plan, on le voit, est très ample et permettait des développements qu'interdit l'exiguïté des collections similaires en cours de publication. Il est dominé par l'idée, parfaitement justifiée, que le duel franco-anglais est, à cette période, le fait capital de l'histoire européenne. Aussi est-ce en fonction de la guerre de Cent ans qu'ils ont composé leur ouvrage. De la mort de Charles V à celle de Charles VII, ils ont distingué deux phases, séparées par la date de 1415. Avant l'invasion lancastrienne, c'est l'accalmie diplomatique et militaire, qui met au premier plan l'histoire intérieure, les troubles et les convulsions politiques dont chaque royaume est le théâtre ; dans la seconde phase, le duel à mort reprend, mène presque à la formation d'une « double monarchie » sous l'égide des Lancastre, mais se termine par la victoire des Valois et l'expulsion des Anglais hors de France.

Le récit s'ouvre tout naturellement par l'étude du règne de Charles VI, ou plutôt de ses principaux moments. Une narration continue n'eût fait, sur bien des points, que répéter ce qu'avait dit, il y a trente ans, M. Coville. On a justement préféré caractériser les phases essentielles de l'évolution politique : le gouvernement des oncles et les révoltes urbaines, de 1380 à 1382, puis le gouvernement des Marmousets, entre 1388 et 1392. Avec la folie du roi, on passe à la rivalité personnelle des ducs d'Orléans et de Bourgogne ; tout devient alors subordonné aux protagonistes du drame, et de longues pages sont consacrées à de beaux portraits du roi, de la reine, des ducs. Avec l'année 1411, enfin, c'est la guerre civile qui commence, où le premier rôle passe à la ville de Paris : révolution cabochienne, lutte des factions pour la possession de la capitale, jusqu'à la trompeuse paix d'Arras.

Parallèlement à cette évolution, nous suivons l'histoire intérieure de l'Angleterre. Sur le règne de Richard II, au sujet duquel un travail considérable a été accompli en Angleterre, une mise au point s'imposait ; elle est partout excellente : nous avons particulièrement goûté les pages où sont caractérisés le régime autocratique de 1397 et les causes de son échec. Les difficultés politiques de la nouvelle dynastie, entre 1399 et 1413, sont également bien marquées, mais il nous a semblé qu'une place insuffisante était faite au problème gallois sous Henri IV.

Dans tout cela, on ne pouvait guère opérer qu'une mise au point. Mais voici qui est mieux. L'histoire des rapports franco-anglais, de 1377 à 1415, restait à

faire. Nos auteurs ont tenu à combler cette lacune, et cela nous vaut un récit fouillé (p. 197-321) où, pour la première fois, se trouve traité d'ensemble le problème de la réconciliation manquée entre la France et l'Angleterre. La tâche était délicate, puisqu'il fallait réunir les éléments dispersés d'une documentation fragmentaire et souvent encore manuscrite. MM. Calmette et Déprez, passés maîtres tous deux dans l'histoire diplomatique, se meuvent avec aisance dans le dédale des négociations et des contretemps, mettent de l'ordre dans des événements en apparence incohérents et parviennent à composer un récit aussi attachant qu'allègrement écrit. C'est là, de loin, la partie la plus neuve et la plus réussie de leur ouvrage, et le succès qui couronne leur difficile entreprise ne saurait être trop loué.

On nous permettra d'être un peu plus bref sur la seconde partie de l'ouvrage : là, le théâtre principal se transporte en France, puisque, de 1415 à 1429, nous y voyons la rapide formation de ce qu'on appelle ici « la double monarchie » — expression qui marque bien l'autonomie des deux royaumes soumis au même prince lancastrien — et que c'est dans les campagnes de France que se joue le sort de l'Europe occidentale. De 1429 à 1461, au contraire, après la courte mais féconde aventure de Jeanne d'Arc, la France se redresse par paliers : étapes qui sont minutieusement étudiées. Plus maigre est le chapitre d'histoire anglaise consacré à la période 1413-1450 : c'est que nous entrons là dans ce redoutable *xv^e* siècle anglais, si rebarbatif que les historiens d'outre-Manche eux-mêmes hésitent à l'aborder et que le règne d'Henri VI est l'un des plus mal connus de toute l'histoire d'Angleterre : la mise au point qu'ont réussie nos auteurs ne pouvait s'appuyer sur des études de détail aussi sûres que dans les autres parties de l'ouvrage.

L'ensemble du volume, très solidement charpenté, longuement mûri, présente donc au lecteur l'état actuel des questions sur une période particulièrement confuse de l'histoire européenne. Peu importe, dans ces conditions, que la révision dernière ait été un peu hâtive et que, sur des minuties de détail, on puisse relever des erreurs de dates, des interprétations contestables de textes, des lacunes de documentation¹.

1. Voici, à titre d'exemple, les erreurs de faits ou inexactitudes que nous avons relevées dans le chapitre relatif au règne de Richard II d'Angleterre (p. 99-170) : P. 100, n. 1. Richard était né le 6 janvier 1368 (et non 1367), ce qui lui faisait bien neuf ans et demi lors de son avènement. — P. 108. Au lieu de « une coutume de 50 s. 6 d. sur chaque livre de marchandise », lire : 5 s. 6 d. sur chaque *hundredweight* ou quintal de marchandise. — P. 109, n. 27. Contre sens sur le mot « merveilleuse », qui n'implique aucun optimisme. — P. 111. Au lieu de « quinze comtés... du Sud-Ouest », lire : Sud-Est. — P. 124. La ville de Norwich est transformée abusivement en comté et placée dans les Midlands. Ce doit être un lapsus pour : Northants. — P. 126. Au lieu de « à Norfolk », lire : en Norfolk. — P. 128, n. 58. Au lieu de « Urbain VI », lire : Grégoire XI. Encore n'est-il pas certain que le futur évêque de Norwich ait combattu pour ce pape ; c'est son cousin, Édouard Despenser, qui prit part à la lutte contre les Visconti, et il est probable qu'Henri l'accompagna. — P. 132, n. 69. L'arrivée de la reine Anne en Angleterre eut lieu le 18 décembre 1381 (et non le 18 septembre 1382) et son mariage le 19 janvier (et non le 14 janvier) suivant. En reculant tout d'un an, on n'a pu faire état, p. 130, de l'influence de la reine sur la concession de l'amnistie aux paysans rebelles. — P. 132. On met en valeur le rôle des jeunes « favoris » de Richard, mais on passe sous silence celui des anciens serviteurs du Prince Noir, pourtant mis en lumière par Tout. Leur disgrâce en 1388, l'exécution de Simon Burley par les Appelants sont d'ailleurs reléguées en note plus loin, p. 139. — P. 133. Thomas de Woodstock ne fut fait duc de Gloucester qu'en décembre

Les faiblesses de l'ouvrage ne viennent pas de ces menues brouilles, mais de ses lacunes, aussi graves que volontaires. Tout ce qui concerne l'histoire religieuse, celle des idées, des lettres, des arts, l'histoire économique et sociale, semble rigoureusement exclu de l'ouvrage. Le plan même de l'*Histoire générale* incitait les auteurs à certaines de ces coupes sombres. L'histoire de la Papauté devant être réservée à un autre tome de la collection, les rapports de l'Europe occidentale et du Saint-Siège ont disparu de celui-ci ; quelques allusions, çà et là, permettent au lecteur de se douter vaguement que le Grand Schisme et la crise conciliaire ont alors bouleversé la chrétienté, occupé considérablement les Universités, le clergé, les gouvernements occidentaux. On nous laisse tout ignorer de l'œuvre d'un Wy-

1385 ; au moment du récit où l'on se trouve, il était encore comte de Buckingham. — P. 135. Il fallait dire que l'expression « Wonderful Parliament », désignant l'assemblée de 1386, est une erreur des historiens modernes, qui l'ont puisée dans le pamphlétaire Favent, où elle désigne clairement le parlement de 1388, appelé aussi « Merciless Parliament ». — P. 135-136. La fuite de Richard loin de Londres en 1387 est à peine soulignée, parce qu'on néglige la délimitation géographique des partis. Le Sud-Est, les Home Counties, les dix-sept comtés lourdement condamnés dix ans plus tard (cf. p. 158, n. 133) tiennent pour les barons. L'Ouest et le Centre sont favorables au roi : de là le séjour à Nottingham. — P. 138, n. 81. Michel de la Pole ne reçut jamais le duché de Suffolk, mais le titre de comte de Suffolk. — P. 138, n. 82. Au lieu de « Farcent », lire : Favent. — P. 143, n. 90. Les dates de mort de Michel de la Pole et de Robert de Vere sont fâcheusement inversées. Vere mourut à Louvain en 1389, La Pole à Paris en 1392. — P. 155, n. 121. Urbain VI était mort depuis huit ans en 1397. Il faut lire : Boniface IX. — P. 155, n. 125. Le signet royal ne fut pas supprimé en 1386. Ce que l'on condamna alors, c'est l'envoi d'ordres royaux sous le signet aux grands services de l'État et aux officiers locaux, sans passer par l'intermédiaire du sceau privé. Mais le signet fut si bien conservé que c'est précisément sous Richard II que son gardien prend de l'importance, sous le nom de secrétaire du roi : c'est l'ancêtre des secrétaires d'État et, par conséquent, du Cabinet actuel. — P. 156. Le parlement de Shrewsbury n'est pas le second parlement du régime autocratique. C'est la continuation du parlement d'octobre 1397, qui fut simplement prorogé. Il n'y eut donc pas de nouvelles élections, comme le laisse croire la note 127. — P. 156. Les démarches faites par Richard II pour la canonisation d'Édouard II sont bien antérieures au parlement de Shrewsbury : on les suit à partir de 1385 (cf. *Diplomatic Correspondence of Richard II*, n° 95). — P. 157. « Henri [de Lancastre] avait été seul épargné, parmi les cinq de 1387, avec Nottingham. Quant à Norfolk, c'était un des récompensés de 1397. » On oublie de dire que Norfolk et Nottingham sont un seul personnage. Les deux ennemis ont été tous deux épargnés et tous deux récompensés. — P. 158, n. 133. La regretée Miss Maud V. Clarke change abusivement de sexe. — P. 159. Conclusion exagérée tirée de formules banales dans la correspondance de Richard. Taxera-t-on George VI d'un « naïf optimisme » parce que tous les discours du trône contiennent la phrase rituelle : « Mes relations avec les puissances étrangères sont amicales » ? — P. 165. Au lieu de « en Chester », lire : en Cheshire. — P. 166. « Henri sera « steward », c'est-à-dire gardien du royaume. » L'un n'implique pas l'autre. Mais il faut remarquer que, s'appuyant sur les vieilles prétentions des comtes de Leicester (Simon de Montfort, Thomas de Lancastre, Jean de Gand) auxquels il a succédé dans la charge héréditaire de sénéchal d'Angleterre, Henri veut en faire le pivot du nouveau gouvernement et y joindre la réalité du pouvoir. Curieuse survivance des prétentions toutes féodales des grands officiers du royaume. C'est la dernière fois que le sénéchal cherchera à gouverner l'hôtel du roi et, par extension, le royaume. — Enfin, l'emploi constant de mots anglais, là où l'équivalent français (le seul, d'ailleurs, en usage dans les documents) eût été très clair, ne laisse pas d'irriter. Pourquoi British Empire, Commons, Household, steward, constable, là où Empire britannique, Communes, Hôtel, sénéchal, constable sont parfaitement intelligibles ?

dit; on ne parle que pour en constater les répercussions politiques de la répression du lollardisme. Sur les vicissitudes de la politique antipapale en Angleterre, il y a une note de deux lignes, signalant sans commentaire le vote du statut de 1390. Quant à l'Église de France, elle reste absente du livre : les progrès du gallicanisme, la Pragmatique Sanction de Bourges, la décadence des Universités, épuisées par les luttes conciliaires, sont trop en dehors de l'histoire politique pour mériter une mention.

Nous espérons, après l'introduction où était vigoureusement décrite la crise économique dont la France et l'Angleterre étaient également victimes depuis 1350, que, dans le cours du récit une large place serait donnée aux problèmes économiques et sociaux. Mais, sauf pour la révolte de la paysannerie anglaise de 1381, sur laquelle il y a de bonnes pages¹, la crise agraire n'est pas suivie. Pas la moindre remarque sur le monde bourgeois, les commerçants et les financiers. Le choix de certaines notes laisserait croire que les banquiers italiens jouent toujours un rôle éminent dans les finances publiques du dernier Plantagenet. C'est tout le contraire qui est vrai : la fin du xiv^e siècle voit, outre-Manche, les capitalistes anglais supplanter la banque italienne. La fortune d'un La Pole, le premier fils de marchand à se glisser dans les rangs de la haute aristocratie, le rôle capital des marchands londoniens sous la minorité de Richard II, tous faits que rapportent les auteurs sans en souligner l'importance, s'ajoutent aux preuves données par des érudits dont ils n'utilisent pas les travaux². Il y a là contraste saisissant avec le continent, où les Lucquois règnent en maîtres et où la fortune de la banque indigène ne commencera que sous Charles VII, avec Jacques Cœur et ses émules.

Admettons que ces exclusions soient le fait d'un parti pris. Traitant de *La France et l'Angleterre en conflit*, les auteurs ont subordonné à ce conflit le choix des choses à dire; l'histoire intérieure des pays n'a d'autre intérêt que de jauger le volume des forces en présence. Ce qui est plus étonnant, c'est l'ostracisme où l'on tient l'histoire des institutions, dont les progrès furent si grands depuis trente ans. En fait de « mise au point », il y a là recul, qui nous ramène à une conception étroite de l'histoire à laquelle nous croyions avoir définitivement échappé. Si, pour l'Angleterre, il n'y a guère à ajouter à ce que disent MM. Calmette et Déprez du règne de Richard II — les conceptions gouvernementales sont alors trop liées aux luttes politiques pour qu'on les passe sous silence — par contre, le problème constitutionnel de la période lancastrienne est proprement esquivé. Tout le monde, depuis Stubbs, parle de « l'expérience lancastrienne ». Mais en quoi consiste-t-elle? Y a-t-il établissement de rapports nouveaux entre la monarchie et le parlement? La procédure parlementaire, l'influence des assemblées sur le gouvernement ont-elles été modifiées? La machine administrative évolue-t-elle vers des formes nouvelles? Autant de questions imparfaitement résolues, il faut l'avouer, par les érudits anglais, mais dont on ne soupçonne pas l'existence en lisant nos auteurs. Si nous passons à la France, les omissions sont encore plus surprenantes. Nous eus-

1. Tous les auteurs français, depuis Réville, parlent du « soulèvement des travailleurs », description assez inexacte du mouvement. MM. Calmette et Déprez l'appellent *soulèvement travailleur*, ce qui est pis. Nous ignorons que la législation sur les salaires, au lendemain de la peste, avait établi le *contrat collectif*. Cet emploi des derniers « perfectionnements » du jargon politique est fâcheux.

2. Alice Bearwood, *Alien merchants in England, 1350-1377. Their legal and economic position*. Cambridge (Mass.), 1931.

sions aimé qu'on rognât un peu sur les sept pages consacrées à la folie de Charles VI, à ses symptômes et sa thérapeutique, pour consacrer l'espace ainsi gagné à l'œuvre administrative des Marmousets, sur quoi quelques lignes ne font que répéter des affirmations contestables. On découvre l'anarchie dans le gouvernement à la veille du mouvement cabochien, dont les phases sont bien décrites, mais qui reste en l'air, puisqu'on n'en voit ni les tenants ni les aboutissants. La persistance des institutions et le loyalisme des officiers, dont on ne parle pas, auraient permis d'expliquer où le roi de Bourges put trouver des appuis dans les provinces fidèles. Les quelques pages consacrées au rétablissement de l'ordre après la guerre anglaise (p. 457-465) s'occupent uniquement des rapports entre Charles VII et les Grands. Sur les réformes de structure, dont le moindre manuel secondaire se garderait de ne pas parler, on ne voit rigoureusement rien. Une allusion est faite, en passant, aux ordonnances militaires, à propos de la rupture des trêves en 1449. Rien sur le problème de la fusion des deux personnels gouvernementaux, après la prise de Paris. Rien sur celui des finances. Qui se douterait qu'entre 1380 et 1461 toute une machine fiscale nouvelle a vu le jour et que le régime des États, après de brillants progrès, est entré en décadence?

Qu'on ne dise pas que ces questions sont sans rapport avec l'histoire politique et pourront trouver place, en appendice, dans le second volume. L'absence de toute étude institutionnelle permet à MM. Calmette et Déprez (p. 457-565) de parler de la lutte de Charles VII avec les *féodaux*, expression qui a pour soi l'autorité d'une longue tradition, mais qui est proprement un non-sens. Ces *Grands*, princes apagnés ou dynastes locaux, n'ont plus aucun rapport avec la féodalité des siècles précédents. Ils ont depuis un siècle modelé leur administration sur celle de la monarchie; ils ont comme elle un trésor, des Chambres des comptes, ils réunissent des États, lèvent des impôts et des aides; leurs officiers ont brimé et asservi leur vassalité. La lutte, sous Charles VII et Louis XI, n'est plus entre la monarchie centralisée et la féodalité particulariste, comme en 1315, mais entre deux conceptions politiques du pouvoir: monarchie ou polyarchie de quelques grands seigneurs. Les institutions monarchiques ne sont nullement en question, comme l'ont bien montré les troubles du début du siècle, comme le montrera encore mieux la ligue du Bien public.

MM. Calmette et Déprez nous ont donné un chapitre toujours excellent et parfois admirable de l'histoire politique, diplomatique et militaire de la France et de l'Angleterre entre 1380 et 1460. Peut-on dire qu'ils ont écrit une page d'histoire générale? Une partie trop importante de la vie des deux pays est restée volontairement ignorée d'eux. Et, quand on voit le talent qu'ils ont dépensé à nous brosser ce tableau politique, on se prend à regretter qu'ils n'aient pas conçu une fresque aux horizons plus larges.

Édouard PERROY.

G. A. Hayes MACCOY. *Scots mercenary forces in Ireland*, Dublin et Londres, Burns et Oates, 1937. 391 pages.

Le livre de M. Hayes MacCoy présente un intérêt soutenu, mais inégal — entendez plus grand encore en l'une de ses parties. Certes, le récit des résistances dernières des princes irlandais, surtout O'Neill, à la lente marée de la conquête

anglaise, jusqu'à la prise de Kinsale et à la « fuite des comtes », est instructif à lire après tant d'autres, parce qu'il tâche bien plus à expliquer qu'à peindre. Mais de beaucoup la section la plus originale du livre est le début, où, pénétrant une *terra incognita*, ou peu s'en faut, l'auteur étudie les curieuses institutions militaires par où l'Irlande gaélique a pu si longtemps faire front.

Dans un mot liminaire, le professeur Eoin McNeill rappelle qu'au rebours d'une certaine tradition qui nous montre dans les Irlandais une race guerrière, la guerre proprement dite, les armées, en Irlande, sont pratiquement inconnues avant l'invasion normande au ^{xii}e siècle. Reste bien le souvenir légendaire des Fianna, hommes du héros Fionn MacCumhall, troupes permanentes en qui McNeill incline à subodorer l'influence des légions romaines qui aux temps antiques occupaient l'île voisine. Mais de forces organisées, point. En cas de danger, le service militaire est simplement dû, *ex tempore*, par les « hommes libres » (= hommes qui possèdent la terre qu'ils exploitent) au chef de tribu, ou *tuath*. Mais dès le ^{xiii}e siècle apparaît de ce côté-là un nouveau combattant, le Gallóglagh, *anglice* *gallowglass*.

C'est une infanterie lourde, qu'on nous représente comme de haute stature, vêtue de mailles, armée de la grande hache de guerre. L'infanterie légère (*kerns*) ou la cavalerie n'apparaissent auprès d'elle qu'à titre auxiliaire. *Gall* signifie « étranger ». *Óglagh* signifie *juvenis*, homme en état de porter les armes. Or, les Gaëls d'Irlande n'appellent jamais « étrangers » leurs frères les Gaëls d'Écosse. Mais au cours des siècles, de par la colonisation scandinave, s'est constituée dans les îles Hébrides, dans les Hautes-Terres de l'Ouest, une race largement métissée de sang norvégien : c'est cette race-là, fidèle à la hache des anciens Vikings, que l'Irlande appelle *Gall*, « étrangère ». Toutes les commotions qui secouent les îles, bataille de Largs, où le roi Haakon perd définitivement l'espoir de sauver la domination norvégienne (1263), débarquement de Robert Bruce en Irlande (1314), ruine progressive de la Seigneurie indépendante des îles aux ^{xiv}e et ^{xv}e siècles, accélèrent les départs d'aventuriers, McSweeneyes, McDonalds, McSheehys, qui descendent dans la grande île y gagner leur vie en se louant comme soldats. Somme toute, Hébrides et Hautes-Terres sont pour l'Irlande une espèce de Suisse où elle achète ses mercenaires ; plus les choses vont mal là-haut, plus la marchandise abonde.

L'auteur a cherché à serrer d'aussi près que possible, et jusqu'aux lentes variations que, l'on s'en doute, quatre cents ans de durée y apportent, la condition de ces *gallowglasses*. Ce sont exactement des professionnels, exerçant un métier, parfaitement étrangers à la cause qu'occasionnellement ils servent ; le rapprochement est tout naturel avec ces Varangues, eux aussi de sang scandinave, gardes du corps auprès des empereurs byzantins. Ils se rencontrent sans émoi, tout frères soient-ils, face à face sur les champs de bataille ; même, émus d'une jalousie de boutique, on les voit prolonger, sans paie, un engagement expiré, s'ils en espèrent la chance de rencontrer la hache à la main une bande qui leur fait concurrence. Métier héréditaire : « Si le père a été un *gallowglass*, le fils sera un *gallowglass* », dit Rich dans sa *New Description of Ireland*. Et, à travers les générations, de l'Ulster, proche des îles, où il s'est d'abord enraciné, on voit le *gallowglass* s'étendre, faire tache d'huile, dans l'Ouest et dans le Sud, en Connaught, en Munster...

Leur mode d'entretien dérive d'un usage immémorial dans l'ancienne Irlande, le droit, reconnu au chef dans sa tribu, de se faire défrayer de tout, lui et sa suite,

par tel de ses hommes chez qui il descend d'aventure. Cette coutume s'appelle *coinmed*, en anglais *coin*, souvent élargi en *coin et livery*. « Je ne sais, dit naïvement Spenser (1596), si ces mots sont anglais ou irlandais, quoique j'imagine qu'ils soient plutôt d'ancien anglais... Il est clair que par le mot *livery* on entend les vivres nécessaires aux chevaux, comme par le mot *coigny* (= *coin*) on entend les vivres nécessaires à l'homme. » Par une expansion toute proche du *coinmed* personnel, il arrive que le chef cantonne ses *gallowglasses* chez ses gens ; ou bien il leur taille dans le territoire de son peuple des terres dont ils vivront ; souvent, il leur assigne une paie (quatre à huit pence par jour sont des chiffres cités), acquittable en argent ou, à défaut, en nature : par exemple en têtes de bétail. Vers la fin, on voit des capitaines recevoir la solde de leur compagnie, et jusqu'au nombre des passe-volants permis (l'auteur dit : mortes-payes) être fixé au contrat : tel qui reçoit la paie de cent hommes n'en a réellement que quatre-vingt-sept sur ses rôles, étant autorisé à treize passe-volants.

L'institution modifie lentement, et en mal, la condition initiale du *tuath*, groupe originellement régi par une aristocratie de propriétaires, les « hommes libres », en accord avec le chef. L'entretien de mercenaires est lourd à ces communautés, de moyens réduits parce qu'elles sont essentiellement pastorales ; le droit de *coinmed*, limité au début, devient peu à peu arbitraire ; d'où tendance, pour le chef, à imposer à ses « hommes libres » une charge qui les épuise et, par là, les diminue en face de lui. De plus en plus, les mercenaires deviennent la garde du chef, non du groupe ; le chef désormais tout-puissant tourne à l'autocrate ; les rivalités, luttes, guerres sont celles, toutes personnelles, des chefs, non des clans. C'est l'état final où nous trouvons fréquemment les *tuatha*, « sous-royaumes » et « royaumes » irlandais au xvi^e siècle, juste avant leur disparition comme expression politique. Quant au gouvernement anglais, son attitude envers le système est bien intéressante. Le but est évidemment d'énervier la résistance dont l'épine dorsale est le soldat de métier. Aussi, de 1310 à 1541, une série d'Actes du Parlement s'efforce d'interdire, au moins d'étroitement borner, l'entretien de mercenaires par les princes irlandais ; puis, consciente de son impuissance à détruire une tradition séculaire, la couronne la reconnaît par une volte-face plus apparente que réelle et réclame à présent des princes l'engagement d'entretenir des mercenaires, mais qui seront à son service à elle...

Comme bien on pense, avec le temps, la géographie, les besoins, le système initial évolue, s'élargit. Dans le Sud, trop loin des Iles, l'élément hébridéen est plus rare ; à mesure que les effectifs croissent, il suffit de moins en moins ; et nécessairement il s'incorpore des recrues maintenant irlandaises, mais à qui il impose son dressage rigide et fournit des cadres. C'est pourquoi, au xvi^e siècle, dans les rôles de *gallowglasses* qui nous sont parvenus, on trouve cette distinction entre les hommes et les *gentlemen* : ceux-là sont les vrais et anciens *gallowglasses* héréditaires, qui prétendent peu ou prou remonter au vieux sang des Hébrides. Plus la guerre dure et s'amplifie, plus apparaît la nécessité d'opposer aux troupes réglées de la couronne des troupes également réglées, et non plus des levées tribales ; plus les princes enrôlent, entretiennent et entraînent des leurs à la mode *gallowglass*. Ces forces jouent maintenant sur les champs de bataille un tel rôle qu'elles reçoivent des Anglais un nom spécial : *bonaghts*. C'est le gaélique *buannachta*, synonyme du *coinmed*, expliqué plus haut : le nouveau type de mercenaire est payé

comme l'ancien, en argent ou en nature et, comme lui installé à titre de garnisier chez l'habitant. En 1601, Hugh O'Neill lance de Dungannon une proclamation indiquant dans le plus mince détail les conditions d'engagement pour ses *buannachta*. Comme le recrutement, maintenant puisé dans le peuple lui-même, est intarissable, ainsi se bâtit une machine de combat qui se compare aux meilleures troupes que puisse lui opposer la couronne. « Qu'ils se battent avec des pierres, des javelines et des haches, à leur mode ! », s'écriait sir John Dowdall en 1596. Hélas ! à son grand dégoût, ils recevaient aujourd'hui du matériel de guerre envoyé par les villes des Basses-Terres écossaises ou même, en contrebande, par les Anglo-Irlandais. Même, ils embauchaient comme instructeurs d'anciens officiers anglais ! « Ces cannibales, gémissait Sir John, ont dressé la plupart de leurs *herns* à être mousquetaires et leurs *galloglasses* piquiers, et il ne leur manque ni mousquets, ni couleuvrines, ni épées ou morions gravés, poudre ni balles. » Voilà qui explique la prolongation, à forces en apparence si peu égales, de la résistance à Elizabeth.

Voilà aussi qui jette un jour curieux et, à ma connaissance, neuf, sur le fonctionnement intime de certaines institutions gaéliques. Des monographies aussi précises sont une contribution réelle à la connaissance du passé : on ne saurait trop en remercier les consciencieux savants qui, comme M. Hayes-McCoy, prennent les longues peines nécessaires pour nous les donner.

Roger CHAUVIRÉ.

Gérard TONGAS. L'ambassadeur Louis Deshayes de Cormenin, 1600-1632.

Les relations de la France avec l'Empire ottoman, le Danemark, la Perse et la Russie. Paris, Maurice Lavergne, 1937. In-8°, 186 pages. Prix : 40 fr.

J'aurais dû réserver le livre de M. Tongas pour un prochain *Bulletin*. Mais il soulève quelques questions critiques qui méritent un examen plus détaillé.

Il faut d'abord féliciter l'auteur de son zèle. Il a été voir les archives des Affaires étrangères, et notamment, dans le fonds *Turquie*, certaines correspondances que nous étions probablement très peu à connaître. Il a, je crois, combattu avec succès (p. 26-27) la thèse que nous avions été sur le point d'admettre, à savoir que le père de Louis, Antoine Deshayes, aurait fait le voyage de Turquie de 1621. Il semble bien que Louis, lorsqu'il arrive en Orient en 1626, y vient pour la seconde fois. Mais il laisse entendre lui-même (p. 28) qu'Antoine y avait été une fois accompagné de son fils, ce qui explique l'animosité de Harlay de Césy contre « des Hayes père et fils ». Toujours est-il qu'en publiant quelques morceaux des lettres de Césy et de Louis Deshayes il apporte des éléments à l'étude de la politique commerciale de Richelieu.

De même, il paraît bien avoir reconstitué à peu près de toutes pièces l'histoire d'une mission de Louis Deshayes en Danemark et en Suède en 1624, passée d'ordinaire sous silence parce qu'on pense surtout à celle de 1629. Le document qu'il publie (instruction du 12 septembre 1624, p. 121-133) est de la plus haute importance. Il nous révèle un Richelieu, dès 1624, déjà décidé à la lutte contre l'Espagne et rêvant de constituer une coalition antihabsbourgeoise. Enfin, M. Tongas tire au clair l'affaire de complot et de trahison qui mena Cormenin sur l'échafaud de Béziers.

De tout cela, il faut féliciter l'auteur. Mais on doit regretter qu'il ne se soit pas mieux préparé à sa tâche. Sa bibliographie est indigente. Ayant à parler de Charnacé à propos du complot de 1632, comment a-t-il ignoré le *Charnacé* de M. Jean de Pange (1905), qui signale l'affaire (p. 7-8)? Et, quoiqu'il soit malséant de parler de soi, me permettra-t-il de lui dire que des articles de la *Revue des cours et conférences* de 1934-1935 (voy. 30 mars 1935, p. 713-817, et 30 avril, p. 127-133) faisaient connaître les lettres de la *Correspondance Turquie*, exposaient le conflit de Césy-Cormenin, donnaient peut-être sur le commerce du Levant et de la Perse des détails plus précis que ceux de M. Tongas, traitaient de la mission en Moscovie? A propos de cette dernière, notre auteur écrit qu'elle « venait de réussir, elle aussi ». Je crois qu'elle avait échoué sur le point essentiel : l'ouverture, souhaitée par Richelieu, de la route de la Perse par la terre russe.

M. Tongas semble lire les textes assez vite (il lit constamment *ainsi pour aïno*). Il a voulu voir (p. 23) dans « Nicy en Savoye » la ville de Nice, quand il s'agit évidemment d'Annecy. Il écrit, d'après Geffroy (p. 46), que la France avait eu peu de « relations diplomatiques directes » avec le Danemark ; or, il rappelle lui-même (p. 75) la remarquable activité de Danzay. Il ne sait pas reconnaître un Rantzau sous la graphie *Ransan*¹. Tout cela est un peu inquiétant et gâte le plaisir que nous aurions à mieux connaître un important collaborateur, devenu l'ennemi, de Richelieu.

Henri HAUSER.

Pierre JOBIT. *Les éducateurs de l'Espagne contemporaine. I : Les krausistes* (Bibl. de l'École des Hautes-Études hispaniques, fasc. XIX). Paris, de Boccard, 1936. In-8°, xxiii-299 pages. — II : *Lettres inédites de D. Julián Sanz del Río*, publiées par Manuel de la REVILLA. Traduction précédée d'une introduction historique et d'une biographie de Sanz del Río (Bibl. de l'École des Hautes-Études hispaniques, fasc. XX). Paris, de Boccard, 1936. In-8°, 173 pages.

Beaucoup d'historiens doivent ignorer, du moins je le pense, le nom même du *krausisme* et nombre de philosophes méconnaître la descendance spirituelle inattendue que le hasard a donnée, en Espagne, au plus effacé de ces bâtisseurs allemands de systèmes philosophiques du premier tiers du XIX^e siècle, Karl Christian Friedrich Krause. A côté de la triade Fichte, Hegel, Schelling, y a-t-il place pour cet obscur, ce modeste, fils d'un pasteur-professeur, professeur lui-même, théologien et philosophe, père d'une douzaine d'enfants et de quelques livres d'accès difficile, disparu prématurément, à cinquante et un ans, en 1832? M. l'abbé Jobit ne s'attarde d'ailleurs pas à ce responsable : il ne dit que l'essentiel à peine de sa vie et de son œuvre. Krause n'a vraiment guère de chance, alors que son nom, pour une fois, chez nous, est à l'honneur, de ne pas trouver place réellement dans un livre auquel il donne son titre.

1. P. 112, il ne s'agit pas d'*Instructions données par Louis XIII...*, mais d'un résumé dû à l'auteur des *Voyages*. — M. Tongas peint en beau (p. 30-31) la situation des ambassadeurs de Richelieu ; l'exemple de Césy prouve qu'elle n'était pas toujours enviable. Il ne dit pas que le nom de Cormenin revient sous la Restauration.

Peut-être est-il bien qu'il en soit ainsi. La jeune et inquiète génération espagnole des années quarante, que d'autres générations inquiètes et avides de savoir relaieront, avait besoin d'un message. Elle a pris celui de Krause comme elle en eût pris un autre. Il a donné son nom au mouvement, l'Espagne lui a donné son contenu, sa richesse, sa vie et Krause, en définitive, n'est là que pour copie conforme. Le message n'arrive à la Péninsule qu'en 1844, quand Julian Sanz del Río revient de son voyage d'études en Allemagne. Message assez simple : il faut chercher en soi, aux lumières de la vérité intérieure, la vérité de Dieu, franchir le passage décisif qui mène, miraculeusement, du Moi à l'Être. Oui, sans doute, Julián Sanz del Río, professeur, sans l'être exactement, rapporte-t-il dans ses bagages une philosophie plus confuse et plus riche que ce schéma, compliquée, comme à plaisir, par le style du maître, tout hérissé de barricades. Mais que l'on ne s'y trompe pas, c'est une règle de vie, une religion qu'a adoptée ce pèlerin passionné, avide de croire et de se dévouer. Remarquons que le maître était mort depuis onze ans déjà et que « D. Julián » n'a rencontré que ses disciples, ses rares disciples, Ahrens à Bruxelles, Leonhardi et Røder à Heidelberg, qui lui ont révélé une philosophie krausienne revue et corrigée, peut-on dire, pédagogiquement plus assimilable que dans son édition originelle. Mais ce n'est pas la question. Cette plante bizarre rapportée du Nord a pris racine et prospéré dans l'Espagne d'avant-hier, d'hier et même d'aujourd'hui¹. Pour quelles raisons, dans quelles conditions, à la faveur de quelles circonstances? C'est l'intéressant pour un historien. Ce réactif du « krausisme » ne permettrait-il pas de suivre les courants de la pensée espagnole en ces époques proches de nous et qui, pour nous, restent encore bien obscures?

Un grand sujet donc. Je crois même que M. l'abbé Jobit aurait mieux élucidé ces divers problèmes s'il avait eu, plus encore que ne le marque sa préface, la conviction qu'il s'agissait d'un grand et très beau sujet, s'il avait étoffé davantage ses explications, élargi son enquête bibliographique, étudié de plus près cette histoire récente de la Péninsule² pour y faire revivre ce monde étonnant, émouvant et révélateur des krausistes. J'aurais aimé m'arrêter plus longtemps, au fil de la lecture, auprès de Don Julián, auprès de Francisco Giner, dont j'ai entendu parler en Espagne avec ferveur, auprès de tous ces personnages qui, dans ce livre un peu pressé, restent de simples noms, auprès de ce P. Miguel Sánchez aussi que tous attaquent, ses supérieurs, les krausistes, les adversaires de ces derniers, les néo-catholiques, et qui se défend contre tous sans faiblesse. J'aurais voulu une enquête historique plus large, plus minutieuse et aussi plus de vie, plus d'ironie vis-à-vis des choses et des êtres.

Surtout, faut-il le dire, ce n'est guère l'analyse philosophique du krausisme — ou mieux des krausismes — qui me semble attachante. Elle était, bien entendu, nécessaire, et celle de M. Jobit, prudente, sympathique, juste, mérite des éloges. C'est même en ce domaine que l'auteur a peut-être dépensé ses qualités les plus sûres, apporté les documents les plus utiles à cette cartographie intellectuelle de l'Europe du XIX^e siècle que l'on entreprendra peut-être, un jour, de nous donner. Mais ces mouvements, il importait de les replacer dans le cadre de l'histoire de la

1. Cf. Marcel Bataillon, *Érasme et l'Espagne*, p. 848. — M. Jobit, qui arrête son étude aux environs des années 1875-1876, aurait peut-être dû la pousser au delà de ces dates.

2. C'est à ce point de vue que la bibliographie est un peu courte.

Péninsule, d'en bien marquer la ligne et le caractère. M. Jobit sera-t-il de mon avis, il me semble que de bout en bout le rôle des groupes, du coude à coude, a été décisif? C'est l'union des enthousiasmes, des espoirs, des volontés, le désir partagé par tous de bâtir un monde meilleur qui a entretenu ou ranimé la flamme. Voici, au début, avant 1843, le petit groupe « amical » de Sanz del Río et de ses disciples qui s'initient à la philosophie allemande. Une ruche déjà prête au travail. Après 1845, la ruche est le « second Ateneo », plein de querelles bourdonnantes. Au delà de 1854, les cours de Sanz del Río à l'Université Centrale. Vers 1860, la Petite Chapelle, assiégée par l'ennemi et qui porte le nom de « Circulo Filosófico ». Arrivent les attaques des néo-catholiques, plus politiciens et hommes du siècle que gens d'Eglise, contre ce libre mouvement réformateur, puis les destitutions de 1867, qui atteignent Sanz del Río, peu avant sa mort, et, parmi ses collègues de l'Université Centrale, Fernando de Castro, Salmerón. Le krausisme se réfugie alors dans le groupe sévillan logé à l'Université de la grande ville et sous la protection du doyen « harmoniste », Federico de Castro. Au lendemain des décrets Orovio de 1875, qui épurent les Universités espagnoles, les krausistes fondent l'*Institución libre de Enseñanza*, sur le modèle de l'Université libre de Bruxelles, et, sous la direction rayonnante de Francisco Giner, la tâche est reprise. Il a fallu du courage, on le voit, à ces « éducateurs de l'Espagne » pour bâtir les temps nouveaux.

Notez que le krausisme rayonne au delà de ces cellules vivantes, qui le créent, l'empêchent de s'éteindre, l'obligent à vivre. Si j'insiste sur ces groupements de combat, c'est qu'ils nous révèlent dans quelle atmosphère l'expérience s'est déroulée. M. Marcel Bataillon, à la fin de son travail sur Érasme et l'Espagne, compare, pour en marquer la parenté fragile, le mouvement krausiste au mouvement érasmien, que trois siècles et tant d'autres différences séparent. Personnellement, c'est à une autre comparaison que je penserais volontiers, au Brésil du XIX^e siècle et du temps présent, qui a fait l'accueil que l'on sait au positivisme. L'Espagne du XVI^e siècle est, en gros, à la hauteur du monde européen qui la touche et qu'elle domine. Au XIX^e siècle un décalage énorme existe. Les influences étrangères s'exercent avec la force de courants indispensables. De Mazade, que cite M. Jobit, l'a dit avec justesse de l'influence française, elle est pour la Péninsule « une initiation à la civilisation générale qui enrichit le monde ». L'Espagne doit apprendre cette civilisation, en rejoindre les dernières étapes, en assimiler les résultats. Chez elle, l'ancien régime se dissout mal, car la vie moderne tarde à bousculer le passé. Rien n'est organisé, d'un point de vue moderne, dans ce royaume chaotique. Pas d'enseignement secondaire, au vrai, et même presque pas d'enseignement. Des classes dirigeantes hostiles que ne touchent guère les lumières. Une situation plus grave que celle du Brésil, qui a l'excuse et l'avantage d'être un pays neuf. Mais, ici et là, parmi les jeunes qui ne veulent pas désespérer de leur pays ni d'eux-mêmes, une tendance à s'accrocher à des systèmes qui apportent en un instant, semble-t-il, l'ordre que l'on cherchait dans la nuit, quitte ensuite à donner au système plus de souplesse. On agrippe une planche de salut, puis on essaie d'en faire un navire.

Ce que l'Espagne a fait du krausisme, la manière dont elle l'a déformé, adapté à ses besoins, à ses désirs obscurs, n'est-ce pas l'essentiel du débat? M. l'abbé Jobit a, je crois, trop immobilisé le mouvement krausiste pour l'examiner en philosophe et en moraliste et, du coup, le mouvement se comprend mal. Car, plus que les idées elles-mêmes, c'est l'Espagne du XIX^e siècle, diverse, mouvante, difficile à

saisir, qui est le personnage essentiel de ces luttes, de ces bondissements, chocs et retentissements intellectuels.

Je ne prétends pas compléter, ni même avoir résumé, comme il convenait ce travail intéressant. J'ai dit, ou voulu dire, tout le plaisir que m'a procuré sa lecture. Les historiens qui pensent que l'histoire de la Péninsule au XIX^e siècle reste à écrire et qui ne veulent pas se contenter, sous ce nom, d'un récit de l'affaire des mariages espagnols ou de la liste des ministères, voire des révolutions, se reporteront volontiers à cet ouvrage probe et riche, ainsi qu'aux documents de la « petite thèse » qui le complètent. On ne reprochera à l'auteur, en dernière analyse, que d'avoir été trop bref ou peut-être trop modeste.

F. BRAUDEL.

V. A. MAKLAKOV. **Le pouvoir et la société sur le déclin de l'ancienne Russie** (souvenirs d'un contemporain). Paris, Édition de la revue *La Russie illustrée*, 1936. 610 pages en 3 volumes. (En russe.)

Les mémoires de M. V. Maklakov sont divisés en quatre périodes : les années de réaction du règne d'Alexandre III ; le réveil social suscité par la famine de 1891 ; « les concessions de l'autocratie », son agonie et sa capitulation en 1905 ; enfin, la « première révolution ». Chaque partie porte son caractère propre.

Dans la première, qui embrasse une trentaine d'années, l'auteur nous donne des souvenirs personnels très colorés et très suggestifs. C'est d'abord la vieille Russie officielle qui se survit malgré les réformes, symbolisée par la clinique ophtalmologique de Moscou, où V. Maklakov passa son enfance. Cet établissement, unique en Russie, a son conseil de direction, son président chargé de dignités, son médecin-chef allemand très compétent : tout ce monde est bonnasse et respecté pour son grand âge, mais inerte. La vie de l'hôpital est assurée par deux simples : l'économe et le portier. Ainsi, « dans l'ancien temps, le pays était administré effectivement par les petites gens, imperceptibles ». En face, quelle est alors, vers 1880-1890, l'attitude de la génération montante ? Un profond désenchantement pour le moment, et pour l'avenir le désir d'étendre dans un sens plus libéral et plus démocratique les réformes d'Alexandre II. Le jeune V. Maklakov est un étudiant très actif : mais l'agitation universitaire de ces années, si bruyante qu'elle soit, n'a aucun caractère politique.

A partir de la seconde partie, les *Souvenirs* se font plus circonstanciés et se gonflent de documents. M. Maklakov a adhéré au « mouvement de la Libération » ; plus tard, il devient un des dirigeants du parti *cadet* (c'est-à-dire constitutionnel-démocrate) ; de ces groupements, il nous rapporte la genèse, l'évolution, le programme, les démarches tactiques, en homme qui les a vécus ; mais, en même temps, instruit par l'âge et les événements ultérieurs, il soumet ce passé à une critique aussi intelligente et mesurée qu'indépendante et loyale. Cette attitude de sage lui a valu les reproches amers d'anciens compagnons qui sont restés des partisans ; elle a pour nous l'avantage d'éclairer l'histoire à la fois du dedans et du dehors.

En 1891, les forces sociales, en collaborant avec le gouvernement au soulagement des affamés, retrouvent une certaine confiance en soi. Leur seule ambition est encore de pouvoir « faire entendre leur avis... », pour que parvienne jusqu'au

trône l'expression des besoins et de la pensée non plus seulement de l'administration, mais aussi du peuple ». A l'autocratie, on demandait, en somme, de reprendre, après la « pause » peut-être nécessaire d'Alexandre III, « la voie héroïque des grandes réformes ». Alors la Russie aurait été acheminée sans heurts vers une monarchie constitutionnelle démocratique. Mais Nicolas II donna aussitôt l'impression qu'attendre une évolution de l'autocratie était une utopie. Alors la société libérale prit conscience de son opposition au pouvoir : tandis que les zemstvos, en dépit des obstacles, avaient surtout à cœur des tâches pratiques, il se forma en dehors d'eux un groupement d'intellectuels doctrinaires, politiciens, recherchant non pas le bien réel du pays, mais la chute du régime : c'est la ligue créée à l'étranger par P. Struve autour de la revue *La libération* (en juin 1902). Ce « mouvement libérateur » (les guillemets ironiques sont de M. Maklakov) mène contre l'autocratie par tous les moyens : assaut, blocus, démagogie, alliance plus ou moins franche avec les révolutionnaires, une véritable guerre, avec ses conséquences, ruineuses pour le pays. Très rapidement, il régent les associations d'intellectuels et conquiert la majorité dans les zemstvos. Tel est le schéma de M. Maklakov ; il l'illustre à la fois de textes tirés de *La libération* et de souvenirs personnels. Rien d'instructif comme l'histoire qu'il esquisse de sa propre corporation, celle des avocats.

Vers 1895, les jeunes avocats décident de faire de leur profession un service public : ils créent une consultation juridique auprès des justices de paix, et le conseil de l'ordre est obligé de la tolérer ; puis un « cercle » qui envoie des défenseurs compétents aux sessions criminelles tenues dans les chefs-lieux de districts, et cette initiative se fait apprécier même des magistrats ; puis un groupe spécialisé dans la défense des ouvriers et paysans poursuivis pour grèves ou troubles agraires, et des résultats brillants sont obtenus dans des causes quasi désespérées. Preuve que, même dans le cadre du régime et des usages existants, on peut procurer au pays des améliorations substantielles. Mais vers 1903, avec le « mouvement libérateur », tout change : il ne s'agit plus de sauver des hommes, mais de créer des conflits et d'exciter le mécontentement contre le régime. Au lieu de s'acquitter de son rôle, la défense, au premier prétexte, y renonce démonstrativement. Le conseil de l'ordre n'ose sévir, mais blâme. Le pouvoir menace et se borne à exiler quelques individus. Résultats : ceux-ci deviennent des héros ; le conseil de l'ordre, aux prochaines élections, voit sa majorité passer aux « politiques » ; le pouvoir est un peu plus discrédité. Et cela se répète dans les diverses corporations. Ainsi se préparent les événements de 1905.

Dans cette troisième partie, on remarquera, avec beaucoup de faits, une interprétation intéressante du personnage toujours énigmatique de Witte : ce représentant de la haute bureaucratie a dérouter parce qu'il ne se laisse classer ni parmi les conservateurs, ni parmi les libéraux ; c'est un réaliste, attaché même sentimentalement à l'état de choses existant. L'autocratie lui paraît préférable, il l'aime même, parce qu'elle se passe des discours et des palabres, dont il a horreur. Or, l'autocratie ne saurait sans se détruire partager son pouvoir ni avec les zemstvos, ni avec les intellectuels. Cela n'empêche, d'ailleurs, ni une sérieuse réforme agraire — dont Witte dresse le plan —, ni l'utilisation des intellectuels dans leur spécialité. Cependant, après le *manifeste* du 17 octobre, Witte accepte la situation nouvelle. Il demande la collaboration des leaders des zemstvos et des intellectuels. Ce sont eux qui refusent. M. Maklakov étudie de très près la formation et le rôle du parti

cadet. Pour lui, la « révolution » de 1905 n'en est pas une, puisque le pouvoir, en cédant, trop tard pour le bien de la Russie, mais encore à temps pour se maintenir, maîtrise dès qu'il le veut les éléments révolutionnaires. Au contraire, les « lois fondamentales » de 1906, n'en déplaie aux enragés de droite et de gauche, sont une véritable constitution, puisque l'autocratie s'est changée en monarchie, non pas, certes, parlementaire, mais limitée. Cette analyse sans préjugés de la constitution qui régit l'Empire jusqu'en 1917 est un des chapitres les plus nouveaux de la quatrième et dernière partie des mémoires.

Les origines de la révolution russe ne peuvent être parfaitement éclairées si l'on ne se transporte pas parmi ceux qui l'ont faite, soldats, marins, paysans, ouvriers, allogènes. Avec M. Maklakov, nous restons dans le cercle, bien limité, des intellectuels libéraux ou radicaux, pour qui la révolution, telle qu'elle éclata, fut une immense et douloureuse surprise. Mais il n'a pas prétendu écrire une histoire. Ses *Souvenirs* fourmillent de renseignements, de réflexions, de citations, dont tous ceux qui écrivent sur la Russie contemporaine auront à tirer le plus grand profit. Il est à souhaiter d'abord que l'auteur, dont le rôle politique n'a cessé de grandir après 1906, leur donne une suite, et ensuite qu'une bonne traduction les mette à la portée d'un plus large public.

P. PASCAL.

Joseph NOULENS. *Mon ambassade en Russie soviétique, 1917-1919*. Paris, Plon, 1933. 2 vol., 259 et 300 pages.

M. Noulens, dans la révolution russe, dans les deux années les plus essentielles de notre époque, ne voit, encore aujourd'hui, que chaos, folie, barbarie, « intrigues germaniques » et trahison. Ses souvenirs, pauvres de substance, mais abondants en réticences, rédigés dans le style pompeux le plus insupportable, n'ont qu'un mérite : c'est de laisser entrevoir — en attendant la publication des documents officiels — quel singulier ambassadeur la France a eu à Pétrograd — et à Vologda ! — en ces temps décisifs. M. Noulens, en effet, qui parfois altère ou dissimule la vérité (t. II, p. 110, affaire Savinkov ; p. 124, destructions d'ouvrages ; p. 142, relations avec les socialistes-révolutionnaires de droite et meurtre de Mirbach), proclame, au contraire, pour s'en faire gloire, la tendance générale de sa politique.

En 1917, la Russie tout entière, pour une multitude de raisons, ne veut plus et ne peut plus continuer la guerre : M. Noulens le reconnaît (I, p. 169). Au lieu de tenir pour acquis ce fait, regrettable peut-être, mais sans remède, M. Noulens décide : je l'obligerai, moi, à se battre. Je reconstituerais envers et contre tout le front oriental. Il commence par ignorer le soviét, vu son « caractère irrégulier » et « l'illégalité de son pouvoir ». Mais le gouvernement provisoire, sans base constitutionnelle, impuissant à maintenir « l'ordre et l'autorité », ne lui agréa pas davantage. Par ses interventions continuelles, ses exigences, ses protestations, il hâta sa chute. Son plan est formé : soustraire à la Russie révolutionnaire les populations baltes, polonaises, ukrainiennes ; séparer de l'armée russe (et même recruter parmi les prisonniers), des corps nationaux, serbes, tchèques, lettons, tatars, supposés capables de continuer la guerre ; amener les Japonais sur la Volga ; soutenir les armées contre-révolutionnaires ; enfin, susciter une intervention des forces alliées

contre Moscou. Bref, parce que la Russie a rompu le pacte de 1914, la mettre à feu et à sang. Programme qui a été exécuté. M. Noulens — et non les militaires — a été le fauteur de l'intervention : voilà la vérité à retenir.

P. PASCAL.

Carl Conrad ECKHARDT. *The Papacy and World-affairs, as reflected in the secularization of Politics*. Chicago, University Press, 1937. In-8°, xiv-310 pages. Prix : \$ 4.

Ce livre, qui suppose des recherches et résume des lectures très considérables, peut se diviser en trois parties. Deux chapitres, d'abord, sur *L'Église et la politique au Moyen Age* et *La décadence du pouvoir politique du pape*. Forcément très concis, ils nous paraissent simplifier trop les choses, opposer trop deux systèmes et deux époques et ne pas marquer suffisamment les nuances. En particulier, l'auteur sous-estime la résistance que la papauté a toujours trouvée à quelques-unes de ses thèses. La partie la plus importante et de beaucoup la plus longue de l'ouvrage retrace moins l'histoire de « la sécularisation de la politique » qu'elle ne la résume par l'étude de deux épisodes fondamentaux : la paix d'Augsbourg et surtout la paix de Westphalie. Ce qui a décidément exclu, en quelque sorte, la papauté de son rôle politique, c'est bien, en effet, le succès de la Réforme dans une grande partie de l'Europe et la nécessité de fait où se sont trouvés les États catholiques de conclure une paix matérielle, quitte à sacrifier bien des principes du droit politico-religieux du Moyen Age. M. Eckhardt insiste avec raison sur l'acte essentiel qui caractérise la situation nouvelle : l'insertion, dans le traité de Westphalie, d'une clause spéciale qui écartait d'avance comme irrecevable toute protestation du Saint-Siège. Il n'a pas raconté en détail les négociations ; mais, dans une série de chapitres, par un procédé un peu artificiel, mais clair, il a marqué la position des divers protagonistes, souverains ou hommes d'État : Ferdinand III, Richelieu, Mazarin, Maximilien de Bavière, et analysé les principaux ouvrages de polémique, classés en trois groupes : catholiques intransigeants, catholiques modérés, réformés. Encore que les analyses soient un peu sèches et brèves, elles donnent une idée des thèses opposées. — Les derniers chapitres rappellent brièvement les protestations diverses par lesquelles les papes, en diverses occasions, de la seconde moitié du XVII^e siècle au commencement du XX^e, ont cru devoir, au moins pour le principe, maintenir leur situation matérielle et morale. Les plus célèbres sont naturellement celles qui visent la destruction de l'État pontifical de 1860 à 1870. — Un grand mérite de M. Eckhardt est d'avoir traité son sujet avec une grande largeur d'esprit et un très réel désir de comprendre les diverses attitudes. Il se montre sympathique à la papauté moderne et déclare hautement qu'elle a beaucoup gagné à se défaire de traditions politiques périmées. Idée qui, assurément, renferme une très grande part de vérité. Mais nous nous demandons s'il s'est suffisamment rendu compte de l'extrême difficulté qu'il y a à distinguer nettement le spirituel du temporel. Assurément, quand la papauté, au XVII^e siècle encore, prétendait intervenir dans l'élection impériale, sous prétexte qu'elle avait jadis créé le corps électoral et lui avait concédé le droit d'élire, elle se mettait dans son tort en invoquant une légende médiévale que, dès lors, les progrès de la science historique ne permettaient

plus de soutenir. Et, au *xviii^e*, elle n'avait rien à gagner, à coup sûr, à s'entêter dans la revendication d'un droit de suzeraineté sur les duchés de Parme et de Plaisance. Tout cela était bien pure politique. Mais en était-il de même des sécularisations de principautés ecclésiastiques prononcées par les traités de Westphalie, et au profit de princes protestants, en un temps où la tolérance n'était réellement comprise et pratiquée d'aucun côté, et où c'était presque un principe que les sujets suivaient la religion de leur souverain? Les protestations du pape contre certains articles de la paix de Westphalie se comprennent. On aurait aimé, d'autre part, que M. Eckhardt insistât un peu sur cet autre point : les États qui insistaient le plus pour écarter le Saint-Siège de la politique ne se gênaient pas le moins du monde pour intervenir dans les problèmes purement spirituels et religieux : on le voit par nombre d'exemples à la fin du *xvii^e* siècle et durant le *xviii^e*. — Inversement, il est curieux de constater que Léon XIII, celui peut-être de tous les papes modernes pour lequel M. Eckhardt professe la plus grande admiration, à raison de sa politique sociale et novatrice, a été en même temps, de tous les pontifes qui se sont succédé depuis 1870, le plus obstiné sur la question du pouvoir temporel. Aujourd'hui, tout le monde incline à croire que la papauté a attaché trop d'importance à une souveraineté qu'elle exerçait médiocrement et par une tolérance de fait, incapable qu'elle était de la défendre elle-même par la force contre la force. Sa vraie garantie contre la violence réside dans l'opinion et dans l'intérêt qu'ont tous les pays à ce que cette grande force morale ne soit pas asservie par l'un d'entre eux. Elle en jouit, en somme, aujourd'hui comme autrefois. Mais l'avenir montrera si l'on avait tort de prétendre que la souveraineté sur un État neutre de fait, et d'importance suffisante pour qu'elle pût y recruter une bonne partie de ses agents, n'était pas pour elle une garantie d'indépendance et de neutralité, et si elle n'est pas exposée à céder, non à la force, mais à l'inclination naturelle qui risque de la porter vers le pays au sein duquel elle vit. Comment arriver à l'amiable à faire que le Saint-Siège ne s'italianise pas? Il est probable que ce problème va s'imposer à l'attention. — M. Eckhardt (p. 268) voit dans le traité de Latran « la fin de l'opposition de la papauté à la sécularisation de la politique » ; cela à cause de la phrase : le Saint-Siège « demeure étranger aux querelles temporelles entre nations et aux congrès internationaux convoqués pour les régler, à moins que les parties intéressées ne fassent, d'un commun accord, appel à sa mission pacificatrice ; néanmoins, il se réserve le droit d'exercer, dans chaque cas, son pouvoir moral et spirituel ». M. Eckhardt nous paraît sous-estimer l'importance du dernier membre de phrase. Tant qu'il arrivera, et très souvent, qu'un acte politique soulèvera en même temps des problèmes d'ordre religieux et moral, la papauté, de son point de vue, ne pourra se dispenser d'y intervenir par les moyens qu'elle se réserve. Il reste encore entre elle et les États un large terrain de luttes. D'ailleurs, M. Eckhardt le reconnaît lui-même, et, à notre avis, se contredit quelque peu, en constatant que la papauté ne peut accepter l'État totalitaire.

Une remarque de détail. On est un peu surpris de voir, p. 155, M. Eckhardt prendre au sérieux les assertions de Sully sur le « grand dessein » d'Henri IV.

E. JORDAN.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Histoire générale. — M. August LOEHR, dans *Frühe Formen von Wertpapieren (Zur Geschichte der Zahlungsmittel)* (extr. de la Numismatische Zeitschrift, Neue Folge, t. XXX, 1937, in-4°, 15 p. et 8 planches), passe rapidement en revue les pays où est apparue, à différentes époques et dans des conditions variées, et s'est développée la monnaie fiduciaire. Il fournit quelques indications de fait utiles, des renseignements bibliographiques importants (en particulier sur le *Münzkabinett* de Vienne) et des reproductions curieuses de certaines de ces monnaies pour Naples, Gênes, Venise, Rome, Turin, Milan, Florence, Anvers, Amsterdam, Londres, Nuremberg, Vienne, la France, l'Espagne. Georges BOURGIN.

— M. Émile LEROY, secrétaire-trésorier de la Bibliothèque nationale, a publié, préfacé par M. Julien Cain, administrateur général de cet établissement, un *Guide pratique des bibliothèques de Paris* (Paris, Édition des Bibliothèques nationales, 1937, in-18, 283 p.) qui est un petit modèle de précision et de commodité. De lacune, on n'en constate guère : pourquoi, cependant, n'avoir point cité la Bibliothèque des Archives nationales? Les services que rendra ce *Guide* aux débutants — et à ceux qui ne le sont plus ou croient ne l'être plus — seront à coup sûr nombreux, et il faut en être dès maintenant reconnaissant à M. É. Leroy. G. BN.

— Robert M. RAYNER. *A concise history of modern Europe, 1789-1914* (Londres, New-York et Toronto, Longmans, nouvelle édition, 1937, in-8°, 408 p.). — Manuel commode et précis, enrichi de cartes et de diagrammes, de notes-résumés en fin de chapitres, de questions à l'usage des professeurs et des élèves, de listes des principaux mots historiques correspondant à chaque période. Un épilogue expose sommairement les faits de 1914 à 1936 ; un index. Type d'ouvrage qui n'existe pas pour les lycées français. H. CALVET.

— Ernest BAKER. *The citizen's choice* (Cambridge, 1937, in-8°, ix-185 p.). — Série d'études-suggestives sur le conflit des idéologies en Europe, le recul et les perspectives de la démocratie, la réaction sociale qui a suivi certains des récents événements politiques, la conception corporative de l'État, les rapports entre la philosophie et la politique, l'éducation politique ou civique et, enfin, sur l'enseignement sociologique de Maitland. H. C.

— Georges BLONDEL. *Tempête sur l'Europe* (Paris, Plon, 1937, in-16, 110 p.). — Essai superficiel sur les problèmes européens actuels. L'auteur laisse percevoir une certaine indulgence pour l'Italie, quelque aigreur pour la Société des Nations et l'Angleterre et de la sympathie pour les revendications hongroises. Une simple allusion à la question d'Espagne. H. C.

— Sous le titre de *Précision, 1930-1937*, M. Julien BENDA a réuni un certain nombre des articles qu'il a publiés dans ces dernières années. Ces articles ont une véritable importance au regard de l'évolution de l'intellectualisme français. Parmi eux, il convient de signaler ici ceux qui sont consacrés à l'utilité de l'histoire pour les hommes chargés de gouverner (*Histoire et gouvernement*), à la critique sympathique du livre de M. Chr. Dawson, *The making of Europe* (*Souverainetés nationales*), à l'analyse des idées fondamentales du marxisme (*Du « matérialisme historique »*), à l'affaire Dreyfus (*Quarante ans après*), à la journée du 6 février (*Des conflits de la foule et de la troupe*). Il s'y révèle, sous la forme dépouillée si caractéristique de l'auteur, une remarquable connaissance des réalités historiques et un sens aigu des facteurs humains qui jouent, soit au cours des évolutions continues, soit lors des événements soudains qui brisent ou précipitent ces évolutions continues.

G. BN.

— Notons la publication, dans la collection communiste « Les éléments du communisme », de deux brochures sous la signature de V. I. LÉNINE. La première, sous le titre de *Karl Marx et sa doctrine* (Paris, Bureau d'éditions, 1937, in-8°, 63 p. ; prix : 2 fr. 50), reproduit une contribution de Lénine à l'Encyclopédie russe *Granat* sur la fondation du socialisme scientifique ; mais l'édition donne le texte du manuscrit original, et non celui de l'article, qui avait été censuré. A cette contribution ont été joints divers articles de Lénine sur les destinées de la doctrine marxiste et le « rôle du matérialisme militant ». L'autre brochure est intitulée *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* (Paris, Bureau d'éditions, 1937, in-8°, 136 p. ; prix : 5 fr.). Ce texte, écrit en riposte à la brochure célèbre de Kautsky sur la *Dictature du prolétariat*, parue en 1918, à Vienne, est d'un accent polémique extrêmement vif : pour Lénine, Kautsky s'est ravalé au rang de serviteur de la bourgeoisie. En annexe est publiée une critique, également très mordante, contre le livre de M. E. Vandervelde, *Le socialisme contre l'État*, qui parut également en 1918.

G. BN.

— Ce n'est pas une histoire détaillée et critique qu'a voulu consacrer M. Félix CHALLAYE à *La formation du socialisme. De Platon à Lénine* (Paris, Félix Alcan, 1937, in-8°, 192 p. ; prix : 15 fr.). L'auteur, en effet, a exclu de son plan les faits d'ordre économique, scientifique et politique du moment qui expliquent les diverses doctrines socialistes, les efforts accomplis par certains auteurs de ces doctrines pour arriver à les appliquer, certains pays extra-européens — comme le Pérou des Incas et la Chine — où se sont affirmées des doctrines ou réalisés des programmes socialistes. Il a voulu montrer, en quelques chapitres sans pédantisme, la filiation des théories dont le caractère connu, d'après M. Challaye, est d'affirmer que le régime établi de propriété et de travail est injuste et qu'il doit être entièrement transformé par l'intervention de la collectivité organisant sur des bases nouvelles la vie économique. Ainsi sont abordées les théories idéalistes ou utopiques (Platon, Thomas More, Campanella, Saint-Simon, Fourier), scientifiques (le marxisme de Marx à Lénine), synthétiques (Jaurès, de Man), ainsi que les théories intermédiaires ou complémentaires, comme celles des prophètes d'Israël et des premiers chrétiens, de Babeuf, de Proudhon, de Lassalle et des Fabiens, de Staline et de Trotsky. Ce livre est clair et plein de bonne foi : à ce double titre, il rendra des services aux personnes désireuses de s'initier rapidement aux problèmes fondamentaux posés

par le socialisme ; combien en aurait-il rendu davantage si M. Challaye eût pu le compléter par une courte, mais substantielle bibliographie d'orientation !

G. Bx.

Antiquité. — *Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Inscriptions de Délos. Dédicaces postérieures à 166 av. J.-C.* Publiées par Pierre ROUSSEL et Marcel LAUNEY. — Table des matières. Décrets postérieurs à 166 avant J.-C. Dédicaces postérieures à 166. Elles contiennent des dédicaces concernant les monarques, leurs familles et leurs dignitaires ; émanant des cités, de la population de Délos et des négociants ; d'associations religieuses, émanant des magistrats et des prêtres ou les concernant. Inscriptions agonistiques. Consécration aux divinités égyptiennes et orientales ; dédicaces présumées juives. Autels, statues, signatures d'artistes, dates. Textes divers. Textes et catalogues postérieurs à l'an 166 avant J.-C. — Les inscriptions de Délos ne remplissent pas moins de 450 pages.

— *Forma orbis romani. Carte archéologique de la Gaule romaine*, dressée sous la direction de M. Adrien BLANCHET, membre de l'Institut. — Le fascicule 6 de cet admirable ouvrage comprend la carte et le texte complet du département des Basses-Alpes, préparés par le comte Henry DE GÉRIN-RICARD, terminés par le directeur. Le fascicule 6 fournit, en outre, une liste d'ouvrages et de mémoires consultés pour le texte de la 6^e carte et le répertoire des monuments et découvertes en ce qui concerne les arrondissements de Digne (cantons de Digne, de Riez, de Castellani, de Moustier), de Forcalquier (cantons de Manosque, de Forcalquier, de Sisteron), de Barcelonnette (cantons de Saint-Paul, de Barcelonnette, de Saint-Vincent-du-Lauzet), etc. Une note sur les voies antiques et une autre sur les noms de lieux : ceux de Castellard ou Châtelard, qui sont peut-être préromains ; ceux de Tabourne et de Tavernoulas, qui se rattachent au latin *taberna* et dont la création est normale sur une route. Deux planches hors texte reproduisent un groupe de colonnes à Riez, une inscription de *Theopolis* à Chardavon-Saint-Geniez, cinq pièces du Musée lapidaire de Riez, dont quatre inscriptions.

Ch. B.

Belgique. — M. D. BROUWERS, archiviste général du royaume de Belgique, reprenant la tradition de son prédécesseur, M. Cuvelier, publie les *Travaux du Cours pratique d'archivéconomie donnés pendant l'année 1936* (Tongres, imprimerie G. Michiels-Broeders, 1937, in-8°, 213 p.) : ce sont les inventaires établis par trois archivistes stagiaires, MM. G. BRISSELS, *Inventaire des archives du Conseil de l'épizootie pour le Brabant et le Luxembourg, 1776-1781* ; A. BOUSSE, *Inventaire des archives de la Jointe des administrations et des affaires de subsides, 1764-1794* ; le même, *Inventaire des archives pour le dénombrement du Luxembourg, 1752-1767* ; L. GÉNICOT, *Inventaire des archives de la Juridiction des domaines, droit d'entrée et de sortie et du soixantième au comté de Namur, 1671-1794*. Ces inventaires, précédés de substantielles introductions et suivis de bonnes tables, constituent des guides très sûrs pour l'utilisation de fonds qui paraissent avoir un très grand intérêt pour l'histoire administrative et économique des Pays-Bas autrichiens, et, dès lors, pour celle des procédés gouvernementaux du despotisme éclairé dans cette partie de l'Europe au XVIII^e siècle. Ils font honneur aux Archives générales du royaume, que dirige avec tant de compétence et de bonne grâce M. D. Brouwers.

G. Bn.

— M. J. YESNAUX, conservateur adjoint aux Archives de l'État, à Liège, en

établissant un *Inventaire sommaire des archives des greffes scabinaux, communautés, seigneuries et paroisses* de son dépôt (Tongres, imprimerie G. Michiel-Broeders, 1937, in-8°, 108 p.), fournit un important instrument de travail aux historiens désireux d'étudier localement, et surtout sur le plan judiciaire et religieux, l'histoire liégeoise. Les « articles » sont simplement indiqués, dans cet inventaire, par leur nature générale et leur nombre sous le nom de chaque commis, les communes étant classées dans l'ordre alphabétique. Liège même y figure aux pages 59-65. Un certain nombre de termes caractéristiques ont été définis par M. Yernaux dans son introduction.

G. BN.

— L'*Inventaire des archives de la Chambre des comptes* de Liège a été établi par M. Émile FAIRON, conservateur des archives de l'État de cette ville (Tongres, imprimerie G. Michiels-Broeders, 1937, in-8°, 87 p.), avec le soin qui caractérise les travaux du distingué érudit. L'introduction qui précède l'inventaire nous renseigne sur les origines lointaines d'une institution qui procède de la *curia* différenciée. Mais les archives mêmes de l'institution ont été notablement morcelées ; c'est à partir du XVI^e siècle, c'est-à-dire du moment où Érarde de la Marck, le véritable organisateur de l'État liégeois moderne, commença de s'occuper de mettre de l'ordre dans l'administration des domaines épiscopaux, qu'on possède des pièces utiles. Tout ce qui se réfère aux siècles antérieurs a disparu. Mais M. Fairon suggère astucieusement que « certains vides pourraient être comblés par le retour de divers registres peut-être encore conservés par des héritiers d'anciens amodiateurs de la mense épiscopale ». Ainsi se trouve posé le délicat problème de la restitution, souhaitable, mais difficile, des documents d'État détenus par des particuliers.

G. BN.

— Le même, M. Émile FAIRON, a retrouvé aux archives départementales de Lille le texte des chartes confisquées aux bonnes villes du pays de Liège et du comté de Looz après la bataille d'Othée (1408) (Bruxelles, Commission royale d'histoire, 1937, in-8°, LIV-504 p.) et qui n'avaient pu être restituées à ces cités. Ces textes, qui leur avaient été enlevés afin de supprimer jusqu'au souvenir de leurs libertés démocratiques et économiques, même sous la forme d'analyses qu'ils sont ici présentés, forment un recueil du plus vif intérêt pour l'histoire des institutions municipales et pour celle des corporations de métier.

G. BN.

— L'*Inventaire des archives du Comuté de séquestre pour la gestion des biens du clergé français supprimés, situés aux Pays-Bas* établi par M. P.-F. LEFÈVRE (Archives générales du royaume. Tongres, imprimerie Michiels-Broeders, 1937, in-8°, 45 p.) nous renseigne sur les attributions et le fonctionnement d'un organisme créé par l'empereur Léopold II dès le 14 septembre 1791 et qui fonctionna jusqu'en 1794, pour gérer les *res nullius* qu'étaient devenus les biens du clergé français situés aux Pays-Bas à la suite des lois de la Constituante supprimant les corporations religieuses. Les pièces inventoriées ont un grand intérêt pour l'histoire du clergé français, de la propriété ecclésiastique et de l'invasion des armées françaises en Flandre et en Hainaut en 1792 et 1793.

G. BN.

— Le distingué archiviste belge M. Ét. SABBE, poursuivant sa campagne en faveur des archives privées en général, belges en particulier, a publié une intéressante note sur *Les archives des mines de Vedrin et de Marche-les-Dames* (extrait du

t. XLII des *Annales de la Société archéologique de Namur*. Namur, J. Godenne, 1937, in-8°, 26 p.). Il s'agit de mines de plomb, découvertes en 1612, où la famille d'Arenberg avait des intérêts, et qui furent exploitées par une société fondée en 1633 et reconstituée en 1834. M. Sabbe, utilisant divers dossiers épars dans les fonds des archives belges, a pu suivre l'histoire juridique et technique de cette exploitation ; et certains documents repérés par M. Sabbe ont de l'intérêt même au point de vue de l'histoire politique.

G. BN.

— J. DENUCE. *Inventaire des Affaitadi, banquiers italiens à Anvers, de l'année 1568* (t. I de la *Collection de documents pour l'histoire du commerce*. Anvers, de « Sikel », et Paris, Ernest Leroux, 1934, in-8°, 261 p., 7 pl.). — Le savant archiviste de la ville d'Anvers a trouvé dans le fonds dont il a la garde les papiers d'une de ces grandes familles de banquiers italiens qui jouèrent un rôle capital dans l'histoire de la métropole brabançonne et de l'empire lusitanien. Ceux-ci, les Affaitadi, étaient de Crémone, où ils conservaient, d'ailleurs, un établissement, et en relations avec les foires de Lyon et de Medina. C'est tout un tableau de la vie commerciale au milieu du XVI^e siècle que l'on trouve dans la riche introduction (plus de quatre-vingts pages) mise par l'éditeur en tête de l'*Inventaire*, dressé en 1568, des biens et actes de Jean-Charles, à une date où Anvers est encore dans toute sa splendeur.

Il n'existe peut-être pas de document de ce genre plus important, en dehors de ceux qui ont été publiés sur les Fugger. Toutes les places d'Europe, pour ainsi dire, figurent parmi les correspondants des Affaitadi¹, et tous les genres de trafic sont là représentés, notamment les épices et, la plus précieuse de toutes, le sucre, dont les Affaitadi possédaient à Anvers une raffinerie. Le mécanisme du monopole portugais est démonté sous nos yeux, et nous voyons qu'il profitait surtout aux banquiers de S. M. Très Fidèle. — Des documents annexes, des tables, un index donnent à cette publication toute sa valeur.

Henri HAUSER.

Brésil. — Robert RICARD. *Les Jésuites au Brésil pendant la seconde moitié du XVI^e siècle, 1549-1597. Méthodes missionnaires et conditions d'apostolat* (extr. de la *Revue d'histoire des missions*, septembre 1937, p. 321-366 et 435-470). — En attendant que le P. Serafim Leite nous donne son histoire de la Compagnie au Brésil, M. R. Ricard a retracé l'œuvre d'évangélisation poursuivie par les Jésuites aux temps héroïques de Nobrega et d'Anchieta. Il est superflu de dire qu'il s'est préparé à ce travail par une lecture patiente des sources et que la plupart de ses affirmations sont le résultat d'une critique prudente et judicieuse. On aura seulement l'inquiétude de le voir parfois admettre un peu vite les chiffres, à tendance apologétique, fournis par les convertisseurs. Lorsque lui-même (p. 337) trouve « énorme » le chiffre de 5,000 baptêmes, soit une moyenne de 200 par an, dans un village qui comptait 2,000 habitants, est-ce une manière de bannir nos doutes que d'écrire de ce chiffre : « Mais il rend assez vraisemblable l'appréciation d'après

1. C'est la France qui a le moins de mentions. Cependant, il faut reconnaître un Français de Bretagne dans François Ponyant de Saint-Pol-de-Léon (p. 31). Par contre, il ne faut pas, à cette date, mettre Besançon en France (p. 43). D'ailleurs, la p. 45 reconnaît qu'il s'agit de foires impériales, rivales de Lyon. — P. 62, je crois qu'il faut traduire *panni* par draps (différents de *drappi*).

laquelle les Jésuites, de 1549 à 1583 ou 1584, auraient fait au Brésil 100.000 chrétiens ? N'est-ce pas appeler une conjecture au secours d'une autre, toutes deux également fragiles ? Hérodote procédait de la sorte, étayant les « preuves » sur d'autres « preuves ».

Au reste, M. Ricard est le premier à nous faire entendre que beaucoup de ces conversions étaient factices et temporaires. L'œuvre n'en reste pas moins considérable et, dans l'ensemble, bienfaisante, puisqu'elle constituait pour les Indiens, avec un progrès de moralité, une garantie contre l'exploitation des maîtres européens et contre les razzias des chasseurs d'esclaves. S'ils n'ont pu résoudre l'épineuse question des métis, s'ils n'ont pas réussi, par exemple, à créer un sacerdoce métis (ni, à plus forte raison, un sacerdoce tupi), les Pères ont amélioré la situation des sangs-mêlés, comme ils défendront plus tard celle des noirs.

Nous ne leur reprocherons pas d'avoir, là comme en Inde, fait quelques concessions au paganisme, d'avoir accepté, comme traduction du nom de Dieu, un vocable naturiste désignant le tonnerre. Assurément, il faut se garder des tentatives apologétiques. Bien des auteurs brésiliens sont moins indulgents que M. Ricard (p. 440) pour cette phrase d'Anchieta : « Pour des gens de cette espèce, il n'y a pas de meilleure prédication que celle de l'épée et de la lance. » L'étude du contexte ne réussit pas à faire disparaître l'idée inquiétante que l'apôtre des Indiens « estimait nécessaire de convertir les Indiens par la force ». Nécessaire ? peut-être pas ; légitime, probablement. Sur le même Anchieta, il ne me paraît pas suffisant de glisser dans une note (p. 448, n. 5) que le P. Leite conteste sérieusement à cet illustre personnage la paternité du vocabulaire tupi et tend à l'attribuer au P. Leonardo da Vale (de même, p. 467, n. 1, il attribue au P. Cristovão de Gouveia un texte accordé généralement à Anchieta). Disons, d'ailleurs, les éminents services que les Jésuites ont rendus (comme le huguenot français Léry) à la philologie sud-américaine.

M. Ricard a rappelé les luttes des Jésuites non seulement contre le fétichisme indigène, mais contre un clergé séculier qui paraît avoir été, sauf exceptions, d'un niveau très bas. Il a passé plus vite (cela n'entrait pas dans son plan et ne joue pas encore un rôle décisif avant 1597) sur les exploits des chasseurs d'esclaves, des *bandeirantes*, qui vinrent si malencontreusement troubler et souvent détruire l'œuvre humanitaire aussi bien que religieuse des missionnaires, cependant encouragée et protégée par l'État, portugais ou espagnol. Il n'a pas touché (sauf une ligne, p. 442) à d'autres luttes menées par les Jésuites contre d'autres ennemis, des chrétiens d'une autre nation et d'une autre confession (voy. *Bulletin du protestantisme français*, avril-juin 1937, p. 93-115).

H. HA.

Espagne. — A. FARINELLI. *Guillaume de Humboldt et l'Espagne. Goethe et l'Espagne*. Nouvelle impression, avec une nouvelle préface (Paris, Félix Alcan, s. d., in-12, x-366 p. ; prix : 30 fr.). — Cette réimpression du travail de jeunesse de M. Farinelli sera la bienvenue, bien qu'elle ne nous apporte pas de faits nouveaux. Ce livre nous est offert, en effet, « dans sa fraîcheur naturelle », originelle. Mais on le lira ou le relira avec plaisir. Il parle, en effet, avec finesse et intelligence de Guillaume de Humboldt, injustement, peut-être, moins célèbre, parmi nous, que son frère Alexandre et aussi, et beaucoup, de l'Espagne. Une érudition vigilante

dans les notes, au bas des pages. Illustres ou modestes, bavards ou muets¹, les voyageurs d'Espagne, on le sait, relèvent du contrôle rigoureux de l'auteur. Ce qui frappe, dans les témoignages « humboldtiens », sur la Péninsule, en dehors de ses notes poétiques sur le Montserrat ou de son travail sur le pays basque, c'est son impression d'ensemble au sujet des Espagnes de 1799-1800. Elles lui ont semblé en être encore au XVI^e siècle. Formule frappante et à retenir qui dit bien le retard énorme du monde ibérique d'alors sur le reste de l'Europe. Entre les fragments qui justement constituent cette Europe, des différences se marquent à chaque instant, de maturité, de niveau de vie, de civilisation, et les historiens, à notre avis, n'y sont peut-être pas assez attentifs dans leurs explications d'ensemble.

F. B.

France. — *Rapport au ministre des Affaires étrangères sur les travaux de la Commission des archives diplomatiques pendant les années 1921 à 1936* (Paris, imprimerie des Journaux officiels). — Plaquette de treize pages contenant d'utiles indications sur les mesures de conservation matérielle des pièces d'archives, et notamment la reliure, les inventaires, les communications au public et les publications documentaires. Les historiens y trouveront des indications très sommaires sur le *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France à l'étranger*, depuis 1648 jusqu'à la Révolution. Il comprend actuellement vingt-sept volumes ; six autres seulement ont ensuite pu être publiés et mis dans le commerce ; ils concernent la Hollande (trois volumes), l'Angleterre (deux volumes, préparés par Jusserand) et Rome (t. IV). Il reste encore à publier dans cette collection deux volumes sur la Turquie, un sur les États rhénans et la Basse-Saxe. La Commission s'est, en outre, préoccupée de faire établir par des juriconsultes de premier rang les droits de l'État sur les originaux et les minutes de pièces officielles, afin de lui permettre de recouvrer ces documents et de s'opposer à leur publication.

— Les *bleus*, c'est-à-dire les publications officielles du ministère des Finances (quand aurons-nous une bibliographie complète et critique des publications administratives, et particulièrement du ministère des Finances?), offrent un intérêt considérable pour les administrateurs ; mais les historiens y trouvent des éléments fort utiles. Ainsi, au t. I du *Compte général de l'administration des finances rendu pour l'année 1934*, portant sur les *Comptes généraux et comptes de divers services publics* (1935), on lit, sous le titre général : « Développement sur les découverts et avances du Trésor et sur les ressources réalisées en atténuation de ces découverts » (p. 166 et suiv.), des mentions et des chiffres très curieux sur les finances de l'État de 1814 au moins à 1926, et, en particulier, sur les découverts des budgets nationaux. Le plus élevé de ces découverts paraît avoir été — non comptés les budgets de la guerre mondiale — celui de 1854 : il montait à 186,033,322 fr. 74.

G. BN.

— La série L (période révolutionnaire) des archives de la Somme a été complètement bouleversée en 1918, lors de l'évacuation du dépôt. D'autre part, elle avait

1. Goethe, à qui est consacrée la fin de ce livre, appartient encore à une autre catégorie, celle des voyageurs en imagination ou par procuration.

été fortement accrue en 1908 et en 1924, en partie du fait de l'intégration des fonds des tribunaux. Aussi sera-t-on reconnaissant à M. J. ESTIENNE, archiviste départemental, d'avoir dressé de cette série un *Répertoire numérique* (s. l. d'éd., 1937, in-4°, 350 col.). Ce répertoire est normalement divisé en cinq parties : fonds départemental — étant entendu qu'un grand nombre de dossiers visant des faits révolutionnaires n'ont été clos que par l'administration préfectorale et qu'en des cas semblables, le cadre chronologique de la série a été élargi — fonds des cinq districts, y compris la partie domaniale ; fonds des municipalités de canton, avec les papiers domaniaux ; fonds divers (comités de surveillance, sociétés populaires, tribunaux, fonds communaux).

G. BN.

— Les problèmes d'état civil, les questions juridiques, religieuses et administratives qui s'y rattachent, les investigations d'ordre démographique qui peuvent être entreprises à leur sujet sont particulièrement intéressantes dans certaines régions frontalières. Aussi sera-t-on particulièrement reconnaissant à M. Émile HERZOG, archiviste départemental, d'avoir dressé le *Répertoire méthodique de la série V. E. État civil du Haut-Rhin* (Colmar, impr. et éd. des « Dernières nouvelles de Colmar », 1937, in-4°, XI-459 p.). Cette série est l'une des plus volumineuses du dépôt géré par M. Herzog, puisqu'elle comprend 42.379 cahiers et registres. Ces articles sont constitués par les doubles des registres paroissiaux exigés des curés et des pasteurs par les autorités civiles et ecclésiastiques vers la fin du XVIII^e siècle, les doubles des registres de l'état civil institués par la législation révolutionnaire, quelques registres d'état civil des Israélites tenus en vertu des lettres patentes de 1784, les registres de déclaration des noms adoptés par les Israélites en vertu du décret du 20 juillet 1808. On voit par cette énumération l'intérêt de l'inventaire et du fonds que cet inventaire décrit. Le plus ancien registre catholique est de 1540, mais c'est à partir du concile de Trente et des prescriptions qu'il élabora en cette matière (1563) que ces registres se multiplient, spécialement en vertu des décisions de l'évêque J. C. Blarer de Wartensee à la suite du synode de Delémont (1581). La guerre de Trente ans et les désordres de toute espèce qui s'ensuivirent furent, d'ailleurs, désastreux pour l'exécution de ces prescriptions. C'est l'autorité royale française qui, après 1648, se préoccupa tout particulièrement de la bonne tenue des registres, surtout en vertu de la déclaration royale du 21 octobre 1787, si proche, au surplus, de la législation révolutionnaire en matière d'état civil (loi du 20 septembre 1792). Les registres protestants, tenus avec soin, remontent plus haut que les catholiques ; les registres israélites, au contraire, sont consécutifs aux lettres patentes du 10 juillet 1784 relatives aux Juifs d'Alsace. Il va de soi que les registres sont classés dans l'ordre alphabétique des communes, et M. Herzog fournit toutes les spécifications et datations utiles pour leur emploi éventuel.

G. BN.

— Raoul GOUT. *Le Miroir des Dames chrétiennes* ; t. II : *Pages féminines de la Réforme française, XVI^e-XVIII^e siècles* (Paris, « Je sers », s. d. [1937], in-16, 302 p., 8 gravures). — C'est une anthologie où se rencontrent Marguerite d'Angoulême et sa fille, Renée de France, Anne et Catherine de Parthenay, Éléonore de Roye, Charlotte Arbaleste, Louise de Coligny et Catherine de Bourbon, Élisabeth de Nassau et une quarantaine d'autres, parmi lesquelles les victimes de la Révocation, les prisonnières, celles qui connurent les tristesses de l'exil comme Judith Renaudin, illustrée par son parent Pierre Loti, celles qui furent au Désert, comme « Mar-

tine veuve de Roussel », femme du boulanger d'Uzès, dont le fils fut supplicié en 1728 à Montpellier, ou cette Isabeau Corteis qui, réfugiée à Genève, pouvait écrire : « J'ai été en prison deux fois pour ne pas obéir à l'Eglise romaine et, la dernière, j'ai été condamnée à mort. » Grandes dames, humbles bourgeoises, citadines et semi-paysannes. Ces pages ardentes et sincères, d'un français savoureux et dru, sont encadrées par M. Gout (qui a encore entendu en son enfance les vieilles chansons languedociennes du grand départ) dans un récit ému et émouvant, encore qu'on y sente parfois un peu trop le parfum de Chanaan. H. Ha.

— DUC DE LA FORCE. *Histoire et portraits* (Paris, Émile-Paul, s. d., in-16, 235 p., 16 ill. dans le texte). — Simple recueil d'articles, à propos de livres récents, et qui n'apporte rien de nouveau, sauf quand le noble académicien (p. 22), tout en louant M. Hanotaux, croit de son devoir de dire son fait à « l'école sans Dieu ». Cela retarde, et semble dater d'avant guerre. Dans ce volume, par ailleurs aimable et orné de fort intéressants portraits, je ne vois à signaler que les chapitres sur les La Force et le chapitre XIII, *Metternich intime* : on le voit hôte maussade du peu séduisant *Hôtel du Prince de Galles* (aujourd'hui place Beauvau) et amoureux platonique de la toute belle Constance de Lamoignon, comtesse de Caumont la Force, amour qui dura autant que la vie de la comtesse. Cela n'empêcha pas le diplomate d'avoir successivement trois femmes, plus sa liaison très positive (mais Constance était morte depuis très longtemps) avec la princesse de Lieven. La tendresse, et même celle qu'il eut pour ses filles, toutes deux enlevées douloureusement à son cœur de père, se joignait à son inconcevable fatuité. Citons aussi des pages assez piquantes sur Chateaubriand à Rome et sur les *Mémoires d'outre-tombe*. Notons, pour rendre à ce seigneur tout honneur, que Chateaubriand, avant Rostand, a cru que le Bergerac de Cyrano était en Périgord ! H. Ha.

— M. Maurice DE DAINVILLE, archiviste de l'Hérault, a professé à la Faculté des lettres de Montpellier un cours libre sur l'architecture romane de son département, dont la substance a passé dans une remarquable étude récente (*Les églises romanes du diocèse de Montpellier*, extr. de *Monspeliensia*, II, 2. Montpellier, Impr. de la Charité, 1937, in-8°, 116 p.). Ce premier fascicule d'un travail qui en comportera plusieurs est consacré aux conditions générales du développement de l'art roman dans la région considérée et à l'influence de l'Italie sur cet art. M. de Dainville suit avec une admirable précision — que concrétisent les dessins nombreux dont il illustre ses démonstrations — l'évolution de cet art, dont il détermine les phases avec intelligence et un rare bonheur d'expression. G. Bn.

— Fernand BOUSSAULT. *L'assistance aux enfants abandonnés à Paris du XVI^e au XVIII^e siècle* (Paris, Rodstein, 1937, in-8°, 192 p.). — Ce travail d'un débutant repose sur une documentation sérieuse. Après avoir analysé le droit d'abandon et les pratiques générales de l'abandon en France du XVI^e au XVIII^e siècle, M. Bous-sault étudie de quelle façon l'assistance aux enfants abandonnés a été organisée dans l'ancienne France et examine, en particulier, le fonctionnement de l'Hôpital des Enfants-Trouvés et de l'Hospice de Vaugirard ; il est regrettable que les archives des départements où se trouvaient principalement placés les enfants trouvés ne lui aient rien fourni. M. Bous-sault, qui a indiqué en quelques traits précis l'effet des principes de saint Vincent de Paul en matière d'assistance aux enfants trouvés, indique, dans sa quatrième partie, de quelle façon la Révolution française

s'est posé et a résolu le même problème, et, après avoir jeté quelques coups de sonde dans les difficiles questions de l'origine et de la mortalité des enfants abandonnés, il groupe, dans sa cinquième partie, des données démographiques et des considérations sociales touchant les abandons d'enfants aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles. Quelques textes reproduits en appendice, un graphique et la bibliographie terminent un travail, qui a valu à son auteur le diplôme de l'École des Hautes-Études : en fait, ce travail, s'il révèle quelque inexpérience, utilise des documents nombreux et originaux ; il éclaire certains aspects intéressants de la vie sociale et de la démographie parisiennes.

G. BN.

— Jeanne PETIT. *L'assemblée des notables de 1626-1627* (Paris, Margraff, [1937], in-8°, 316 p.). — Lorsqu'il était chargé de cours à l'École des Hautes-Études, M. Louis André avait confié à certains de ses auditeurs et auditrices de multiples sujets à traiter. C'est ainsi que M^{lle} Jeanne Petit, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, avait été invitée à s'occuper de la question qui fait l'objet du présent ouvrage — lequel lui a valu, très justement, le diplôme des Hautes-Études. De fait, l'ouvrage qu'elle y a consacré repose sur une documentation étendue et précise, dont elle a su tirer tout ce qu'elle contenait d'intéressant. D'intéressant, d'abord, sur le fonctionnement même de l'institution des notables, qui sera employée jusqu'à l'extrême fin de l'ancien régime, ensuite sur les travaux propres de l'assemblée de 1626-1627. Celle-ci, en effet, réunie par Richelieu à un instant où il apparaissait nécessaire au ministre de bander, en quelque sorte, toutes les forces du pays en vue de dompter les difficultés intérieures et extérieures dont il prévoyait la reprise, a eu à examiner diverses questions fondamentales pour la politique même du grand ministre : finances, armée, marine, commerce, sans compter les problèmes secondaires où devaient se vérifier les vanités et les égoïsmes des privilégiés. Il semble bien que Richelieu a su utiliser à son profit l'Assemblée des notables de 1626-1627, tout en laissant à celle-ci l'impression qu'elle était indépendante, et c'est ce sentiment même qui permit aux notables d'exposer avec assez d'objectivité les maux variés dont souffrait le pays et les remèdes que ces maux impliquaient : de fait, une grande partie des vœux des notables devaient inspirer certaines des réformes administratives, économiques et politiques de Richelieu. Dociles, certes, les notables de 1626-1627 ont su, dans l'ensemble, comprendre la situation de la France d'alors et le programme du grand ministre de Louis XIII. L'exposé de M^{lle} Jeanne Petit est sobre ; ses références sont abondantes et précises, sa bibliographie soignée, et elle a publié en appendice des textes intelligemment choisis. En somme, c'est un travail qui fait honneur à elle et à son maître.

G. BN.

— La « Bibliothèque d'histoire économique », dirigée par M. Roger Picard, s'est enrichie d'une nouvelle contribution, celle de M. Paul BAUD, qui a été, un trop court instant, chargé de cours à l'École des Hautes-Études, sur *Une industrie d'État sous l'ancien régime, l'exploitation des salines de Tarentaise* (Paris, M. Rivière et C^{ie}, 1937, in-8°, p. 150-281 et 1 p. d'errata, ill.). Après avoir indiqué ce qui subsiste des salines de Moûtiers — quelques ruines disséminées — dans la vallée du Doron de Bozel, et expliqué les premières formes d'exploitation de l'industrie salicole en Tarentaise — en particulier l'exploitation du banc de gypse et du sel du roc d'Arbonne, — M. Baud rappelle comment la maison de Savoie s'est inté-

ressée aux richesses du sous-sol savoisien à partir du traité de Cateau-Cambrésis. Il importait au chimiste qu'est M. Baud d'analyser et de faire comprendre aux non-initiés la technique propre de l'industrie du sel telle qu'elle fut pratiquée. Mais l'auteur étend son enquête aux conditions économiques de l'exploitation et, déterminant, autant que faire se peut, le volume de la production, le coût de revient et les conditions du commerce du sel, il expose clairement quelle était la situation des salines au moment de l'occupation de la Savoie par la France. Mais cette époque ne marque pas la disparition des salines : ultérieurement fut inventé un curieux « cristalliseur » à cordes, et M. Baud raconte rapidement les vicissitudes de l'établissement de Moutiers jusqu'à l'année 1866, date de sa disparition par l'effet de la concurrence des sels méditerranéens. Le travail de M. Baud, qui n'est peut-être pas ordonné avec toute la clarté désirable, repose sur une documentation étendue : l'auteur, en effet, a utilisé les archives de l'Académie de la Val-d'Isère, du département de la Savoie, celles de Turin et les Archives nationales.

G. Bn.

— DU CHAMBON (Pierre). *La formation du département de la Charente* (Ruffec, Dubois, 1934, in-8°, 374 p., 16 pl. hors texte ; prix : 40 fr.). — Cet ouvrage solide et bien documenté est écrit dans un esprit hostile à la Révolution. M. du Chambon ne veut y voir qu'une entreprise de démolition et de destruction. Il reconnaît volontiers que la Constituante, en formant le département de la Charente, a rendu à l'ancienne province de l'Angoumois son unité perdue. Mais, à l'en croire, ce fut à son corps défendant. Dans le découpage de la France réalisé en 1790, la géométrie aurait joué un plus grand rôle que l'histoire et que la géographie. « Jamais innovation politique n'a été plus arbitraire », écrit-il, « n'a autant méconnu les besoins d'un pays, ses divisions naturelles, ses coutumes séculaires, ses droits historiques, comme ses légitimes aspirations. » Il est regrettable que l'auteur n'ait pas regardé davantage autour de lui et hors de son département ; il aurait fait des observations qui lui auraient permis de redresser son jugement. Car la Constituante, dans certains cas, a fidèlement, trop fidèlement même, respecté le tracé des divisions anciennes. La physionomie de certaines circonscriptions se justifie par les survivances historiques. Sans doute, il y eut compétition entre les villes pour devenir des chefs-lieux. Mais ce qui l'a emporté généralement dans le choix, c'est le caractère central de l'agglomération et la facilité des communications. N'oublions pas, enfin, que c'étaient les députés eux-mêmes qui étaient chargés de déterminer les limites des nouvelles circonscriptions administratives.

L'auteur ne s'est pas borné à étudier la formation immédiate du département de la Charente. Il a fait précéder son étude d'un chapitre — un peu long à notre gré — sur les transformations administratives et territoriales de l'Angoumois depuis l'époque romaine. Il l'a poursuivie jusqu'aux réformes du régime consulaire.

L'ouvrage vaut aussi par les pièces qui figurent en plein texte, tel le procès-verbal de formation, qui est à proprement parler l'acte de naissance du département, ou en appendice, comme les Juridictions d'Angoumois à la fin de l'ancien régime ou le Mémoire sur la division du département d'Angoulême en districts.

Félix PONTEIL.

— M. Jean BRUHAT, qui est un agrégé d'histoire, a écrit pour la collection communiste « Épisodes et vies révolutionnaires » une brochure sur *Le châtimement des*

espions et des traîtres sous la Révolution française (Paris, Bureau d'éditions, 1937, in-18, 64 p.; prix : 1 fr. 50), dont le contenu historique est parfaitement sérieux, dont l'application aux événements russes est peut-être contestable. Non pas que la situation actuelle de la Russie ne soit pas difficile, avec l'encerclement des pays anticommunistes, mais il me semble que nous n'avons pas à notre disposition l'ensemble des documents qui nous permettraient d'avoir sur les poursuites intentées aux « trotskistes » des vues précises et certaines. C'est, au contraire, à des sources contrôlées que les historiens de la Révolution française, Albert Mathiez en tête, ont pu avoir recours pour étudier les effets de la corruption et de la trahison en 1792 et 1793. Quoi qu'il en soit, sur la « conspiration de l'étranger », sur la trahison de Dumouriez, complice de Danton, sur l'attitude de la Convention à l'égard des généraux factieux et contre-révolutionnaires, M. Jean Bruhat rappelle des faits bien connus, mais intelligemment groupés, et qui encadrent avec habileté des textes caractéristiques. Ceci dit, il peut apparaître qu'entre les poursuites contre les traîtres français de 1792-1793 et les procès contre les agents et généraux « trotskistes », il y ait des similitudes, mais M. Bruhat lui-même indique fort justement qu'« il ne faut point pousser la comparaison jusqu'à l'absurde ». G. BN.

— M. A. DAUPHIN-MEUNIER, dans son petit livre sur *La Banque de France* (Paris, Gallimard, 1937, in-18, 254 p.), a retracé l'histoire de la célèbre institution avec verve et avec science, une verve qui est parfois impertinente, une science qui sait recourir aux sources et établir des graphiques. Après avoir retracé les vicissitudes de la Banque de France sous le Consulat et l'Empire, l'auteur expose comment s'est établi son privilège et quel a été son rôle sous le Second Empire et pendant la Troisième République. A la Commune comme à la guerre mondiale sont consacrés des chapitres bien venus. La crise issue de la guerre a des effets graves sur la monnaie nationale et détermine les mesures qui vont se succéder depuis la première dévaluation, décidée par M. Poincaré, jusqu'à la réorganisation du statut de la Banque par le cabinet Blum et l'institution du fonds de régularisation des changes. La technicité de M. A. Dauphin-Meunier n'est jamais rebutante, et son livre constitue une initiation agréable à l'étude de questions qui ne laissent pas d'être ardues. G. BN.

— M. Guy de LA BATUT ne nous a guère fait attendre la suite et la fin de sa curieuse et intéressante étude sur *Les pavés de Paris. Guide illustré du Paris révolutionnaire* (Paris, Éditions sociales internationales, 1937, in-8°, 311 p., 3 cartes). Évidemment, l'auteur a dû, vraisemblablement, ramasser sa richesse d'information, puisque pour les arrondissements VI à XX il a suffi d'un volume, alors que le premier volume était consacré aux cinq premiers arrondissements. Mais la méthode est la même : pour chaque arrondissement, quelques articles consacrés à des monuments ou à des événements particulièrement importants, l'énumération des établissements religieux, des clubs révolutionnaires, de 1848 et de 1871, des incendies de la Commune, des « lieux historiques », enfin. Ajoutons que ce second volume, outre les trois cartes qu'il comporte (section de Paris, barricades de 1830, de 1848 et de 1871), se termine par un très commode index des noms cités. Ainsi M. de la Batut a-t-il fourni aux historiens et aux « enseignants » un instrument de travail extrêmement commode, en même temps qu'aux Parisiens ou aux simples visiteurs de Paris un moyen de mieux connaître le passé tragique de la capitale. Signalons,

au terme de cette notice, que l'auteur, bibliothécaire à la *Mazarine*, est mort des suites d'un accident survenu le 16 mars 1938. G. BN.

— Dans *New Sources for the study of french opinion during the Second empire* (extr. de *The Southwestern social Science Quarterly*, t. XVIII, n° 2, septembre 1937), M. Lynn M. CASE, de l'Université de Louisiane, après avoir souligné très justement qu'il n'est pas sûr que la presse, même libre, d'un pays reflète exactement l'opinion publique de ce pays, montre que, pendant le Second Empire, l'opinion française n'a même pas eu à sa disposition ce moyen d'expression. Dès lors, le gouvernement a dû se servir, pour se rendre compte de cette opinion, des rapports des procureurs généraux. M. Case explique les conditions générales dans lesquelles étaient rédigés ces rapports, la nature des renseignements qu'on y trouve, la méthode selon laquelle ils étaient employés, et il confirme l'avis de M. Seignobos, que cette espèce de documents est d'une valeur supérieure à celle des rapports préfectoraux eux-mêmes.

G. BN.

— Louise WEISS. *Souvenirs d'une enfance républicaine* (Paris, 1937, in-8°). — Ce livre donne quelques indications sur la bourgeoisie israélite républicaine d'avant-guerre et sur les conditions dans lesquelles une jeune fille de ce milieu pouvait poursuivre des études supérieures et se préparer à exercer une profession intellectuelle. Sa valeur historique est bien minime. J. MAURAIN.

— Armand CHARPENTIER. *Les côtés mystérieux de l'affaire Dreyfus* (Paris, 1937, in-12). — Ce qui reste mystérieux dans l'affaire, ce sont les mobiles qui ont poussé Henry à charger Dreyfus par tous les moyens.

D'après M. Charpentier, un dossier Z venu d'Alsace aurait induit Sandherr et Henry à croire Dreyfus coupable ; pour ne pas compromettre leur informateur en en faisant état, ils auraient fait écrire le bordereau par Esterhazy pour qu'il fût attribué à Dreyfus et permit de le condamner. Cette hypothèse me paraît non seulement à peu près gratuite, mais peu compatible avec l'ensemble des faits connus.

L'hypothèse la plus vraisemblable reste que Henry a voulu perdre Dreyfus pour couvrir Esterhazy, soit qu'il eût trahi de concert avec celui-ci, comme le supposait Reinach, soit plutôt qu'il l'eût employé pour faire passer à l'ambassade d'Allemagne de faux documents et que, s'étant aperçu de sa trahison, il eût voulu la cacher par crainte qu'elle ne le compromît. D'après M. Charpentier, telle était l'opinion d'Alfred Dreyfus à la fin de sa vie. J. M.

— On s'intéresse beaucoup aux États-Unis à l'histoire de l'affaire Dreyfus. Au moment même où le cinéma y popularisait, en la personne de l'acteur Paul Muni, Émile Zola, M. Donald MAC KAY, professeur au Département of history de l'Université Harvard, y donnait, sous le titre *The Dreyfus Case* (New Haven, Yale University Press, 1937, in-8°, xiv-303 p., ill. ; prix : 3 \$ 75), la traduction de l'*Histoire de l'affaire Dreyfus* par M. Pierre Dreyfus, fils du capitaine, et des *Mémoires* d'Alfred Dreyfus. Ainsi les historiens américains qui s'intéressent si activement à l'histoire de la Troisième République auront-ils à leur disposition sur l'un des plus tragiques épisodes de cette histoire des textes importants et bien encadrés. En effet, M. Donald Mac Kay indique le sens général de l'affaire Dreyfus dans une introduction, suivie de la liste alphabétique des « dramatis personae » et d'une chronologie qui, débutant le 9 octobre 1859, avec la naissance d'Alfred Dreyfus, s'achève avec

sa mort, le 11 juillet 1935. Les documents reproduits en illustration et la table qui clôt le volume donnent à celui-ci un attrait et une valeur scientifique incontestables.

G. BN.

— A propos du livre de M. Marc VICHNIAC sur *Léon Blum* (Paris, Flammarion, 1937, in-18, 178 p. ; prix : 10 fr.) peut être une fois encore posée la question de savoir dans quelle mesure il est possible de faire de l'histoire véritablement contemporaine. L'information et la méthode de M. Vichniac donnent à penser, semble-t-il, que l'entreprise n'est pas totalement impossible. M. Vichniac n'éprouve pas, en effet, pour l'homme dont il raconte la vie et expose la politique, la violente antipathie qui anime le livre de M. Marcel Thiébault, et, d'autre part, il n'est pas tellement inféodé à la politique et au parti de M. L. Blum qu'il soit intégralement incapable d'objectivité. D'autre part, il a lu les livres, les articles et les discours de M. L. Blum, il en rapporte des passages utiles, et ainsi cette petite biographie pourra rendre service à ceux qui, plus tard — mais pas tellement tard — s'efforceront de comprendre un instant de l'histoire contemporaine, et un homme qui a vécu — et, si l'on veut — fait cette histoire.

G. BN.

Grande-Bretagne. — James D. STEWART. *The English Catalogue of books for 1936* (Londres, The Publishers' Circular, 1936, 456 p.). — Ce volume est le quatre-vingt-dix-neuvième de la collection. Il comprend les livres nouveaux, les traductions, les « pamphlets » ou brochures, les éditions nouvelles et les traductions. Pour l'année 1935, le nombre total des volumes se chiffre par 16,100. Il ne contient pas tout ce qui a été imprimé dans les Iles britanniques, car il aurait fallu admettre aussi les périodiques, les publications officielles, les brochures dont l'existence est le plus souvent éphémère. Quant au classement des articles, on a suivi l'ordre adopté à Bruxelles en 1910. Prenons un exemple au hasard : au mot *Foreign*, on trouve : Foreign office : British documents on the origins of the war 1898-1914, vol. IX ; Foreign office : Commercial treaties ; Foreign office and diplomatic and consular Year-book, 1935, etc. Le mot *French* occupe toute une colonne compacte (p. 141). Un appendice est réservé aux Sociétés savantes et à une liste des éditeurs anglais avec leur adresse.

Ch. B.

— V. M. LAVROVSKI. *Les problèmes fondamentaux de l'histoire agraire de l'Angleterre à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle* (Moscou-Leningrad, Éditions d'État, 1935, 89 p. ; en russe). — La brochure de V. Lavrovski est inspirée et dominée par les phrases où Marx considère comme les deux principaux résultats de la révolution agraire en Angleterre la suppression des communaux et l'évincement des paysans petits propriétaires par une classe de gros fermiers capitalistes.

L'auteur, dans ses deux premiers chapitres, passe en revue les opinions apportées par les historiens sur l'une et l'autre question. Puis — c'est la partie la plus utile de son ouvrage — il énonce les conclusions qui ressortent de l'étude statistique qu'il a faite des sentences d'enclosure. A la différence des actes parlementaires exploités par Slater, qui ont surtout un intérêt juridique, ces sentences concrètes, complétées par les cartes correspondantes, ne nous découvrent pas seulement les dimensions des *enclosures*, mais aussi la distribution des terres entre les divers groupes de propriétaires avant et après les enclosures. Il est certain que cette source jusqu'ici négligée peut fournir un tableau singulièrement précis de l'état social des campagnes : M. Lavrovski a eu le grand mérite d'attirer l'attention sur elle. Mal-

heureusement ses statistiques, portant seulement sur cinquante et une sentences, sont beaucoup trop fragmentaires pour permettre des conclusions générales.

On trouvera p. 70-73 les résultats provisoires auxquels l'auteur s'est arrêté : différenciation très nette des paysans propriétaires en trois groupes, dès avant la fin du XVIII^e siècle. Au sommet, un très petit nombre de gros exploitants détenant plus de 100 acres (19 sur 505) ; puis, se divisant par moitié, un groupe de propriétaires moyens, cultivant de 3 à 100 acres (246), et un groupe de petits paysans ayant moins de 3 acres (240). Mais, sur les terres closes de longue date, un quart seulement est exploité par des paysans propriétaires et trois quarts par des fermiers. Qu'un gros propriétaire soit en même temps gros fermier, et voilà une classe caractérisée d'exploitants capitalistes.

P. PASCAL.

— *Sussex records Society, founded for the publication of records and documents relating to the county* (1935). — Cette société a pour objet de publier les annales et documents (*records*) concernant le comté de Sussex. Les transcriptions, en tout ce qui concerne les affaires de l'Église et des paroisses jusqu'à l'année 1560, ont été exécutées par feu R. Garroway RICE¹. Le présent ouvrage comprendra quatre volumes par M. Walter H. GODFREY. Le tome I (Lewes, Barbican House, XXIII-401 p.) comprend les documents allant d'Albourne à Chichester, évêché qui occupe les pages de 273 à 369².

La langue des documents est l'anglais dans la très grande majorité des cas, et aussi le latin ; le français n'est représenté que dans un cas unique³. Pour ce qui concerne la nature des actes transcrits dans le volume, on ne saurait faire un choix. Deux exemples seulement, choisis au hasard, pourraient donner une idée de leur contenu. Prenons, par exemple, le premier, intitulé, comme il a été dit, Albourne, et prenons ce qui concerne au début les « local testators ». Jean Bocher veut que son corps soit enseveli dans l'église par sa mère. William Everard veut être enseveli dans l'église de la paroisse si la fortune voulait qu'il y vienne à mourir. P. 2, 24 juin 1524, William Everard veut qu'à son enterrement chaque prêtre reçoive 12 deniers pour manger et pour boire, « qu'aussitôt après ma mort un prêtre vertueux soit appelé à chanter pour mon âme ; que ma femme reçoive pendant trois ans 4 livres 13 sols et 4 deniers plus une robe chaque année », etc. A Chichester sont faits de très nombreux legs, qui remplissent quatre pages, en particulier pour les réparations faites à l'église (p. 294-301) ; et ces legs sont faits aux préchantres, aux trésoriers, aux archidiacres de Chichester et de Lewes, aux chapelains et aux prêtres de la chanterie (p. 307), aux confréries (p. 311) ; enfin, à tous les saints du Pallant, etc. — Il faut bien se borner.

Ch. B.

— Il n'est pas sans utilité de raviver le souvenir de Samuel BENTLEY, qui fut, au XVIII^e et au XIX^e siècle, à Londres, imprimeur et libraire de son métier, archéologue, musicien et artiste par goût⁴. Convaincu qu'on ne peut écrire l'histoire, l'histoire vraie, qu'à l'aide des documents d'archives, des « contemporary records », pour employer une de ses expressions favorites, il entreprit de faire et de publier

1. Publiés à Lewes, chez W. G. Prosser, 1935, XXIII-401 p.

2. L'Index continue jusqu'à la fin, p. 371-401.

3. Voir p. 289 : « Je donne et divise cent livres à l'église cathédrale de Cicistres (Chichester), d'estre disposez apres mon deces par mes ditz executeurs, selon leur discrecion... »

4. Voir le *Dictionary of national biography*, t. II, p. 317.

un recueil d'anciens textes intitulé *Excerpta historica*¹. C'est un mélange volontairement confus, sans ordre ni suite chronologique ; à telles enseignes que l'éditeur, après avoir constaté la mévente de son livre, abandonna son travail et poursuivit ses recherches dans les archives avec tant d'ardeur qu'il y perdit la vue.

Voyons maintenant, en la suivant pas à pas, la distribution des noms et des faits. Il commence par les papiers d'État et les lettres originales. P. 17. Lettre de Sir Marmaduke Durell à son cousin où il raconte la mort de la reine Marie d'Écosse, 8 février 1586. — P. 24. Testament de Philippa de Hainaut, femme d'Édouard III, 1375. — P. 25-28. La ville, le château et la garnison de Calais en 1470. — P. 28-43. Règlements imposés à l'armée anglaise par le roi Henri V à Mantes², juin 1419, et par Jean Talbot, comte de Shrewsbury au temps d'Henri IV d'Angleterre. — P. 64-84. La bataille de Massoura en 1250 et la mort de Guillaume Longue-Épée ; le récit est accompagné d'un poème en français qui occupe les pages 69-84³. — P. 148 et suiv. Les cadeaux de nouvel an distribués par Henri VII et tirés de sa bourse privée, 1491-1505. — P. 159-162. Tableau en vers anglais des partis politiques en Angleterre vers l'an 1449. — P. 171-222. Tournoi entre Lord Scale et le bâtard de Bourgogne en 1467 ; liste des chevaliers, gentilshommes et hérauts qui y prirent part ; avec une réponse en français. — P. 252-259. Incendie de la cathédrale de Norwich dans une émeute (en latin et en anglais). — P. 260-264. Traduction en anglais d'une lettre envoyée par un gentilhomme portugais à un ami de Lisbonne où il décrit l'exécution d'Anne Boleyn et de ses complices. — P. 266-274. Accord du futur Édouard I^{er} et de Louis IX pour la croisade d'Édouard. — P. 274. Assassinat prémédité d'Édouard I^{er} à Acre. — P. 295-313. Testament et funérailles d'Anne de Clèves. — P. 344-382. Inventaire des biens possédés par les héritiers du comte d'Angoulême depuis sa mort, 20 novembre 1496 (inventaire rédigé en français. On y trouve un livre d'Aristote en allemand et en français, avec deux fermoirs en laiton aux armes l'un de Mondit Seigneur et l'autre aux armes de Madame ; le livre de Paul Orose en français ; la Légende dorée en latin ; puis le linge de table, la tapisserie du château d'Angoulême, etc.). — P. 357-360. Vers satiriques concernant des événements du temps de Henri VI. — P. 366-378. Testament d'Édouard IV. — P. 379-384. Couronnement de Richard III. — P. 393-403. Extraits des Close rolls du roi Jean pour les années 7-9 de son règne, reproduits minutieusement avec les abréviations de l'original. — P. 405-413. Oraisons et prières en français et en vers.

Quelques critiques qu'on doive faire à cette étrange compilation, on n'oubliera pas les *Excerpta historica*. Ch. B.

— Nous avons eu déjà l'occasion d'attirer l'attention sur la collection intitulée *Everyday life* et que publie la librairie Batsford. En 1924 déjà, elle avait consacré une de ces plaquettes à la vie publique à Londres au temps de l'occupation romaine⁴ ; après la mort de l'auteur, l'œuvre fut reprise et transformée par d'habiles

1. *Excerpta historica, or Illustrations of english history*. Londres, Samuel Bentley (qui est son nom d'éditeur), 1831, xviii-444 p.

2. Nom qui a été estropié partout en *Maunt*.

3. Au tome I de son *Répertoire*, Ulysse Chevalier renvoie aux *Excerpta historica*.

4. *Everyday life in Roman Britain*. Londres, Batsford, 1^{re} édition en 1924, 2^e en 1937, vi-124 p., 1 carte et de nombreuses illustrations dans le texte.

metteurs en scène, Marjorie et G. H. R. QUENNEL. Elle comprend six chapitres sur les habitants, l'armée de terre et de mer, les routes et les pierres milliaires, les forts, les villes, etc. Un dernier chapitre dépasse notamment le cadre de l'ouvrage, puisqu'il traite des origines de Rome, de la République et de l'Empire, pour aboutir à la mission de Rome. D'abondantes illustrations enrichissent cette instructive plaquette, qui a été autorisée à reproduire des vues prises par le service officiel de l'aviation. Une liste des noms de personnes et de choses termine l'ouvrage et en facilite la lecture.

A cette plaquette est venu se joindre un gros livre provenant de la même librairie, avec un titre quelque peu retentissant¹ : *Victorian Panorama. A survey of life and fashion, from contemporary photographs*, avec un commentaire par M. Peter QUENNEL. Huit chapitres dont il est utile d'indiquer les titres : 1° Les débuts et la photographie ; 2° Londres au temps de la reine Victoria ; 3° et 4° La reine chez elle ; 5° Quelques photographes éminents, dont les plus connus sont Talbot et Daguerre, l'un anglais et l'autre français ; 6° Le théâtre à l'époque victorienne ; 7° La mode ; 8° Le goût d'un public empressé à visiter le Chrystal Palace (p. 103, 104, 107, 108). « Daguerre », dit notre auteur, « ne fut pas un grand praticien ; mais Talbot atteignit à la célébrité en faisant connaître les belles dames de l'époque ; il travailla surtout à perfectionner les appareils. C'est lui, proclame notre auteur, qui a inspiré l'œuvre admirable de David Octavius Hill. D'autre part, il a contribué, directement ou indirectement, à former des photographes français tels que Nadar et Daumier, qui, à leur tour (p. 9), ont contribué à populariser des types tels que George Sand, Balzac, Berlioz, Sainte-Beuve, Rossini et Bakermine (sic). » On peut donc se hasarder à écrire que Hill a fait école. Ch. B.

Italie. — *Istituto di studi romani. La bonifica delle paludi pontine* (Roma, Casa ed. Leonardo da Vinci, 1935, in-4°, xi-330 p., nombreuses pl. phot.). — Recueil de quatorze conférences faites en 1933-1934 par divers savants et par les dirigeants de la bonification. Insiste surtout sur les problèmes d'ordre géographique et technique. Mais les historiens liront avec fruit l'exposé de Val. Orsini Cencelli sur l'état de la région dans l'antiquité, les tentatives des empereurs et des papes. Il croit qu'un marais existait près de Terracine, mais exigu et sans dommage pour l'hygiène de la région, dont la décadence aurait suivi la défaite des Volsques (p. 1-25). Aucune référence, malheureusement. Il y aura aussi intérêt à voir exposer l'œuvre récente par ceux qui en furent les ouvriers, même s'ils n'en ont pas abordé le financement et la rentabilité. Jules Sion.

— Giuseppe MARANINI. *La Costituzione di Venezia dopo la serrata del Maggior Consiglio* (Venise, « la Nuova Italia », 1931, in-8°, 503 p., 9 pl.). — Nous ne savons comment nous excuser de parler si tard de ce beau livre, suite du volume (de 1927) consacré à la constitution vénitienne depuis les origines jusqu'à la « serrata » du Grand Conseil, c'est-à-dire jusqu'à la création définitive d'une aristocratie pratiquement fermée, sauf une porte entr'ouverte à la cooptation.

Celui-ci dépeint Venise, depuis la fin du xii^e siècle, comme un État qui est la propriété d'un parti, un parti-État, *stato partito* ou État intégral (on ne disait pas encore, il y a sept ans, totalitaire). Ce parti inaugure un régime de classe, sans que

1. Londres, Batsford, 1937, viii-120 p.

nulle disposition constitutionnelle crée positivement cette classe, mais elle règne si bien en fait qu'elle est presque une caste héréditaire, impitoyable à qui veut ou même peut la dépasser.

C'est de ces prémisses fortement posées que découle tout l'ouvrage. L'étude du Grand Conseil, des *Pregadi*, de la fonction ducale, de la Signoria, du Collegio apparaissent comme des conséquences nécessaires, avec leur organisation propre, leur compétence, voire leurs rites et leur procédure. Les Dix naissent, après la victoire de Gradenigo contre le mouvement révolutionnaire de 1297, comme la garantie suprême de ce régime, jaloux de sa toute-puissance et de son secret. Le tableau schématique joint au volume montre comment les diverses pièces de ce mécanisme s'expriment et se commandent les unes les autres.

Ce régime vécut tant qu'il eut foi en soi-même. Il mourra « de la fatigue politique » du XVIII^e siècle, fatigue démontrée par ce fait qu'il n'y a plus de luttes réelles pour la conquête du pouvoir. « Venise avait accompli son cycle et tous, plus ou moins, le sentaient. » Mais M. Maranini se refuse à poser la question de savoir si, précisément, un État-parti ne doit pas aboutir à tuer chez lui toute faculté de renouvellement. Gradenigo avait été « le représentant le plus typique du patriciat vénitien de son temps, un patriciat encore rompu aux entreprises les plus dures et les plus risquées, superficiellement anobli par la richesse, mais au fond encore modeste, simple, passionné, de mœurs saines, accoutumé aux longues et périlleuses navigations, hardi et précautionneux, entraîné à la diplomatie et à la marchandise non moins qu'à la piraterie et même aux saccages, singulier mélange de violence et de prudence, d'absence de préjugés et de crainte de Dieu ».

Mais les classes se perdent comme les familles, royales, nobles ou bourgeoises : « L'aristocratie vénitienne mourante du XVIII^e siècle ne peut vivre la vie publique avec cette active énergie et avec cette foi intransigeante qui était le don quasi inconscient des anciens patriciens, rudement et presque pauvrement élevés dans leurs maisons pourtant riches, brûlés par le soleil et le vent sur les ponts des galères, rompus au commandement de chiourmes farouches et indociles et, en même temps, aux tractations subtiles avec les potentats de l'Orient et de l'Occident ; diplomates et soldats, toujours prêts aux intrigues et aux armes au nom grandiose de saint Marc. »

Nous avons fait ces citations pour donner une idée du talent avec lequel le livre est écrit, livre qui démontre que la Révolution française, en supprimant la Sérénissime, ne devait tuer qu'une moribonde.

Henri HAUSER.

— Frederic Chapin LANE. *Venetian ships and shipbuilders of the Renaissance* (Baltimore, Johns Hopkins Press, 1934, in-8°, ix-285 p., 18 fig. ; prix : 3 doll. 50).

— L'époque de la Renaissance, « période de splendeur » pour Venise, fut aussi « l'époque critique où sa prospérité et sa grandeur politique furent atteintes en dessous par la désintégration de son pouvoir maritime ». La décadence de la marine vénitienne est l'explication du déclin de la Sérénissime.

M. Lane a beau s'excuser auprès du « lecteur nautique » d'être un simple « terrien », il a fait effort pour pénétrer les secrets de l'architecture navale. A beaucoup de profanes historiens son livre apportera de précieuses révélations. Il relève l'accroissement de tonnage des navires marchands vénitiens au XV^e siècle ; ceux qui font le service d'Alexandrie atteignaient presque le volume des *Indiamen* anglais du XVII^e siècle. 400 tonnes sont fréquentes dès 1400. En 1450, six jaugent 600 tonnes

et plus. Cette croissance, explicable par les longs voyages et l'avantage des grosses cargaisons, ne s'arrête pas. A la fin du siècle, on compte des nefs de plus de 1,000 tonnes, ce qui bouscule un peu les théories de Sombart. Sanuto en cite un, dans la flotte des laines de Flandre et d'Angleterre en 1497, qui aurait dépassé 2,500. Quant aux navires de guerre, ceux qui figurent dans les tableaux de Lépante, on parle de tonnages encore plus élevés, entre 12 et 1,500 tonnes, parfois 1,800. Y a-t-il là des exagérations?

M. Lane décrit ensuite l'activité des chantiers et esquisse le portrait d'entrepreneurs éminents, comme Fausto. Il signale le ralentissement de cette activité vers la fin du xvi^e siècle. En 1606 apparaissent chez la reine de l'Adriatique des navires construits en Hollande et, en 1627, on autorise des emprunts pour achats de navires à l'étranger. La grosse question est celle du bois, et nous voyons les autorités de l'Arsenal s'occuper de l'exploitation de l'Istrie et du reboisement des régions de Terre Ferme qu'une politique imprudente avait laissé dépouiller. Il y a là, on le voit, des éléments essentiels de l'histoire vénitienne. H. H.

— C. ANTONIADÉ. *Trois figures de la Renaissance : Pierre Arétin, Guichardin, Benvenuto Cellini* (Paris, Desclée de Brouwer, s. d. [1937], in-8°, 336 p., 3 portraits ; prix : 20 fr.). — Voici de bon ouvrage. Il n'y a évidemment, dans ces études sur trois personnages notoires du Cinquecento, aucune nouveauté documentaire, ni même aucune idée inédite¹. Mais, sans le moindre sacrifice au désir de romancer une histoire déjà très vivante, c'est du travail probe, établi d'après les textes et d'après une sérieuse bibliographie, et par-dessus le marché un livre qui se lit avec plaisir, en raison de sa valeur psychologique aussi bien que par la façon dont il est écrit. Il a paru d'abord en roumain, mais la parenté des langues a servi le traducteur (est-ce l'auteur lui-même?).

L'objet est de nous montrer chez trois hommes très différents les « ravages de l'individualisme anarchique ». C'est dire que l'auteur est un disciple de Burckhardt et de Taine, quoiqu'il connaisse notre regretté Ch. H. Haskins et Nordström. On pourrait lui reprocher d'abonder trop dans son propre sens. S'il trace un portrait impeccable du grand esprit, rendu sceptique et immoraliste par de douloureuses expériences, que fut l'historien florentin², on se demandera s'il ne fait pas trop jouer, en faveur des deux autres, l'exception classique et commode du milieu. Assurément, le condottiere de plume, le ruffian de lettres, patron des maîtres chanteurs, est une figure qu'on ne saurait même imaginer ailleurs que dans la Florence et la Venise de son temps, et il sera beaucoup pardonné à ce méprisable personnage pour avoir clamé à tous les vents le génie du grand Vecellio. Quant à l'artiste doublé d'un bandit qui promena d'Italie en France ses chefs-d'œuvre, ses débauches et ses coups de poignard et qui aurait été en d'autres temps un gibier de potence, il semble que M. Antoniadé ne fasse pas chez lui assez large la place du hâbleur. Trop de meurtres vraiment, trop d'aventures extraordinaires, et aussi trop de catastrophes qui, à la dernière minute, ne se produisent pas — sans parler du ragoût dévotement pimenté que constituent le mysticisme de Cellini et ses visions qui veulent s'apparenter à celles de Thérèse d'Avila. Mais tous les artistes du xvi^e siècle, même outre-monts, n'étaient pas taillés sur le patron de messer Benvenuto. H. H.

1. M. Antoniadé utilise les excellentes études de son compatriote M. Opetea.

Pologne. — L'ouvrage posthume du professeur PTAŚNIK, intitulé *Les villes et la bourgeoisie dans l'ancienne Pologne*¹, n'apporte guère de renseignements sur la vie économique, pas la moindre statistique, pas de chiffre sur la population des centres urbains. C'est, à proprement parler, une histoire des institutions municipales. Historien de la civilisation plus que juriste, M. Ptaśnik décrit la vie municipale à l'aide de nombreux exemples relatifs à diverses villes, principalement à Cracovie et à Lwów. Dans la plus grande partie de l'ouvrage, l'auteur suit un plan logique et retrace, dans chaque chapitre, l'évolution d'une institution donnée, depuis ses origines médiévales jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Le caractère original de l'histoire des villes en Pologne ressortirait mieux en distinguant deux périodes : l'essor des villes jusqu'au XVI^e siècle, leur décadence profonde à dater du moment où la noblesse s'est assurée tout pouvoir dans la République. Il convient de louer sans réserve la vivacité et la clarté du style.

Le comte Renaud PRZEDZIECKI continue son étude *Diplomatie et protocole à la cour de Pologne*² par l'histoire des ambassades impériales, espagnoles, moscovites et anglaises.

M. le professeur KONOPCZYŃSKI a publié le premier volume de son ouvrage sur *La Confédération de Bar*³. Fruit de vingt-cinq années de recherches, ce travail renouvelle l'histoire de cette grande crise.

On connaît l'importance du rôle des Polonais dans l'insurrection hongroise de 1848-1849. M. RUSSJAN⁴ nous montre, dès les premières hostilités, quelques détachements polonais collaborant avec les insurgés, tandis que le général Bem conquiert la Transylvanie sur les troupes impériales. Un autre chef de l'insurrection polonaise de 1831, Dembiński, exerce pendant quelques semaines le commandement en chef. Au printemps de 1849, Kossuth permet aux Polonais de constituer une Légion, pour préparer une insurrection en Galicie. Cependant, le prince Adam Czartoryski et ses émissaires s'efforcent en vain de réconcilier les Magyars avec les Serbes et les Croates. Bem parvient à lever en Transylvanie une Légion roumaine. La crainte de voir l'insurrection gagner les provinces polonaises contribue à décider le tsar à l'intervention.

Ambroise JOBERT.

Turquie. — N. IORGA. *Ospiti Romeni in Venezia 1570-1610* (Bucarest, 1932, in-8°, 160 p., 21 ill. hors texte). — Les feuillets de ce compte-rendu sont restés entre les pages du livre depuis trois ou quatre ans déjà et l'on ne sait comment s'excuser d'une telle négligence. Peut-être en le publiant, bien qu'il soit un peu tard. Il serait regrettable, en effet, de ne pas signaler, dans les pages de la *Revue Historique*, cette importante étude, d'autant plus qu'elle porte sur le XVI^e siècle oriental, que nous connaissons si mal. M. N. Iorga nous annonce lui-même son livre comme un échantillon d'histoire non romancée, mais vivante. Que l'on ne pense

1. JAN PTAŚNIK, *Miasta i mieszczaństwo w dawnej Polsce*. Krakow, P. Akademia, Académie polonaise des sciences, 1934, in-8°, VIII-511 p.

2. T. II. Paris, Belles-Lettres, 1937, in-8°, 444 p., 18 ill.

3. WŁADYSŁAW KONOPCZYŃSKI, *Konfederacja Barska*, t. I. Varsovie, Kasa Mianowskiego, 1936, in-8°, XVI-559 p.

4. LUCJAN RUSSJAN, *Polacy i sprawa polska na Węgrzech 1848-1849* (Les Polonais et la question polonaise en Hongrie, 1848-1849). Varsovie, 1934, in-8°, 302 p., résumé en français p. 271-289 (*Travaux historiques de la Société des sciences et des lettres*, XIII/2).

pas, après cette déclaration, qu'il s'agit d'un échantillon de petite histoire, dans le goût des ouvrages de G. Lenôtre !

L'auteur a eu la chance de mettre la main sur l'importante et curieuse correspondance échangée, pendant quarante ans, de 1570 à 1650, entre la veuve d'un Génois de Chio, retirée à Venise, qui se fait appeler « à la valaque » Mariora, sa sœur Catherine, femme du prince Alexandre de Valachie et qui assura la succession à son fils Minhea, et aussi un nombre assez considérable d'agents financiers de firmes ragusaines... L'intérêt de cette étude est-il, après tout, dans ce roman épistolaire « ch'è una historia » ? En marge de ces personnages assez pâles, l'auteur a su évoquer, peindre en touches souvent d'une surprenante justesse cet Orient à la fin du xvi^e siècle que personne ne connaît comme lui.

Cette lumière qui est au fond du tableau fait que ce livre, présenté d'une façon si modeste, est un ouvrage indispensable à qui veut comprendre les milieux « pérates », les mœurs levantines, les habitudes rudes de l'administration turque, les infrastructures byzantines de l'empire ottoman, reconnaître aussi, avec leurs postes de relais, les chemins que suivent les aspres que l'on veut changer et expédier hors des domaines du Turc ou encore comprendre la chronique embrouillée de la vie politique de l'Orient, les aventures de Pietro Cercello, pour qui la diplomatie française gaspille ses forces, ou encore la fin triste, assurément, de Pietro lo Zoppo ou les avatars de Minhea, prince toujours incertain de son avenir et qui finit par embrasser l'Islam...

Mais, de cette histoire « ch'è un romanzo », pour reprendre l'autre moitié de l'épigraphie placée en tête de l'étude, on ne saurait présenter tous les personnages. Voilà un livre qui a la richesse, la densité, les vertus d'enseignement de la vie.

F. B.

— Tekin ALP. *Le kémalisme* (Paris, Félix Alcan, 1937). — Voici une excellente apologie d'un des quatre surhommes de l'Europe contemporaine : une apologie sincère, discrète, habile. La tâche, d'ailleurs, était aisée. Même si l'on n'est pas disposé, par avance, à suivre l'auteur dans son admiration intégrale de la Turquie actuelle, on sait, de reste, que l'aîné des dictateurs européens a libéré son pays du démembrement et de la ruine, qu'il lui a donné un idéal national, qu'il a éveillé son activité vers l'équilibre économique, qu'il a réalisé un État solide sous un gouvernement qui allie à d'adroites manifestations révolutionnaires une très sagesse prudence. Sans chercher des louanges hyperboliques, il suffit de dire que Kemâl Atâtürk est un homme d'État qui a sauvé et recréé sa patrie.

On trouvera, dans le livre de Tekin Alp, de très bonnes pages sur l'histoire de la Turquie après la guerre et sur sa reconstruction par Kemâl. Dans la suite, le lecteur sera touché de la légitime fierté nationale de l'auteur et séduit par l'expression simple et naïve de sa pensée. Mais il ne pourra retenir quelques réactions : celles-ci, par exemple.

Tekin Alp insiste sur le caractère tout spécial du kémalisme et sur l'erreur que les étrangers commettent en employant ici les mots dans leur sens habituel. Il semble bien, pourtant, qu'il s'agisse, en Turquie comme ailleurs, du gouvernement dictatorial d'un homme, représentant un parti dans lequel s'est incarné l'État et dont l'idéal est purement national, laïque, indifférent ou même hostile aux faits religieux ; démocratique, puisque égalitaire ; antilibéral et antiindividualiste. Le

Turc, droit, honnête, discipliné, prend volontiers le mot d'ordre et se met au pas derrière le Guide.

Il ne me semble pas que Tekin Alp ait comparé Kemāl Atâtürk à Pierre le Grand : il y a pourtant chez tous deux le souci de faire gagner à leur patrie les moyens matériels d'action de l'Occident, de la « lancer sur la voie du progrès ». — C'est un grand événement politique, mais un fait historique un peu mince, un peu négatif, si l'on conserve la notion que, dans l'histoire, il y a une place pour les idées. En Turquie, comme dans tous les États dictatoriaux, le progrès est d'un matérialisme un peu étroit.

Tekin Alp retrace les manifestations de l'occidentalisation et de la laïcisation : port du chapeau pour les hommes, suppression du voile des femmes, destruction de l'autorité des ulémas, traduction du Coran en turc, adoption des caractères latins, turcisation du vocabulaire, rupture avec les coutumes musulmanes.

Comme ses congénères, le kéalisme se croit obligé d'avoir un plan de progrès économique et social, qui se développe avec une régulière ampleur. On ne saurait refuser de suivre encore ici Tekin Alp ; cependant, on le comprend mieux quand il représente Kémāl Atâtürk comme un remarquable réalisateur, dont le programme s'exprime en peu de mots : faire la grandeur de la patrie par tous les moyens que fournissent les circonstances.

Tekin Alp a bien senti qu'il avait à mettre en relief l'idéalisme de la Turquie nouvelle, et il a écrit sur ce sujet des chapitres fort intéressants, dont certains passages feraient sourire, s'il ne s'agissait d'un fait grave : le triomphe général d'une phraséologie toute matérialiste. Il y a six flèches du kéalisme : « républicanisme, nationalisme, laïcisme, étatisme, démocratie, révolutionnarisme ». Les développements de l'auteur nous conduisent doucement à une notion plus simple : la dictature nationale du parti du Peuple, incarné par K. Atâtürk.

À ce nationalisme, il faut une tradition, une lignée d'ancêtres. L'Italie fasciste s'est aisément sentie l'héritière des Césars : *mare nostrum*, disait déjà une carte murale à l'exposition coloniale de Vincennes ; l'Allemagne hitlérienne relit la Germanie de Tacite ; la Russie de Staline se tourne vers les héros de la Sainte-Russie des Tsars. Les Turcs, nouveaux venus en Europe, ont dû refaire leur histoire ; s'ils sont venus d'Asie centrale, c'est en Indo-Européens et à une époque ancienne, car ils descendent des Sumériens et des Hittites. Tekin Alp a fort bien exposé le mouvement de reconstruction historique qui anime l'Académie et l'Université. Ici, il n'y a point à discuter, mais à admirer que l'histoire soit si bien rangée parmi les sciences politiques.

On insiste sur l'intérêt de ce livre, nettement pensé, clairement écrit, qui laisse, si on le lit avec réflexion, une image excellente du kéalisme et de son chef.

M. GAUDEFROY-DEMONBYNES.

— Lilo LINKE. *Allah dethroned : a journey through modern Turkey* (Londres, Constable, 1937, in-8°, xiv-341 p., 46 ill. et 1 carte). — *Allah dethroned* est une sorte d'illustration au livre doctrinal de Tekin Alp. C'est le journal de route d'une publiciste allemande antinazie, qui, en 1935, a parcouru les grandes routes de la Turquie : un livre très vivant, très amusant, qu'il faut lire jusqu'au bout, sans se lasser des conversations parfois un peu oiseuses et des développements poétiques, et sans sourire des scènes de séduction. L'auteur a vu beaucoup de choses et les

raconte, en général, sous une forme alerte et naturelle. — Dans la première partie, l'auteur promène le lecteur dans des régions que la réforme kémaliste n'a fait qu'effleurer : c'est, presque intacte, la bonne vieille Turquie provinciale du temps passé. — La seconde partie conduit « vers la civilisation ». C'est le récit très intéressant et habile d'une tournée dans les centres où se réalisent les institutions nouvelles. L'auteur a reçu du ministère un billet de première classe en chemin de fer, mais elle a voyagé en seconde ou en troisième ; elle a été reçue et promenée par les autorités locales ; mais elle n'a point demandé au maître une audience ; elle prétend garder quelque indépendance de jugement, et elle semble y réussir. — Elle montre le magnifique effort de la classe dirigeante vers le progrès matériel, à l'imitation de l'Europe : l'instruction moderne, le sport, le rejet des vieilles coutumes (qui sont encore bien vivantes), le progrès industriel réalisé par des ingénieurs allemands avec un matériel russe ; la vitalité du Parti du Peuple ; l'ardeur des jeunes filles pour l'étude. Le salut solennel des écoliers au drapeau, qui est d'ailleurs du scoutisme général, donne un instant à l'auteur l'impression du nazisme, mais elle ajoute vite que c'est tellement sur un autre plan ! — Elle signale aussi quelques ombres : les usines de coton d'Adana ; l'incertitude de l'avenir des jeunes filles qu'elle a vues si complètement dévouées à leur tâche intellectuelle, etc. — De l'ensemble, le lecteur garde l'impression très vivante d'un peuple de braves gens sur lequel un groupe de réformistes, menés par un grand chef, conduit une belle expérience avec les exagérations et les imprudences que comporte une telle entreprise.

Le titre est fort adroit, mais trompeur : Allah détrôné. Le lecteur attend une étude sur la Turquie laïque, sur la crise de l'Islam et sur les conséquences morales de cette crise : il ne trouve rien de tout cela ; il s'aperçoit seulement que, sauf quelques photos de minarets et l'indication que l'appel à la prière se fait désormais en turc, il n'est jamais question de religion dans ce pays où régnait naguère le Prince des Croyants. L'auteur, qui sait faire partager par le lecteur sa sympathie pour les Turcs, lui doit, avec les observations nouvelles qu'elle recueillera dans son prochain voyage, son avis sur les réalités et les conséquences de la « Allah-Dämmerung ».

M. G. D.

U. R. S. S. — Général GUERASSIMOV. *Tsarisme et terrorisme* (Paris, Plon, 1934, 11-309 p.). — Après avoir lu les souvenirs des ennemis du tsarisme, il est juste de prendre connaissance de ceux de ses défenseurs. Nous avions déjà l'*Histoire du terrorisme russe* du général Spiridovitch, chef de l'Okhrana de Kiev, qui embrassait la période 1886-1917. Les mémoires du général Guerassimov, chef de l'Okhrana à Saint-Petersbourg, se rapportent surtout aux années 1905-1909 (en dépit des dates 1909-1912 indiquées dans le titre). Ils ont moins de prétention à l'objectivité et n'en sont que plus instructifs : l'auteur, avec une franchise et une froideur qui touchent parfois au cynisme, nous initie aux manœuvres par lesquelles il introduisait ses informateurs dans les groupes révolutionnaires, couvrait longuement les complots pour les déjouer au moment voulu et livrer leurs membres aux tribunaux, avec quelle joie ! Ainsi voit-on paraître Gapone, les « sept pendus » de Léonide Andréev, le fameux Azev. Ce qui ressort de cette chronique des années dites de réaction, c'est, même alors, les hésitations, la faiblesse d'un pouvoir et d'une société chez qui le sentiment de leur droit à l'existence est déjà ébranlé : la même impression se dégage des mémoires de l'ancien ministre Kokovtsov ou de

l'ex-cadet Maklakov. Mais c'est aussi le peu de consistance de ces organisations de terroristes où la police a toujours ses entrées.

A noter, dans le dernier chapitre, un curieux témoignage sur les propositions de paix séparée apportées de Stockholm par Protopopov en 1916, reconnues par le tsar « idéales pour la Russie », mais repoussées par lui après consultation officielle des groupes dirigeants de la Douma.

P. PASCAL.

— Marc SLONIM. *Les onze républiques soviétiques* (Paris, Payot, 1937, 291 p.).

— La géographie politique de l'U. R. S. S. est chose mouvante et les livres qui en traitent vieillissent vite. Nous avons besoin d'un manuel commode et à jour, où trouver les grandes divisions administratives de l'Union soviétique, avec pour chacune une description sommaire, physique, ethnographique, économique. Ce manuel nous est fourni par M. Slonim.

Dans un pareil ouvrage, la moindre inexactitude est fâcheuse. Or, l'auteur transcrit les noms russes sans méthode, parfois sans remonter de l'adjectif au substantif (*Gorkovsk* pour *Gorki*; *Emben* pour *Emba*). Les cartes, toujours très schématiques, le sont parfois jusqu'à l'inexactitude (p. 281, Tachkent et Samarkand sont inscrits dans le Kazakstan; p. 40, la Dvina et la Petchora sont réduites à presque rien). Le pacte constitutif de l'Union soviétique ne date pas de 1932, mais de 1922. Ce n'est pas au xve siècle que la Russie eut un patriarche, mais en 1589. Dire que la langue des Tchouvaches « se rapproche de celle des peuples turcomans » est une expression bien vague (*turcoman* signifie-t-il turkmène, ou bien *turk*?), alors que le tchouvache est le plus aberrant des dialectes turks, celui qui contient le plus d'éléments soit finnois, soit « japhétiques ».

Critique d'ordre plus général : l'auteur, voulant caractériser l'économie des diverses républiques, adopte d'enthousiasme les statistiques soviétiques. Il crée ainsi l'illusion d'une prospérité qui ne reflète nullement la réalité : comparer brutalement les roubles de 1913 à ceux de 1934 — au Caucase du Nord, 433 millions de roubles de production industrielle en 1913 et 2 milliards en 1934; en Uzbekistan, moins de 10 millions en 1913 et plus de 800 millions en 1936 — est une opération scabreuse, car, entre ces deux espèces de roubles, il n'y a de commun que le nom.

Enfin, un tableau récapitulatif des républiques et territoires, avec superficie, population et chefs-lieux, ainsi qu'un index des noms de peuples et de lieux auraient facilité la consultation de l'ouvrage.

Ces imperfections ne diminuent pas la valeur essentielle d'un livre qui rendra de grands services à tous ceux qui, sans être des spécialistes, ont besoin de se documenter rapidement sur la composition territoriale de l'U. R. S. S.

P. P.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

FRANCE

Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. *Comptes-rendus des séances de l'année 1937.* Bulletin de juillet-août. — BÉRARD. Travaux de l'École française de Rome; suite et fin. = Livres offerts : Le professeur KAPRAS, de l'Université Charles IV à Prague : Brochures formant la collection des travaux du séminaire d'histoire du droit tchécoslovaque (nombreuses brochures écrites par lui au cours de sa carrière). — Franz CUMONT. Étude sur la tradition manuscrite de la correspondance de Georges de Chypre (242 lettres qui nous sont parvenues de ce patriarche; nous n'en possédions qu'une édition fautive et incomplète; M. LAMERRE a fourni les moyens d'en donner une recension scientifique). — Charles PICARD présente la nouvelle édition de la *Civilisation égéenne* de Gustave Glotz. — André PARROT. Quatrième campagne des fouilles menées à Mari au temple d'Ishtar, au Palais et à la ziggurat. — Rapport de M. le Secrétaire perpétuel sur l'état des publications de l'Académie durant le premier semestre de 1937. — Adrien BLANCHET. Rapport sur la 18^e session du Comité de l'Union académique internationale.

== Septembre-octobre. Émile ESPÉRANDIEU. La date des arènes de Nîmes. — Alexandre MORET. Texte rituel du début de l'Ancien Empire reproduit au temple d'Aménophis III à Louxor (traduction provisoire, avec un fac-similé). = Livres offerts : M. Latouche publie une excellente édition de l'*Histoire de France* de Richer, moine de Saint-Remi de Reims. — Georges Posener. La première domination perse en Égypte (c'est un recueil d'inscriptions hiéroglyphiques des années 525-404). — Gaspars. Les principaux manuscrits à peintures conservés dans la Bibliothèque royale de Belgique (par Alexandre de Laborde). — Roberto Paribeni. *Architettura dell'Oriente antico* (Émile Mâle : « Toutes les architectures du monde oriental y sont étudiées. » Une illustration abondante, et souvent fort belle, accompagne le texte). — L'église de Trébizonde, par Mgr Chrysanthè. = Communications : Recherches aériennes sur le « Limes » romain de Numidie, par Louis LESCHI. = Livres offerts : Le *Corpus vasorum antiquorum* relatif au musée du Prince-Paul, à Belgrade. = Communication : Mario ROQUES. Le glossaire latin-français du P. Labbe (recueil des mots inconnus). = Une inscription hiéroglyphique sur pierre, provenant de Mallia, époque minoenne, par Fernand CHAPOUTHIER (avec la reproduction des signes). = René DUSSAUD. Ornithomancie et hépatoscopie chez les anciens Phéniciens. = Appendice : Adolphe LODS. Rapport sur le mémoire envoyé à l'Académie par M. Starcky, boursier de l'École archéologique française de Jérusalem, 1936-1937. == Novembre-décembre. Adrien BLANCHET. Les fouilles de la source de la Seine (on a déterré quelques substructions et débris de sculpture). — Jérôme CARCOPINO (examen du mémoire publié par M. Guey sur l'histoire du règne de Trajan, où Trajan reçut le titre d'*Optimus*, puis celui de *Parthicus* après le tremblement de

terre de décembre 115). — Henri MASPERO. Les dieux Taoïstes, comment on communique avec eux. — René DUSSAUD. Notice sur la vie et les travaux de René Cagnat, 10 octobre 1852-27 mars 1937 ; avec un portrait du défunt. — Gustave DUPONT-FERRIER. Notice sur la vie et les travaux de M. Joseph Loth, 1847-1936. — Ferdinand BOYER. L'achat des antiques Borghèse par Napoléon, 1806-1810. — Pierre MONTET. L'ère de Ménophrès (laquelle a commencé en l'année 1321, qui coïncide avec le début de la XIX^e dynastie. Trois dates paraissent être désormais fixées : 1721, fondation du royaume séthien à Avaris ; 1350, début de la XVIII^e dynastie ; 1321, avènement de Ménophrès, autrement appelé Ramsès I^{er}). — Chanoine CHENESSEAU (objets trouvés dans des fouilles de la cathédrale d'Orléans ; ils datent des X^e et XI^e siècles). — Ch. PETIT-DUTAILLIS. Les Actes de Philippe-Auguste (reflet de la vie monarchique pendant une crise qu'il faut situer entre les années 1194 et 1206). — Charles PICARD. L'Hadad du Vatican et les sculptures nabatéennes de Khirbet-et-Tannour (il s'agit ici d'un buste d'hermès colossal découvert à Pouzzolos au XVIII^e siècle, avec quatre figures, identifiées par l'auteur). — J. PRIGY CADAFALCH. Les églises des Asturies et leur origine, qui nous ramènent en Orient. = Table alphabétique.

Annales de Bourgogne. T. IX, fasc. 3, septembre 1937. — Henri DROUOT. L'influence de Lyon et la Ligue en Bourgogne. Mâcon en 1588-1589 (la révolte en Bourgogne : Lyon royaliste ; Mâcon neutre ; Lyon ligueur). — G. JEANTON. Les origines celtiques de Mâcon et le *Mediolanum* d'Hutigny (ce *Mediolanum*, appelé aussi *Miolanum*, est en réalité parmi les *pagi minores* du pays éduen qui aboutit à Gros-Mont, leur point commun de réunion, au point de jonction de quatre ou cinq tribus gauloises, toutes éduennes). — Henri FORESTIER. Le journal d'un archiviste ; suite et fin : 1848-1880. — Léon BLIN. Échos de la Grande Peur de 1789. = **Comptes-rendus critiques.** X. Guichard. Éleusis-Alésia ; enquêtes sur les origines de la civilisation européenne (travail prodigieux, mais exemple à ne pas imiter). — N. P. Gracianskij. Le village bourguignon du X^e au XII^e siècle (étude en langue russe, faite d'après les chartes. L'auteur ignore, il est vrai, tout du sol et du pays ; mais il a réussi à bien faire comprendre la formation d'une seigneurie). — Paul Jamot. La cathédrale d'Autun et l'art roman. — Henri David. Claus Sluter et ses œuvres propres. = Publications nouvelles : Henri Malo. Le Grand Condé. — René Crozet. Le voyage d'Urbain II, 1095-1096, et son importance au point de vue archéologique. — G. Perreux. L'esprit public dans les départements au lendemain de la révolution de 1830.

Annales de Bretagne. T. XLIV, nos 1 et 2, 1937. — H. HUERRE. Le semaine du contour Yéridique (fin de la traduction de ces sept contes populaires irlandais). — Julien EYMARD. Un livre curieux de la bibliothèque municipale de Rennes : l'*Asvologiae nova methodus* du P. Yves de Paris, 1593-1678 (édition rarissime de 1654). — H.-F. BUFFET. Lorient sous Louis XIV (jusqu'au XVIII^e siècle, le Port-Louis resta le principal centre maritime ; peu à peu, les chantiers de la Compagnie des Indes orientales établis sur le Scorff, dans la lande du Faouédic, sont devenus le noyau d'une agglomération ; à suivre). — Daniel BERNARD. Recherches sur la chouannerie dans le Finistère (actes de brigandage du chef de bande La Païge-Dorsenne ; à suivre). — Pierre RICORDEL. Le collège de Rennes après le départ des Jésuites et l'École centrale d'Ille-et-Vilaine, 1762-1803 (fin de cette étude ; l'ensei

gnement et la vie scolaire à l'École centrale). — Henri PERENNÈS. Poésies et chansons populaires bretonnes sur les affaires politiques et religieuses de la Révolution (fin). — Paul JEULIN. La consistance du « comté » de Richmond en Angleterre d'après le *Domesday book* (tableau des terres qui composaient « l'honneur » de Richmond vers 1088). — Lettres de R.-F. Le Men à F.-M. Luzel (à suivre). — A. RÉBILLON. Notice nécrologique de Léon Vignols, 1859-1937, et bibliographie de ses œuvres (51 numéros).

Annales de l'Est, publiées par la Faculté des lettres de Nancy. Année 1936, fasc. I. — Ernest MILLET. L'élevage du mouton dans le département de la Meuse depuis le début du XIX^e siècle (illustré de deux cartes et de plusieurs photos; important article de 70 pages, très précis). — Maurice TOUSSAINT. Lettres de Christian Pfister à Camille Jullian (les réponses de Jullian sont perdues; annotation satisfaisante). — André GAIN. Le programme contre-révolutionnaire d'un gentilhomme bourguignon, 1815 (adressé de Dijon, le 20 juillet 1815, au roi Louis XVIII; par le vicomte Gaspard de Sassenay). — Philippe POIRSON. Une lettre de Mgr Lavigerie à l'empereur Maximilien, 1866. = Fasc. II. Bibliographie lorraine (recensement complet des publications parues en 1934). = Fasc. III. Madeleine LIBIS. La fabrication du drap à Metz au Moyen Age (intéressantes précisions techniques, surtout sur la réglementation). — René HARMAND. Puttelange-les-Sarralbe en 1790-1791 (monographie très minutieuse des débuts de la Révolution dans un village de la Moselle). — André LEFÈVRE. La circulation routière dans l'Est au début de la Restauration: la bataille des jantes (réclamations contre l'obligation des voitures à jantes larges). — Pierre BENOÎT. Les tissages de l'arrondissement de Saint-Dié de la fin du XVIII^e siècle au milieu du XIX^e siècle (coup d'œil rapide, quelques précisions). — Fin des lettres de Pfister à Jullian. — Compte-rendu des thèses de P. DIMOFF sur André Chénier et d'Albert TROUX sur La vie politique dans la Meurthe de 1792 à 1795. = Fasc. IV (Annuaire de la Fédération historique lorraine): fin des articles précités de Madeleine LIBIS et René HARMAND. — P. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE. Le Congrès de la Fédération historique lorraine à Saint-Dié. — Maurice TOUSSAINT. La reprise des fouilles de Grand (dans les Vosges, avec trois planches; découvertes gallo-romaines). — Georges RIVET. La lutherie à Mirecourt (situation de cette industrie au début de 1936). — P.-E. KIFFER. Le nom du ruisseau lorrain Odamich. = 1937, fasc. I. Pierre BOYÉ. Stanislas Leszczyński et la cour d'Espagne, 1723-1733 (importante étude, d'après des documents jusqu'ici inconnus et en partie chiffrés. Intéresse l'exil de Stanislas à Wissembourg et son éphémère restauration en Pologne). — Émile CHANTRIOT. Raymond Poincaré jugé par les Allemands (depuis la guerre, d'après la presse allemande quotidienne; étude originale). — André LEFÈVRE. Les villes d'eaux de l'est de la France sous le Second Empire (étudie les voies d'accès, la clientèle, la propagande). — Robert GEORGE. La main-d'œuvre industrielle dans la région d'Épinal (étude contemporaine). = Fasc. II. Bibliographie lorraine (publications parues en 1935, pour l'archéologie moderne et histoire de l'art en 1933, 1934, 1935, avec un supplément sur l'histoire de la guerre de 1914-1918). = Fasc. III. Suite des articles de Pierre BOYÉ et (posthume) d'Émile CHANTRIOT. — Émile DUVERNOY. Le duc Charles III et le canton de Berne (publié d'après les archives de Berne, la correspondance du duc de Lorraine avec le canton de Berne de 1578 à 1598). = Fasc. IV (Annuaire de la Fédération historique lorraine). P. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE et F. BRAESCH. Le Cou-

grès de la Fédération historique lorraine à Verdun, 1937. — Maurice TOUSSAINT. Les fouilles de Grand (découverte d'un cimetière barbare à proximité de la ville gallo-romaine). — P.-E. KIFFER. Le nom de la rivière lorraine Vezouse (étend démesurément la question). — Stéphane ERRARD. Formules des guérisseurs de secret de la commune de Moriviller (Meurthe-et-Moselle). — Chronique de la Faculté des lettres de Nancy.

Par la plume de M. André Gain, les *Annales de l'Est* annoncent avec le dernier numéro de 1937 que l'augmentation vertigineuse des prix de l'imprimerie oblige la Faculté des lettres de Nancy à interrompre la publication de ce périodique. Seule continuera de paraître annuellement, au mois de mai, la *Bibliographie lorraine*. Celle qui paraîtra en 1938 recensera la production de 1936.

Rappelons que la Faculté des lettres de Nancy a repris depuis 1933 la publication d'une série de Mémoires formant des volumes séparés. Le tome VII, paru en 1936, est de M. André TIBAL, *L'Autrichien. Essais sur la formation d'une individualité nationale*.

Annales du Midi. 1937, juillet. — Gianfranco CONTINI. Sept poésies lyriques du troubadour Bertran Carbonel de Marseille. Appendice. — Fr. GALABERT. Sur la mort de Pépin I^{er} et de Pépin II, rois d'Aquitaine. — L. AUZIAS. Quelques renseignements suggestifs sur Pépin d'Aquitaine (à propos des Annales de Metz et de ses diverses rédactions, de Reginon. Peut-être faut-il distinguer deux parties dans la source primitive utilisée par les deux chroniqueurs). — Géraud LAVERGNE. Un Périgourdin capitoul de Toulouse : Jean-Léonard Gaillard, 1752-1765 (d'après les archives départementales de la Dordogne). — Jean DONAT. L'Université de Toulouse et les États généraux de 1789 (où est publié un mémoire sur le droit qu'ont les Universités, et particulièrement celle de Toulouse, d'envoyer des députés aux États généraux du royaume). = **Comptes-rendus critiques.** E.-H. Duprat. Tauroentum : le Brusq-Six-Fours (M. Duprat émet l'hypothèse que l'emplacement de Tauroentum est au Brusq-Six-Fours ; le port était à Tauroentum et le « castellum » à Six-Fours. L'argumentation de M. Duprat est convaincante). — Maria Dumitrescu. Poésies du troubadour Aimeric de Belenoi (remarquable). = Octobre. L. LEVILLAIN. Les Nibelungen historiques et leurs alliances de famille (sous cette appellation, L. Levillain désigne les membres d'une famille franque dans laquelle le nom de Nibelung s'est conservé au IX^e siècle ; il fournit un très grand nombre de textes : annales, diplômes des Carolingiens ; tableau généalogique, de Childebrand à Pépin le Bref. Levillain estime que Thibert appartient aux Nibelungen, comme étant le frère de Childebrand II. Tableau généalogique, pour autant qu'on peut présenter rien de certain, de probable ou de conjectural, sur la descendance de Childebrand au IX^e siècle). — Ch. DARTIGUE. Traité passé par Henri d'Albret pour alimenter sa maison, 1538 (publie le texte détaillé d'un marché « pour servir le roi de Navarre tant en France qu'au pays dudit seigneur »). = **Comptes-rendus critiques.** David J. Jones. La tenson provençale ; suivie d'une édition critique de quatre tensons et d'une liste complète de tensons provençales (précieuse étude clairement et sobrement rédigée sur un sujet dont l'intérêt dépasse largement les limites de la poésie provençale). — H. PIRENNE. Histoire de l'Europe, des invasions au XVI^e siècle (publiée par son fils Jacques Pirenne). — Robert SCHNERB. Les contributions directes à l'époque de la Révolution dans le département du Puy-de-Dôme (thèse de doctorat soutenue en 1933 ; décrit en particulier la crise économique provoquée par la

déflation des ans VI et VII. « A la pléthore de papier-monnaie succède la rareté du numéraire et les prix s'effondrent »).

Annales de l'Université de Paris. 1937, novembre-décembre. — Paul-Marie MASON. L'œuvre dramatique de Méhul. — Les Instituts de l'Université de Paris. Institut de droit comparé. Sections de droit privé comparé, de droit public comparé, d'ethnologie juridique, de criminologie comparative, de finances publiques comparées. Section économique. — Vie scientifique. Édouard DHORME. La religion des Hébreux nomades (l'opinion la plus probable sur l'origine du nom Iahvé ou Jéhovah signifie non pas « celui qui est », mais « celui qui fait être », à savoir « le Créateur ». La création est, pour les Hébreux comme pour les Babyloniens et les Assyriens, la marque distinctive du plus grand des dieux). — Gustave VALLÉE. La conscription dans le département de la Charente, de 1798 à 1807. — TAKESHIRO NAGASSÉ. Le paysage dans l'art de Hokousai. — M^{lle} Aenne LIEBREICH. Recherches sur Claus Sluter (utilise de nombreux documents conservés aux archives départementales de la Côte-d'Or, notamment le tombeau de Philippe le Hardi). — Henri HAUSER. Notes sur l'action des professeurs français au Brésil.

Bibliothèque de l'École des chartes. 1937, juillet-décembre. — Joseph ESTIENNE. Usage du style de l'Annonciation à Arras et à Amiens au début du XIII^e siècle. — P.-F. FOURNIER. Nouveaux documents sur le jurisculte Jacobi et sa famille (complète ce qu'avait déjà écrit M. Roger Grand). — B.-A. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ. Le compte de Pierre Govremont, receveur général du royaume, 1418-1420; suite et fin (annexe contenant les noms de ceux qui prêtèrent au roi en juillet 1418; c'est le Parlement, la Chambre des comptes, le Trésor, la Chancellerie et le Châtelet où se trouvait l'hôtel du roi; les bourgeois de Paris, les changeurs et les orfèvres, les marchands qualifiés, les prêteurs sans qualification). — Henri STEIN. Un diplomate bourguignon du XV^e siècle : Antoine Haneron (en note, plusieurs pièces d'archives publiées en note et des pièces justificatives en appendice, 1441-1474. Deux de ces pièces concernent Charles le Téméraire). — Charles PERRAT. Leçon d'ouverture du cours d'histoire des institutions de la France à l'École des chartes, 7 avril 1937. — **Bibliographie.** Dionysiaca. Recueil donnant l'ensemble des traductions latines des ouvrages attribués à Denys de l'Aréopage, t. I (par les moines de Solesmes). — H. Steinacker. Das Register Papst Johannis VIII (utile contribution à la critique des plus anciens registres des papes). — William Mendel-Newman. Le domaine royal sous les premiers Capétiens, 987-1108. — John L. La Monte. The wars of Frederick II against the Ibelins in Syria and Cyprus, by Philip de Novare (traduction du texte anglais, avec une traduction des poèmes de Philippe de Novare, par Jérôme Hubert. Extrait du *Breve chronicon de rebus sculis*, 1227-1232). — Roberto Lopez. Studi sull'economica Genovese nel medio evo; et L'attività economica di Genova nel marzo 1253, secondo gli atti notarili del tempo. — Id. Genova marinara nel duecento : Benedetto Zaccaria, ammiraglio et mercante (ce Zaccaria fut appelé par Philippe le Bel pour commander la flotte française en 1296-1298). — Allan Evans. Francesco Balducci Pegolotti : la pratica della mercatura. — Gino Masi. Verso gli arbori del principato in Italia (bonne étude sur les communes et les seigneuries en Italie). — F. M. Bartoš. Archivum Taboriense (intéressant pour l'histoire des querelles théologiques qui mirent aux prises les délégués des Hussites et les Pères du Concile de Bâle). — Auctarium chartularii Universitatis Parisiensis.

T. III : Liber procuratorum Nationis Alemanniae, 1466-1492 (très importante publication). — *Françoise Goineau*. Gisors, la ville et le bailliage jusqu'à la fin du xv^e siècle. — *Raoul Busquet*. Les fonds des archives départementales des Bouches-du-Rhône. I : Dépôt principal de Marseille. — *D. L. Galbreath*. Inventaire des sceaux vaudois. — *Guy Malengreau*. L'esprit particulariste et la révolution des Pays-Bas, 1578-1581. — *Laurent Labrusse*. Les quatre maisons de Roucy. — *E. Walberg*. Quelques aspects de la littérature anglo-normande. — *Jean Frappier*. Étude sur *La mort du roi Artu*, roman du xiii^e siècle (important). — *A. Coville*. Le Petit Jehan de Saintré; recherches complémentaires. — *Miss Pearl Kibre*. The library of Pico della Mirandola. — *Joseph Calmette*. Atlas historique. II : Le Moyen Age (ouvrage très utile, en dépit d'omissions et d'erreurs typographiques). — *Lynn Thorndike* et *Pearl Kibre*. A catalogue of Incipits of medieval scientific writings in latin (important; table très utile, mais difficile à manier). — *Marie de l'Incarnation*, fondatrice des Ursulines de la Nouvelle-France. Écrits spirituels et historiques publiés par dom Claude Martin, de la Congrégation de Saint-Maur (édition critique des écrits de la Mère Marie de l'Incarnation; tome III, qui contient 113 lettres datées de 1635 à 1644. Annotation très soignée. Il complète les *Relations des Jésuites* sur les conditions de l'existence dans la Nouvelle-France, etc.). — *Émile Leroy*. Guide pratique des bibliothèques de Paris. = Nécrologie : *Max PRIKET*, 1867-1937 (ses manuels et ses mémoires). — *Lucien Auvray*, mort le 20 février 1937 à l'âge de soixante-dix-sept ans. — *Pierre de Cénival*, 1888-19 mai 1937. = *Mélanges*. *Émile-A. van Moë*. Un exemplaire de l'édition des *Capitula Karoli Magni* de Pithou à retrouver; par le même : note sur la date du petit psautier de saint Louis de la Bibliothèque nationale. — *Pierre Héliot*. Un marché pour l'agrandissement de la chapelle des Cordeliers à Saint-Omer en 1262. — *Émile-A. van Moë*. Le sixième centenaire de la naissance de Jean Froissart à Valenciennes. — *Max Fazy*. Topobibliographie de la France. = *Publications récentes*. *Adrien Blanchet*. Les rapports entre les dépôts monétaires et les événements militaires, politiques et économiques. — *Jacques Soyer*. Recherches sur l'origine et la formation des noms de lieux du département du Loiret, t. IV. — *Vicente Blanco-Garcia*. San Ildefonso : De virginitate beatae Mariae. — *Loren C. Mac Kinney*. Early medieval medicine, with special reference to France and Chartres. — *Amédée Pagès*. La poésie française en Catalogne, du xiii^e siècle à la fin du xv^e siècle. — *Élie Golenistcheff-Koutousoff*. Étude sur le « Livre de la vertu du sacrement de mariage et réconfort des dames mariées », par Philippe de Mézières. — *Léo Crozet*. Manuel pratique du bibliothécaire. = Les Chartistes dans la vie moderne (dix-sept conférences, par autant d'archivistes).

Bulletin de correspondance hellénique. T. LX, 1936, fasc. 2. — *Sp. Marinatos*. Le temple géométrique de Dréros II (vases géométriques avec traces du premier style orientalisant. 2^e partie : viii^e siècle; un *gorgoneion* de bronze, un *palladion* découpé dans une feuille de bronze, un décret honorifique de la fin iii^e-début ii^e siècle. Note sur la population, attribuant à Dréros 7 à 9,000 habitants libres et à la Crète entière un million). — *A. Laumonier*. Archéologie carienne (un tombeau-temple à Gerga; à Labraunda, deux temples et un édifice hypostyle, une nécropole; forteresse à Xystis). — *L. Lérat*. Reliefs inédits de Delphes (II¹ première représentation du héros dionysiaque Proxénos). — *J. Jannoray*. A propos de deux dédicaces delphiques de l'époque impériale (deux honneurs divins accordés à Dru-

silla, sœur de Caligula). — P. GUILLON. Les offrandes en terre cuite et le culte de la terrasse supérieure du Ptoïon (du milieu du vi^e siècle à la deuxième moitié du v^e siècle et sans doute du iv^e siècle ; culte du héros Ptoïos et de Gê-Déméter). — P. LEMERLE. Un chrysobulle d'Andronic II Paléologue pour le monastère de Karakala (juillet 1294 ; détails sur les impôts et taxes dont les propriétés du monastère sont exemptées). — Id. Chronique des fouilles et découvertes archéologiques en Grèce (1935, fin ; 1936).

Bulletin hispanique. T. XXXIX, n° 4, octobre-décembre 1937. — Paul HÖGBERG. La rédaction des chroniques de Sampiro et de Pélage dans Sandoval ; suite des variantes fournies par les manuscrits. — G. CIROT. La guerre de Troie dans le *Libro de Alexandre*. — Al. CIORANESCO. Les « Rodomontales espagnoles » de N. Baudouin (documents curieux sur l'histoire des rapports franco-espagnols au début du xvii^e siècle et sur la manière dont on jugeait en France les Espagnols). — J. A. VAN PRAAG. Más noticias sobre la fuente de « el grand duque de Moscovia », par Lope de Vega (imitation de la vie et la mort de Démétrius, grand-duc de Moscou, en 1606 ; et de la « Historia pontifical y catolica », par le Dr. Luis de Bavia, 1613). — Otis H. GREEN. Documentos y datos sobre la estancia de Saavedra Fajardo en Italia (d'après les archives des vice-rois de Naples en 1644). — Joaquin CASALDUERO. Ana Karénina y realidad. = Variétés : H. Cavallès. L'habitation rurale et ses dépendances dans les Hautes-Pyrénées espagnoles, d'après Fritz Krüger. = **Bibliographie.** Wilhem Giese. Kulturwissenschaftlicher Beitrag zur Erforschung Andalusiens. — Amédée Pagès. La poésie française en Catalogne du xiii^e siècle à la fin du xv^e (études suivies de textes en partie inédits). — Pedro Henriquez Ureña. La cultura y las letras coloniales en Santo Domingo. — I. L. McClelland. The origins of the romantic movement in Spain.

Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais, T. XXIII, année 1936, n° 235. — Jacques SOYER. Recherches sur l'origine et la formation des noms de lieux du département du Loiret (5^e article). — Id. Le plus ancien acte privé conservé dans les archives du Loiret (contrat de vente passé à Meung-sur-Loire en mai 908). — Id. Une charte inédite de Philippe-Auguste en faveur de l'église Saint-Pierre-le-Puellier d'Orléans. — Eugène JARRY. Orgues orléanaises du xvi^e siècle. — Id. Le clocher de la « librairie » de l'Université d'Orléans. — Georges CHENES-SEAU. Un essai d'alliance du « gothique » et de l'« antique », par un architecte orléanais au xviii^e siècle (projet de Hénault pour l'église des Bénédictins de Bonne-Nouvelle). — Pierre JOUVILLIER. La famille de Balsac d'Entragues, le philosophe Condillac et M^{me} Bonnot de Mably. — Id. L'iconographie de Jeanne d'Arc au xv^e siècle. Un dessin inédit (manuscrit du *Champion des Dames* : dessin très grossier). — Henri DE DENAINVILLIERS. L'un des premiers imprimeurs d'Orléans : Pierre Asselineau. — Jacques SOYER. Notes de numismatique orléanaise. — Alexandre POMMIER. Recherches sur les Beauharnais du xvii^e siècle à Orléans. — Id. Note sur les artistes orléanais de la Renaissance ; suite.

Études. 1937, 20 juillet. — Gaston FESSARD. Bulletin du protestantisme français. La question de l'unité protestante. = 5-20 août. Louis DUMAS. L'évolution de la Chine, 1927-1937 (marche vers l'unification et une organisation méthodique). = 5 octobre. Victor DILLARD. La crise religieuse allemande (la ruine de la foi aussi bien religieuse que patriotique, résultat de la confusion du parti et de la patrie,

aboutira au communisme). — Joseph LECLER. Livres d'histoire religieuse. La restauration catholique aux ^{xiii}^e et ^{xvii}^e siècles (à propos de *Gustav Schnürer*. Katholische Kirche und Kultur in der Barockzeit; *Marcel Bataillon*. Érasme et l'Espagne; Correspondance du cardinal Pierre de Bérulle, éditée par *Jean Dagens*; R. P. *Georges Guiton*. Saint François Régis). = 20 octobre. Alexandre BROU. Bulletin des Missions. Une crise des missions protestantes (crise de ressources et de personnel). = 5 novembre. Louis JALABERT. Le maître de l'heure en Arabie : Ibn Seoud ; suite au numéro suivant. — René PINON. Le catéchisme impérial de 1806 ; épisode de la politique religieuse de Napoléon (à propos de la thèse de *A. Latreille*). = 5 décembre. Yves DE LA BRIÈRE. L'histoire religieuse du temps présent. Cinq nouveaux cardinaux. = 20 décembre. Alexandre BROU. Bulletin des Missions : Shanghai catholique. = 1938, 5 janvier. Jean PEYRAULX. L'avènement du national-socialisme. Adolphe Hitler, conducteur de peuple (historique depuis 1920). — Yves DE LA BRIÈRE. L'histoire religieuse du temps présent. Le Consistoire. Maison de France et *Action française*. = 20 janvier. Louis JALABERT. La turbulence de l'Islam arabe. Du panarabisme aux nationalismes. = 5 février. Henri BRENIER. La guerre sino-japonaise.

Humanisme et Renaissance. T. IV, 1937, fasc. III. — Louis ROYER. Les musiciens et la musique à l'ancienne collégiale Saint-André de Grenoble, du ^{xv}^e au ^{xviii}^e siècle (nombreux documents). — R. CAISSO. La vente de la forêt de Gâtine à l'époque de Ronsard (précisions fournies par des documents conservés aux archives des Basses-Pyrénées). — Hubert FORESTIER. Montaigne et la loi de l'opposition de la réaction à l'action. = Notes et documents : E.-A. FRANCIS. Jeu de la conversion de saint Guillaume d'Aquitaine. — E.-Ph. GOLDSCHMIDT. Reliures faites pour Claude Cauchon de Maupas, abbé de Laon. = *Comptes-rendus*. Gutenberg Jahrbuch 1936. — *C. Dalbanne*. Typographie lyonnaise au ^{xv}^e siècle. — *K. von Posadowski-Wehner*. Jean Parmentier, 1494-1524. Leben und Werk. — Études et documents sur la Réformation en Suisse romande. — *Marcel Bataillon*. Érasme et l'Espagne. — *Alphonse Roersch*. L'humanisme belge à l'époque de la Renaissance. — *Gerhardt Ritter*. Erasmus und der deutsche Humanistenkreis am Oberrhein. — *Daniel van Damme*. Éphéméride illustrée de la vie d'Érasme. — *K. A. Horvath*. Étienne Jodelle. — *George E. Diller*. Les dames des Roches. Étude sur la vie littéraire à Poitiers dans la deuxième moitié du ^{xvi}^e siècle. — *Jacques Lavaud*. Philippe Desportes, 1546-1606. — *Maturin Dreano*. La pensée religieuse de Montaigne. — *Marc Citoileux*. Le vrai Montaigne (excellentes réflexions de Marcel Raymond sur ces deux livres). = Fasc. IV. Marcel FRANCON et Pierre d'HERBÉCOURT. Le changement de fortune en toute prospérité de Michel Riz (traité composé pour Marguerite d'Autriche ; à suivre). — Benedetto CROCE. Antonio de Ferraris detto il Galateo. — J. LESELLIER. Contribution à la biographie de Michel-Ange (deux documents inédits : acte de procuration, dressé en 1548, et une absolution pour manquement à la loi sur le repos dominical accordée par Paul III en 1549). — A. DAIN. Commerce et copie de manuscrits grecs (cinq lettres, probablement de Vergèce, adressées à Henri de Mesmes en 1564). — Louis CONS. Montaigne et Julien l'Apostat (Montaigne a voulu faire l'apologie de Julien). = Bibliographie (longue liste de livres et minutieux dépouillement de nombreuses revues).

Journal des Savants. 1937, juillet-août. — J.-B. FREY. Un recueil d'inscriptions

juives : *Corpus inscriptionum Judaicarum*. — André FIGANOL. Les pouvoirs constitutionnaires et le Principat d'Auguste (examen des ouvrages publiés par *Léon Homo*, Auguste ; *The Augustan principate, during the Julio-Claudian period*, par *Mason Hammond* ; *Res gestae divi Augusti*, par *Jean Gagé* ; *Wilhelm Weber*, *Principes*). — Michel FRANÇOIS. La France en 1515 (sur l'ouvrage de J. C. Bridge intitulé *A history of France from the death of Louis XI*. T. V : *France in 1515*). — Georges SEURE. Autour de Troie (secondes controverses concernant la grande muraille d'Hissarlik. A la surface du premier îlot exploré, on a exhumé deux murs d'époque romaine ; mais le dernier mot n'a pas encore été dit). = **Livres nouveaux.** *Claire Préaux*. Les ostraca grecs de la collection Wilbourg au musée de Brooklyn. — *Adrien Blanchet*. Les rapports entre les dépôts monétaires et les événements militaires, politiques et économiques. — *G. Ferrero*. Nouvelle histoire romaine (livre qui fait réfléchir et penser). — *Ephemeris Dacoromana* (tome VI de l'*Annuaire de l'École roumaine de Rome*). — *Michel de Boüard*. Une nouvelle Encyclopédie médiévale : le *Compendium philosophiae* (d'après onze manuscrits étudiés par l'auteur). — *G. G. Nicholson*. Un nouveau principe d'étymologie romane (ses conclusions sont souvent périlleuses). — *Prosper Mérimée*. Lettres aux Antiquaires de l'Ouest, 1836-1869 ; recueillies et annotées par *Jean Mallion* ; introduction par *Maurice Parturier* (lettres intéressant les spécialistes de l'architecture médiévale). — *Manuel Trens*. Ferrer Bassa. Les peintures de Pedralbas (exécutées à la demande d'Elésinde de Montcada, troisième femme de Jaime II, qui fut roi de Sicile, d'Aragon et de Valence. Devenue veuve, elle fit édifier l'église d'un couvent de Clarisses, situé dans un faubourg de Barcelone, et commanda quatre retables pour la chapelle royale de Saragosse ; il y est dénommé « *Fierrarius Bassa, pictor imaginum, de Barchinonia* », 1348 ; il a utilisé des matériaux artistiques italiens qui étaient en faveur au milieu du XIV^e siècle). = Septembre-octobre. A. JEANROY. Le troubadour Giraut de Bornelh (à propos des *Lieder* de ce troubadour, traduits et commentés par Adolf Kolsen). — Claude-F.-A. SCHAEFFER. Aperçu de l'histoire d'Ugarit, d'après les découvertes faites à Ras Shamra (avec une photographie, prise en avion, du Tell Ras Shamra ; 1^{er} article). — Henri DEHÉRAIN. Silvestre de Sacy et l'enseignement de l'arabe à Marseille (en 1807, Silvestre préconisa la création d'un enseignement de l'arabe à Marseille et soutint la candidature d'un religieux copte réfugié en France, dom Gabriel Taouil, « réfugié d'Égypte ». Il y forma deux élèves : Fortuné Albrand et l'abbé Bargès). — J. TOUTAIN. Nouvelles découvertes archéologiques en Provence (fouilles commencées par M. H. Rolland dans la région de Marseille). = **Livres nouveaux.** *Istituto di studi romani : Africa romana*. — *G. Narducci*. La colonizzazione della Cirenaica nell'antichità e nel presente (volume de vulgarisation). — *Rhys Carpenter* et *Antoine Bon*. *Corinth* (remarquable étude). — *Julius Baum*. La sculpture figurale en Europe à l'époque mérovingienne (beau livre richement illustré, par M. Baum : 80 planches comportant 210 figures). = Novembre-décembre. Ch. PICARD. Un tombeau royal de la III^e dynastie à Saqarah, Égypte (à propos d'un important ouvrage de M. Jean-Philippe Lauer concernant la Pyramide à degrés ; texte et album en phototypie). — Claude-F.-A. SCHAEFFER. Aperçu de l'histoire d'Ugarit, d'après les découvertes faites à Ras Shamra ; suite et fin. — Henri DEHÉRAIN. Un guide de voyage au XVI^e siècle (c'est *La guide des chemins de France* de 1553, par Charles Estienne, qui utilisa les nombreuses notes recueillies par lui dans ses lectures). = **Livres nouveaux.** *Paul*

Claché. Démosthène et la fin de la démocratie athénienne. — *P. Boyancé*. Études sur le Songe de Scipion (modèle de discussion érudite). — *J. R. Strayer*. The royal domain in the bailliage of Rouen (document de première importance publié avec des photographies ; intéressant l'histoire des finances royales. Il doit avoir été exécuté pendant les années 1261-1266). — *Alfred Coville*. Le Petit Jehan de Saintré ; recherches documentaires. — *Marcel Aubert*. Le Mont-Saint-Michel et l'abbaye (remarquable étude sur les origines et la construction de ce chef-d'œuvre de l'art français). — *Petit-Dutaillis*. Les Actes de Philippe-Auguste (le tome II doit paraître en 1938).

Mémoires de la Société éduenne. T. XLVIII, 2^e fasc., 1937. — *Henri BEIS*. La place d'Autun dans la cartographie antique (c'est à son importance routière qu'Autun doit la place éminente qu'elle occupe dans la cartographie. Ptolémée est le plus souvent, pour dresser ses cartes, parti des distances routières). — *P. LEBEL*. Le nom de l'Arroux (l'Arroux et l'Adour proviennent l'un et l'autre du prototype *Atura*). — *Gabriel LE BRAS*. Autun dans l'histoire du droit canon (les évêques de cette ville ont de bonne heure pris rang parmi les autorités canoniques ; mais c'est au xvi^e siècle que l'esprit féodal s'y implanta, grâce à l'influence exercée par deux témoins de marque : Chasseneu et Jean de Montholon). — *Léon BLIN*. Paris-Lyon, par Arnay-le-Duc ou par Autun (à propos d'une concurrence postale à la fin du xviii^e siècle). — *Gabriel JEANTON*. De quelques noms de lieux indiquant une limite aux frontières des pays d'Autun, Chalon et Mâcon ; limites intérieures du diocèse de Mâcon ; frontières des archiprêtres anciens ; limite du *pagus* de Chalon au pays des Séquanes). — *Maxime REYMOND*. Marius d'Autun, évêque de Lausanne au vi^e siècle. — *Eugène FYOT*. Les projets de canalisation de l'Arroux sous l'Ancien Régime. — *P. CHENU*. La trouvaille de monnaies de Saint-Prix, Saône-et-Loire (on a réussi à recueillir un lot assez important de monnaies enfouies au temps du roi Philippe de Valois et du duc Hugues V, 1305-1315). — Les bailliages d'Autun et Montcenis à la fin du xvii^e siècle (enquête de l'intendant Ferrand, 1697).

Mercury de France. 1937, 1^{er} novembre. — *Robert DE SOUZA*. Un cinquantenaire : Jules Laforgue ; l'homme et l'œuvre. = 1^{er} décembre. *Z. TOURNEUR*. Histoire d'un rayon de soleil (dissertation sur l'origine pythagoricienne du mot). — *Pierre GIRARD*. Le nationalisme de Sinclair Lewis (son admiration pour l'Angleterre, sa mère patrie ; il est agressif à l'égard de la France et des peuples latins, de race inférieure. A Paris, ce qui le frappe, ce sont des agents de police gringalets, une société dépravée). — *Jules WOGUE*. La vie chevaleresque d'Edmond Got, comédien français (ses triomphes à la Comédie-Française ; difficultés qu'il rencontra pour obtenir la croix de la Légion d'honneur, refusée aux comédiens, même les plus remarquables). = 15 décembre. *Émile FORGUE*. Les pestiférés de Saint-Jean-d'Acre et de Jaffa (expose le rôle admirable joué alors par Desgenettes ; l'affaire de l'empoisonnement des pestiférés a suscité une littérature surabondante, plus politique, il est vrai, que vraiment historique). — *R. SOLESSES*. Les mystères de la jeunesse de Diderot ou l'Aventure théologique (expose par le menu détail les relations de Diderot avec l'abbé de Prade, son mariage qu'on pourrait se hasarder à qualifier de morgana-tique. Il finit par mériter le titre de docteur en Sorbonne ; puis et surtout il travailla à l'Encyclopédie. On bien raison de parler des « mystères de sa jeunesse »). = *Revue de la quinzaine*. *Roger Tisserand*. Au temps de l'Encyclopédie : l'Académie

de Dijon de 1740 à 1793 et Les concurrents de J.-J. Rousseau à l'Académie de Dijon pour le prix de 1754. — *Bernard Marque*. Recherches sur nos origines ethniques et linguistiques (trois volumes sur les populations de toute la Gaule celtique). — *Pierre Geyraud*. Parmi les sectes et les rites ; les petites églises de Paris. — *Armand Charpentier*. Parmi les côtés mystérieux de l'affaire Dreyfus. = 1938, 1^{er} janvier. Hugo PERLS. Le savoir et la foi religieuse dans l'œuvre de Platon. — René JOUGLET. Le sentiment national en Chine et au Japon. — Émile LALOY. Le refus du comte de Chambord (le refus du comte de Chambord a pour cause principale les menaces et les manœuvres secrètes de Bismarck). = **Revue de la quinzaine**. *Claude et Jacques Seignolle*. Le folklore du Hurepoix (l'ouvrage des deux frères Seignolle est une véritable révélation). — *A. Miramar*. La vie merveilleuse de Tobie (en Assyrie, au temps des rois, qui rendaient la vie dure aux Juifs. La vie merveilleuse de Tobie n'est qu'un roman). — *G. Cameron*. Histoire de l'Iran antique ; traduite de l'anglais par M^{me} E.-J. Lévy (bon instrument de travail, qui s'adresse à un public étendu). — *A. Erman*. La religion des Égyptiens (traduite de l'allemand, d'après la troisième édition, par H. Wild. Trente ans de labeur ont mis au point une œuvre capitale, riche en aperçus nouveaux). = 15 janvier. Marc CITOLEUX. La philosophie de la vie et le bergsonisme. — Jean AJALBERT. Mémoires à rebours ; fragments. A l'assaut du Parnasse, 1884-1846 (Édouard Dujardin et Mallarmé en procès avec Vanier, etc.). — Médecin-général BRICE. Napoléon n'est pas mort d'un cancer. — Claude ROGER-MARX. Actualité de Daumier (figure héroïque, enfantine et légendaire). = **Revue de la quinzaine**. *Georges Doutrepoint et Omer Jodogne*. Les chroniques de Jean Molinet (on en connaît vingt-sept manuscrits. La nouvelle édition est fondée uniquement sur celui de la Bibliothèque royale de Bruxelles, dont on a seulement ajouté les variantes contenues dans divers manuscrits. Un glossaire et un index alphabétique le terminent). — *Jean Marchand*. Une édition mort-née des *Maximes* de La Rochefoucauld (en réalité, il s'agit ici de trois éditions de 1865 à 1935). = 1^{er} février. René DUMESNIL. Maurice Ravel (oraison funèbre d'un éminent compositeur, né le 7 mars 1873 à Ciboure, mort en 1934). — Albert SCHENZ. Le songe de Descartes et l'exposition de 1937 (comment Descartes a eu pendant toute sa vie le rêve de réaliser par la pensée l'unité philosophique, de trouver la vérité par les sciences. Celui qu'on honore comme le patron de l'Exposition de 1937 ne ressemble en rien au modèle ; c'est « Descartes tout de même »). — Dr Raoul BLONDEL. A l'aurore de la République tchécoslovaque ; souvenirs de guerre (comment Stefanik, ministre de la Guerre, voulut rentrer en avion dans son pays délivré. Au moment où il allait toucher terre, il capota brusquement et périt, finissant « en beauté »). = 15 février. Louis CHOCHOD. La cosmogonie de l'ancienne Chine et ses rapports avec certaines fêtes de l'année civile (par exemple, dans la fête de la « dualité du Neuf ». « Neuf » est le nombre de la Plénitude. Cette fête, fort ancienne, remonte environ à l'époque où régna sur la Chine la dynastie des Hân, 206 avant à 220 après J.-C.).

Revue de Paris. 1937, 1^{er} novembre. — Jules CAMBON. La paix (le texte de cet article a été rédigé par M^{me} G.-R. Tabouis d'après les conversations qu'a eues, à l'époque, Jules Cambon avec les siens. Les passages entre guillemets sont tirés du carnet de notes de l'ancien ambassadeur. On peut considérer ces conversations comme étant absolument sincères et dignes de foi. Elles vont du 11 novembre 1918, à onze heures du matin, au 22 juin 1919, date de la signature du

traité). — Georges IMANN. Marseille et la Commune, 1870-1871 (soulèvement aussi pauvre dans son organisation que misérable dans ses résultats). — Jean FONTENOY. La guerre en Chine. — A. ALBERT-PETIT. L'histoire : *Paul Mazon*. La Grèce homérique. — *Pierre Champion*. Catherine de Médicis, voyage en France (d'après le *Recueil et discours du voyage du roy Charles IX*, parus dès 1566, sous la signature d'Abel Jouan). — *Louis Madelin*. Histoire du Consulat et de l'Empire (tome I d'un ouvrage qui en comprendra douze). — Les Mémoires de la duchesse d'Abrantès. = 15 novembre. Georges GOYAU. Thiers contre les instituteurs. Comment se prépara la loi Falloux (la Société d'agriculture, sciences, belles-lettres et arts d'Orléans vient de faire imprimer les procès-verbaux de la Commission extra-parlementaire réunie par le comte de Falloux, en 1849, sous la présidence de Thiers, pour préparer la législation nouvelle sur l'enseignement ; à maintes reprises, l'action des catholiques contraignit Thiers à consentir certaines concessions propices à l'épanouissement de l'instruction. Efforts des voix d'Eglise pour rassurer Thiers). — Robert DREYFUS. Saint-Valry, ou le Conservateur hérétique (son œuvre est celle d'un simple chroniqueur, un des meilleurs historiens de notre époque. Né en 1828, mort en 1881, auteur de deux volumes de souvenirs pour servir à l'histoire contemporaine ; directeur de la *Patrie* ; correspondant chargé de renseigner le Nord de Bruxelles sur les agitations intérieures de son pays ; violences de sa plume lors des élections générales d'octobre 1877, qui aboutissent à une revanche fructueuse des républicains. Les « classes dirigeantes » et les « nouvelles couches sociales »). = 1^{er} décembre. Maurice BARRÈS. Mes cahiers, 1914. Chapitre XXXVIII : Fragments (commencé à Paris le 6 juillet 1911. La ligue des Patriotes. Assassinat de Jaurès, le 31 juillet 1914, et visite qu'il a faite à son cadavre. « Jaurès n'était pas un marxiste, ce n'était pas sa nature. » Événements du 15 août au 14 septembre ; départ du gouvernement pour Bordeaux, qu'il réprouve : il fallait « partager le sort de Paris, tant que Paris était encore français ». Ses rapports avec Psichari, Hugo). = 15 décembre. Maurice BARRÈS. Mes cahiers. Cahier XXXVIII (d'octobre 1914 au 20 mars 1916. Ce que lui a dit Camille Jullian sur Vercingétorix, qui fut « un chef très habile et un administrateur de premier ordre ; par-dessus le marché, très galant homme ». Fragment d'une lettre de Baldensperger sur notre individualisme. Jaurès « savait tout, il retenait un livre qu'il avait lu ». Visite au général Joffre à Chantilly, le 20 mars 1916, et ce qu'il pense de la situation). — Jean POMMIER. Le cours de Sainte-Beuve à Lausanne (à propos du centenaire de Sainte-Beuve, qui arriva le 18 octobre pour y professer un cours sur Port-Royal ; il fit quatre-vingt-une leçons en sept mois à raison de trois par semaine). = 1938, 1^{er} janvier. Paul MORAND. Malthus ou du contingentement (il fera figure de précurseur ; dans la cathédrale future, il aura sa pierre tombale). — Léon TOLSTOÏ. Journal intime, 1910 (ces pages sont inédites en français ; elles ont été écrites par Tolstoï dans les derniers mois de sa vie, 7 novembre 1910). — Constantin DE GRUNWALD. Yougoslavie (très intéressante description du pays). — Jean FONTENOY. L'Américain et Pi (il s'agit d'une jeune général chinois, Pi Hsue Pan, qui raconte les événements dramatiques qui marquèrent, à Shanghai, le début de l'année 1927). — Adrien DANSETTE. La naissance du boulangisme (et voici Paulus entonnant le refrain gaillard « en revenant de la revue ». L'épopée commence et déjà elle possède son chant de guerre et son aède. Boulanger, c'était le radicalisme botté) = 15 janvier. Robert DE TRAZ. André Siegfried (sa formation morale et intellectuelle, à Mulhouse d'abord, puis par

de nombreux voyages à l'étranger : en Amérique, au Chili, au Pérou, en Louisiane et dans l'Alabama. Il publie, enfin, son étude sur *L'Angleterre d'aujourd'hui* (1924), puis *La crise britannique au XX^e siècle*, *Le tableau des partis en France*, et *La crise de l'Europe* ; pour le définir en un mot, c'est « un grand témoin ». — Adrien DANSETTE. Le parti royaliste et le boulangisme (d'après des documents inédits fournis par le baron de Mackau, Jules Auffrey, le comte d'Haussonville et Albert de Mun). — André COLLIEZ. La politique de prestige et les colonies ; la politique de prestige et Lyauté ; le changement de méthode (la propagande panislamique et communiste, le redressement nécessaire au Maroc et en Indo-Chine). — Optimisme français (une personnalité compétente affirme sa confiance dans notre situation et donne avec précision les raisons de son optimisme). — Général DUVAL. La bataille de Santander et les enseignements de la guerre d'Espagne (avec une carte). — 1^{er} février. Daniel HALÉVY et Émile PILLIAS. Lettres inédites de Gambetta (écrites entre le 3 mars et le 13 novembre 1882, c'est-à-dire peu avant sa mort. Une d'elles est conservée dans les Archives royales du château de Windsor). — Paul BAUDOUIN. Les données du problème français (l'Occident « a trahi sa mission en fuyant, au XIX^e siècle, la réalité ; la France doit lui demeurer fidèle, qui est de servir l'homme. Notre pays reste encore lui-même, au centre de l'Occident menacé, solidaire d'une latinité qui, malgré les apparences, demeure inscrite dans les faits comme dans les esprits ». — Général L. HOELTZ. A Tannenberg (l'auteur décrit la conduite de la bataille en se plaçant uniquement au point de vue du commandement allemand ; avec trois cartes du champ de bataille). — Albert MOUSSET. Grandeur, décadence et survie de l'idée slave. — 15 février. Jacques BENOIST-MÉCHIN. Le Putsch national-socialiste de Munich, 8-9 novembre 1923 (histoire du coup d'État, qui se termine par un procès, le 1^{er} avril, et qui condamne les auteurs à cinq ans de forteresse pour haute trahison ; dans le nombre se trouve Adolf Hitler, qui met à profit sa détention pour écrire *Mein Kampf*. En juin 1924, il fait savoir qu'il renonce officiellement à la direction du parti). — Henri GUILLEMIN. Lettres inédites de Lamartine (à la duchesse de Broglie, 1821 ; au comte Édouard de Ligonnières, 1830-1831, 1838-1842 ; à M. de Laprade, 1858). — R. DE ROUSSY DE SALES. La rechute américaine (en 1929, et la grande débâcle des années 1923-1938 qu'on appelle la « Dépression »). — Général L. KOELTZ. Ludendorf à Tannenberg (la troisième journée de bataille et le triomphe de Hindenburg, 1^{er} septembre 1914). — Pierre D'ESPEZEL. Le collège des Bernardins (à Paris, à l'entrée de la rue de Pontoise ; le collège dit du Chardonnet ; l'église, la sacristie, le collège et le cloître, édifiés par Jacques Fournier, devenu pape sous le nom de Benoît XII. Le collège devint en 1843 une caserne pour les pompiers, malgré les protestations de Montalembert).

Revue des Deux Mondes. 1937, 1^{er} novembre. — Abel BONNARD. Jules Cambon (ses rapports avec le baron de Kiderlen-Wachter, « Allemand sanguin, violent, parfois brutal »). — 15 novembre. Albert PINGAUD. Les livres d'histoire. Souvenirs et mémoires (étude sur les mémoires de la princesse Stéphanie de Belgique et de la reine mère de Roumanie). — Marie-Louise PAILLERON. Le centenaire de *Port-Royal* à Lausanne (célébré par MM. Bonnerat et Bonnard). — 1^{er} décembre. Sir Ian MALCOLM. Lord Balfour (pendant la guerre ; le suprême Conseil de guerre de Versailles, 1918). — Jacques HÉRISSEY. Septembre 1792, d'après la relation inédite d'un survivant (Joseph Saurin, jésuite, sécularisé en 1773, pensionnaire des Edutistes

à Paris en août 1792. Arrêté, il est accablé d'injures et de coups le 30 août. La vie des prisonniers aux Carmes. Il est sauvé par deux volontaires marseillais et trouve un asile chez une femme « prudente et charitable ». Il parvient à Rome et c'est là qu'il écrit en 1793 ses « lettres à un ami ». — 1938, 1^{er} janvier. Jean HANOTEAU. Lettres des souverains à Napoléon. II : De la reine Louise à Bernadotte (la famille royale de Prusse, 1806-1810. Le grand-duc de Bade et l'art des félicitations, 1802-1809. L'art des sollicitations, 1806. Bernadotte (prince de Ponte-Corvo depuis 1810, qui était désigné pour succéder au vieux roi Charles XIII). Le roi de Saxe, Frédéric-Auguste, et la bataille de Lutzen, 1813, celle de Leipzig). — Les carnets de Ludovic HALÉVY. II : 1879-1880 (dans le monde. Le téléphone dans sa nouveauté, septembre 1879. Gounod, Victorien Sardou ; mort de Thiers et de Mignet. A Ferrières, novembre 1880, où l'on met la main sur le registre des visiteurs, financiers et politiques, de Bismarck). — A. TSERSTEVENS. Étapes yougoslaves. II : De Raguse à Sarajevo et l'attentat de Sarajevo, 28 juin 1914 (une plaque de marbre rappelle le lieu où Gavril Princip commit son attentat, le 28 juin 1914). — Maurice LEVAILLANT. Chateaubriand et M^{me} de Custine ; documents inédits, 1805-1807. — 1^{er} février. Gabriel HANOTAUX et duc de LA FORCE. Richelieu et la religion. — VERAX. Sir Robert Vansittart (haut fonctionnaire anglais choisi à cause de ses qualités professionnelles). — Ludovic HALÉVY. Ses carnets ; suite : 1882-1883. — Émile DARD. Bonaparte et Fersen (leur rencontre le 28 novembre 1797 au pays de Bade. Bonaparte refuse de considérer Fersen comme un ambassadeur suédois. Rentré en Suède, Fersen ne cessa de combattre Bonaparte). — Louis GILLET. Goya en France. — 15 février. Gabriel HANOTAUX et duc de LA FORCE. Richelieu et la religion ; suite (Richelieu et Saint-Cyran ; la querelle janséniste ; la réforme des monastères ; la question du gallicanisme). — M^{me} Madeleine POURPOINT. Le comte de Paris. Lettres à J.-A. Asseline (juillet 1870-février 1871. Asseline occupa dans la famille du duc d'Orléans un poste de confiance ; il fut plus tard le guide éclairé autant que dévoué des fils du duc ; ses lettres aux princes exilés en 1870 et 1871 renseignent sur le gouvernement de Paris au temps de Gambetta ; les élections à l'Assemblée nationale, 4 février 1871).

Polybiblion. 1937, août-septembre. — J. Thomas. Le mouvement baptiste en Palestine et en Syrie (150 ans avant J.-C.-300 après J.-C.). — Pierre Lavedan. Géographie des villes. — Edmond Morand. Le canal de Suez et l'histoire extérieure du Second Empire. — Octobre-novembre. Étienne Aubrée. Le chevalier de Caud, époux de Lucile de Chateaubriand. — Marcel Dupont. Caroline Bonaparte. — Charles Maurras. Mes idées politiques (remarquable compte-rendu critique par É. Jordan). — Décembre. Paul Cloché. Démosthène. — Louis Déplanque. Saint Vincent de Paul et sainte Louise de Marillac, d'après leur correspondance. — J. Guichard. Saint Vincent de Paul, esclave à Tunis. — Avec ce numéro de décembre, le *Polybiblion* cesse sa publication.

Préhistoire. T. V, fascicule unique, 1936. — D^r Henri MARTIN. Comment vivait l'homme de la Quina à l'époque moustérienne, p. 7-23 (note de la rédaction : « C'est avec une profonde tristesse que nous publions ce mémoire que notre ami le D^r Henri Martin nous avait remis avant son départ pour les fouilles du Roc et de la Quina (Charente)... Nous ne devons plus le revoir. » — P.-M. FAVRET. Les nécropoles des logasses à Chouilly (Marne), p. 24-119 (très important pour la distinction, en Cham-

pagne, du *hallstättien* final et du *marnien*). — F. BENOÎT. Une forteresse celtique aux Baux. Les *Bringasses*, p. 120-139 (elle date des III^e-II^e siècles avant notre ère. Comment la présence de cette forteresse celtique aux Baux s'accorde-t-elle avec celle de la ville grecque de *Glanon* à Saint-Rémy?).

La Révolution française. 1937, 1^{er} trimestre. — Louis GAUDEL. Le procès de Danton (conférence qui n'apporte aucun aperçu nouveau sur cette affaire et ne touche à l'histoire que par son sujet). — L. LÉVY-SCHNEIDER. Encore un napoléonide qui a trompé les espérances de Napoléon (il s'agit du cardinal Fesch, qui est étudié ici à l'aide des thèses récentes de M. André Latreille). — B. MIRKINE-GUETZÉVITCH. Les principes de la Révolution (affirmation du caractère pacifique de la Révolution). — Édouard CHAPUISAT. De Guillaume Tell à la Consulta. — A.-R. DE CLÉRY. Un mariage en Bretagne sous la Terreur. = La séance de rentrée du Centre d'études de la Révolution française. = **Comptes-rendus.** *Valentine Thomson*. Le corsaire chez l'Impératrice (John Paul Jones et Catherine II). — F. BRAESCH. Finances et monnaies révolutionnaires (recherches, études et documents). — Louis GARROS. La *Marseillaise* et Rouget de l'Isle. — Ralph KORNIGOLD. Robespierre, le premier des dictateurs modernes. — Émile DARD. Napoléon et Talleyrand (un bel ouvrage, mais qui n'insiste pas assez sur la vénalité de Talleyrand). — Lydie ADOLPHE. Portalis et son temps, « le bon génie de Napoléon ». = 2^e trimestre. L. DE CARDENAL. Les sociétés populaires du 9 thermidor à la fermeture du club des Jacobins. — Denise AIMÉ. La Révolution suédoise de 1772. — Henry BERTRAM HILL. L'influence française sur les constitutions de l'Europe, 1795-1799; suite. — A. BLONDEAU. Les dernières années de l'Empire dans le comté de Nice, 1812-1814. — Léopold BOISSIER. Sainte-Alliance et Société des Nations. — Philippe SAGNAC. L'école primaire en France. — B. MIRKINE-GUETZÉVITCH. Louis Gaudel (notice nécrologique). = **Comptes-rendus.** *Denise Aimé*. Du Pont de Nemours, honnête homme (contribution opportune à l'histoire des rapports entre la France et les États-Unis). — André SEVIN. Le défenseur du roi : Raymond de Sèze, 1798-1828. Défense de Louis, avec introduction et des notes. — Roufflandis. Une curieuse figure : Doppet, médecin, littérateur et général en chef des armées de la République en 1793. — Pierre TRAHARD. La sensibilité révolutionnaire (remarquable en tous ses chapitres). — Pierre de LACRETELLE. Secrets et malheurs de la reine Hortense. — Crane BRINTON. The lives of Talleyrand. — Henri GOUHIER. La jeunesse d'Auguste Comte et la formation du positivisme. T. II : Saint-Simon jusqu'à la Restauration. — Louis-Paul DESCHANÉL. Histoire de la politique extérieure de la France, 806-1936. = 3^e trimestre. Un avertissement indique que cette revue, publiée jusqu'ici par le Centre d'études de la Révolution française de l'Université de Paris, le sera désormais par la Société d'histoire de la Révolution française, reconstituée avec une partie de ses anciens membres et une partie de son ancien comité directeur. — P. MURET. G. Ferrero, historien de Bonaparte (excellente étude critique du dernier livre de l'historien italien, *Aventure. Bonaparte en Italie*). — G. SAUMADE. La Révolution française et l'ordre international de Malte, 1789-1796. La nationalisation des biens de l'ordre. — Comte. L. DE VOINOVITCH. La Révolution française vue de l'Adriatique. = **Notes et nouvelles.** Soutenance des thèses de M. G. Vallée sur *La conscription dans le département de la Charente, 1798-1807, et Le compte général de la conscription de A.-A. Hargenvilliers*.

Revue archéologique. 1937, avril-juin. — G. CONTENAU. Les fouilles en Asie

occidentale (en 1935 et 1936). — P. DEVAMBEZ. Deux piliers décorés trouvés à Cyzique (actuellement au musée d'Istamboul). — P. GUILLON. Borne thasienne d'un lieu de culte de Zeus (trouvée en 1934). — M.-Th. SCHMITTER. Subsericae vestes (le *subsericum* n'est pas un tissu dont la trame seule serait en soie, mais un tissu entièrement de soie de qualité inférieure). — M. PILLET. Sur la mort d'orientalistes français (Victor Place, ancien consul à Mossoul, et Fulgence Fresnel, mort à Bagdad en 1855). — Notices nécrologiques consacrées à René Cagnat, Joseph Chamonard, Maxime Prinnet. = **Comptes-rendus.** *Carl Schuchhardt*. Alteuropa, Kulturen, Rassen, Völker. — *Biagio Pace*. Arte e civiltà delle Sicilia antica, t. II. — *Ch. Vellay*. Controverses autour de Troie. — *K. Kourouniotis*. Ἑλευσίς. — *G. Lippold*. Die Skulturen des Vaticanischen Museums III. — *Otto Kern*. Die Religion der Griechen. II^{ter} Band : Die Hochblüte bis zum Ausgange des fünften Jahrhunderts. — *Georges Meautis*. Eschyle et la trilogie. — *W. W. Tarn*. La civilisation hellénistique (traduction d'un ouvrage excellent, mais déjà vieux de six ans). — *Bartholomeo Nogaro*. Les Étrusques et leur civilisation (la traduction française est lamentable). — *Louis Bréhier*. La sculpture et les arts mineurs byzantins. — *Rostovtzeff, Bellinger, Hopkins et Welles*. The excavations at Duro-Europos. Preliminary report of sixth season of work. = Juillet-septembre. *W. Deonna*. L'art de la Grèce archaïque. — *N. Plautine*. Note sur le nom du peintre céramiste Onésimos. — *Gawril Kozarow*. Un nouveau monument du Cavalier thrace (trouvé en 1936 en Bulgarie). — *V. Basanoff*. Le *Guerriero di Capestrano* et les origines de l'*Imperium* (montre que l'*imperium* est d'origine italique, antérieur à l'influence étrusque). — *Henri Focillon*. L'église Saint-Étienne de Vignory, ses dates de construction (vers 1040-1050). — *Hermine de Saussure*. De la marine antique à la marine moderne (insiste sur la valeur de la marine antique). = **Comptes-rendus.** *G. A. S. Snijder*. Kretische Kunst. — *Seston Lloyd*. Mesopotamia, excavations and Sumerian sites. — *A. W. Van Buren*. Ancient Rom, as revealed by recent discoveries. — *David M. Robinson*. A short history of Greece. — *W. Dörpfeld*. Alt Olympia. — *G. Daux*. Delphes au II^e et au I^{er} siècle. — *Id.* Pausanias à Delphes. — *H. Thiersch*. Artemis Ephesia. — *A. Westholm*. The temples of Soli.

Revue d'histoire diplomatique. 1937, janvier-mars. — XXX. Le duel Cambon-Boulanger (extrait d'une biographie de Paul Cambon, qui sut découvrir la médiocrité et l'ambition du général Boulanger quand il le vit de près en Tunisie). — *Marquis de Forbin*. Le cardinal de Forbin-Janson à Rome (ses négociations dans l'affaire des Bulles en 1691-1693 ; fin au numéro de juillet-septembre). — *Assen Smeydovski*. La Roumanie et la Triple-Alliance (résumé de la période de 1883 à 1913). — *Albert Pingaud*. L'intervention de la Grèce dans la Grande Guerre (fin au numéro suivant ; montre, par le détail, la longue campagne diplomatique, une série de périodes d'activité et d'accalmie, de succès et de revers, dont elle a été l'aboutissement). — *Robert Barroux*. Nicolaï d'Arfeuille (peintre français et cartographe, il gagna en 1546 la confiance de Lord Dudley, grand amiral d'Angleterre, et put fournir secrètement de précieux renseignements à l'ambassadeur de France ; il devient agent secret, envoyé en mission dans le Levant pour relever des plans et a publié plusieurs volumes de récits de ses voyages). = Avril-juin. *René Dollot*. Vue générale sur l'histoire de l'Afghanistan. — *Émile Dard*. Lettres inédites de Dalberg à Talleyrand (datées de 1807, elles montrent la grande intimité des deux hommes). — *Baron de Barante*. Une figure de diplomate : le baron de Barante (ambassadeur

après 1830 à Turin, puis en 1836 à Pétersbourg). — Alex. GAUTHIER. Les États-Unis et l'Europe (montre que, malgré des traverses, l'opinion américaine est favorable à la France). = Juillet-septembre. S. STELLING-MICHAUD. Bonneval et Saint-Saphorin (d'après une correspondance inédite). — F. WADDINGTON. Lettres inédites de Jules Ferry à W. H. Waddington (lettres consacrées aux affaires d'Égypte et de Chine, de novembre 1883 à mars 1885). — Maurice DE LA FUYE. Rouget de Lisle diplomate (au service de la République batave, comme agent officieux du général Daendels). — André ARTONNE. Les ministres et sous-secrétaires d'État des Affaires étrangères (utile étude qui complète la liste des ministres des Affaires étrangères placée en tête de l'*État numérique de la correspondance politique* récemment publié par les soins du ministère). = *Compte-rendu. Maurice Paléologue. Alexandre I^{er}.*

Revue d'histoire de l'Église de France. 1937, avril-juin. — Ch. LAPLATTE. L'administration des évêchés vacants et la régie des économats (étude surtout les économats, institutions chargées de percevoir et de centraliser les revenus de la régle; elle a fonctionné depuis la fin du xvii^e siècle jusqu'à la Révolution). — Louis DÉPLANQUE. Saint Vincent de Paul sous l'emprise chrétienne (résumé fait par l'auteur d'une thèse de doctorat ès lettres). = *Comptes-rendus. J.-R. Palanque, G. Bardy, P. de Labriolle.* De la paix constantinienne à la mort de Théodose (excellent). — *Antoine Bonal.* Histoire des évêques de Rodez, t. I (manuscrit du xvii^e siècle, publié et annoté par l'abbé J.-L. Rigal; importants matériaux). — *Jacques Levron.* Pierre Mauclerc, duc de Bretagne. — *Pierre Caron.* Les massacres de Septembre (remarquable ouvrage de critique historique). — *Ch. Constantin.* L'évêché du département de la Meurthe de 1791 à 1802, t. I (très important). — *Tobie de Raemy.* L'émigration française dans le canton de Fribourg, 1789-1798 (riche de faits précis). — *E. Durtelle de Saint-Sauveur.* Histoire de Bretagne (averti et impartial). — *Dom L.-H. Cottineau.* Répertoire topo-bibliographique des abbayes et prieurés, fasc. 2-4 (signale quelques lacunes). — *Anne Marcel et Marcel Baudot.* Grand cartulaire du chapitre Saint-Julien de Brioude (indispensable). = Chronique d'histoire régionale : Ile-de-France, Orléanais, Maine, Touraine, Anjou, Normandie, Bretagne, Poitou, Angoumois, Aunis et Saintonge. = Juillet-septembre. Le II^e Congrès d'histoire ecclésiastique de la France, 18-20 mai (résumé des communications qui ont été présentées et des discussions). — Mgr Georges GRENTE. L'histoire locale et le clergé. — Baron ANGOT DES ROTOURS. Fleur de sainteté, xvii^e siècle, célébrée par Corneille : Élisabeth Ranquet. = *Comptes-rendus. Mgr Armand Olichon.* Les missions, histoire de l'expansion du catholicisme dans le monde (ce n'est pas un livre d'étude, il manque de rigueur scientifique; l'information n'est pas à jour). — *Ch.-Edmond Perrin.* Essai sur la fortune immobilière de l'abbaye alsacienne de Marmoutier aux x^e et xi^e siècles. — *Léon-E. Halkin.* Réforme protestante et réforme catholique au diocèse de Liège. — Mgr Clément Tournier. Le cardinal de Clermont-Tonnerre, archevêque de Toulouse, 1820-1830, et le drame de la Petite Église. — *A. Esmein.* Le mariage en droit canonique, 2^e édition, t. II. — *Raymond Rey.* La sculpture romane languedocienne. — Mgr J.-M. Vidal. Documents sur M. de Caulet, évêque de Pamiers, et sur le schisme de la régle dans ce diocèse. — *Henri Naeff.* Les origines de la Réforme à Genève. — *I. Rinieri.* I vescovi della Corsica. = Chronique d'histoire régionale : Berry, Limousin, Marche, Auvergne, Bourbonnais, Nivernais, Lyonnais, Dauphiné, Savoie, Provence, comté de Nice, Corse.

Revue d'histoire économique et sociale. XXIII^e année, 1936-1937, n° 1. — Charles RIST. Le cours forcé en Angleterre, 1797-1821. Thornton, Ricardo, le Bullion report et la théorie quantitative de la monnaie (l'expérience du cours forcé en Angleterre a dominé toutes les doctrines monétaires relatives au crédit dans la première moitié du XIX^e siècle ; montre l'effet néfaste des théories de Ricardo sur le développement des institutions de crédit). — Paul-M. BONDOIS. Le développement de l'industrie verrière dans la région parisienne de 1515 à 1665 (montre le rôle important joué par les souverains, mais l'échec total fut causé principalement par l'établissement d'un monopole). — Chanoine Eugène SOL. La propriété en Quercy avant le XVIII^e siècle (superficiel). — Daniel HAUTEVOIX. La distribution des biens en U. R. S. S. Le commerce extérieur soviétique (l'achèvement du second plan quinquennal et la réalisation du troisième permettront seuls de mettre fin à l'« embouteillage » des magasins, que l'on observe encore souvent). — N° 2. Sotiris AGAPITIDÈS. Saint-Simon et le corporatisme fasciste (souligne les ressemblances qui existent entre les deux systèmes). — Léon VIGNOLS. Une nouvelle histoire de la Martinique (celle de C.-A. Banbuck). — Walter BRAUER. Le schéma de l'accumulation du capital. — Léon VIGNOLS. La Caisse des Invalides et les dilapidations gouvernementales du XVII^e au XX^e siècle (cette Caisse a été constamment pillée par tous les gouvernements successifs, depuis le XVII^e siècle jusqu'aux dernières années où la victoire des syndicats de pêcheurs a su la défendre contre toute mainmise). — N° 3. Pierre BOIVIN. L'économie sociale d'Auguste Comte. La doctrine (montre l'erreur qui consiste à voir dans Auguste Comte essentiellement un conservateur, sa pensée économique était profondément révolutionnaire). — Jules LAUTMAN. Une inflation à Moscou au XVII^e siècle : l'expérience économique du tsar Mikhaïlovitch et ses conséquences. — P.-M. BONDOIS. Le développement de la verrerie française au XVIII^e siècle (à suivre). — Gabriel-Louis JARAY. La population indigène de l'Amérique septentrionale au XVI^e siècle et la politique indigène de la France (la plupart des indigènes ont été des collaborateurs et non des adversaires des Français).

Revue d'histoire politique et constitutionnelle. 1937, avril-juin. — Édouard BÉNÈS. La tâche des démocraties. — Sébastien CHARLÉTY. La jeunesse et l'avenir de la culture. — Rafael ALTAMIRA. Droit constitutionnel américain et droit constitutionnel européen. — E. C. S. WADE. Cinquante ans de législation constitutionnelle anglaise. — Maurice SARRAUT. Collectivisme et radicalisme. — Gaston JÈZE. Les conditions du crédit public. — Henri HAUSER. L'immigration au Brésil et le problème japonais. — Louis DUMONT-WILDEN. Le nationalisme. — André PIERRE. La Fédération soviétique d'après la nouvelle constitution de l'U. R. S. S. — Roger PINTO. L'évolution constitutionnelle des États-Unis. — **Comptes-rendus.** André Siegfried. Le Canada, puissance internationale. — Maxime Petit. La Troisième République. — Johannes Stoyes. L'Angleterre dans le monde. — Roland Maspétiol. L'État et son pouvoir. — Jacques Ancel. Manuel géographique de politique européenne, t. I. — Juillet-septembre. E. DURKHEIM. Montesquieu : sa part dans la fondation des sciences politiques et de la science des sociétés (c'est la traduction par Alengry de la thèse latine du sociologue). — F. BRAESCH. La méthode de travail de la Constituante (dissertation d'où les préoccupations de politique actuelle ne sont pas absentes, et qui répond surtout à une critique de Georges Lefebvre). — E. MÉLOT. La politique sociale de la Belgique. — C. BRUNSCHVIGG. Le suffrage des femmes

devant le Parlement. — J. ANCEL. Une expérience nationale : le Luxembourg. — B. MIRKINE-GUETZÉVITCH. Propos de méthode. — R. PINTO. L'évolution constitutionnelle des États-Unis (fin). = **Comptes-rendus.** *Auguste Mélot.* Cinquante années de gouvernement parlementaire, 1884-1934. — *Louis Trotabas.* Les finances publiques et les impôts de la France. — *G. Door,* le chevalier *A. Braas.* Les *Novelles* (Corpus Juris Belgici, t. II). — *Edmond Préclin.* Histoire des États-Unis (contribution d'un réel intérêt à l'histoire des États-Unis). = Octobre-décembre. ALENGRY. Le sens des réalités chez Condorcet constitutionnaliste (brève étude qui s'inscrit en faux contre les appréciations traditionnelles). — P. O. DE TÖRNE. La réforme du parlementarisme (c'est surtout une étude du régime anglais, qui n'apporte pas de nouveautés). — J. CAIN. L'histoire et la presse (note sur l'enrichissement de la *Bibliothèque nationale*). — H. CANNAC. L'occupation interalliée en Rhénanie (défense de la Haute Commission interalliée). — E. CHAPUISAT. La Suisse et la défense de la démocratie (dispositions constitutionnelles, législatives, pénales, administratives et débats actuels à propos du communisme). — C. COSTAMAGNA. Les principes constitutionnels de fascisme dans la charte du travail (celle-ci serait un des actes les plus intéressants de l'histoire constitutionnelle de la civilisation européenne, une solution nouvelle intermédiaire entre libéralisme et communisme). — G. GUY-GRAND. Réflexions sur « La fin des notables » (à propos du livre de D. Halévy). — J.-J. CHEVALLIER. Barnave et « l'esprit des Edits » (contribution à l'étude de l'insurrection dauphinoise de juin 1788). — H. BATIFFOL. Le fédéralisme aux États-Unis (l'évolution vers un pouvoir central plus fort a encore une très longue route à parcourir). — A. ROBINET DE CLÉRY. La fin du fédéralisme en Allemagne (après la dernière guerre). — A. J. SVOLOS. L'Assemblée de 1893 et l'institution du Sénat (en Grèce). — Cl. CAMPOAMOR. La condition sociale de la femme en Espagne depuis la constitution de 1812. — A. DECENSIÈRE-FERRANDIÈRE. La constitution du 22 frimaire an VIII (intéressant. Bonaparte ne peut pas être présenté comme le dernier des despotes éclairés, qui ne s'adressaient qu'à un quarteron de philosophes, mais comme le premier des despotes modernes, habiles à s'assurer l'appui des masses). = Nécrologie : M. ROMAN RIAZA, ancien secrétaire général de l'Université de Madrid, assassiné pendant la guerre civile.

Revue des Questions historiques. 1937, juillet-septembre. — Jean LEMOINE. Les des Eillets : une grande comédienne, une maîtresse de Louis XIV (la mère a été la rivale de la Champmeslé, et la fille, femme de chambre de confiance de M^{me} de Montespan, fut « maîtresse obscure et pour ainsi dire intérimaire de Louis XIV »). — Comte Serge FLEURY. La meilleure amie française de Gustave III (c'est Marie-Charlotte de Boufflers-Roveret). — Jean COLLOT. Bordier et Jourdain et les révolutions de Rouen (en juillet 1789). — Henri CHAVANE DE DALMASSY. Comment Amélie de Beauharnais devint impératrice (de Brésil, épouse de Pedro I^{er}). — E.-G. LEDOS. Dom Fernand Cabrol, abbé de Farnborough (notice nécrologique). — Deuxième Congrès du pétrole (réuni en juin 1937, on y fit plusieurs communications historiques). = **Comptes-rendus.** *R. Schnerb.* La péréquation fiscale de l'Assemblée constituante, 1790-1791. — *G. de Froidcourt.* François-Charles, comte de Welbruck, prince évêque de Liège, franc-maçon. — *Wilhelm Schwarz.* Die Heilige Allianz. = Novembre. Maurice TOUSSAINT. Essai sur la question franque en Lorraine (avec liste des villages et hameaux en *ange, ing, viller et heim* ; à suivre). — Paul DUDON. Admirateurs modénois de l'Essai : lettres inédites à Lamennais

(l'abbé Baraldi et la comtesse Riccini). — Jean LEMOINE. Les des Cilleys : une maîtresse de Louis XIV (suite ; nombreux documents). — A propos de la polémique de Guizot avec Lord Palmerston (lettre de Guizot au roi, datée du 10 novembre 1846). — Nicolas BRIAN-CHANINOV. Chronique russe (état de nos connaissances relativement à la venue des premiers Slaves dans la plaine russe, leur installation et la naissance du premier État russe). = **Comptes-rendus**. Atlas historique. II : Le Moyen Age, par Joseph Calmette (critiques nombreuses). — A. Coville. Le Traité de la ruine de l'Église par Nicolas de Clamanges et la traduction française de 1564. — Paul Delourme. Trente-cinq années de politique religieuse ou l'histoire de l'« Ouest-Éclair » (œuvre de polémique).

Revue des travaux de l'Académie des sciences morales et politiques. 1937, mars-avril. — Jacques BARDOUX. La vie et les œuvres de M. Raphaël-Georges Lévy, 1853-1937 (ses principaux ouvrages : *Les conversions des rentes*, *Le péril financier*, *Les saines monnaies et les saines finances*. M. J. Bardoux, pour son compte, joint une dissertation sur l'origine de la fortune rapprochée des œuvres du défunt). — Ernest MAHAIM. Le consommateur et les formes modernes du commerce de détail (à propos d'un important ouvrage de M. Kallen intitulé *The decline and rise of the consumer*, 1936). — Paul COURTEAULT. Un ami bordelais de Montesquieu (Joseph de Navarre, qui fit ses études au collège de Juilly, où il fut le condisciple de Montesquieu, son aîné de trois ans. Il se « donna » ensuite à la cour anglaise qui était alors à Saint-Germain-en-Laye. Il fut, en outre, un des huit fondateurs de l'Académie royale des Belles-Lettres, Sciences et Arts de Bordeaux, où Montesquieu fut admis en 1716). — Albert PINGAUD. Un précurseur : Napoléon III, organisateur de la paix (en 1863). — Thadée BRZESKI. L'homogénéité de l'évolution économique. — Jacques BARDOUX. Allocution prononcée à l'occasion du décès de M. Alfred Stern (l'auteur fort apprécié d'une *Histoire générale de l'Europe, 1815-1870*, où il représentait l'Allemagne libérale ; mais qui n'a pas survécu à sa disparition). = **Comptes-rendus bibliographiques**. Louis Le Fur. Règles générales du droit de la paix. — Georges Surdon. Institutions et coutumes des Berbères du Mogreb (ouvrage d'un haut intérêt par un professeur à l'Institut des hautes études à Rabat). — M. Mirkin-Guetzévitch. Annuaire de l'Institut international de droit public. — Charly Guyot. Pèlerins de Môtiers et prophètes de 89. — Jean Escarra. Le droit chinois. — André Morillot, Paul Coroze et Emmanuel Morand. Les occupations d'usines et leurs conséquences juridiques (très bref, mais important). — Paul Masson. La Provence au XVIII^e siècle, t. I-III. — Ordonnances des rois de France, t. V, 2^e partie. — Roger Doucet. Finances municipales et crédit public à Lyon au XVI^e siècle (très forte étude). — Édouard Dolleaux. Histoire du mouvement ouvrier, 1830-1871. — Auguste Murat. La propriété agraire en Italie. — Général Boichut. Sur la deuxième conquête de la Franche-Comté par Louis XIV, 1674. — Jean Barennes. Un homme de loi pendant la Révolution : le Girondin Barennes. — J.-M. Yepes. Le panaméricanisme au point de vue historique, juridique et politique (œuvre d'un juriste et diplomate éminent). — Achille Viallate. L'activité économique en France de la fin du XVIII^e siècle à nos jours. — Jean Morini-Comby. Les échanges commerciaux entre la France et les États successeurs de l'Empire austro-hongrois. — E. Glas-son, Albert Tissier et René Morel. Traité théorique et pratique d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure civile, 5 vol. (important). = Mai-juin. A. ALBERT-PETIT. La vie et les travaux d'Alfred Rebelliau, 1858-1934 (auteur de *Bos-*

suet historien du protestantisme, sa vie a été celle du sage, sa mort aussi). — André SIEGFRIED. Une géographie de l'opinion politique est-elle possible? (expose deux séries de recherches : l'une relative à la persistance des opinions de telle ou telle unité politique ; la seconde relative à la répartition géographique des opinions dans une région donnée). — E. DUPRÉEL. Morale et probabilité. — William E. RAPPAUD. Directeur de l'Institut universitaire des Hautes-Études internationales. — Bertrand NOGARO. Les origines et le caractère de la conjoncture économique actuelle. — Jacques ARNAVAN, ministre plénipotentiaire. Molière, la médecine et l'obligation morale (Molière a souvent attaqué la médecine, mais moins souvent qu'on ne croit ; en réalité seulement dans *Le malade imaginaire*. Si la satire contre les médecins « a atteint une telle vigueur, c'est qu'elle a pour origine l'obligation morale, sa lutte contre la fausse science a atteint une majesté qui s'impose »). — Gabriel-Louis JARAY. Portrait de Cavelier de La Salle (à propos du 250^e anniversaire de sa mort. Il fut « le prince des explorateurs »). — Jacques BARDOUX. Allocution prononcée à l'occasion du décès de Gaston Doumergue. = **Comptes-rendus bibliographiques.** Robert REDSLOB. Les principes du droit des Grecs modernes. — Marc CIOLEUX. Le vrai Montaigne, théologien et soldat. — La vie politique et constitutionnelle des peuples. — Annuaire interparlementaire 1937. — Lucien GROS. Le Portugal économique.

Revue historique de Bordeaux. 1937, juillet-septembre. — Robert MESURET. Louis Sicardi et son élève Antoine Lacour (Louis Sicardi n'est pas, comme on l'a dit tout d'abord, d'origine italienne, car il naquit à Avignon en 1748 ; son père, Jean-Pierre-Antoine Sicard, était né à Toulouse vers 1718. Il devint académicien en 1772, mais quitta Bordeaux pour Paris en 1774 et son nom disparaît finalement des registres de l'Académie en 1783. Il eut pour successeur Antoine Lacour, à qui l'on doit le portrait de son frère Pierre). — Simone DALBY. L'instruction publique à Bordeaux pendant la Révolution ; suite : École des sourds-muets, école de Saint-Côme. École centrale. — Th. RICAUD. Le Musée de peinture et de sculpture de Bordeaux, de 1830 à 1870 ; suite. — Cardozo DE BETHENCOURT. Livre bordelais condamné au feu (en vertu d'un arrêt du 6 août 1762 par le Parlement de Paris contre les Jésuites. A Bordeaux, le livre brûlé était intitulé *Disputationes theologiae*, et l'auteur : le P. Jean Martinon, professeur de philosophie et de théologie à Bordeaux, mort le 5 février 1662 à l'âge de soixante-dix-sept ans. Description de l'exemplaire, qui appartient aujourd'hui à Bordeaux). — A.-A. M. Trois libraires bordelais du xvi^e siècle. = Octobre-décembre. Henri Courteault, 1869-1937. Notice nécrologique. — Archéologie gallo-romaine. — Paul BURGUBURU. La « Mensura penderaria » du Musée lapidaire de Bordeaux (la seule authentique existant en France et d'origine gallo-romaine). — Simone DALBY. L'instruction publique à Bordeaux pendant la Révolution ; suite et fin. — Th. RICAUD. Le Musée de peinture et de sculpture de Bordeaux, de 1830 à 1870 ; suite. = **Mélanges.** André-A. Michelot. Un acte notarié en français en 1445. — *Id.* Un grand artiste italien du xvi^e siècle à Bordeaux : Girolamo della Robbia. — C. de B. Les Bordelais et la Société de la Nouvelle-France (Canada) en 1628 (le P. François de Creux, de la Compagnie de Jésus, auteur d'un ouvrage intitulé *Historiae Canadensis, seu Novae Franciae libri decem, 1664*).

ALLEMAGNE

Historische Zeitschrift. Bd. 157, Heft I, 1937. — O. HÖFLER. Das germanische Kontinuitätsproblem. — Hermann BEENKEN. Der Historismus in der Baukunst (le néo-gothique en Allemagne et en Angleterre, les cathédrales des romantiques allemands). — Erwin Erhard AIDNIK. Zur Geschichte des *Privilegiums Sigismundi Augusti* für die livländische Ritterschaft vom 28 November 1561. — Arnold Oskar MEYER. Der Streit um Metternich (à propos de l'ouvrage de Viktor Bibl, Metternich). — Paul GREBE. Bismarks Sturz und der Bergarbeiterstreik vom Mai 1889. = *Comptes-rendus*. Forschungen zur Judenfrage, Bd. I. — Stammtafeln zur Geschichte der Europäischen Staaten, hgg. von Wilhelm Karl, Prinz von Isenburg, Bd. II. — Hazel D. Hansen. Early civilization in Thessaly. — Adolf Menzel. Griechische Soziologie. — Franz Messerschmidt. Bronzezeit und frühe Eisenzeit in Italien, Pfahlbau, Terramare und Villanova. — Rudolf Grieser. Hans von Baysen. Ein Staatsmann aus der Zeit des Niederganges der Ordensherrschaft in Preussen. — Gerhard Ostreich. Der Brandenburg-preussische Geheime Rat, vom Regierungsantritt des Grossen Kurfürsten bis zu den Neuordnung im Jahre 1651. — Martin Naumann. Oesterreich, England und das Reich 1719-1732. — Fritz Reckmalleczewen. Sophie-Dorothee, Mutter Friedrichs des Grossen. — Franz Schnabel. Deutsche Geschichte im 19. Jahrhundert. Bd. IV : Die religiösen Kräfte. — C. K. Webster. The foreign policy of Castlereagh, 1812-1815. — Anten Chroust. Gesandtschaftsberichte aus München, 1814-1848. Abt. I : Die Berichte der französischen Gesandten, Bd. III, IV, V, VI. — Momchilo Nintchitch. La crise bosniaque, 1908-1909, et les puissances européennes. — Erich Voegelin. Die autoritäre Staat. Ein Versuch über das österreichische Staatsproblem. — Anna Schroeder-Petersen. Die Ämter Wolfhagen und Zierenberg. Ihre territoriale Entwicklung bis im 19. Jahrhundert. — B. J. E. Neale. Queen Elizabeth. — William Haller. Tracts on liberty in the Puritan revolution, 1638-1647. — Crane Brinton. A decade of revolution, 1789-1799. — Aurel A. Gombos. Giuseppe Garibaldi. — Ahmed ibn Arabshah. Tamerlane or Timur the Great Amir. — Otto Springen. Die Nordische Renaissance in Skandinavien. — Franz Haumer. Die Handelspolitik der Niederlande, 1830-1930.

Vierteljahrsschrift für Sozial-und Wirtschaftsgeschichte. 1936, n° 1. — Heinrich KRAMM. Landschaftlicher Aufbau und Verschiebungen des deutschen Grosshandels am Beginn der Neuzeit, gemessen an den Familienverbindungen des Grossbürgertums (insiste, avec une documentation aussi variée qu'abondante, sur la plasticité des groupements, humains et territoriaux, de l'économie allemande au XIV^e et au XV^e siècle). — Dietrich von GLADISS. Christentum und Hörigkeit in fränkischen und deutschen Urkunden des Mittelalters. — Josef KALLBRUNNER. Zur Geschichte der österreichischen Verwaltung unter Maria Theresia. — Erich KEYSER. Neue Forschungen über die Bevölkerungsgeschichte Deutschlands (abondant article bibliographique; méthodes, race, antiquité, villages et villes, migrations). = No 2. Robert LATOUCHE. Agrarzustände im westlichen Frankreich während des Mittelalters (situation juridique des biens fonciers, traits dominants de l'économie agraire, répartition de la population paysanne dans le comté du Maine). — Herbert LUDAT. Der Ursprung der ostdeutschen Wicken (*Wiek* est un nom qui désigne quantité d'établissements humains voisins d'anciennes forteresses slaves; le terme

correspond au latin *vicus* ; il désigne des faubourgs ou des lieux de marché slaves). — Werner GEBAUER. Die Aufnahme der Politik des Aristoteles und die naturrechtliche Begründung des Staates durch Thomas von Aquino (l'idée de l'État au sens d'Aristote était tout à fait étrangère au temps de Thomas d'Aquin). — N° 3. Siegfried LAUFFER. Die platonische Agrarwirtschaft (« Der Feudalstaat ist sein Ziel »). — André-E. SAYOUS. Le capitalisme commercial et financier dans les pays chrétiens de la Méditerranée occidentale, depuis la première croisade jusqu'à la fin du Moyen Age (varié, solidement documenté). — Kurt BATHELT. Nachrichten über den Fezexport (Esterreichs nach dem Orient im 19. und beginnenden 20. Jhdt (la première fabrique de fez y fut créée en Bohême à l'instigation d'un soldat français resté à Strakonitz après les guerres napoléoniennes ; il y en eut en Silésie, en Moravie, en Basse-Autriche). — N° 4. Emanuel Hugo VOGEL. Zur Geschichte des Giralverkehrs im Altertum (les Romains connurent la compensation ; les virements ont très vraisemblablement été pratiqués entre clients d'un même banquier). — Ilse KUNZ-LACK. Joseph Chamberlain als Sozialpolitiker (« Sozialismus und Nationalismus sind in seinem Denken und Empfinden unlöslich verknüpft »). — 1937, n° 1. Hans NIEDERMEIER. Francesco Petrarca und seine Sozialideen (ce que Pétrarque a préconisé avant tout, c'est l'indépendance). — Heinrich SIEVEKING. Die Glückstädter Guineefahrt im 17. Jahrhundert (participation des Allemands aux entreprises suédoises et danoises ; *Consilium maritimum* créé par le Grand Électeur à Glückstadt ; conflits avec les Suédois et les Hollandais ; les Brandebourgeois en Guinée et à Saint-Thomas ; conflits avec les Danois ; dernier voyage de Guinée en 1693). — Richard BUSCH-ZINTNER. Tschiftlikwesen und Zadruga in Südosteuropa, Ein Beitrag zur Geschichte der Balkanischen Agrarverfassung). — N° 2. Friedrich LÜTGE. Hufe und Mansus in den mitteldeutschen Quellen der Karolingerzeit, insbesondere in dem Breviarium Sti Lulli (« In Bayern deckt sich um diese Zeit mansus und hoba wohl völlig, während gleichzeitig in Lorsch nach den Feststellungen von Becker-Dillingen u. a. hoba als Feldmass und mansus in der Bedeutung von Hofstatt, Hoffeld gebraucht wird »). — Franz ARENS. Die Familie Forchoudt und ihre Rolle im Antwerpener Kunsthandel (à propos d'une publication de l'archiviste anversois M. Denucé, étude du commerce d'objets d'art, surtout d'art religieux, par une famille de marchands-joailliers-banquiers, que l'auteur de l'article se donne bien du mal pour naturaliser allemande). — Dietrich VON GLADISS. Die Schenkungen der deutschen Könige zu privaten Eigen nach ihrem wirtschaftlichen Inhalt (surtout sous Otton II et Otton III). — N° 3. Emanuel Hugo VOGEL. Der Anteil der Deutschen historischen Schule an der Entwicklung der « politischen Ökonomie » zu einer « nationalen Volkswirtschaftslehre » (l'école historique allemande a pris une part capitale, à la création de la « Volkswirtschaftslehre » détournée du libéralisme, réellement organique, science de l'avenir. Le fait de cette construction n'est assurément pas encore atteint. « Wo könnte es « Vollendung » geben, solange das Leben währt und Fortschreiten zu höheren Erkenntnisstufen der eigentlichen Inhalt alles Lebens ist? »). — Eberhard SCHMIEDER. Unterkäufer im Mittelalter (étude l'institution des courtiers, ordinairement assermentés, depuis le XI^e et surtout le XII^e siècle, dans les villes de l'Allemagne du Sud et dans plusieurs de l'Allemagne du Nord). — Ernst HIEKE. Der Beginn des Hauses C. Woermann in Afrika (en 1849-1850).

BRÉSIL

Boletim do Centro de Estudos históricos. 1937, t. II, fasc. II. — Renato MENDONÇA. Relações exteriores do Brasil : o Marques de Barbacena e la diplomacia do imperio (à propos de la réédition de la biographie de Barbacena, par Pandia Calogeras, sur la reconnaissance de l'empire brésilien à Londres en 1824-1825, fragment d'une histoire projetée sur la politique extérieure du Brésil). — Pedro BAPTISTA. A Estrada das boiadas (la route des bestiaux vers le Parahyba, au début du XVIII^e siècle). — Dr. J. A. PADBERG-DRENKPOL. Recordações *historias* ; suite et fin. = Bibliographie et périodiques.

ÉTATS-UNIS

The American historical Review. 1937, juillet. — Franklin Le Van BAUMER. Christopher Sr German. The political theory of a Tudor lawyer (ses vues dérivent de celles de Gerson et de Marsile de Padoue. Hostile à la papauté et à l'absolutisme, il n'a pas vu d'antinomie entre l'equity et la common law. Pour lui, « un parlement infaillible était l'unique antidote contre le pouvoir absolu du pape ». Il fut un précurseur du Long Parlement). — J. Duane SQUIRES. Aeronautics in the Civil War (histoire des efforts efficaces d'un aéronaute insigne Boulincourt Lowe, 1861-1863, pour doter l'armée nordiste de cinq ballons d'observation). — Robert H. GEORGE. A note on the Bill of Rights (prouve que l'évolution de la Révolution de 1688 et que le Bill des Droits ont été commandés par le besoin de rendre la liberté aux corporations municipales et aux élections au Parlement). — Margaret Castle SCHINLER. Fictitious biography (l'auteur prouve que quarante-sept articles de l'Appleton's Cyclopaedia of American Biography, pour les lettres H, V, W, ont été écrits par des auteurs sans scrupule, sur des personnages ou des ouvrages supposés). — W. M. WHITELAW. The financial plight of a Queen's Consort (reproduction d'un memorandum du prince Albert, qui demande une augmentation de sa liste civile, réponse de lord J. Russell du 5 janvier 1850). = **Comptes-rendus.** H. C. Darby. An historical geography of England before A. D. 1800 : fourteen studies (« le livre consiste en une série d'images géographiques à un siècle d'intervalle »). — Herbert HEATON. Economic history of Europe (concret, excellent). — G. Glotz, Robert COHEN. La Grèce au IV^e siècle : la lutte pour l'hégémonie, 404-336 (excellent). — H. R. W. SMITH. Corpus vasorum antiquorum : United States of America, University of California, fasc. I (excellentes illustrations). — M. I. Rostovtzeff, Bellinger, C. Hopkins, C. B. Welles. The excavations at Dura Europos : preliminary report of the sixth season of work, october 1932-march 1933 (exposé de découvertes sensationnelles, surtout de la synagogue, de douze papyrus et parchemins, dont quinze lignes du *Diatessaron* de Tatien). — Ferdinand SCHEVILL. History of Florence from the founding of the city through the Renaissance (le meilleur compendium d'histoire de Florence qu'il y ait en aucune langue, dit G. Salvemini). — Hastings RASHDALL (édition F. M. Powicke et A. B. Emden). The universities of Europe in the Middle Ages (réédition, en trois volumes, d'un ouvrage épuisé. Les bibliographies vont jusqu'en 1934 ; bonnes remarques critiques sur Oxford et Cambridge). — Charles Wendell DAVID. De expugnatione Lyxbonensi (excellente édition). — Marshall WHITED Baldwin.

Raymond III of Tripolis and the fall of Jerusalem, 1140-1187 (biographie impartiale, documentée, avec une bibliographie modèle). — *G. O. Sayles*. Select cases in the Court of King's bench under Edward I, vol. I (« bonne étude d'une des principales cours de justice à une période critique ; reproduction de 120 procès typiques empruntés à 60 rolls différents ; publication très scientifique »). — *M. V. Clarke*. Medieval representation : a study of early Parliaments in England and Ireland, with special reference to the *modus tenendi parliamentum* (les arguments donnés en faveur de la date de 1322 pour le *Modus* ne sont pas convaincants ; les chapitres sur la représentation laïque sont discutables). — *R. W. and A. J. Carlyle*. A history of mediæval political theory in the West. Vol. VI : 1300-1600 (pour les auteurs, « la pensée politique médiévale ne fut pas étroitement subordonnée aux doctrines de la Bible et de l'Église catholique ». L'étude, un peu tirée en longueur pour la fin du xvi^e siècle et insuffisante pour Bodin, est compréhensive, claire, essentielle). — *C. A. J. Armstrong*. The usurpation of Richard the third : Dominicus Mancinus ad Angelum Catonem de occupatione regni Angliæ per Riccardum tercium libellus (bonne édition d'un texte découvert en 1934 à la bibliothèque de Lille et qui explique les débuts du règne de Richard III). — *Allan Evans*. Francesco Baldutti Pegolotti : la pratica della mercatura (édition définitive d'un texte important). — *Vincent Luciani*. Francesco Guicciardini and his European reputation (bonne histoire critique de la réputation de Guichardin, renouvelée depuis la publication des *Opere inedite*, 1857-1867). — *Guy Malengreau*. L'esprit particulariste de la Révolution des Pays-Bas au xvi^e siècle (bon exposé des progrès lents, jusqu'en 1648, de l'esprit de séparation entre les Pays-Bas du Nord et du Sud). — *Louis André*. Les sources de l'histoire de France : xvi^e siècle, 1610-1715. T. VIII : Histoire provinciale et locale, essai sur les sources étrangères, additions et corrections, table générale (excellent). — *Arthur Mc. Candless Wilson*. French foreign policy during the administration of Cardinal Fleury, 1726-1743 : a study in diplomacy and commercial development (première étude complète de la diplomatie de Fleury et qui absout le cardinal du reproche d'avoir négligé la marine et le commerce). — *Lawrence Henry Gipson*. The British Empire before the American Revolution : provincial characteristics and sectional tendencies in the era preceding the American crisis (bonne utilisation de manuscrits inédits, ne remplace pas Osgood). — *Edward Lascelles*. The life of Charles James Fox (« la meilleure biographie jusqu'ici publiée de Fox, et une excellente étude de l'histoire politique anglaise de 1774 à 1806 »). — *Louis Villat*. La Révolution et l'Empire, 1789-1815, 2 vol. (clair, lisible, impartial, très bonne bibliographie). — *Crane Brinton*. The lives of Talleyrand (nouvelle interprétation, originale et discutable). — *E. Jones Parry*. The Spanish marriages ; 1841-1846, a study of the influence of dynastic ambition upon foreign policy (« excellente introduction à l'étude de l'histoire diplomatique de l'Europe du milieu du xix^e siècle, écrite d'après des archives officielles et privées anglaises et françaises. L'auteur prouve que Guizot trompa Lord Aberdeen »). — *Boris Nolde*. L'alliance franco-russe : les origines du système diplomatique d'avant-guerre (sous ce titre mal choisi, l'auteur a écrit une histoire orthodoxe, d'après les sources russes, de la diplomatie européenne dans le quart de siècle qui suivit 1871). — *Egon Corti*. Elizabeth, empress of Austria (traduction anglaise de C. Alison Phillips). — *Thomas E. Ennis*. French policy and developments in Indochina (intéressant, pas assez original, plus substantiel que les derniers livres français sur le sujet).

— *Dumas Malone*. Dictionary of American Biography. Vol. XIX-XX : Troye-Zunser (publication des deux derniers volumes avec 1,360 articles ; de très bons articles sur M. van Buren, G. Whitefield ; l'ensemble comprend 13,633 articles par 2,243 auteurs. Il vaut plutôt par les biographies de personnages mineurs que par celles des grands hommes. Des lacunes pour les morts entre 1928 et 1935). — *Joseph Sabin-Wilberforce Eames, R. W. G. Vail*. A dictionary of books relating to America, from its discovery to the present time, 29 vol. (dernier volume d'un ouvrage commencé en 1868). — *Helen Tunnicliffe Catterall-J. J. Hayden*. Judicial cases concerning America slavery and the negro. Vol. IV : Maryland, the middle states, district of Columbia (utile). — *Samuel Flagg Bemis*. A diplomatic history of the United States (synthèse essentielle et compréhensive). — *Charles M. Andrews*. The colonial period of American history. Vol. II : The settlement (« histoire humaine d'institutions plus qu'analyse legaliste et aride » ; l'accent est porté sur les faits sociaux). — *Samuel Eliot Morison*. Three centuries of Harvard 1636-1936 (publication savante, suggestive, souvent paradoxale). — *John Tate Lanning*. The diplomatic history of Georgia : a study of the epoch of Jenkin's ear (très documenté). — *John C. Miller*. Sam Adams, pioneer in propaganda (synthèse vigoureuse et systématique). — *Edmund C. Burnett*. Letters of members of the Continental Congress. Vol. VII-VIII : 1783-1789 (lettres importantes de députés virginien et du Massachusetts, beaucoup d'inédites). — *William Warren Sweet*. The Presbyterians, 1783-1840 : a collection of source materials (excellente introduction, 760 pages de documents). — *Anne Bezanson, Robert D. Cray, Miriam Hussey*. Wholesale prices in Philadelphia, 1784-1861 (« les auteurs trouvent quatre cycles de prix : 1784-1808 ; 1808-1821 ; 1821-1843 ; 1843-1861 »). — *Clifford Merrill Drury*. Henry Harmon Spalding, pioneer of old Oregon (remplace les ouvrages antérieurs, mais trop biographique). — *Gilbert Norman Tucker*. The Canadian commercial revolution 1848-1851 (travail érudit et solide, mais il n'y eut pas de révolution). — *Louis Pelzer*. The cattlemen's frontier : a record of the Trans-Mississippi cattle industry from oxen trains to pooling companies, 1850-1890 (histoire des erreurs commises par les barons du bétail et du rôle du Wyoming Stock Grower's Association ; interprétation intéressante de la crise de 1887). — *Allan Nevins*. Hamilton Fish : the inner history of the Grant administration (bonne biographie d'un homme qui eut l'orgueil des Knickerbockers et le conservatisme fédéraliste et whig ; l'auteur s'attache à Saint-Domingue, Cuba et la Grande-Bretagne). — *Ida M. Tarbell*. The nationalization of business, 1878-1898 (esquisse élémentaire). — *Julius W. Pratt*. Expansionists of 1898 : the acquisition of Hawaiï and the Spanish islands (excellent, suggestif, des lacunes). — *George Bernard Noble*. Politics and opinions at Paris, 1919 : Wilsonian diplomacy ; the Versailles peace and French public opinion (conscientieux). — *Frank Cundall*. The Governors of Jamaica in the seventeenth century (bon). — *Dominion of Canada* : report of the Public archives for the year 1935. — *Robert Schnerb*. La péréquation fiscale de l'Assemblée constituante, 1790-1791 (neuf). — *John Bradshaw Holt*. German agricultural policy 1918-1934 : the development of a national philosophy toward agriculture in postwar Germany (sommaire, mais utile). — *Kenneth W. Colegrove*. Militarism in Japan (court, utile). — Octobre. Josiah Cox RUSSELL. Early parliamentary organization (avant 1254, il est impossible de déterminer la qualité de membre du Parlement ; « dans certains cas, des groupes de chevaliers, de bourgeois et peut-être de clercs étaient convoqués aux

cours du Roi ». Il apparaît que les chevaliers et les bourgeois regardaient le Parlement comme une assemblée à organiser sur le modèle d'une cour supérieure de comté). — Gavin B. HENDERSON. The diplomatic revolution of 1854 (la crise diplomatique de 1854, antérieure à la guerre de Crimée, qui fit crouler l'alliance russo-austro-prussienne, constitua une révolution plus importante dans ses effets que le renversement des alliances de 1756 ; analyse des traités du 8 août et du 2 décembre 1854). — William A. FORAN. John Marshall as a historian (examen critique de la valeur historique de sa Vie de Washington ; elle est généralement reconnue ; en fait, son volume I « est presque entièrement emprunté à autrui, 268 pages sur 488 ; il s'est servi de Stith, Chalmers W. Gordon, de l'*Annual Register* ; dans son ouvrage, il y a peu de l'état d'esprit fédéraliste, parce qu'on y trouve peu qui soit de Marshall »). — Sherman KENT. Official candidates of the July monarchy (étude des deux candidatures irrégulières d'Amyrault fils en Charente-Inférieure, qui payait un chiffre d'impôts directs inférieur au cens, 1831, et du procureur général Hello dont la démission fut trop tardive, 1837). — Élisabeth BROOK. Federalist Jeremiahs (texte de six lettres écrites ou reçues en 1815 par Gouverneur Morris ; « intéressant exemple d'une correspondance d'affaires, vivifiée par des commentaires sur les affaires publiques des États-Unis et d'Europe, reflet du soin que Morris donnait à ses affaires privées »). = **Comptes-rendus.** Essays in history and political theory in honor of Charles Howard Mc. Illwain (recueil de douze dissertations de premier ordre, surtout sur l'histoire constitutionnelle anglaise du XIV^e au XVII^e siècle). — Alexander Alexandrovitch Vasiliev. The Goths in the Crimea (ample panorama de l'histoire des pays riverains de la mer Noire jusqu'au XVIII^e siècle). — Alvin F. Harlow. Old wires and new waves : The history of the telegraph, telephone and wireless (bonne esquisse d'un sujet mal connu). — Joseph Bernard CODE. Queen Elizabeth and the English Catholic historians (recueil de textes bien choisis, de Sander, de l'impartial Pollen et du partisan Hilaire Belloc). — W. K. JORDAN. The development of religious toleration in England from the accession of James I to the Convention of the Long Parliament, 1603-1640 (importante contribution à l'histoire des idées). — Constantin de GRUNWALD. Napoleon's Nemesis : the life of Baron Stein (c'est moins le réformateur de la Prusse que l'homme d'État acharné à la perte de Napoléon qui revit dans cette admirable étude). — Herbert MICHAELIS. Die auswärtige Politik Preussens, 1858-1871. T. IX : Mai 1867-avril 1868 (recueil de 774 documents allemands dont plus de 500 inédits). — George MACAULAY TREVELYAN. Grey of Fallodon : the life and letters of Sir Edward Grey, afterwards Viscount Grey of Fallodon (usage de documents inédits, important). — W. IVOR JENNINGS. Cabinet government (capital, neuf). — Paul Myron ANTHONY LINEBARGER. The political doctrines of Sun-yat-Sen : an exposition of the « San Min Chu I » (exposé des seize conférences faites par Sun-yat-Sen en 1924 sur le nationalisme, la démocratie, le socialisme ; commentaire qui tend à prouver que Sun-Yat-Sen est plus un disciple des philosophes chinois que des philosophes occidentaux). — Odell SHEPARD. Pedlar's progress : the life of Bronson Alcott (biographie exhaustive, bien rattachée à l'histoire générale, du grand pédagogue, disciple de Pestalozzi, qui, plus que H. Mann, a rénové l'enseignement en Amérique). — William MENDALL NEWMAN. Le domaine royal sous les premiers Capétiens, 987-1180 (étude critique des éléments du domaine royal aux XI^e et XII^e siècles ; mise au point des travaux de C. Pfister). = 1938, janvier. John Franklin Jameson (Franklin Jame-

son, 1859-1937, professeur à Brown, Chicago, chef de la section des manuscrits à la Library of Congress, eut l'idée d'explorer les archives étrangères, dont il a fait publier les principaux documents relatifs à l'histoire américaine; il a contribué à mener à bien l'entreprise du *Dictionary of American biography*, la construction des Archives nationales à Washington). — Guy Stanton FORD. Some suggestions to American historians (allusions au passé de Philadelphie depuis 1787). — William Linn WESTERMANN. The Ptolemies and their subjects (l'État ptolémaïque du 1^{er} siècle avant J.-C. avait atteint un équilibre entre les forces absolutistes, les progrès de la propriété privée de la terre arable et des institutions populaires propres à résister à l'oppression). — Dorothy Burne GOEBEL. British trade to the Spanish colonies, 1796-1823 (démontre qu'aucune permission de commercer avec les colonies espagnoles ne fut accordée à l'Angleterre en 1810; montre l'importance de la concurrence des Américains, qui portaient à Cuba leur farine, les toiles russes, la quincaillerie allemande; mais, à partir de 1810, les succès du négoce britannique furent favorisés par la révolte du Vénézuéla, par la guerre de 1812, « par l'ouverture graduelle des ports de la mer Caraïbe par les autorités locales, par les décrets espagnols pris de 1818 à 1824 »; importants renseignements sur les pays de la Plata et le Brésil). — Bernadotte E. SCHMITT. War guilt in France and Germany (texte des vingt-neuf résolutions « adoptées par un comité d'historiens français et allemands pour l'amélioration des livres scolaires dans les deux pays en novembre 1935; la *Nationalsozialistische Erziehung* du 8 mai 1937 a nié que les membres allemands de la commission aient eu pouvoir de prendre un engagement »). — **Comptes-rendus.** John Carrett Winter. The University of Michigan Collection miscellaneous papyri (sur quatre-vingt-onze papyrus publiés, cinquante-neuf sont inédits; édition exemplaire). — Georges DAUX. Delphes au 11^e et au 1^{er} siècle, depuis l'abaissement de l'Étolie jusqu'à la paix romaine, 191-31 av. J.-C. (« aucun historien qui s'intéresse à la dernière partie de l'âge hellénistique ne peut l'ignorer »). — C. W. Prévité-Orton, Z. N. Brooke. The Cambridge medieval history. Vol. VIII: The close of the Middle Ages (dernier volume d'une collection d'« essais historiques » de qualité inégale; de nombreuses lacunes; des fautes de chronologie; d'excellents chapitres sur la France, sur l'Empire byzantin, sur certains peuples barbares; les développements sur l'Allemagne sont ennuyeux. » C. Stephenson). — Joseph Reese Strayer. The royal domain in the bailliage of Rouen (bonne édition, avec introduction trop courte, du manuscrit 2665 de Rouen. État du domaine royal dans les vicomtés de Rouen, de Pont-Audemer, de Bernay, du pays d'Auge et de Pont-de-l'Arche). — Alexander Cartellieri. Der Aufstieg des Papsttums im Rahmen der Weltgeschichte, 1047-1095 (« si quelqu'un veut plus que le Gebhardt et que les Jahrbücher, il utilisera Cartellieri »). — E. W. M. Balfour Melville. James I, King of Scots, 1406-1437 (essentiel, surtout pour l'histoire ecclésiastique et les rapports avec la France). — Marcel Bataillon. Érasme et l'Espagne: recherches sur l'histoire spirituelle du 15^e siècle (de premier ordre, « aucun résumé ne peut donner une idée de la richesse du livre »). — Wilbur Cortez Abbott. The writings and speeches of Oliver Cromwell, with an introduction, notes and a sketch of his life. Vol. I: 1599-1649 (à la fois indispensable recueil de documents, interprétation de l'époque de Cromwell et de Cromwell lui-même). — Reinhold Aris. History of political thought in Germany from 1789 to 1815 (comble une lacune de l'historiographie). — S. Maccoby. English radicalism, 1832-1852 (une mine de documents, lourdement élaborés). — Momchilo

Nintchich. La crise bosniaque et les puissances européennes, 1908-1909 (bonne histoire diplomatique de la Bosnie-Herzégovine depuis 1878). — *Dan Elbert Clark*. The West in American history (le meilleur manuel sur la question). — *Ethel Armes*. Nancy Shippen, her Journal book ; the international romance of a young lady of fashion of colonial Philadelphia with letters to her and about her (document unique, récemment découvert, sur les mœurs de la société coloniale à la fin du XVIII^e siècle). — *Carl Brent Swisher*. Roger B. Taney (ouvrage définitif et réhabilitation partielle). É. PRÉCLIN.

Foreign Affairs. 1938, janvier. — Paul SCHEFFER. Far eastern antipathies (entre la Chine et le Japon, surtout 1933). — Hector G. BAYWATER. Britain on the seas (expose les mesures prises par les Anglais depuis la conférence de Genève, le 20 septembre 1937). — James D. MOONEY. Stabilizing the Exchanges. — Jawaharlal NEHRU. The unity of India (depuis le conflit entre la Chine et le Japon, l'Inde songe à prendre ses précautions). — César SAERCHINGER. Radio as political instrument. — Waldemar GURIAN. Hitler's undeclared war on the Catholic Church (campagne contre le catholicisme en Allemagne ; le concordat et la papauté). — H. P. D. SMOLKA. Soviet strategy in the Arctic (la Russie des Soviets développe de plus en plus ses forces dans la région, avec une carte de l'océan Arctique). — D. GRAHAM-HUTTON. The economic progress of Britain (avec un tableau analytique de cet accroissement de 1929 à 1937). — Günther STEIN. « Totalitarian » Japan. — Robert Gale WOOLBERT. Pan Arabism and the Palestine problem (note l'accroissement de l'émigration juive). — Count Carlo SFORZA. Italy and the Yugoslav idea, past and present. — J. A. VAN HAMEL. Can the Netherlands be neutral (on ne sait ; mais, en attendant, les Pays-Bas prennent leurs précautions). — Joachim JOESTEN. The scramble for swedish iron ore (la lutte pour le minerai de fer en Suède). — CHIH MENG. Japan's war in Chinese high education (le Japon lutte de plus en plus contre les progrès et le nationalisme des Chinois). — Robert Gale WOOLBERT. Les livres récemment parus sur les relations internationales. — Denys P. MYERS. Liste des documents officiels récemment parus.

The Journal of modern history. 1937, septembre. — Beatrice REYNOLDS. Elizabethan traders in Normandy. — Frederick B. ARTZ. European civilization, 1815-1850. Some unfinished business (revue critique des récents ouvrages se rapportant à l'histoire européenne de cette période). — Gavin B. HENDERSON. The pacifists of the fifties (en Angleterre, France et aux États-Unis). — Walter Consuelo LANGSAM. An austrian plan for the use of a steam engine on Danubian boats, 1778-79. — Philip E. MORELLY. The post war bibliography of modern Bulgaria (très important bulletin bibliographique). — *Comptes-rendus*. James Harvey Robinson. The human comedy. — Friedrich Meinecke. Die Entstehung des Historismus. — Griffith Taylor. Environment and nation. Geographical factors in the cultural and political history of Europe. — Richard Pares. War and trade in the West Indies, 1739-1763. — Reinhold Aris. History of political thought in Germany from 1789 to 1815. — Hans Hausherr. Erfüllung und Befreiung. Der Kampf um die Durchführung des Tilsiter Friedens, 1807 bis 1808. — H. du Coudray. Metternich. — Samuel H. Cross et Ernest J. Simmons. Centennial essays for Puchkin. — S. Maccoby. English radicalism, 1832-1852. — David Harris. A diplomatic history of the Balkan crisis of 1875-1878 : the first year. — Ernest Work. Ethiopia, a pawn in European diplomacy. — War Memoirs of David Lloyd George. — James Brenyan. Intervention, civil war

and communism in Russia, april-decembre 1918. — Décembre. Harry Jewell SARRISS. The Armenian Renaissance, 1500-1863 (esquisse intéressante). — R. A. WINNACKER. The Délégation des gauches : a successful attempt at managing a parliamentary coalition. — E. C. HELMREICH et C. E. BLACK. The russo-bulgarian military convention of 1902. — E. J. KNAPTON. An unpublished letter of M^{me} de Krüdener (datée de Strasbourg, 26 février 1813, et adressée à sa sœur Dorothée de Vietinghoff). — Raymond O. ROCKWOOD. Voltaire (revue critique des publications récentes). — Comptes-rendus. Edward Eyre. Economic history of Europe since the Reformation. — Herbert I. Bloom. The economic activities of the Jews of Amsterdam in the seventeenth and eighteenth centuries. — Nigel Abercrombie. The origins of Jansenism. — Robert Stufferich. Staatsgedanke und Religionspolitik Peters des Grossen. — William I. Hull. William Penn, a topical biography. — Winston S. Churchill. Marlborough, his life and times. — Benvenuto Donati. Nuovi studi sulla filosofia civile di G. B. Vico. — Stanley Pargelis. Military affairs in North America, 1748-1765. — Erich Marcks. Der Aufstieg des Reiches. Deutsche Geschichte von 1807 bis 1871-1878. — E. Jones Parry. The spanish marriages, 1841-1846. — Siegfried von Kardoff. Wilhelm von Kardoff. — Frank Jellinek. The Paris Commune of 1871. — Josip Horvat. Histoire politique de la Croatie (en croate). — William D. McCain. The United states and the republic of Panama. — Victor Chernov. The Great russian revolution.

Speculum. A journal of mediaeval studies. 1938, janvier. — Hans BARON. Franciscan poverty and civic wealth as factors of the rise of humanistic thought (Pétrarque et le xiv^e siècle). — Mary WILLIAMS. An early ritual poem in welsh (étude sur la littérature arthurienne ; textes et notes concernant la langue de plusieurs poèmes). — Vernam HULL. Ailed Meidbe (étude sur la mort violente de Medb (textes en langue irlandaise ; transcription et traduction). — Horace NUNEMAKER. A comparison of the lapidary of Marbode with a Spanish fifteenth-century adaptation (publie deux textes mis en regard, l'un en français, l'autre en espagnol. Le texte français se termine par ces mots : « Nuls sages hom ne deit duter que Deus n'ait mis grant vertu en pieres, altresi cume il at en herbes. » Les pierres précieuses sont l'onix, le « beryllus », le topazium, l'améthyste, la chelidoine, l'aimant, en somme environ vingt-quatre de ces pierres). — R. E. BENNETT. Arthur and Corlagon ; the dutch Lancelot and St Kentigern. — George L. HASKINS. Francis Accursius, a new document (daté de 1275, année où le roi d'Angleterre ordonna de fournir par lettre patente à Accurse et à sa famille les trois quarts de Beaumont-Palace à Oxford. La lettre patente est publiée in-extenso). — Urban T. HOLMES. Old french « esterminals », a gem stone (cette pierre, dans la Chanson de Roland, est nommée au vers 1660. Esterminals est une forme dérivée d'exterminare, avec le sens de bannir). — Dr Levi DELLA VIDA (quelques données nouvelles sur le « Clavis sapientiae » ou « Clavis majoris sapientiae ». Autrement dite Artefius, de provenance peut-être arabe). — Rozelle Parker JOHNSON. The manuscripts of the « schedula » of Theophilus presbyter (signale sept manuscrits de cette schedula et les décrit avec la plus grande minutie). — Comptes-rendus. M. W. Baldwin. Raymond III of Tripolis and the fall of Jerusalem, 1140-1187 (modèle de biographie médiévale). — A. Coville. Le petit Jean de Saintré ; recherches complémentaires (l'auteur affirme que ce roman est dirigé contre le « fol amour » et non contre la chevalerie à son déclin). — Philip

K. Hilli. History of the Arab (excellente étude fondée sur les sources arabes). — *Rolf Keiser*. Zur Geographie des mittlenglischen Wortschatzes (remarquable). — *J. L. La Monte*. Philip de Novare : the wars of Frederick II against the Ibelins in Syria and Cyprus (important ; l'auteur a traduit en outre les poèmes de Merton Jerome Hubert. Ajoute beaucoup à l'étude de Charles Kohler dans les *Classiques français du Moyen Age*). — *E. T. Leeds*. Early anglo-saxon art and archeology (sur le problème concernant le Kent et la date ; il insiste sur la persistance des coutumes concernant l'ensevelissement des morts ; livre d'une lecture pénible, mais qui récompense le lecteur de sa peine). — *Roberto Lopez*. Studi sull'economia Genovese nel medio evo (important). — *Giovanni Mercati*. Per la storia dei manoscritti Greci di Genova, di varie badie Basiliene d'Italia e di Patmo (beaucoup d'érudition, avec un imposant *Index nominum et rerum*). — *Charles Pendrill*. Old parish life in London (ne fournit pas beaucoup de nouveau). — *George Sarton*. The history of science and the New Humanism (superficiel). — *Gerd Tellenbach*. Libertas, Kirche und Weltordnung im Zeitalter des Investiturstreites (ingénieux et souvent contestable). — *M. Weinbaum*. The incorporation of boroughs (fait peu d'honneur à l'École historique de l'Université de Manchester). — *B. Wilkinson*. Studies in the constitutional history of the thirteenth and fourteenth centuries (insuffisant). — *Tommaso Zerbi*. La banca nell'ordinamento finanziario Visconteo (important pour l'histoire du commerce à Milan et des banquiers de Plaisance, en particulier de Giacomo da Giussano pour les années 1356-1358). = Bibliographie de Chaucer, des œuvres littéraires et de la philologie. = L'Académie médiévale de l'Amérique et ses nombreuses publications. = Obituaire : M. Charles H. Haskins est mort le 14 mai 1937 (il avait été président de la Harvard University).

GRANDE-BRETAGNE

Bulletin of the John Rylands library, Manchester. Vol. XXI, n° 2, octobre 1937. — Notes bibliographiques concernant l'histoire, l'archéologie, les langues et la littérature, la sociologie. — *H. B. Charlton*. Shakespeare's comedies. The consumption (étude sur les comédies qui ont été son triomphe). — *E. J. F. Arnooldy*. Henry of Lancaster and his *Livre de seintes medicines* (ce Livre est connu par deux manuscrits conservés : l'un à *Corpus Christi college*, Cambridge ; l'autre à *Stonyhurst College* ; identiques en substance et indépendants l'un de l'autre. Le titre est donné à la fin : « Icy fyne le livre que sera appellé le Livre de Seyntz Medicines ». L'auteur a donné lui-même la date de sa composition : « Cest livre estoit comencée et parfaite en l'an de grace Nostre Seigneur Jesu Crist 1353. Et le fist un fol cheitif peucheur qe l'en appelle *Ertsacnal ed Cud Irneh*, a qi Dieux ses malfaits pardoynt. Amen ! » L'anagramme désigne le possesseur du livre, Henry, duc de Lancastre. La première page est ornée du sceau de Humphrey, duc de Gloucester, le « bon duc ». On s'étonnera sans doute que M. Arnooldy ait commencé son étude par une biographie détaillée du duc de Lancastre, mort en 1361 après une vie très agitée. Quant à l'auteur même du livre, il nous fournit d'utiles renseignements sur la manière dont il l'a conçu et exécuté ; il s'accuse de trois fautes : « L'une est qe je n'ai pas le san de moy entremettre de haut chose ; l'autre : si le françois ne soit pas bon, jes dois estre escusee pur ces qe jes sui engleis et n'ai pas moelt hauntee le françois ; la tierce chose est qe jes ne sui pas bon escryvene, car onques ne l'apris fors que tard de moy meismes. » Quant aux « médecines », il ne nous apprend rien d'utile, sinon sur la

manière de prendre les renards. C'est de prendre « un petit chien qui ose entrer les pertuz [les pertuis], et ne finera tant que il eit le renard, qu'il soit enanglez ». Quant aux remèdes, il conseille les toniques (le lait de la sainte Vierge), les liniments, les bains, la thériaque, etc. M. Arnouldy estime que Henri de Lancastre prendra place à côté de Langland et Chaucer, et, pour la littérature française, auprès de saint François de Sales). — H. J. FLEURE. What is a peasantry? (du sens qu'il faut donner à cette expression dans l'histoire du monde). — E. F. JACOB. Cusanus the theologian (il s'agit ici de Nicolas de Cues). — Edward ROBERTSON. Notes and extracts from semitic mss. in the John Rylands library. — Erwin J. J. ROSENTHAL. Don Isaac Abravanel : financier, statesman and scholar, 1437-1937. — Id. Averroes' middle commentary on Aristotel's *Analytica priora et posteriora*.

Bulletin of the Institute of historical research. Vol. XV, n° 44, novembre 1937. — Seymour DE RICCI. Survey of manuscripts in The British isles (l'auteur, bien connu par ses belles recherches, a entrepris d'établir le catalogue des manuscrits qui se trouvent dans les îles Britanniques soit chez des particuliers, soit dans des dépôts publics. Son travail est déjà fort avancé, à telles enseignes que l'on prévoit déjà pour l'année 1938 un supplément spécial). — Jean L. COPELAND. Two medieval notes (à noter un manuscrit du British Museum qui contient quatre *quaestiones* concernant une bulle *ad fructus uberes* de Martin IV en 1281). — Eleanor S. UPTON. The location of xviii century documents (documents décrits dans les neuf premiers rapports de la Commission des manuscrits historiques). — E. S. DE BEER. Liste des anciens membres de la « Royal Society ». — H. G. RICHARDSON. The coronation of Edward I (d'après des documents nouveaux). — H. H. B. Le 13^e Congrès d'histoire tenu le 9 juillet 1937. = Sommaire des thèses. Barbara Dodwell. The sokemen of the southern Danelaw in the xi century. — P. Elman. Jewish finances in the xiii century England. = Notes concernant le Dictionnaire de biographie nationale. — Liste des manuscrits historiques et leurs migrations. = N° 45, février 1938. A. F. POLLARD. Les clercs du Parlement au xv^e siècle (à partir du *Modus tenendi Parliamentum*, qui occupe une situation de premier ordre dans l'histoire de la constitution médiévale en Angleterre ; au début, on ne compte pas moins de sept « clercs » du Parlement, dont deux clercs principaux et cinq autres distincts par les « gradus » ou « estates » qu'ils servent. Ces définitions trop générales s'expliquent par l'étude des rôles du Parlement, les registres des papes, les lettres patentes et les choses, en réalité par la biographie des principaux clercs depuis Édouard III jusqu'à Henri VII). — G. F. JAMES. Biographie des principaux chefs de l'Amirauté depuis la déclaration de guerre à l'Espagne en 1739 (à noter une utile dissertation sur le *Dictionary of national biography*). = *Select documents* (concernant Wilberforce, Clarkson et les négociations pour la paix en 1814-1816). — James Carty. Bibliography of Irish history, 1912-1921. Ouvrage très utile ; mais contient beaucoup trop de fautes d'impression et de menues erreurs, notamment en ce qui concerne la table des matières). = Liste abrégée des thèses. Jennifer Nicholson. A contribution to the study of french as taught in England, 1250-1450. — G. J. de Mead. The financial relations between the Crown and the City of London in the reigns of Edward I to Henry VII. — Elizabeth Archer. The assistance of the poor in Paris 1614-1640 (avec renvoi aux lettres de saint Vincent de Paul ; très abondante bibliographie). — Margaret Adams. The British attitude to German colonisation, 1880-1885 (d'après les documents fournis par le Foreign office, le Colonial

office, les Granville papers, les documents des « Parliamentary papers » concernant les affaires coloniales en 1884-1885, les *Livres blancs* du gouvernement allemand et les *Livres bleus* anglais). = Dictionnaire de biographie nationale. = Les manuscrits historiques qui ont été acquis par le gouvernement et par des dons particuliers, ou bien renvoyés dans d'autres dépôts.

The Cambridge Bulletin. Noël 1937. — Sir James JEANS. Science and music. — H. J. BENNETT. Life an English manor; a study of peasant conditions 1150-1400. — H. V. ROUTH. Essays on the spiritual history of the nineteenth. — F. BRITAIN. The medieval latin and romance lyric (rapide étude sur le lyrisme au Moyen Age, depuis Fortunat jusqu'aux maîtres italiens : Tevalcanti et Dante). — Geoffrey KEYNES. John Evelyn; a study in bibliophily and a bibliography of his writings. — Dom Adrian MOREY. Bartholomeus of Exeter, bishop and canonist (étude sur le différend de Henri II avec l'Eglise et les partisans de Becket). — A. L. BOWLEY. Wages and income in the United kingdom since 1860. — R. W. SETON-WATSON. Britain in Europe 1789-1914; a survey of foreign policy (remarquable et nouveau). — C. N. PARKINSON. Trade in the Eastern seas, 1793-1813. — Jocelyn M. WOODWARD. Perseus; a study in Greek art and legend (important pour l'histoire de la peinture sur vases). — B. T. D. SMITH. The parables of the synoptic Gospels.

The Cambridge historical Journal. Vol. V, n° 3. — J. E. A. JOLLIFFE. Alod and fee (étude minutieuse sur l'aleu et le fief; avec renvoi aux textes). — J. H. PLUMB. The elections to the Convention Parliament of 1689 (étude en partie neuve et fondée sur de nombreux documents). — H. BUTTERFIELD. Lord North and Mr. Robinson, 1779 (d'après les textes publiés par la Commission des manuscrits historiques et la correspondance de John Beresford non mise dans le commerce). — Robert J. KERNER. Russia's new policy, 1829 (nouvelle politique de la Russie après le traité d'Andrinople. Texte français du protocole conclu le 16 septembre 1829). — William Osgood AYDELOTTE. The first german colony and its diplomatic consequences (retrace et revise à l'aide de documents nouveaux les faits qui ont amené Bismarck à mettre la main sur Angra Pequena le 12 mai 1884, bien qu'à l'origine il n'eût nullement pensé à jeter là les fondements d'un nouvel empire. Il ne cherchait pas une mauvaise querelle à l'Angleterre; mais seulement à lui créer des difficultés diplomatiques). — Harold TEMPERLEY. More light on the pact of Osborne, 9 août 1857 (documents nouveaux jetant de la lumière sur les projets de Palmerston et de Clarendon en août 1857; réplique du comte de Walewsky au baron de Bourqueney à Vienne, 9 août 1857. Reste à savoir quand Walewsky a dit la vérité et quand il l'a dissimulée).

The English historical Review. 1937, octobre. — G. MICKWITZ. Economic rationalism in graeco-roman agriculture (insiste sur les *Scriptores rei rusticae*). — A. R. MYERS. Parliamentary petitions in the fifteenth century (deuxième partie sur les « Petitions of the Commons » et les « Common petitions ». Sur les rôles du Parlement, ces termes sont employés après l'arrêt, la saisine, la prise de corps. En marge du mot *captian* ou au-dessus, on lit souvent aussi : les « communes petitions » en français, ou bien en anglais : les « Communes petition » ou « Petition communitatis »). — Hans BARON. Religion and Politics in the German imperial cities during the Reformation; suite et fin. — C. H. FIRTH. The royalists under the Protectorat. — E. M. POWICKE. Charles Homer Haskins (notice nécrologique; M. Powicke

insiste sur les rapports de Haskins avec les érudits français et l'influence qu'ils exercèrent sur lui. Ce fut vraiment une entente cordiale). — Frank R. LEWIS. The election of Richard of Cornwall as senator of Rome in 1261. — N. B. LEWIS. Simon Burley and Baldwin of Raddington (agent du « civil service » ou de l'administration employé de 1381 à 1397 comme contrôleur de la garde-robe du roi Richard II ; ajoute beaucoup à ce qu'en avait déjà dit Tout. Publie un document français appelé « endenture »). — B. L. ULLMAN. Manuscripts of duke Humphrey of Gloucester (intéressant pour l'histoire de l'humanisme). — H. N. FIELDHOUSE. Bolingbroke and the d'Iberville correspondence, 1714-1715 (d'après les archives des Affaires étrangères de France, « correspondance politique ». Ces documents sont donc en français). = *Comptes-rendus*. R. G. Collingwood et J. L. N. Myres. Roman Britain and the english settlements (remarquable). — Alexander Alexandrovich Vasiliev. The Goths in the Crimea (a su utiliser les sources très insuffisantes de la littérature russe). — C. W. Previté-Orton et Z. N. Brooke. The Cambridge medieval history. Vol. VIII : The close of the middle ages (instructif). — Henry Pirrenne. Histoire de l'Europe, des invasions au xvi^e siècle. — Josiah Cox Russell. Dictionary of writers of thirteenth century England (intéressant, mais n'est pas aussi clair et complet que l'on voudrait. Nombreuses lacunes et erreurs de détail). — John A. Knowles. Essays in the history of the York school of Glass-painting). — Curia regis rolls of the reigns of Richard I and John preserved in the Public Record office (très intéressant et instructif. M. Powicke relève un certain nombre d'erreurs dans le détail des faits de guerre et de justice). — Close rolls of the reign of Henry III, 1261-1266 (les affaires étrangères et galloises y sont exposées avec précision). — M. de Bouard. Les origines des guerres d'Italie ; la France et l'Italie au temps du Grand Schisme d'Occident. — J. W. Gouch. The Social contract ; a critical study of its development (bonne étude sur le Contrat social depuis les origines grecques et bibliques jusqu'au temps de Hobbes, Locke et Rousseau). — Ludwig Bittner et Lothar Gross. Repertorium der diplomatischen Vertreter aller Länder seit dem Westfälischen Friedens, 1648-1715 (remarquable étude qui rendra les plus grands services aux historiens). — Samuel Flagg Bemis. A diplomatic history of the United States (ouvrage considérable de 881 pages). — F. Braesch. La livre tournois et le franc de germinal, 1790-1791 (très important). — H. C. F. Bell. Lors Palmerston (excellent travail d'archives). — F. R. Flournoy. British policy towards Morocco in the age of Palmerston (excellent). — L. H. Ritter von Srbik. Quellen zur deutschen Politik Oesterreichs, 1859-1806. T. II à IV : 1861-1865 (d'après les documents publiés par la Commission historique et l'Académie bavaroise des sciences. Travail très remarquable). — W. Ivor Jennings. Cabinet Government (instructif, mais gâté par un grand nombre d'erreurs et d'omissions). — Francis Bickley. Guide to the reports of the R. Commission on historical mss., 1870-1911. 1^{re} section : A-Lever (signale un assez grand nombre d'erreurs ou d'omissions). — L. Bittner. Inventare österreichischer Archive. — Herrlee Glessner Creel. The birth of China (excellent). — A. Appadorai. Economic conditions in Southern India, 1000-1500. — W. von den Steinen. Theodorich und Chlodowig (simple esquisse). — P. C. Boeren. Étude sur les tributaires d'Église dans le comté de Flandre du ix^e au xiv^e siècle. — P. Thomas. Textes historiques sur Lille et le nord de la France avant 1789. — P. Nörlund. Viking settlers in Greenland (remarquable). — J. L. van de Kamp. Bartolus de Saxoferrato, 1313-1357 (excellent). — F. Bock. Quellen und Forschungen aus italienischen Archiven und Bibliotheken

(important pour l'histoire de la Lombardie et des poursuites intentées par le pape Jean XXII, notamment contre Dante, accusé de sorcellerie en 1320). — *Miss Dower Haris*. The register of the Guild of the Holy Trinity of Coventry. — *Henri Naef*. Les origines de la Réforme à Genève jusqu'à la décapitation d'Aimé Lévrier en 1524. — *Mrs Erskine Muir*. Machiavelli and his times (à l'adresse du grand public). — *André Tibal*. L'Autrichien. Essais sur la formation d'une individualité nationale du XVI^e au XVIII^e siècle. — *J. A. Twemlow*. The Liverpool town books. II : 1571-1603 (remarquable). — Middlesex sessions records II, 1614-1615. — *R. G. Lounsbury*. The British fishery of Newfoundland, 1634-1763. — *Louis Leipold*. History of South Africa. Jan van Riebeeck, founder of european civilization in South Africa (remarquable, avec des illustrations et des cartes). — *Miss Constantia Maxwell*. Dublin under the Georges, 1714-1830 (remarquable). — *Gerhard Ritter*. Friedrich der Grosse (remarquable). — *Miss B. F. Hyslop*. A guide to the general Cahiers of 1789 (insuffisant). — *G. F. Stanley*. The birth of Western Canada (c'est l'histoire du soulèvement de Riel). — An introductory survey of the sources and literature of Scots law (contient la meilleure bibliographie qui existe sur le droit et la législation en Écosse). — 1938, janvier. *George L. HASKINS*. Les pétitions concernant la réélection au Parlement (feu Pasquet est pris à partie en de nombreux endroits). — Le colonel *A. H. Burne*. La bataille de Poitiers (les historiens français, notamment Delachenal, ont présenté les faits sous un jour inexact. M. Burne reprend le problème, après un examen minutieux des documents, surtout des chroniqueurs français. En note, il donne le nombre des combattants engagés dans les deux camps : ceux du côté français comptaient environ 16,000 hommes). — *Gaillard Lapsley*. Le dernier Parlement de Richard II (est-il exact d'écrire que l'assemblée réunie le 30 septembre 1399 ne fut pas un vrai Parlement, en fait comme en droit? M. Lapsley a repris la question en produisant un document officiel, transcrit dans le rôle de Henri II aussitôt après la séance du 6 octobre, qui ajourna la question jusqu'après la cérémonie du couronnement). — Le prof. *Ernest Barker*. Élie Halévy (ses remarquables travaux sur l'histoire de l'Angleterre et de la France au XIX^e siècle ; le jugement qu'il porte sur la vie et la pensée en Angleterre est « un des plus grands bienfaits que l'Angleterre doive au génie de la France »). — Notes and documents. *Alfred H. Sweet*. La bibliothèque de l'abbaye de Sainte-Radegonde à Bradsole près de Douvre. — *Charles G. Cruickshank*. La paie des troupes au temps de la reine Elisabeth. — L'honorable *Pierre Pont*. Lettres qu'il reçut de Gentz et d'autres personnages à Vienne en 1803-1806 (d'après les journaux et les correspondances de ce temps ; six de ces lettres sont en français, venant de Gentz). — **Comptes-rendus critiques.** *F. Homes Dudden*. The life and times of St Ambrose (discute certaines opinions de M. Palanque). — *Vincenzo de Bartholomaeis*. Storia dei Normanni di Amato di Montecassino (très incomplet : l'auteur a omis la Vie de saint Ambroise, par Labriolle ; il interprète de travers la *Historia Normannorum*, si importante pour l'histoire du Moyen Age de l'Italie méridionale). — *H. E. Salter*. Medieval Oxford (excellent travail ; mais la carte est incomplète). — *C. T. Clay*. Early Yorkshire charters, t. V (consacré à l'honneur de Richmond, deuxième partie ; nombreux documents concernant les tenures féodales ; une bonne carte des tenures féodales). — *René Grousset*. Histoire des croisades et du royaume franc de Jérusalem, t. II et III (excellent). — *R. W. Carlyle et A. J. Carlyle*. A history of mediaeval political theory in the West. Vol. VI : Political theory from 1300 to 1600 (fin de ce remarquable travail exécuté par les deux

frères). — *Athanase Gegaj*. L'Albanie et l'invasion turque au xv^e siècle (très instructif). — *Ch. Samaran, A. van Moë, S. Vitte*. Auctarium Chartularii Universitatis Parisiensis. T. III : Liber procuratorum Nationis Alemanniae (excellent). — *Geoffrey Baskerville*. English monks and the suppression of monasteries (bon travail qui s'adresse surtout au grand public). — *Pierre Mesnard*. L'essor de la philosophie politique au xvi^e siècle (important ; hostile à Luther). — *Richard Bruce Wernham*. Calendar of State papers. Foreign series, of the reign of Elizabeth. Vol. XXII : July-december 1588. — *Louise Fargo Brown*. The first earl of Shaftesbury (originale contribution à l'énigme concernant le caractère et la carrière de Shaftesbury). — *Sir Cecil Clementi*. A constitutional history of British Guiana (il manque à ce travail très méritoire une indispensable table des matières). — *M^{me} Helen T. Catterall et James J. Hayden*. Judicial cases from the courts of New England, the Middle States and the district of Columbia (important pour ce qui concerne l'abolition de l'esclavage). — *Richard Pares*. War and trade in the West Indies, 1739-1763. — *Edmund C. Burnett*. Letters of members of the Continental congress. Vol. VI-VIII : 1781-1789. — *A. F. Hattersley*. More annals of Natal, with historical introductions and notes (bonne description de la vie sociale). — *Die auswärtige Politik Preussens, 1858-1871*. Diplomatische Aktenstücke (compilation utile, qui ajoute peu à ce que l'on savait déjà). — *International bibliography of historical sciences* (neuvième année, 1934) = Short notices : *R. Schmidt*. The dawn of the human mind ; a study of the Palaeolithic man. — *Radha Kumud Mookerji*. Hindu civilisation (manque de critique). — *R. A. B. Mynors*. Cassiodori senatoris institutiones (édition que l'on peut dire définitive). — *J. Calmette*. Atlas historique : le Moyen Age (laisse beaucoup à désirer). — *Esmein*. Le mariage en droit canonique (ouvrage dont le tome I parut en 1929 ; il vient d'être terminé par Jean Dauvillier, qui expose les réformes opérées par les papes Pie X et Benoît XV). — *Eric St. John Brooks*. Register of the hospital of S. John the Baptist (bonne étude sur l'œuvre des « justices itinérantes » à Dublin en 1267). — *M. W. Baldwin*. Raymond III of Tripolis and the fall of Jerusalem (ajoute peu de chose à l'œuvre de Grousset). — *Geoffrey Barraclough*. The executors of papal provisions in the canonical theory of the xiiith and xivth centuries (remarquable). — *John L. Peckham*. Archbishop Peckham as a religious educator. — *E. Ewig*. Die Anschauungen des Kartäuser Dionysius von Roermund über den christlichen Ordo in Staat und Kirche (remarquable). — *A. F. Pollard*. Parliament in the wars of the Roses (bonne esquisse de l'histoire parlementaire au xv^e siècle). — *Conyers Read*. Tudors : personalities and practical politics in sixteenth century England (bonne introduction à la période des Tudors). — *Miss St. Clare Byrne*. The letters of king Henry VIII (avec un bon commentaire). — *Luis Gerónimo de Oré, 1554-1629* (récits traduits par le P. *Maynard Geiger* concernant les Martyrs de la Floride, 1513-1616). — *Le P. X. Seppelt*. Geschichte des Papsttums in der neueren Zeit, t. V (excellent ouvrage, revêtu de l'impératour). — *Sir E. K. Chambers*. An Elizabethan portrait (utile pour l'enseignement de l'histoire). — *The composition book of Conought* (traduction par *A. Martin Freeman* des textes contenant les tenures dans les pays de Connaught et de Thomond). — *Guy Malengreau*. L'esprit particulariste et la Révolution des Pays-Bas, 1578-1584. — *Siegfried Mews*. Ein englischer Gesandtschaftsbericht über den polnischen Staat zu Ende des xvi^{en} Jahrhunderts. — *W. K. Jordan*. The development of religious toleration in England, 1603-1640 (utile, mais souvent fautif). — *Winthrop Papers*. Publications de la Massachusetts historical Society, t. II (jusqu'à

la fin de 1623 à 1629). — Bedfordshire historical record Society (t. XVIII des publications entreprises par cette Société). — Book of examinations and depositions, 1639-1644, t. IV (publié par la Record Society de Southampton). — Letters of Robert Blake, 1655-1656 (publiées par la Navy records Society). — *P. R. Doolin*. The Fronde (souvent contestable). — The court bookes of the Leeds corporations (1^{er} vol. : Janvier 1662-août 1705), publié et commenté par *J. G. Clark*. — Sir *Charles Fawcett*. The English factories in India. T. I : The Western presidency, 1670-1677. — *John W. Baggally*. The klephtic ballads in relations to Greek history, 1715-1821. — Miss *Margaret-Goldsmith*. Maria Theresia of Austria. — The Journals of the continental Congress. T. XXX-XXXIV : 1786-1789. — *Clio* (les deux plus récents volumes de cette remarquable publication concernent la Révolution et l'Empire, 1789-1815, deux volumes par L. Villat ; remarquables). — *D. Centore-Bineau*. Saint Just (fait une trop grande place à la légende). — *G. Lejeuvre*. Les Thermidoriens. — *Dexter Perkins*. The Monroe doctrine, 1827-1867. — *Kurt Hoffmann*. Preussen und die Julimonarchie 1830-1834. — *G. N. Tucker*. The Canadian commercial revolution 1845-1851 (remarquable). — Baron *Boris Nolde*. L'alliance franco-russe, 1878-1890. — *Athanase J. Sbarounis*. Andreadès, fondateur de la science des finances en Grèce (très remarquable). — *Mantchilo Nintchich*. The crise Bosniaque, 1908-1909, et les puissances européennes (doit être examiné de très près). — M^{me} *E. P. Hart*. The Merchant Taylor's school register, 1561-1934. — *Theodore F. T. Plucknett*. A concise history of the Common law, t. II (nombreuses citations tirées des ordonnances et des statuts). — *Jacob R. Marcus*. A brief introduction to the bibliography of modern Jewish history (bibliographie qui rendra les plus grands services). — *G. M. Trevelyan*. British history in the nineteenth century and after (nouvelle édition, remaniée, de la *British history* au XIX^e siècle, 1782-1901).

History. 1937, décembre. — Frank R. LEWIS. Prelates and nobles in the Rhineland ; a church province in the thirteenth century. — A. GOODWIN. The french executive Directory ; a revaluation (depuis le coup d'État de Bonaparte, le 18 brumaire VIII, qui a été jusqu'ici assez mal interprété). — M. V. C. JEFFREYS. The value of « lines of development » in stimulating the pupil's initiative (expose de nouvelles méthodes pour l'emploi du syllabaire. De la manière d'illustrer des ouvrages ou d'aider les enfants à peindre des scènes historiques). — Trevor WILLIAMS. The Cabinet in the eighteenth century (montre comment se développèrent le caractère et l'organisation du gouvernement sous le régime du Cabinet, contrairement à l'opinion de E. R. Turner et de Temperley). — **Comptes-rendus critiques.** *Donald R. Dudley*. A history of cynicism from Diogenes to the sixth century A. D. (très curieux). — *James Mackinnon*. The rise and growth of the early Church A. D. 30 to 337 (médiocre). — *Alexander Alexandrovich Vasilief*. The Goths in the Crimea (beaucoup de recherches). — *Walther Holtzmann*. Papsturkunden in England, t. III (recherches minutieuses dans les archives et les bibliothèques ecclésiastiques). — *Élizabeth Chapin*. Les villes de foire de Champagne, des origines au début du XIV^e siècle (ce volume fait partie de la bibliothèque des Hautes-Études à Paris ; c'est un fort bon travail). — *Robert de Clary*. The conquest of Constantinople ; traduction par E. H. McNeal. — C. W. David. De expugnatione Lyxbonensi (nouvelle édition, avec une introduction de grande valeur concernant l'histoire d'Angleterre). — *Philip of Novara*. Estoire de la croisade. — *La Monte*. Feudal monarchy in the kingdom of Jerusalem. — T. F. Tout. The place of Edward II

in english history (nouvelle édition par Hilda Johnstone). — *Helen M. Briggs*. Surrey manorial accounts (publ. par la Surrey record Society). — *C. W. Previté-Orton* et *Z. M. Brooke*. The close of the Middle Ages (ce volume, qui porte le n° VIII, termine la *Cambridge medieval history*). — *Agnes Mure Mackenzie*. The Scotland of Queen Mary and the religious wars, 1513-1638. — *G. C. Fussell*. Robert Loder's farms accounts 1610-1620 (remarquable). — *Ibn Hasan*. The central structure of the Moghul empire (excellente étude). — *Edwin Chappell*. The Tangier papers of Samuel Pepys (c'est au vrai le pavillon sous lequel Pepys a pu voyager en sûreté). — *M. Hampden Jackson*. England since the industrial revolution 1815-1935. — *Vernon John Puryear*. A study of British commercial policy in the Levant.

ITALIE

Africa Italiana. Vol. VI, 1-2 (janvier-juin 1935). — *G. LEVI DELLA VIDA*. Deux inscriptions impériales néo-puniques de Leptis Magna (une inscription, datée de 8 avant J.-C., découverte en 1929 ; une autre, du règne de Tibère, découverte en 1934). — *G. GUIDI*. Critères et méthodes suivis pour la restauration du théâtre romain de Sabratha (explique et excuse les grands travaux de restauration entrepris dans ce monument afin de le rendre utilisable pour des représentations). — *P. GRAZIOSI*. Gravures rupestres de chars de l'oued Zigza, dans le Fezzan (chars de guerre à un, deux et quatre chevaux, qui peuvent être ceux des Garamantes). — *G. BAUER*. Les deux nécropoles de Ghirza (nouvelles recherches et nouvelles photographies). — *A. TADESCO*. Fragments d'inscriptions funéraires chrétiennes (deux nouveaux textes de la nécropole d'En Ngila).
E. A.

Archivio storico lombardo. 1937, fasc. 1-2. — *Ugo GUALAZZINI*. Dalle prime affermazioni del « Populus » di Cremona a gli statuti della « Societas populi » del 1229 (solide étude juridique sur documents presque tous connus. Remonte au x^e-xi^e siècle pour saisir les origines du problème). — *Edmondo RHO*. Testi in volgare lombardo del Trecento (poésies lombardes du xiv^e siècle d'après un recueil manuscrit constitué en 1430 par Gian Francesco Cignardi). — *Gerolamo BISCARO*. Le relazioni dei Visconti con la chiesa (1355-1362). — *Alessandro VISCONTI*. Un documento milanese sull'ordine di S. Giovanni di Gerusalemme (ora di Malta) del 1278. — *Francesco FILIPPINI*. La tomba di Lodovico il Moro e Beatrice d'Este. — *Guido BUSTICO*. Un poeta arcade milanese del 600 : Francesco Puricelli, 1657-1728. — *C. A. VIANELLO*. Tre donne da corona (il s'agit des épouses de François III de Modène). — *Id.* Le campane del campanile dei canonici di S. Ambrogio. — *Id.* Una figura leggendaria della reazione del 1799 : Il Brandalucione. — *Vittorio ADAMI*. Le strade di Milano al principio del secolo XIX (étude d'urbanisme). — **Comptes-rendus.** Deux mémoires, l'un de *Giarratana* sur les « industrie Bresciane » au début du xviii^e siècle, l'autre de *Zulian* sur les « privilegi e privilegiati bresciani nel principio del seicento », sont l'occasion pour M. Agostino Zanelli d'étudier les conditions économiques de Brescia dans les premières années du xviii^e siècle et de montrer que la décadence a commencé bien avant cette époque. — *Carteggio di Pietro e di Alessandro Verri*. Vol. VIII : 1776-1777, et IX : 1777-1778. — *A. Giusani*. La riscossa dei Valtellinesi contro i Grigioni nel 1620 (fortement documenté et important pour l'histoire lombarde). — *Venturi Luigi*. L'anima del dialetto. Alcuni capitoli della storia del vivere milanese interpretata dalle vecchie espres-

sioni dialettali. — *A. Monti*. Gli Italiani e il Canale di Suez. — *Jacini Cesare*. Il viaggio del Po. Traccia storico-estetica per la visita ai monumenti ed ai luoghi della padana, vol. I (compte-rendu enthousiaste qui souligne l'originalité, le goût et la culture de l'auteur).

Archivio della Deputazione romana di storia patria. Vol. LIX, 1936. — *T. Venni*. Giovanni X (sur l'activité politique et religieuse de Jean X à Ravenne où il fut archevêque de 905? à 914, puis à Rome. Son rôle dans la lutte contre les Sarrasins). — *Ivan Dučev*. Uno studio inedito di mons. G.-G. Ciampini sul papa Formoso (cet article présente et discute les commentaires inédits de cet archéologue érudit du XVII^e siècle, à propos de cette fresque du Monte Celio que l'on connaît justement grâce à une reproduction du Cod. Vat. lat. 7849. Elle se rapporte à la mission de Formose, 866, en Bulgarie auprès du prince Boris Michel). — *R. Valentini*. Gli Istituti romani di alta cultura e la presunta crisi dello « Studium Urbis », 1370-1420. — *F. M. Ponzetti*. L'archivio antico della Università di Roma ed il suo ordinamento. — *E. Rossi*. La fuga del cardinale Antonio Barberini (sur les raisons qui incitent le neveu d'Urbain VIII à fausser compagnie à la cour pontificale le 24 septembre 1645). — *G. Gabrieli*. Il carteggio dei primi Lincei, 1603-1630. — *A. Nava*. La storia della chiesa di S. Giovanni dei Fiorentini nei documenti del suo archivio. = **Comptes-rendus.** *E. Caspar*. Geschichte des Papsttums von den Anfängen bis zur Höhe der Weltherrschaft. 2^e vol. : Das Papsttum unter byzantinischer Herrschaft (ouvrage posthume, l'auteur a tenu compte de toutes les plus récentes études et des dernières éditions critiques de textes). — *Giulio Tardini*. Basilica vaticana e Borghi. — *Gauchat Patrizio*. Hierarchia catholica medii et recentioris aevi sive summorum pontificum S. R. E. cardinalium ecclesiarum antistitum series et documentis tabularii praesertim Vaticanis collecta, digesta, edita. Vol. IV : De Clément VIII, 1592, à Alexandre VII, 1667. — *P. Kehr*. Die Kanzlei Karls III (très importante étude sur le dernier empereur carolingien, Charles le Gros. Longue analyse de Sergio Mottironi). — *Lydia Spaventa-De Novellis*. I prezzi in Grecia e a Roma nell'antichità (réduit les prix des denrées en lire, compare prix, salaires et niveaux de vie de l'antiquité avec ceux d'aujourd'hui. Travail documenté et d'une indubitable valeur critique). — *A. Salimei*. Senatori e statuti di Roma nel Medioevo. I senatori. Cronologia e bibliografia dal 1144 al 1447. — *Cesare Fraschetti*. I Cenci. Storia e documenti dalle origini al secolo XVIII (importante étude sur cette opulente famille romaine, à base de documents inédits, familiaux, notariaux, et des archives publiques). — *Tommaso Valenti*. L'Epistolario di mons. Monte Valenti da Trevi, governatore di Perugia e dell'Umbria 1574-1575 (longue analyse de cette importante publication parue dans le *B. della R. Deputazione di storia patria per l'Umbria*, 1935).

Nuova Rivista storica. Année XXI, mai-août 1937. — *Mario M. Rossi*. Lo sbarco inglese nell'Isola di Ré, 1627, e la polemica militare nel XVII secolo ; suite. — *F. Egidi*. Guittone d'Arezzo, i Frati Gaudenti e i « Fedeli d'Amore ». — *Edmondo Cione*. Uno storico tacitista dell'Ottocento : Michele Farnerari. = **Bulletin critique.** *G. Porzio*. Studi albertini e alterazioni programmatiche nella storia del Risorgimento (il s'agit des livres de A. Luzio, A. Colombo (Carlo Alberto), G. Frasca (La giovinezza di Carlo Alberto), N. Rodolico (Carlo Alberto), etc., qui sont pour l'auteur l'occasion d'une assez longue étude personnelle). = **Comptes-rendus.** *A. Lucarelli*. La Puglia nel Risorgimento, t. II. — *J. Schmidlin*. Papstgeschichte

der neuesten Zeit. Pius X und Benedict XV (suite de l'histoire de Pastor). — *A. Sogliano*. Pompei nel suo sviluppo storico : Pompei preromana (livre intéressant et documenté, bien qu'il n'étudie ni la vie économique, ni les relations méditerranéennes de la ville). — *A. Cutolo*. Re Ladislao d'Angiò-Durazo (travail solide, mais laisse un peu de côté les réalités économiques et sociales). — *Oncken*. Cromwell ; vier Essays über die Führung einer Nation. — *H. Bauer*. Oliver Cromwell ; Ein Kampf um Freiheit und Diktatur (superficiel et romancé). — *J. Lindsey*. Charles II and Madame Carwell. — *J. E. Weelen*. Rochambeau. — *F. Sieburg*. Robespierre. — *H. Welschinger*. Le maréchal Ney, 1815. — *E. Dard*. Napoléon et Talleyrand. — *R. Marshall*. Italy in English Literature, 1755-1815. Origins of the romantic interest in Italy.

Rivista storica italiana. Série XV, 1937, vol. II, fasc. II. — *P. L. Leicht*. La corporazione delle arti nelle sue origini e nel primo sorgere del comune. — *N. Carotti*. Un politico umanista del Quattrocento : Francesco Barbaro (patricien vénitien, 1390-1454). — *Pia Onnis*. Filippo Buonarroti e i patrioti italiani del 1794 al 1796. — *F. Battaglia*. L'opera storica dei fratelli Carlyle (il s'agit de *A history of mediaeval political theory in the West*, 1903-1906, 6 vol.). = **Comptes-rendus.** *A. Solari*. La crisi dell'Impero Romano. Vol. IV² : La tutela barbarica (ouvrage fondamental). — *F. Ruffini*. Ultimi studi sul Conte di Cavour. *Lettere di Felice Orsini*, a cura di *A. M. Ghisalberti*. — *E. Susmel*. Fiume nel Medio Evo. Le origini del Comune. — *R. Quazza*. La formazione progressiva dello stato sabaudo (résumé clairement et excellentement la bibliographie du sujet). — *B. Peroni*. Fonti per la storia d'Italia dal 1789 al 1815 nell'Archivio Nazionale di Parigi. = Fasc. III. *G. Cardinali*. Le cause della formazione dell'impero romano (l'Empire romain « produit d'une volonté de conquête »). — *Gino Luzzatto*. L'oro e l'argento nella politica monetaria veneziana dei secoli XIII e XIV (important compte-rendu du volume de documents édité par Cessi : *Problemi monetarii veneziani fino a tutto il secolo XIV*). — *Angelo Sammarco*. Gli italiani e il canale di Suez (leur rôle dans les projets et dans la réalisation). — *Francesco Valsecchi*. Heinrich von Srbik e la concezione unitaria della storia tedesca. — *A. Momigliani*. Note marginali di storia della filologia classica. = **Comptes-rendus.** *Jérôme Carcopino*. Histoire romaine. II : La République romaine de 133 à 44 av. J.-C. (longue analyse de ce livre « fondamental » par *M. Arnaldo Momigliano*). — *Amato di Montecassino*. Storia dei Normanni (réédition de cette chronique importante par *M. Vincenzo De Bartholomaeis*, assurée par l'Istituto storico italiano per il Medio Evo). — Statuti di Como del 1335 Volumen Mangum, édité par *Guido Manganelli* (R. Deputazione di Storia Patria per la Lombardia, sezione di Como. Très longue analyse de *M. C. Manaresi*). — *A. Romolo Putelli*. Vita, storia ed arte mantovana del Cinquecento. II : Prime visite Pastorali alla città e diocesi. — *Niccolò Rodolico*. Carlo Alberto negli anni di regno 1831-1843.

LETTONIE

Revue de l'Institut historique de Lettonie. 1937, n° 4. — *A. Švābe*. La politique de Sigismond Auguste en Livonie (étude les négociations qui eurent lieu en octobre-novembre 1561 entre Sigismond Auguste et les représentants de la Livonie. Le roi obtint la soumission de la Livonie grâce à d'habiles manœuvres diplomatiques. Il provoqua une scission dans le camp des Livoniens en utilisant la fai-

blesse de Ketler et de la noblesse, qui avaient préféré perdre leur indépendance et garder leurs biens et leurs privilèges). — P. BĒRZINŠ. Les troubles paysans à Kan-guri en 1802 (ces troubles, résultat d'une provocation de la part de la noblesse allemande, attirèrent l'attention du gouvernement russe sur la situation du peuple letton et furent ainsi une cause directe de la réforme de 1804). — J. KLEYNTJENS. Le duc Jacques et Abraham Wicquefort (la personnalité d'Abraham Wicquefort et son rôle dans le conflit qui s'était engagé entre la Compagnie néerlandaise des Indes occidentales et le duc Jacques de Courlande). — Z. KARLSONS. La propagande de la liberté et les émissaires français en Lettonie de 1794 à 1812 (le rayonnement des idées de la Révolution française et la propagande des émissaires envoyés par Napoléon, promettant aux paysans lettons des réformes sociales, ont favorisé, dans une certaine mesure, la résurrection des aspirations nationales du peuple letton). = *Comptes-rendus*. M. Stepermanis. K. F. Schulz de Aizkraukle et son activité sociale. — Ludwig Karstens. Für Vorgeschichte der livländischen Bauernbefreiung (par R. Vipers). M. Karstens avait critiqué dans son compte-rendu paru dans la revue *Jomsburg* (Jahrgang I, Heft 2, Juli 1937) l'étude que M. Stepermanis avait consacrée à K. F. Schulz. M. Vipers donne une conclusion à cette polémique. Il montre que M. Stepermanis avait raison en affirmant que les réformes réalisées par Schulz s'expliquent plutôt par des motifs d'ordre politique et pratique que par des intentions purement idéalistes. Les objections présentées par les disciples des apologistes sont insignifiantes).

PAYS-BAS

Tijdschrift voor Geschiedenis. Année 1936, n° 2. — PEREGRINA. Jean Jaurès und Karl Marx (marque l'indépendance de Jaurès à l'égard de Marx ; montre que celui-ci l'a orienté vers un socialisme « actif »). — Dr K. SPEY. La révolution de Tiberius Gracchus (l'idéologie de Tiberius paraît avoir été grecque ; il a sous-estimé, n'a peut-être pas compris l'opposition). — Dr A. C. J. DE VRANCKRIJKEER. De textielindustrie te Naarden (étude précise d'une industrie locale dans le cadre de l'histoire drapière des xv^e et xvi^e siècles). — A. M. VAZ DIAS. Over den vermogen der Amsterdamsche Juden in de 17^e en de 18^e eeuw (évaluation des fortunes des Juifs d'Amsterdam d'après des registres d'imposition de 1631, 1674, 1743 : les Juifs portugais, moins fortunés en 1631 que la moyenne de la population, le sont plus en 1674 ; Juifs portugais et hauts-allemands le sont encore plus en 1743). = N° 3. Dr J. C. DE HAAN. De wording van de Italiaansche stadscommune in de Middeleeuwen (« comment du municipium romain plus ou moins autonome, qui a perdu son autonomie à la fin de la période impériale, est sortie progressivement la commune italienne autonome ? » Passe en revue les périodes des Lombards, des Francs, du *Regnum italicum* du x^e siècle, des Ottons du xi^e siècle ; études locales pour la dernière période : Milan, Pistoie, Modène, Vérone, Parme, l'Italie du Sud. Importance des transformations économiques). — Dr T. J. GEEST. Amalia Van Solms in haar politieke bemoeiingen in de tijd van Jan de Witt (Amalia de Solms était la grand-mère et la tutrice de Guillaume d'Orange). — Dr A. C. J. DE VRANCKRIJKEER. De Textielnijverheid te Naarden ; 2^e article (renouvellement — classique — de l'activité aux xvii^e et xviii^e siècles par l'introduction de la draperie légère, d'un peu de soierie et de l'industrie cotonnière).

CORRESPONDANCE

A la suite de la publication de son article *A propos de l'enseignement de l'histoire* (cf. ci-dessus, p. 1), M. Lefebvre a reçu de M. A. Demangeon, professeur de géographie à la Sorbonne, la lettre suivante que nous sommes heureux de faire connaître à nos lecteurs.

Paris, le 7 avril 1938.

Mon cher ami,

Je viens de lire avec un intérêt profond votre petit article à propos de l'enseignement historique, si plein de raison et de bon sens.

Vous dirai-je que je regrette un peu que, au cours de ces discussions, on n'ait fait aucune allusion à la science sœur de l'histoire, la géographie, qui se trouve si heureusement associée à elle dans l'enseignement français. Car elle pourrait, tout autant que l'histoire, souffrir d'une manie innovatrice qui voudrait l'obliger, elle aussi, à enseigner par échantillons, à supprimer certains pays de la carte du monde et à renier l'unité et la continuité des phénomènes naturels et humains à la surface de la terre.

Je le regrette aussi parce que l'on accuse l'enseignement historique de ne pas faire assez de place à des facteurs qu'on juge sacrifiés, au facteur économique et à ses répercussions sociales. Or, il ne faut pas ignorer que nombreux sont les professeurs d'histoire qui, enseignant la géographie, s'en servent justement pour initier leurs élèves aux problèmes économiques et sociaux. J'en connais beaucoup qui, par exemple en philosophie, associent toujours à l'histoire contemporaine d'un État sa géographie économique, démontrant ainsi la solidarité de nos deux disciplines, précieuse originalité de l'enseignement français.

Votre tout dévoué,

A. DEMANGEON.

CHRONIQUE

L'ŒUVRE D'ALEXANDRE MORET

Alexandre Moret est mort subitement, le 2 février 1938. Sa disparition laisse en deuil, avec l'égyptologie, tout le cercle de l'orientalisme français et l'école tout entière des historiens de l'Orient antique.

Moret était né en 1868. Agrégé d'histoire et géographie en 1893, il est, dès ce moment, familier des textes égyptiens, de la langue et de la recherche égyptologique. De 1893 à 1897, il donne, le plus souvent au *Recueil de travaux*, plusieurs articles de texture intéressante et solide, orientés dans le sens de l'activité directrice de tout son travail d'un bout à l'autre de sa longue carrière, un effort tendant à éclairer les institutions politiques, sociales, juridiques, religieuses, et tout d'abord en cherchant une compréhension précise des mots, du sens des termes spéciaux de ce grand domaine. Son mémoire de 1897 sur la *Condition des féaux* est un remarquable exemple d'enquête, largement informée, sur un titre de qualité qui exprime la participation à certains privilèges de valeur éminente.

En 1898, Moret commençait son enseignement égyptologique, comme suppléant de M. V. Loret à la Faculté des lettres de Lyon. En 1900 déjà, il était appelé à Paris, à l'École pratique des Hautes-Études, pour suppléer Maspero qui était retourné en Égypte. De 1901 sont plusieurs mémoires de Moret, dont le plus développé a trait au *Procès de famille* de la célèbre inscription de Més, qui venait d'être découverte. Mais l'année 1902 marque une date particulièrement notable dans son œuvre ; c'est celle du *Rituel du culte divin journalier*, grand ouvrage constituant la première, peut-être la plus importante des études que Moret devait consacrer, jusqu'à sa fin, aux choses du domaine religieux. En 1903 il fait sortir, dans un ordre très voisin, un volume d'importance équivalente, celui du *Caractère religieux de la royauté pharaonique*, qui est sa thèse de doctorat ès lettres, avec la thèse complémentaire latine de *Bocchori rege*.

De front avec la charge de son enseignement, Moret assume, en 1906, la fonction de directeur du musée Guimet. En outre l'activité de sa production scientifique, à partir de la même date, se développe suivant un rythme qui ne se ralentira plus. Dans l'ordre des études religieuses, on le voit traiter, de 1907 à 1909, du *Sacrifice en Égypte*, du *Jugement des morts en Égypte et hors d'Égypte* ; en 1915 paraît l'important *Horus sauveur* des stèles magiques de guérison ; puis en 1922, particulièrement remarquable, le *Jugement du roi mort* dans les textes funéraires de l'Ancien Empire. Durant la même période, dans la catégorie des travaux touchant institutions et documents juridiques, et succédant à l'ample mémoire de 1907 sur *Donations et fondations en droit égyptien*, on trouve à noter, de 1915 à 1921, des articles sur la *Création d'une propriété privée*, sur un *Jugement de Dieu*, sur un *Acte de fondation à Tehneh*, sur la *Profession de foi d'un magistrat* du Moyen Em-

pire, et surtout la dense série des recherches sur les documents d'administration royale de l'Ancien Empire groupés autour des *Décrets royaux* de Koptos récemment acquis et publiés en 1912, vaste sujet qui donne lieu, de la part de Moret, à cinq communications à l'Académie des Inscriptions, de 1914 à 1916, et au travail d'ensemble sur les *Chartes d'immunité* qu'il finit de publier en 1917. Dans le même temps encore, soit de 1909 à 1922, il faut mettre sous une troisième rubrique d'importants travaux d'une autre espèce, celle des publications de documents, comprenant le *Catalogue égyptologique du Musée Guimet* en 1909, celui d'*Avignon* en 1910-1913, un petit catalogue partiel du *Musée Alaoui* de Tunis en 1911, un grand volume du *Catalogue général* du Caire en 1912-1913, et le catalogue égyptologique de *Grenoble* en 1919 ; à quoi l'on rattachera le mémoire de 1922 sur les fragments du tombeau de *Shery* dispersés dans de nombreuses collections d'Égypte et d'Europe.

Et ce n'est pas tout. Dans cette même période de grande activité qui s'ouvre pour Moret en 1906, il convient de faire une place à part à la gerbe touffue de vingt ou vingt-cinq articles, extrêmement substantiels et de la plus luxuriante variété, qu'on pourrait appeler de « vulgarisation », quant à la forme, mais qui sont surtout, bien souvent, d'éminente synthèse. La religion et l'histoire, l'histoire et la légende, le mythe en religion égyptienne et ses parallèles dans les autres mondes spirituels de l'antiquité, la poursuite de toutes correspondances entre les notions égyptiennes et extérieures (à quoi Moret s'est adonné avec prédilection depuis ses toutes premières recherches), parfois quelque large exposé simple, à l'usage du grand public, ou quelque chronique de la grande actualité archéologique, tout paraît en cette surprenante série, dont on ne saurait citer les éléments en dehors du tableau d'une bibliographie complète. Indiquons seulement que le plus grand nombre des articles ont été donnés à la *Revue de Paris*, d'autres produits en conférences du musée Guimet et publiés dans les recueils de ces conférences, que certaines des études ont donné matière d'emploi d'un côté et de l'autre, et que toutes, jusqu'à la date de 1913, plus ou moins adaptées, en deuxième et quelquefois en troisième rédaction, ont été réunies dans les trois volumes *Au temps des Pharaons* (1908), *Rois et dieux d'Égypte* (1911), *Mystères égyptiens* (1913). Ultérieurement, plusieurs articles du même ordre, à l'adresse du grand public scientifique, devaient être donnés par Moret encore.

En 1920, il accepte la charge du cours d'histoire ancienne de l'Orient à la Faculté des lettres. Ses mémoires se tournent de préférence, à partir de cette date, vers l'histoire proprement dite, surtout l'histoire des événements et conditions générales dans le cadre du grand univers égypto-oriental ; on notera, par exemple, d'après les études de 1922 sur les relations entre Égyptiens et Hittites de Boghaz-keui, de 1924 et 1927 sur Beisan en Palestine et les découvertes égyptiennes du Nouvel Empire dans cette localité, de 1933 sur les nouveaux monuments du Nouvel Empire trouvés à Napata. En tendance très parallèle, dans le domaine de la religion, on voit le travail de Moret s'orienter plus décidément encore vers le comparatisme : 1927, la *Mise à mort du dieu* en Égypte, en liaison avec les grandes études de J. Frazer ; 1935, *Rituels agraires de Ras Shamra*, que devait suivre, en 1936, une communication sur les *Motifs dogmatiques égyptiens* récemment rencontrés dans l'ancien Israël royal de Palestine et à Damas ; dans le domaine de l'histoire des institutions, tout à fait de même encore, il s'engage sur le terrain de l'histoire comparée, produisant, en 1922 d'abord : l'*Accession de la plèbe égyptienne*

aux droits religieux et politiques, puis en 1926 : *Une révolution sociale en Égypte vers l'an 2000*, — la théorie très nouvelle d'un bouleversement proprement révolutionnaire qui serait intervenu en Égypte entre Ancien et Moyen Empire. Cette théorie devait trouver place largement dans les grands exposés d'histoire égyptienne qui allaient être, pour Moret, l'œuvre principale de sa dernière période.

A cette date de 1926, Moret prenait possession de la chaire d'égyptologie du Collège de France, restée *supprimée* depuis la disparition de Maspero en 1916, soit durant une dizaine d'années ; et dans le même temps à peu près, Moret était élu à l'Académie des Inscriptions, au siège laissé vacant par la mort de G. Bénédite, qui avait directement succédé à Maspero. Depuis quelques années déjà, il avait assumé la tâche de grands volumes de synthèse historique, dans la collection l'*Évolution de l'humanité* d'abord, où il donnait *Des clans aux empires* en 1923 (en collaboration avec G. Davy), suivi, en 1926, par l'histoire d'Égypte même, *Le Nil et la civilisation égyptienne*. En 1932, autre production de la même histoire en une forme différente, celle du grand volume de l'*Égypte pharaonique*, tome II de l'*Histoire de la nation égyptienne* de M. G. Hanotaux. Dès 1929, cependant, dans une troisième collection, celle de l'*Histoire générale* de Gustave Glotz (subdivision de l'*Histoire ancienne*), Moret avait commencé la publication de l'*Histoire de l'Orient*, dont le demi-volume final devait sortir seulement en 1936. C'est, au total, un très imposant ouvrage de plus de 800 pages, couvrant l'histoire de l'Égypte, de la Mésopotamie et de l'Orient entier depuis les origines préhistoriques jusqu'à la conquête macédonienne : véritable *somme* du travail et de la connaissance de Moret, conclusion monumentale de sa carrière, et dont la valeur, en qualité, pourra être considérée légitimement comme exprimant la valeur de l'œuvre tout entière.

De front avec ce grand travail, en ses dernières années, Moret poursuivait en toutes directions les études moindres dont nous avons cité quelques-unes, de 1926 à 1935. Il n'avait pas craint de s'engager, en outre, dans l'entreprise de la publication du temple de Louxor, dont les textes, qui l'occupaient depuis longtemps (*La dédicace du temple d'Aménophis III à Louxor*, 1932), ont fourni la matière de son dernier travail important, une communication de vif intérêt donnée à l'Académie des Inscriptions en 1937, sur un *Texte rituel du début de l'Ancien Empire*, transcrit par les rédacteurs d'inscriptions du temple. Quant à la grande publication, *Le temple d'Aménophis III à Louxor*, son premier volume est près de paraître dans les *Mémoires* de l'Institut français du Caire. L'entreprise, inachevée, attend les continuateurs.

A l'École pratique des Hautes-Études, Moret avait été transféré comme directeur d'études, en 1919, de la Section des Sciences historiques et philologiques à la Section des Sciences religieuses, où la disparition d'Amélineau permettait cette mutation et où Moret estimait que son enseignement serait mieux à sa place. Il fut désigné pour la présidence de cette Section après la mort de Sylvain Lévi, en 1935.

Moret avait donné tout son concours, en 1925, à la fondation de la *Société française d'égyptologie*, dont G. Bénédite assumait la présidence. A la disparition de G. Bénédite, Moret accepta la charge de cette présidence, dont il assura le service de manière hautement utile. En corrélation avec le fonctionnement de la Société, dans l'esprit de la collaboration scientifique et de l'harmonisation du travail de tous, il faut citer la dernière création de Moret, et non la moins remarquable, celle du *Centre d'études d'égyptologie* du Collège de France, organe rattaché à la

chaire d'égyptologie où les étudiants et les maîtres disposent, dès le moment présent, d'une bibliothèque égyptologique déjà riche constituée en très grande partie par les munificences qui ont suivi l'instauration, et dont tous les travailleurs lui sont reconnaissants.

Raymond WEILL.

FERDINAND BRUNOT

Ferdinand Brunot est né à Saint-Dié le 6 novembre 1860. Il conserva toute sa vie, avec quelques traces d'accent lorrain, certains traits particuliers au caractère vosgien : un sentiment patriotique très vif, un dévouement absolu aux causes qu'il croyait justes, une combativité qui ne se démentit jamais. Après un assez long séjour en Allemagne, qui lui donna une connaissance parfaite de l'allemand et qui exerça sur lui une influence durable, il entra à l'École normale supérieure, pour en sortir, en 1882, agrégé de grammaire avec le n° 1. Après une année d'enseignement secondaire, au lycée de Bar-le-Duc, il était nommé, en 1883, maître de conférences à la Faculté des lettres de Lyon : il y dirigeait des étudiants dont la plupart étaient plus âgés que lui.

Dès 1886, il publiait son premier ouvrage, une *Grammaire historique de la langue française* destinée aux jeunes filles. Cette grammaire, dans la pensée de Brunot, devait dispenser les jeunes filles de l'étude de la langue latine. Car Brunot fut toujours un adversaire acharné de l'emploi des langues mortes dans l'enseignement secondaire et un partisan convaincu des langues vivantes, parmi lesquelles il estimait que la langue nationale devait tenir naturellement la première place.

Le 23 juin 1891, Ferdinand Brunot soutenait ses thèses en Sorbonne ; sa thèse française : *La doctrine de Malherbe d'après son Commentaire sur Desportes*, reste un modèle de travail philologique. La thèse latine était intitulée : *De Philippi Bugnotti cūa et eroticis versibus*.

La valeur de ses thèses — et l'autorité du jeune maître (la soutenance fut particulièrement brillante) — le firent appeler, dès la rentrée suivante, à la Sorbonne. On devait y créer pour lui, en 1900, la chaire d'Histoire de la langue française qu'il occupa jusqu'à sa retraite.

Sa collaboration à l'*Histoire de la littérature française* de Petit de Julleville (publiée de 1894 à 1900) eut sans doute sur son avenir scientifique une importance décisive. C'est une histoire abrégée de la langue française qu'il publia alors. Il est étonnant que les chapitres consacrés au XIX^e siècle, en particulier, après quarante années de recherches et de publications, n'aient pas vieilli dans leurs grandes lignes et dans leurs conclusions. La maison Colin lui proposa de reprendre ces *membra disjecta* et de les publier en volumes ; le 1^{er} mai 1903, Brunot signait un contrat par lequel il s'engageait à publier, chez Armand Colin, une *Histoire de la langue française* en trois volumes in-8° de chacun 700 pages environ.

L'*Histoire de la langue française* est l'œuvre maîtresse de Ferdinand Brunot. Seize volumes ont paru (t. I, 1905) ; un volume est complètement imprimé, à l'exception des deux appendices (t. X, première partie) ; trois volumes sont prêts pour l'impression. Avec eux, l'histoire de la langue française sera menée des origines jusqu'à 1815.

Ce qui distingue cette histoire de la langue de celles, très médiocres, qui l'ont

précédée, c'est l'originalité de la conception, la sûreté de la méthode et la vigueur d'esprit avec laquelle Brunot a su dominer d'innombrables documents. Il serait toutefois injuste d'oublier que Brunot fut aussi un infatigable chercheur, et qu'il eut véritablement la passion du « fait ». Il a tout d'abord étudié la langue dans ses rapports avec la société française, ce qui était singulièrement nouveau à cette époque. Puis, se renouvelant lui-même, il prit conscience de l'histoire externe de la langue. Il nous montra le français conquérant l'Europe et, en France même, le français partant de Paris et s'étendant peu à peu à tout le royaume. Enfin, quittant le domaine propre de la linguistique, il s'intéressa aux idées et même aux événements proprement dits, qu'il étudia en partant des mots, les mots « témoins de l'histoire¹ ». Par sa valeur autant que par ses dimensions, l'*Histoire de la langue française* reste une œuvre unique, et aucune autre langue de civilisation n'a été l'objet de recherches aussi pénétrantes et aussi étendues.

Mais Brunot n'était pas un compulseur d'archives ou un savant de bibliothèque. Il était avant tout un lutteur. Il fut maire du XIV^e arrondissement où, pendant la guerre, il rendit d'inappréciables services (1910-1919) ; toutefois, son activité politique ne nuisit jamais à son activité scientifique. C'est surtout dans le domaine de l'enseignement qu'il se battit toute sa vie, contre les langues mortes, contre la grammaire traditionnelle. Il fut l'âme d'une campagne pour la réforme de l'orthographe qui, semble-t-il, faillit aboutir (1905-1906). Il réalisa la simplification et l'unification des nomenclatures grammaticales (1909). Il publia, avec l'inspecteur primaire Bony, une *Méthode de langue française* en trois volumes (1905-1909) ; ces « grammaires », très intéressantes et, pour l'époque, très nouvelles, étonnèrent les maîtres de l'enseignement primaire, auxquels elles étaient destinées, et ne furent ni appréciées à leur juste valeur, ni peut-être même comprises. En 1922, *La pensée et la langue* s'adressait, cette fois, aux professeurs de l'enseignement secondaire : dense, d'une lecture et d'une consultation difficiles, d'ailleurs coûteux, ce livre eut néanmoins un grand succès, et deux éditions s'en vendirent rapidement. Brunot a toujours eu pour *La pensée et la langue* une affection particulière ; le sous-titre : « Méthode, principes et plan d'une théorie nouvelle du langage appliquée au français » montre bien l'importance qu'il attachait à ce travail, qui est à la fois une grammaire proprement dite, une grammaire historique et une stylistique. Enfin, en 1932, quand parut la première grammaire de l'Académie, Brunot publia ses *Observations sur la grammaire de l'Académie française*. Son attitude en cette occasion a été, en France, diversement appréciée. M. Max Frey, professeur à Zurich, écrivait dans la *Neue Zürcher Zeitung* du 5 février 1938, à propos de cet amusant petit volume : « Mit seiner scharfen, aber sachlichen Kritik hat er damals als höchste Autorität die Ehre der französischen Sprachwissenschaft gerettet ». Enfin, Brunot prit une part active à la réforme de l'enseignement secondaire de 1902, et il fut, en 1922, un adversaire acharné de cette sorte de contre-réforme à laquelle reste attaché le nom de M. Léon Bérard.

De nombreuses conférences, des articles disséminés un peu partout témoignent de la prodigieuse activité de Ferdinand Brunot dans des genres très différents. Il

1. Voir, dans cette revue, Ferdinand Gohin, *Le mouvement des idées et des vocabulaires techniques du XVIII^e siècle*, t. CLXVIII, 1931, p. 307 ; un article de M. Gohin sur la Langue française pendant la Révolution a paru plus haut, p. 104 ; — A. Terracher, *Une histoire de la langue française*, t. CLXIII, 1930, p. 322 ; — G. Pagès, t. CLXXVI, 1935, p. 111.

était un conférencier excellent, par la solidité du fond et l'éclat de la forme, et l'autorité de sa parole était grande à l'étranger. Il eut ainsi l'occasion de rendre à son pays d'éminents services. — Ajoutons qu'il fut un professeur remarquable et un véritable animateur : il a formé, par son enseignement et son exemple, cinquante générations de professeurs de français.

Les honneurs ne manquèrent pas au doyen Brunot. Il était membre de l'Académie royale de Copenhague, membre de l'Académie française de Belgique depuis sa fondation, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres depuis 1925, docteur *honoris causa* des Universités de Cambridge et de Prague. Il fut grand-croix de la Légion d'honneur.

En 1934, ce maître éminent fut brutalement mis à la retraite, à la veille des vacances, alors que les règlements en vigueur lui accordaient encore une année d'activité. Il crut devoir continuer son cours public sur l'histoire de la langue française pendant deux années encore. Puis il se consacra entièrement à son labeur, qu'il se refusait à interrompre, même pendant l'été : « Quand on a l'histoire de la langue française à terminer », disait-il, « on n'a pas le droit de prendre des vacances ». Jamais il n'avait travaillé avec plus d'ardeur et plus de vigueur d'esprit quand, vers le 1^{er} janvier 1938, il commença à souffrir d'un furoncle d'abord sans gravité. Il rédigea, d'une main qui ne tremblait point, son testament scientifique, le 7 janvier 1938. Il s'éteignit le 30 janvier 1938, après avoir courageusement supporté d'atroces souffrances. Il eut la satisfaction, qu'il avait toujours rêvée, de n'être pas diminué par la maladie ou par l'âge : on peut dire qu'il mourut à sa table de travail.

Charles BRUNEAU.

LE CONGRÈS DES NATIONS AMÉRICAINES

Le dernier Congrès des nations américaines, tenu à Paris du lundi 28 juin au samedi 10 juillet 1937, sous le patronage de l'Université de Paris et du Comité France-Amérique, a compris des réceptions et des séances de travail. Les premières, offertes dans le cadre magnifique des jardins de l'Île-de-France à Boulogne, Bagatelle et Vaux, furent couronnées par l'inauguration du musée des Cincinnati à Versailles et de deux représentations de gala au palais de Versailles et à la Comédie-Française. Elles ont connu le plus légitime succès. Tenues sous la présidence de MM. Hanotaux et Charléty, les séances de travail (28 juin-5 juillet) ont réuni de nombreuses personnalités franco-américaines. Neuf sections ont été constituées. Les principales communications ont été reproduites dans les *Cahiers de politique étrangère* (nos 17-67) publiés par le Comité France-Amérique. Une étude d'ensemble est donnée dans la brochure de M. G.-L. JARAY, *L'œuvre du Comité France-Amérique, 1909-1938*, bonne mise au point des services rendus par une de nos meilleures institutions de propagande et des bienfaits américains pendant la Grande Guerre (n° 12). Les études économiques sont généralement rapides. Quatre communications paraissent neuves. L'hon. C. P. BEAUBIEN, dans *Le développement minier du Canada et sa portée* (n° 20), expose de façon précise et suggestive l'essor des exploitations minières depuis 1930, particulièrement autour du grand lac de l'Ours. La brochure n° 51, intitulée : *La Banque centrale au Canada*, de Emery BEAULIEU, fournit aux historiens d'utiles précisions sur le capitalisme canadien depuis

1870. Pour l'Amérique du Sud, on peut tirer bon parti de Emilio Posse RIVAS, *La situation économique du Venezuela* (n° 26), et de Luis Belem Paes LIME, *Aspect de la crise économique au Brésil* (n° 56).

Les communications les plus neuves ont trait à l'histoire des idées, surtout en Amérique du Sud. Ed. TURCOTTE, auteur de *Quelques aspects de la presse canadienne* (n° 23), montre qu'au Canada il n'y a point de journal qui se vende de Halifax à Vancouver; les milliers de kilomètres qui séparent ces deux villes s'y opposent. Avec ses 250,000 exemplaires, le *Saturday Night* est l'hebdomadaire le plus répandu. Au Canada français, les quotidiens français tirent à 50,000 ou 60,000. Ce n'est que tout récemment que les efforts de C. Lemercier ont introduit les informations de l'agence Havas dans la presse de Québec. Dans *La coopération intellectuelle entre les Sociétés savantes des États-Unis et de la France*, M. SHOTWELL mentionne l'influence en Amérique des idées et des méthodes de G. Monod, répandues par Haskins (n° 65). Les communications relatives à l'Amérique du Sud ont eu surtout pour objet l'archéologie et l'histoire des idées. Très suggestif est l'exposé de Luis E. VALCARCEL, *Nouvelles découvertes archéologiques au Pérou*, qui met en relief le rôle de Max Uhle, de Hiram Bingham (fouilles de Nepem), de Tello (exhumation du vieux Cuzco et de la colline de Sajsewaman). M. José DE J. NUÑEZ Y DOMINGUEZ, dans *Les dernières découvertes dans l'histoire précolombienne du Mexique* (n° 39), distingue les zones de civilisation mayas et nahoas et décrit les trouvailles faites en 1932 à Monte-Alban. Les autres travaux insistent sur les modalités de l'influence française au XIX^e siècle. José ABRIA, dans *L'influence de la pensée française sur la génération argentine de 1837* (n° 43), dégage le rôle du « Salon Literario » de Marco Sastre, Alberdi et Gutierrez, et l'importance du périodique *La Moda* pour la diffusion des idées saint-simoniennes. Les trois communications de Reynaldo PORCHAT, *Aperçu sur l'influence française au Brésil* (n° 18), de Paul PEDROZA, *Synthèse de l'art brésilien* (n° 53), Paulo Berrudo CARNEIRO, *Le rôle d'Auguste Comte et du positivisme au Brésil* (n° 53), développent les mêmes thèmes. Ils signalent les services rendus à la culture au Brésil par les émigrés français à l'époque de la Révolution, par la grande mission artistique de 1816 avec Auguste Taunay, les Plancher, Auguste de Saint-Hilaire (*Flora Brasiliæ Meridionalis*), par les grands libraires français, Garnier et Garraux. La communication de M. Carneiro expose, de façon nuancée, l'histoire des difficultés rencontrées par le positivisme au Brésil avant 1880.

Les quelques indications qui précèdent montrent tout l'intérêt scientifique du dernier Congrès des nations américaines de Paris et font souhaiter l'organisation de journées historiques franco-américaines.

E. PRÉCLIN.

France. — Depuis 1931, des chartistes font, chaque mois, à l'occasion de la réunion mensuelle de la Société de l'École des chartes, des causeries sur *Les chartistes dans la vie moderne* (Paris, Société de l'École des chartes, 1938, in-8°, viii-174 p.). On vient de publier ces causeries, dont quelques-unes ont un intérêt, direct ou indirect, au regard des disciplines historiques. Nous retiendrons particulièrement à cet égard : Paul BOUDET, *Le chartiste et les colonies* ; R. BUSQUET, *Le chartiste « archiviste départemental »* ; Camille BLOCH, *L'archiviste et la documentation d'histoire contemporaine* ; R. JOUANNE, *L'archiviste départemental et l'histoire littéraire* ; Yvonne

BEZARD, *Le chartiste et l'histoire économique*; Jean BABELON, *Le chartiste et la numismatique*; A. BOUTILLIER DU RETAIL, *Le chartiste et l'information moderne*; P.-A. LEMOINE, *Les collections historiques du Cabinet des Estampes*; Jean HUBERT, *Archéologie et histoire*. Ces contributions variées, souvent d'un tour vif et original, ont été spirituellement préfacées par M. A. COVILLE. G. BN.

— *École nationale des chartes*. Positions des thèses. Promotions de 1938. — Anne-Marie BOISSET. La vie municipale à Aurillac, de 1360 au début du XVIII^e siècle. — Marie-Madeleine BOUQUET. L'abbaye de l'Île-Barbe, des origines à la sécularisation du XVI^e siècle (sécularisée en 1549-1551, elle est supprimée en 1742 et ses biens sont réunis à l'archevêché). — Geneviève COQUIBUS. Jean Carondelet, agent diplomatique de Charles le Téméraire, chancelier de Bourgogne, 1428-1501. — Jean DE DIANOUS. Les communautés juives du Comtat-Venaissin et l'État d'Avignon d'après leurs statuts, 1490-1790. — Jacques GUIGNARD. Recherches sur l'histoire du livre à Tours, de la fin du XV^e à la fin du XVI^e siècle, 1485-1588. — Geneviève D'HAUCOURT. Étude sur le droit des Assemblées françaises au début du XIV^e siècle (liste des conciles tenus en France de 1280 à 1315). — Maxime LÉVI. La grande pêche basque, des origines à la Révolution. — Anne MOREL. La guerre de course à Saint-Malo, 1681-1715. — Ngô-dinh NHU. Les mœurs et les coutumes des Annamites du Tonkin au XVII^e siècle (d'après les Archives des Missions étrangères). — Marguerite OSWALD. « Anseis, fils de Girbert »; étude de la chanson et de ses rapports avec « Yon de Mes »; suivie d'une édition partielle. — Madeleine OURSEL. Les origines de la commune de Dijon. — Louis ROUSSEAU. L'assistance charitable à Rouen, du XII^e au XVI^e siècle : l'Hôtel-Dieu de la Madeleine et la police des pauvres. — Jean WAQUET. La politique étrangère de la monarchie française sous Charles le Bel, 1322-1328; la Flandre et la politique française; le conflit franco-anglais.

— Sous l'impulsion de M. Jacques Meurgey, archiviste aux Archives nationales — où il est spécialement chargé du service des sceaux — vient d'être instituée une « Société française d'héraldique et de sigillographie » (113, rue de Courcelles, Paris, XVII^e). Cette Société, entre autres marques de son activité, a décidé de publier une trimestrielle *Revue française d'héraldique et de sigillographie* (G. Saffroy, éditeur, 4, rue Clément, Paris, VI^e; prix : 50 fr.). L'objet de la Société — comme de la Revue — est de contribuer de façon sérieuse à promouvoir une branche secondaire, mais utile, de la discipline historique, et non point de flatter les sottises vanités désuètes d'une très mince caste sociale. La personnalité même de M. J. Meurgey nous en est un garant. On notera, en effet, parmi les travaux les plus récents de cet érudit, son monumental *Armorial de l'Église de France* (Mâcon, Protat, 1937, in-4^o, 200 p.), qui est une œuvre de valeur et fait bien augurer d'un autre ouvrage en préparation et dès maintenant très avancé, l'*Armorial des villes de France*. — G. BN.

— L'Institut de science de la presse de l'Université de Paris, fondé l'été dernier, a désormais son organe. Les deux premiers *Cahiers de la presse*, en effet, consacrés aux problèmes de la presse, dans son passé, son présent et son avenir, viennent de paraître en janvier-mars et avril-juin 1938. Les directeurs de cette importante revue trimestrielle, qui paraît à la librairie du Recueil Sirey, sont MM. B. Mirkin-Guetzévitch, Stephen Vallot, et le secrétaire de rédaction M. E. Hamburger. Au point de vue historique, on notera, dans le premier fascicule, les contributions de MM. Georges BOURDON, *Les étapes de l'organisation du journalisme français*, et

B. FAY, *Esquisse d'une étude sur la presse américaine dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle*. Dans le second celles de MM. G. BOURGIN sur *Babeuf*, V. DAUPHIN sur *Les origines de la presse en Anjou*, P. ALLENGRY sur *Condorcet journaliste*, et GASTON-MARTIN, *Un procès de presse en 1791* (à propos de Marat).

G. Bn.

— Le Catalogue des objets et documents exposés au musée d'Antibes, en fin septembre 1937, *Le retour de l'île d'Elbe* (Antibes, musée Grimaldi, 1937, 2 vol. in-4°, 271 p., illustr.), constitue un intéressant instrument de travail. Si quelques-uns des titres ou commentaires auraient gagné à être plus modestes, du moins un certain nombre de pièces, reproduites ou analysées, fournissent des données de fait ou de psychologie parfaitement utiles.

G. Bn.

— M. M. DUNAN a publié dans *Le Temps* du 28 décembre 1937 une curieuse étude sur le don qui a été fait à la Bibliothèque nationale de Paris par un mécène viennois du texte des *Mémoires* de Fouché et du *Manuscrit de 1813* du baron Fain, annotés par Metternich.

G. Bn.

— A l'occasion du centenaire de sa naissance a été organisée à la Bibliothèque nationale une exposition sur *Gambetta*. La notice établie à cette occasion par M. ÉMILE PILLIAS et préfacée par M. DE MONZIE, dont il ne faut pas oublier qu'il est maire de Cahors, constitue un intelligent commentaire de quelques-unes des pièces exposées, depuis les photographies des parents de Gambetta jusqu'au fameux revolver du drame des Jardies (Paris, 1938, in-8°, 20 p.).

G. Bn.

— *Autographes*. — Au *Katalog XX* de la maison Heinrich Hinterberger, de Vienne (Autriche), figurent un certain nombre de documents curieux : une lettre de Catherine de Médicis à M. de Fourquevaux, datée de Soissons, 4 décembre 1570, et intéressant les relations de la France avec l'Empire ; un manuscrit autographe du poète Desportes ; une lettre de Fouché à ses « collègues et amis » de Lyon, du 30 germinal an II ; une lettre, en anglais, de La Fayette, du 26 février 1786, où il est question de Mathieu Dumas ; une lettre de Louvet sur Aymé, procureur-général-syndic de la Drôme, de décembre 1795 ou janvier 1796 ; une lettre de Marie-Antoinette à Mercy-Argenteau, non datée, dans laquelle la reine de France demande des nouvelles de sa mère ; des lettres de Thiers du 7 avril (à Valazé) et du 22 août 1871 (à un général qui est peut-être allemand). — G. Bn.

— La maison Myers and Co, de Londres, a mis en vente (n° 317, octobre 1937) un grand nombre d'autographes, parmi lesquels on notera : lettre de François d'Anjou, du 5 avril 1576, à M. des Goutes, sur les événements auxquels il est mêlé ; d'Anne d'Autriche, du 3 mars 1647, à l'abbé de Saint-Nicolas, sur la mutation de l'évêque de Saint-Flour à l'évêché de Rodez ; des pièces concernant l'amiral Boscawen et Burke ; lettre du comte Buttafuoco, 7 septembre 1793, sur Paoli et les événements de Corse ; lettre de Saliceti, 14 octobre 1793, écrite peu de jours après la révolte de Lyon ; lettre de Côme III de Médicis, grand-duc de Toscane, au marquis Albergati, 3 mars 1686, sur le P. A. M. del Cotone ; divers documents concernant plusieurs généraux de Napoléon.

G. Bn.

— Parmi les *Autographes romantiques et modernes* mis en vente le 11 juin 1937 par M^e Édouard Giard (in-8°, sans pagination) figurent les lettres adressées par M^{me} de Staël, son fils Auguste et son père, Necker, au notaire Fourcault de Pavant.

M^{me} de Staël y apparaît avec sa personnalité multiforme, qu'intéressent à la fois ses affaires financières et tous les événements contemporains. G. BN.

— Pour une vente des 22 et 23 novembre 1937, par le ministère de M^e Giard, M. Georges Andrieux a établi un très important catalogue d'*Autographes historiques et littéraires* où figurent, entre autres : un dossier sur l'affaire Favras ; des lettres de la duchesse d'Arenberg à la marquise de Custine, de 1805, fort curieuses pour l'histoire des amours de cette dernière, et à Chateaubriand ; un dossier sur l'administration de la Bastille ; des lettres de Louis Blanc, du vicomte de Bonald, du général et de M^{me} de Custine, de Daunou — dont sa démission de garde des archives — des comédiennes Dorval et Dugazon, de la danseuse Duthé (à Perreiaux), de Favart, de M^{me} de Krüdener, de La Fayette, de Louis XVIII, de Michélet, de La Beaumelle, de la générale Moreau, de Mounier, de Necker, de Rachel et de ses sœurs, des généraux Rapp, Ronsin et Rossignol, du maréchal Suchet, de Tallien et de M^{me} Tallien, de Flora Tristan ; un dossier sur la maçonnerie (ateliers écossais entre 1780 et 1850) ; deux rapports de J. Antinori sur l'Italie en 1820 ; des groupes de pièces sur diverses familles (Choiseul, Montesquiou, Montmorency, Rohan, Talleyrand). Cinq lettres de Marie-Antoinette (à Madame Élisabeth, à la princesse de Lamballe, à la duchesse de Polignac et à l'empereur Léopold II) auraient été retirées de la vente. G. BN.

— En tête du catalogue de la maison J. A. Stargardt, de Berlin, pour décembre 1937 (ce catalogue paraît mensuellement sous le titre *Der Autographen-Sammler*), M. Karl GRIGY-HAGENBACH, de Bâle, sous le titre *Fälschungen und Täuschungen*, rappelle la carrière des fabricants de faux Vrain-Lucas, Feuillet de Conches, Ireland, qui a travaillé dans Shakespeare, Kyricleis, qui a fabriqué des faux Luther, et Gerstensbergk, qui s'est adonné aux faux Goethe. G. BN.

— M^e Ader a mis en vente, le 24 novembre 1937, une belle collection réunie par M. Cornuau, libraire expert. On note dans le catalogue dressé à cette occasion : deux travaux constitutionnels écrits par Barnave en prison ; des lettres de Buonarroti des 21 et 23 pluviôse an II sur la situation du Port de la Montagne ; une lettre de Catherine de Médicis à Ruccelai sur ses difficultés d'argent, du 8 janvier 1588 ; huit lettres de la duchesse de Choiseul écrites à son médecin de Chanteloup, de l'an VII à l'an IX ; une lettre de l'empereur haïtien Dessalines, du 6 vendémiaire an X ; un mémoire de Dumouriez, de 1798, sur l'esclavage ; des lettres de Gibert-Desmolières, le clichien déporté, écrites le 5 brumaire an VII ; de Guyan à Laffont-Ladebat ; de Faipoult, écrite à Rome le 25 floréal an VI, et fort dure pour les Italiens ; de Mirabeau, du 20 janvier 1776, sur ses prisons ; une correspondance de Roux de Laborie au sujet de la campagne d'Italie en l'an VIII ; une autre de la famille Lagrange — Lagrange, ancien directeur général des fermes à Troyes, fut incarcéré avec sa femme — sur la Terreur ; d'autres de Rouget de l'Isle et du marquis de Sade ; une lettre de K. Marx, du 1^{er} février 1873, sur la situation du réfugié français Dupont. G. BN.

— Le catalogue d'une vente qui a eu lieu les 16, 17 et 20 décembre 1937 par les soins de MM. E. Giard, commissaire-priseur, et G. Andrieux, expert, signale en particulier : une lettre de V. Hugo à Salvandy, du 5 juin 1841, à la suite de la réception du premier par le second à l'Académie française ; des lettres de Lamartine, dont une à son collègue de la diplomatie, de Saint-Mauris, du 21 novembre 1830, où

il précise sa position politique ; des lettres du général Boulanger à l'un de ses officiers, M. Récy, de 1883 à 1886, où s'affirment les ambitions du militaire politicien ; une lettre du général de Galliffet, lors des élections de 1881, où il rappelle son rôle lors de la répression de la Commune et souligne son ignorance ministérielle pour s'interdire son adhésion à toute combinaison gouvernementale. G. Bn.

— Le catalogue d'une vente opérée le 10 février 1938 par les soins de M^e Boisgirdard, assisté de M. Georges Andrieux, expert, signale les brouillons originaux de vingt-six lettres adressées par Voltaire à l'impératrice de Russie, et qui sont de la main de Voltaire, sauf quatre, dues en partie à la plume d'un secrétaire, probablement Colini. G. Bn.

— Le catalogue de la bibliothèque du duc de Newcastle, mise en vente par la maison Sotheby and Co (14-16 février 1938), énumère une quantité impressionnante de manuscrits héraldiques et généalogiques de grand intérêt et signale, en outre, divers manuscrits enluminés, le cartulaire de l'abbaye cistercienne de l'Abbaye-aux-Bois, le texte du mémoire présenté par Henri de Boulainvilliers au duc d'Orléans au début de la Régence, les registres des délibérations du Conseil du dedans, présidé par le duc d'Antin, et qui, élément de la polysynodie, a fonctionné d'octobre 1715 à juin 1718, les textes de multiples chroniques anglaises. La présence et la vente en Angleterre des registres du *Conseil du dedans* sont particulièrement inexplicables et parfaitement regrettables. G. Bn.

— MM. Sotheby and Co ont vendu les 21 et 22 février 1938 une quantité assez grande de manuscrits, parmi lesquels on note un portulan remarquable, probablement l'œuvre de Maggiolo, et plusieurs manuscrits à miniature, dont des Évangiles écrits et enluminés par le prieur des Célestins de Paris en 1545 et ayant appartenu au duc de La Vallière ; des *Horae ad usum parisiensem*, aux armes de l'évêque de Narbonne Charles Legoulx de La Berchère, d'une admirable illustration ; d'*Horae* du xv^e siècle, qui ont été en possession de la famille de Caumartin, d'autres encore écrites et enluminées pour Antoine, grand bâtard de Bourgogne ; un livre de *Preces piae*, vraisemblablement donné par l'empereur Charles-Quint au célèbre cardinal Schinner. Un groupe de documents concernant la révolte de Monmouth, mis également en vente, paraît offrir un grand intérêt. G. Bn.

— Sous le titre *Napoléon et Berthier*, la maison Sotheby and Co publie le catalogue de documents qu'elle mit en vente à Londres le 1^{er} mars 1937 et qui ne sont rien de moins que les archives du château de Grosbois, c'est-à-dire les papiers de Louis-Alexandre Berthier, prince de Wagram, prince de Neufchâtel, maréchal de l'empire (in-8°, 83 p., reproductions nombreuses). De ces archives, il y a quelques années, deux archivistes des Archives nationales, MM. Caron et Bourgin, avaient fait la prospection, d'où il était résulté la revendication par le ministère de la Guerre d'un certain nombre de documents — parmi lesquels le texte de la capitulation d'Ulm. Mais, en dehors de ces papiers, indubitablement « papiers publics », on peut estimer que l'ensemble de ces archives constituait un tout d'une valeur indiscutable au regard de la France : c'est un morceau du patrimoine national qui va se trouver aliéné et sans doute dispersé au hasard des adjudications londoniennes. Qu'on songe, en effet, à la prestigieuse carrière de ce Berthier, qui servit dans le corps de Rochambeau pendant la guerre d'Indépendance américaine, participa à la campagne d'Italie de 1796, joua un rôle considérable dans la formation de la Répu-

blique romaine, fut le chef d'état-major de Napoléon I^{er} jusqu'au 1^{er} juin 1815 et se suicida, semble-t-il, à la suite des revers subis par l'empereur et par la France. Cette carrière s'est inscrite dans les archives qui sont mises maintenant en vente à l'étranger. Après le scandale des archives du prince Eugène vendues aux États-Unis, c'est maintenant le scandale des papiers de Grosbois soldés en Grande-Bretagne ! Quand l'administration française aura-t-elle le moyen, soit en vertu d'une loi qui s'impose, soit en utilisant des crédits qui, actuellement, lui font cruellement défaut, de s'opposer à la dilapidation des archives dites « privées » ? — G. BN.

— La vente, fixée aux 7 et 8 mars 1937, de la « Bibliothèque de Monsieur H*** » (Paris, Blaizot et fils, et M. Dussarp, 1938, in-4°, 75 p., illustr.) a fait sortir de l'oubli tout un ensemble suggestif de souvenirs napoléoniens, truffant divers ouvrages consacrés à l'empereur, à sa dynastie ou à son règne. On notera, en particulier, une lettre de Madame Mère à Napoléon I^{er}, du 29 août 1813, deux pages d'écriture du roi de Rome. Mais le catalogue de cette vente fait également état de pièces curieuses pour le XVIII^e siècle, en particulier sur l'expédition de Minorque de 1756, le chevalier d'Eon et pour le XIX^e, en particulier une lettre de Stendhal à sa sœur, du 12 mars 1814, et un billet à ordre de M^{me} de Staël en faveur de Benjamin Constant. Notons également des lettres de Charles IX à l'ambassadeur de France en Espagne, de Fourquevaux, en date du 4 décembre 1570 et du 8 janvier 1571 ; tout un groupe de lettres politiques de Lamartine (de 1831 à 1840), ainsi qu'un dossier relatif au projet de loi déposé en 1867 pour l'attribution d'une « récompense nationale » au poète.

G. BN.

— Un catalogue Sotheby annonce la mise en vente à Londres, le 24 mai 1938, d'un certain nombre de documents napoléoniens. Parmi ceux-ci figure une lettre de Bonaparte du 16 germinal an VI sur la situation des armements maritimes en Méditerranée. Il s'agit certainement là de la lettre adressée à la Commission chargée de l'armement des côtes de la Méditerranée et qui figure dans l'édition de la *Correspondance* sous le n° 2476.

G. BN.

— *Inventaire des Archives du chapitre de Saint-Thomas de Strasbourg*. Strasbourg, imprimerie Alsacienne, 1937. In-4°, 501 et XLVI p. Fondé au XI^e siècle, rattaché, après la Réforme, au protestantisme, le chapitre de Saint-Thomas, à Strasbourg, est un des établissements religieux les plus anciens d'Alsace. Ses archives, d'une exceptionnelle richesse par elles-mêmes, qui s'étendent sur une période de 700 ans, se sont accrues, au cours des siècles, de nombreux documents relatifs à l'histoire religieuse, politique et économique de cette province. On y trouve, entre autres, trois volumes de lettres originales de Bucer, neuf volumes de lettres d'autres théologiens du XVI^e siècle, une collection unique de pièces relatives à l'histoire religieuse du Moyen Âge au XVII^e siècle, connue sous le nom de *Varia Ecclesiastica*, en dix-neuf volumes, ainsi que les principales sources de l'histoire du Gymnase protestant et de l'ancienne Université de Strasbourg.

Tous ces documents étaient difficilement utilisables en l'absence d'un inventaire méthodique et détaillé. Grâce au patient labeur du regretté pasteur Adam, dont les travaux sur la Réforme en Alsace font autorité, du pasteur Brandt, ancien directeur du chapitre de Saint-Thomas, et de M. Eugène Raeuber, archiviste aux Archives de la ville de Strasbourg, cette lacune est aujourd'hui comblée. Un inventaire avec une table des noms de personnes, des localités et un index détaillé

des matières, facilitera dorénavant aux travailleurs l'accès de ce fonds, l'un des plus riches qu'il y ait en Alsace.

Jacques HART.

Allemagne. — M. Göbbels a institué une Commission pour la conservation des documents contemporains présidée par M. BERNDT, chef adjoint des services allemands de la presse ; la commission en question comprendra six sections : documents graphiques ; disques et T. S. F. ; presse ; photographie ; cinéma ; littérature.

— Au Congrès des historiens allemands tenu à Erfurt au début du mois de juillet 1937, le président de l'Institut du Reich pour l'histoire de la nouvelle Allemagne, M. Walter Frank, a annoncé que cet institut élaboré actuellement une histoire des idées occidentales en Allemagne, des histoires de la question juive, de la philosophie allemande et des mouvements tendant à établir des églises nationales en Allemagne au cours du XIX^e siècle.

G. BN.

Danemark. — Nous avons reçu le tome II d'un ouvrage considérable publié à Copenhague. Il est intitulé *Saxonis Gesta Danorum*, mais, en réalité, il consiste en un dictionnaire latin où, d'ailleurs, ont trouvé place les vocables de la langue nationale : « voces vernaculae linguae ». Les érudits qui ont collaboré au présent volume sont MM. E. Broust, G. Hermansen et I. Seeberg ; les mots de la langue nationale ont été examinés de très près par M. Peter Skautruy, professeur à l'Université de Aarhus. Le présent volume contient les mots de *dissidium à mobilis* ; le tome III, qui doit contenir une étude sur la « langue saxonne », pourra sans doute paraître à son tour après un intervalle de deux années. Nos vœux les accompagneront dans ce dur labeur.

Estonie. — Sous la direction de M. O. LIIV, directeur des Archives centrales d'État d'Esthonie, vient d'être publié, en esthonien et en anglais, un important rapport sur ce dépôt pour la période 1932-1937 (*Riigi Keskarhiiv, ja arhiivinduslikke eriküsimusi ; The central state archives and special archival question*. Tartu, 1937, in-8°, 189 p.). Au reste, c'est le cinquième fascicule d'une collection (*Acta archivi centralis Estoniae*) que sa langue nous rendait difficilement abordable. Dans le présent fascicule, on trouvera, émanant de M. LIIV, un rapport d'ensemble sur son dépôt, s'appliquant aux années 1932-1937, une bibliographie des travaux publiés, pendant la même période, par les fonctionnaires du service, et les études suivantes : H. SEPP, *Research into Estonian military history and the Central State Archives* ; — A. OINAS, *Archives and the teaching of history* ; — A. PERANDI, *The archives of the supreme land court of Estonia till 1710* ; — N. LOONE, *The Archives of the livonian nobility and Johann Reinhold Patkul from 1694 to 1695* ; — H. TREIAL, *The Saaremaa Noble's Association* ; — M. HERMANN, *The archives of the Governor-General of Riga's office* ; — O. VARES, *The archives of the Viljandi and Pärnu County Courts*.

G. BN.

Grande-Bretagne. — On doit à M. Hilary JENKINSON un manuel de l'organisation des archives (*Manual of archive administration*) publié à Londres, chez Percy Lund et Humphries, 12, Bedford Square. C'est une nouvelle édition, la première ayant paru depuis 1922. Une masse de faits nouveaux y ont trouvé place.

— Le cinquième Congrès de papyrologie s'est tenu à Oxford du 30 août au 1^{er} septembre ; il fut suivi par 168 délégués venant de nombreux pays d'Europe,

des États-Unis et des pays d'Orient. C'est le premier congrès de papyrologie qui ait eu lieu en Grande-Bretagne ; les quatre précédents s'étaient réunis le premier à Bruxelles (1929), le second à Leyde (1931), le troisième à Munich (1933) et le quatrième à Berlin (1935).

— La *Revue historique* a déjà reçu et annoncé le tome XIV des publications de la *Pipe roll Society* (paru en 1936). Voici maintenant que nous parvient le tome suivant, intitulé *The great Roll of the Pipe* ; il nous mène jusqu'à la fin de l'année 1202 du roi Jean. L'un et l'autre sont l'œuvre de M^{me} Doris M. STENTON, professeur d'histoire à l'Université de Reading (Lincoln, Ruddock et fils, xxix-406 p.).

— L'édition de la correspondance de Walpole dite de Yale vient de paraître : deux volumes ont déjà été mis en venté. On compte que cette œuvre demandera pour la terminer quinze années et trente ou quarante volumes. On a déjà réuni 6,000 lettres au moins de Walpole et plus de 3,000 adressées à Walpole. L'élaboration de cette œuvre considérable a été confiée à M. W. S. LEWIS.

— Voici une mince plaquette qui rendra de réels services aux professeurs : *A brief bibliography of Scottish history*, par Henry W. MEIKLE, directeur de la Bibliothèque nationale d'Écosse. Publié pour la première fois en 1910, révisé en 1921, il méritait d'être mis au courant de la science ; c'est fait maintenant. Le récent manuel comprend onze chapitres sur les recueils de textes pour les classes, les sources et livres de références, les histoires générales et particulières, l'archéologie, les institutions, la littérature, les arts et la pédagogie, etc.

— C. W. PREVITÉ-ORTON. *The study of medieval history* (Cambridge, The University Press, 1937, 40 p.). Autre plaquette qui donne un très rapide aperçu de l'histoire médiévale.

— Il n'est pas sans intérêt de comparer les méthodes d'enseignement de l'histoire en usage dans différents pays. La nouvelle *History of Britain* publiée par E. H. CARTER et R. A. F. MEARS, l'un inspecteur, l'autre professeur de l'enseignement secondaire (Oxford, Clarendon Press, 1937, in-8°, xxiv-1,050 p.), est, à ce point de vue, très suggestive. La présentation de ce manuel ferait pâlir d'envie nos écoliers ; malgré son volume, c'est un livre maniable, élégamment relié et où tiennent facilement un bon millier de pages de papier fin, mais blanc ! L'impression est nette, les marges suffisantes, les illustrations ressortent admirablement, et le texte donne un résumé par endroits très étoffé de l'histoire de la Grande-Bretagne des origines à nos jours (l'indépendance de la Syrie, l'incendie du Crystal Palace et l'abdication d'Édouard VIII sont les événements les plus récents que nous ayons notés). L'enseignement historique, dans les écoles et universités d'outre-Manche, est venu plus tard que chez nous à la conception de l'histoire « intégrale », qui est le principe fondamental de nos programmes secondaires actuels. On distingue encore la *British history* et l'*European history*, qui font l'objet de cycles et de cours distincts ; dans certaines écoles avancées, on a aussi essayé des classes d'histoire économique, mais séparées de leur contexte politique ; l'idée d'étudier l'ensemble d'une période, pour le monde entier et sous tous ses aspects, se heurte à l'insularisme anglo-saxon. Ce nouveau manuel n'est donc encore qu'une histoire de la Grande-Bretagne et de l'Empire britannique ; mais il cherche à replacer cette histoire dans un ensemble plus vaste. Par exemple, le court chapitre sur le « système

monastique » médiéval s'ouvre par un rappel des grands mouvements de réforme monastique dans la chrétienté entière. Pourtant, l'histoire générale n'est jamais étudiée qu'en fonction de celle de la Grande-Bretagne. Ainsi, c'est seulement au milieu du règne de Richard Cœur-de-Lion qu'on place le récit des croisades et qu'on est par là obligé de revenir d'un bon siècle en arrière dans la suite chronologique des faits. Ajoutons que l'histoire économique, l'histoire de la civilisation, celle des lettres et des arts, ont dans ce manuel une place de choix, celle qui devrait être toujours la leur ; elles sont vraiment intégrées à l'histoire politique au lieu de n'en former, comme c'est trop souvent le cas, qu'une sorte d'annexe écrite sans goût, pour ne pas dire bâclée...

L'illustration, sans être aussi abondante que dans certains de nos manuels, est pourtant admirablement choisie. Elle est au courant des derniers perfectionnements modernes. Des vues d'avion nous montrent telle colline fortifiée préhistorique, tel fort saxon, telle forteresse médiévale, avec une précision saisissante. Certaines cartes ou plans sont en avance sur ce qu'on fait chez nous : signalons la carte qui montre la densité des établissements saxons dans ses rapports avec les *fens* et marécages (p. 28), le plan schématique d'un manoir médiéval avec ses trois soles de culture et ses communaux (p. 86), la carte des principaux monastères anglais (p. 111) et surtout le plan des « enclosures » dans un village-type (p. 600). Dans quel manuel français, à la place de la description classique (et donc fausse) du système féodal à la fin de l'Ancien Régime, songera-t-on à donner un plan parcellaire d'une paroisse rurale, montrant le regroupement de la propriété au XVIII^e siècle?

Signalons, en vue d'une réédition ultérieure, quelques menues erreurs notées en feuilletant le volume : p. 152, le fils de Philippe-Auguste n'était pas dauphin ; p. 561, une photographie prétendant montrer la Galerie des Glaces de Versailles est en réalité une vue de la Galerie des Batailles ; la citation française de la p. 747 est grammaticalement incorrecte.

E. P.

— La librairie Humphrey Milford (Londres) fait, comme on sait, tirer à part des *Proceedings* de la *British Academy* l'oraison funèbre de ses membres. On trouvera donc, pour le tome XXII, les notices nécrologiques de Thomas Rice Edward HOLMES (1851-1933) ; Alexander Faulkner SHAD (1858-1935) ; Francis Crawford BURKITT (1864-1935) ; Alexander Pearce HIGGINS (1865-1935) ; Robert Saymour CONWAY (1864-1933). — Du tome XXIII a été tirée la notice biographique sur William Martin LINDSAY (1858-1937). — A la même série appartiennent deux érudites dissertations intitulées *Was the failure of the Spanish Armada due to Storms?*, par J. Holland ROSE (t. XXII), et *An ambiguity of the word « Good »*, par E. F. CARRITT (1937) (ce mot a été employé par les philosophes anciens et modernes pour désigner deux actions différentes : ou bien « un bon caractère, une bonne action », ou « pour faire le bien d'autrui » ou « pour rendre les gens meilleurs »). Trente-deux pages employées à cette recherche intéresseront les philologues.

Une histoire de l'artillerie anglaise depuis le soulèvement des Hindous jusqu'à la Grande Guerre est l'œuvre du major général Sir John HEADLAM, sous le titre *The history of the royal artillery* ; le tome I a paru en 1931 et le tome II en 1937 (Woolwich, Royal artillery Institution).

Irlande. — Nous venons de recevoir la première livraison d'un nouveau périodique, consacré aux études historiques en Irlande : *Irish historical Studies*, par

MM. R. DUDLEY EDWARDS et T. W. MOODY (Dublin : Hodges, Figgins et C^{ie} ; souscription annuelle : 5 s. 6 d.). — Voici la liste des articles de fond contenus dans ce premier numéro : J. F. O. DOHERTY, *Historical criticism of the song of Dermot and the Earl*; Hugh HAZLETT, *The financing of the British armies in Ireland, 1641-1649*; D. A. CHART, *The Public Record Office of Northern Ireland, 1921-1936*. Viennent ensuite les chapitres consacrés aux publications entreprises par la Commission des manuscrits irlandais, 1930-1937 ; la bibliographie des ouvrages concernant l'histoire de l'Irlande ; enfin l'analyse des livres récents, parmi lesquels il faut signaler un *Dictionnaire abrégé de biographie irlandaise*, l'*Autobiographie de Giraud le Gallois (Cambrensis)*.

Pologne. — L'Académie polonaise des sciences et des lettres, qui fonctionne régulièrement à Paris (16, quai d'Orléans), est un *Centre d'études* à la fois par les conférences que viennent y donner des savants, des historiens français et étrangers, et par la bibliothèque, dont les riches collections constituent un centre important de documentation sur la Pologne et pays limitrophes. Ces cours et conférences sont professés en français par des professeurs français particulièrement qualifiés par leurs travaux, assistés eux-mêmes par des universitaires polonais. Les élèves doivent produire un mémoire sur un sujet limité concernant la Pologne. Les meilleurs mémoires seront publiés aux frais du *Centre d'études*.

Roumanie. — Nous apprenons avec beaucoup de regret la nouvelle du décès de M. Oreste TAFRALI, bien connu par d'excellentes publications relatives à l'histoire et à l'archéologie de Byzance et des pays roumains. Né à Tulcea (Dobroudja) en 1876, il vint terminer à Paris en 1908 des études supérieures commencées à l'Université de Bucarest et fut reçu docteur ès lettres à la Faculté des lettres de Paris en 1913. La même année, il fut nommé par le gouvernement roumain professeur d'histoire de l'art à l'Université de Jassy, où il créa un Musée d'antiquités, dont il assura l'accroissement par des fouilles exécutées en territoire roumain, notamment à Balthik (Dobroudja) en 1920, où il retrouva les ruines de la cité grecque de Dionysopolis avec toute une série d'objets et d'inscriptions d'époque gréco-romaine. D'une grande activité, il a laissé une œuvre scientifique importante et la plupart de ses livres, analysés dans cette revue, furent publiés en français. Ce sont en première lignes ses thèses de doctorat : *Thessalonique au XIV^e siècle* et *Topographie de Thessalonique*, Paris, 1913, qui ont comblé une lacune de l'érudition byzantine. Grâce à des textes, alors inédits (lettres de Démétrius Cydonès, etc...), il a pu donner un tableau très original des mouvements qui ont agité cette ville à l'époque des Paléologues (Hésychastes, Zélotes) et en ont fait pendant un moment une commune indépendante. De même, par une exploration méthodique et une excellente connaissance des textes, il a renouvelé l'histoire des fortifications de cette ville et de sa topographie à l'époque byzantine. Ces études furent complétées par une publication d'ensemble : *Thessalonique, des origines au XIV^e siècle*, Paris, 1919, répertoire de faits d'une grande richesse, que devront consulter tous les byzantinistes. C'est encore à Salonique et à la question de la date de la basilique Saint-Démétrius que sont consacrés en grande partie ses *Mélanges d'archéologie et d'épigraphie byzantines*, Paris, 1913.

A l'histoire et à l'archéologie roumaines, il a donné deux luxueuses monographies, accompagnées de magnifiques atlas : *Le trésor byzantin et roumain du monastère de Poutna*, Paris, 1925, d'une extrême importance pour l'histoire si curieuse d'Étienne

le Grand, et les *Monuments byzantins de Curtea de Argès*, Paris, 1931, où il a dépensé des trésors d'érudition pour soutenir une thèse chronologique qu'il est difficile d'admettre, mais dont il restera la description minutieuse et précise des détails d'architecture et du cycle si remarquable des peintures. En 1927, il avait fondé une grande revue illustrée, *Artă și Arheologia*, publiée à Bucarest, et qui a paru régulièrement jusqu'en 1936, dans laquelle, à côté d'articles demandés à des collaborateurs étrangers, il a lui-même donné toute une série d'articles consacrés au Moyen Âge byzantin et roumain. Son dernier travail, publié en italien, est relatif à la propagande protestante dans les églises orthodoxes : *Chiesa ortodossa e Riforma nei secoli XVI e XVII* (*Religio*, t. XI. Rome, 1935). Signalons, enfin, son Histoire générale de l'art (en roumain) et son petit livre très bien informé sur l'histoire et la géographie de la Dobroudja : *La Roumanie transdanubienne*. Paris, 1918.

LOUIS BRÉHIER.

— Notre éminent collaborateur et ami Nicolas JORGA annonce, à titre quasi officiel, la création d'un *Institut pour l'étude de l'histoire universelle*, dont la direction, ainsi qu'il convenait d'ailleurs, lui est confiée. A cet effet, il tient dès maintenant à la disposition de tous les chercheurs un périodique intitulé *Revue historique du Sud-Est européen*, où pourront paraître tous travaux importants en roumain, français, italien, allemand et anglais. Afin de resserrer encore davantage les relations entre la science roumaine et la science étrangère, l'*Institut* organisera des conférences publiques auxquelles seront convoqués des savants du monde entier.

Tchécoslovaquie. — Sous le titre *Dějiny a přítomnost* (*L'histoire et le temps présent*), le Groupe historique de Prague a publié le premier numéro d'une revue (juin 1937) où doivent s'exprimer certains courants nouveaux de l'historiographie tchécoslovaque. Ce groupe s'intéresse, en effet, très vivement aux rapports entre le présent et le passé et estime que les recherches historiques doivent rester en contact avec les problèmes fondamentaux de la vie actuelle. Aussi est-ce essentiellement l'histoire sociale qu'il a l'intention d'aborder, en donnant aux facteurs économiques toute leur valeur, sans tomber, par là même, dans les erreurs du pur matérialisme historique. D'autre part, il souligne l'importance, au regard des constructions historiques, des autres disciplines, philosophique, sociologique, psychologique, ethnographique, statistique. Les articles insérés dans le premier fascicule de la Revue répondent bien, semble-t-il, à ces préoccupations. On notera que les articles insérés comportent de courts résumés en français.

G. BN.

ERRATUM

Revue historique, juillet-septembre 1937, p. 177 :

Annales de Bourgogne. T. IX, 1937, fasc. 1, mars, ligne 8, au lieu de : les plénipotentiaires français abandonnèrent au roi d'Angleterre Henri VI la garde..., lire : les plénipotentiaires français abandonnèrent au duc de Bourgogne Philippe le Bon la garde...

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- Abercrombie (Nigel)*. The origins of Janse-
nism, 141.
- Alp (Tekin)*. Le kéalisme, 390.
- Anagnine (Eugenio)*. G. Pico della Miran-
dola. Sincretismo religioso-filosofico, 1463-
1494, 182.
- Antoniade (C.)*. Trois figures de la Renais-
sance : Pierre Arétin, Guichardin, Benve-
nuto Cellini, 388.
- Armand (F.) et Maublanc (R.)*. Fourier,
185.
- Aulu-Gelle*. Les nuits attiques, traduit par
Maurice Mignon, 162.
- Avezou (R.)*. La Savoie du Nord au début
de la Révolution française, 1789-1792,
173.
- Baker (Ernest)*. The citizen's choice, 370.
- Baud (Paul)*. Une industrie d'État sous
l'Ancien Régime, l'exploitation des sa-
lines de Tarentaise, 379.
- Benda (Julien)*. Précisions, 1930-1937, 371.
- Bentley (Samuel)*. Excerpta historica, or
Illustrations of english history, 384.
- Bertaut (Jules)*. 1848 et la Seconde Répu-
blique, 176.
- Bittner (L.)*. Inventare des Wiener Haus-
-, Hof-, und Staatsarchivs. 5 Gesamtsinven-
tar des Wiener Haus-, Hof-, und Staats-
archivs, 165.
- Blanchet (Adrien) et Gérin-Ricard (Henri
de)*. Forma Orbis romani. Carte archéo-
logique de la Gaule romaine. Basses-
Alpes, 372.
- Blin (Léon)*. Paris-Lyon, par Arnay-le-Duc
ou par Autun? 172.
- Blondel (Georges)*. Tempête sur l'Europe,
370.
- Bonacelli (Benedetto)*. La cerealicoltura nell'
Africa antica, 162.
- Boussault (Fernand)*. L'assistance aux en-
fants abandonnés à Paris, du xvi^e au
xviii^e siècle, 378.
- Brătianu (G. I.)*. Une énigme et un miracle
historique : le peuple roumain, 350.
- Brouwers (D.)*. Travaux du cours pratique
d'archéologie, donnés pendant l'an-
née 1936, 372.
- Bruhat (Jean)*. Le châtement des espions et
des traitres sous la Révolution française,
381.
- Brunot (Ferdinand)*. Histoire de la langue
française ; t. IX : La Révolution et l'Em-
pire, 104.
- Calmette (Joseph) et Déprez (Eugène)*.
L'Europe occidentale, de la fin du
xiv^e siècle aux guerres d'Italie ; I : La
France et l'Angleterre en conflit, 354.
- Cambridge ancient history*, IVth vol. of
plates, 130.
- Cambridge ancient history*; vol. X : The
Augustan Empire, 44 B. C.-A. D. 70, 130.
- Caron (Pierre) et Jaryc (Marc)*. Répertoire
des périodiques de la langue française, phi-
losophiques, historiques, philologiques et
juridiques. Premier supplément, 160.
- Case (Lynn M.)*. New sources for the study
of French opinion during the Second Em-
pire, 382.
- Challaye (Félicien)*. La formation du socia-
lisme, de Platon à Lénine, 371.
- Chambon (Pierre du)*. La formation du dé-
partement de la Charente, 380.
- Charpentier (Armand)*. Les côtés mysté-
rieux de l'affaire Dreyfus, 382.
- Chronicle of Melrose (The)*, 181.
- Dainville (Maurice de)*. Les églises romanes
du diocèse de Montpellier, 378.
- Daumal (Léon)*. J.-B. Clément, chansonnier
du peuple et propagandiste, 177.
- Dauphin-Meunier (A.)*. La Banque de
France, 381.
- Denucé (J.)*. Inventaire des Affaitadi, ban-
quiers italiens à Anvers, de l'année 1568,
374.
- Déprez (Eugène)*. Voir *Calmette (Joseph)*.
- Derocès (Pierre)*. Saint-Just, ses idées poli-
tiques et sociales, 174.
- Documents diplomatiques français*, 1871-
1914 ; 3^e série : 1911-1914 ; t. X : 17 mars-
23 juillet 1914 ; t. XI : 24 juillet-4 août
1914, 169.
- Dollot (René)*. Stendhal et le comte Roe-
derer, 176.
- Dommanget (Maurice)*. Hommes et choses
de la Commune, 177.

- Doubleday (H. A.) et Walden (Howard de). The complete Peerage. A history of the House of Lords, 134.
- Dumas (Gustave). Histoire du Journal de Trévoux, depuis 1701 jusqu'en 1762, 145.
- Dunin-Bornikowski (Stanislaus von). Aus den Tagen Spinozas; Bd. III, 3^e Teil : Das Lebenswerk, 161.
- Eckhardt (Carl Conrad). The Papacy and world-affairs, as reflected in the secularization of Politics, 368.
- Eichler (Arthur). Die Landbewegung des 18 Jahrhunderts und ihre Pädagogik, 185.
- Einaudi (Luigi). Paradoxes inédits du seigneur de Maestroit touchant les Monnoyes avec la response du Président de la Tourette, 139.
- Engel-Janosi (Fr.). Der Freiherr von Hübnér, 1811-1892, 148.
- Estienne (J.). Répertoire numérique de la série L des archives départementales de la Somme, 376.
- Ettinger (Amos Aschbach). James Edward Oglethorpe, 144.
- Faber (Geoffrey). Oxford apostles, 148.
- Fairon (Émile). Inventaire des archives de la Chambre des Comptes de Liège, 373.
- Farinelli (A.). Guillaume de Humboldt et l'Espagne, Goethe et l'Espagne, 375.
- Feuillerat (Albert). Paul Bourget : histoire d'un esprit sous la Troisième République, 151.
- Flach (Willy). Verfassungsgeschichte einer Grundherrlichen Stadt. Berga a. d. Elster, von den Anfängen bis zur Stadtordnung von 1847, 164.
- Friis (Aage). Skandinavismens Kulmination. Ministeriet Halls Planer om en nordisk Union forud for Udstedelsen af Martskegørelsen 1863, 166.
- Gérin-Ricard (Henri de). Voir Blanchet (Adrien).
- Gore (Ormsby). Guide to Northern England, 181.
- Gout (Raoul). Le Miroir des Dames chrétiennes; t. II : Pages féminines de la Réforme française, xvi^e-xviii^e siècles, 377.
- Gover (J. E. B.), Mawer (A.) et Stenton (F. M.). The place-names of Warwickshire, 181.
- Gratsianski (N. P.). Les campagnes burgoises, du x^e au xii^e siècle, 352.
- Guérassimov (général). Tsarisme et terrorisme, 392.
- Guesde (Jules). La Commune de 1871, 177.
- Harvard et la France, 156.
- Hayward (Fernand). Léon XIII, 395.
- Henry (Paul). Le problème des nationalités, 161.
- Herzog (Émile). Répertoire méthodique de la série V. État civil du Haut-Rhin, 377.
- Hippel (Ernst von). Die Krieger Gottes : die Regel Benedikts als Ausdruck frühchristlicher Gemeinschaftsbildung, 186.
- Iorga (N.). Ospiti Romeni in Venezia, 1570-1610, 389.
- Istituto di studi romani. La bonifica delle paludi pontine, 386.
- Jaryc (Marc). Voir Caron (Pierre).
- Jászy (O.). The dissolution of the Habsburg monarchy, 152.
- Jobit (Pierre). Les éducateurs de l'Espagne contemporaine. Les Krausistes, 362.
- Just (Leo). Clemens XI und der Code Leopold, 1701-1710, 172.
- Kaegi (Werner). Michelet und Deutschland, 146.
- Konopczynski (Wladyslaw). La Confédération de Bar, t. I, 389.
- Kosch (W.). Das Katholische Deutschland, biographisch-bibliographisches Lexikon, fascicules 13 à 24, 162.
- La Batut (Guy de). Guide illustré de Paris révolutionnaire, t. I et II, 176, 381.
- La Force (duc de). Histoire et portraits, 378.
- Lane (Frederic Chapin). Venetian ships and shipbuilders of the Renaissance, 387.
- Lasry (Albert). Histoire de la pharmacie indigène de l'Algérie et son folklore, 158.
- Lasserre (Eugène). Voir Tite-Live.
- Launey (Marcel). Voir Roussel (Pierre).
- Lavrovski (V. M.). Les problèmes fondamentaux de l'histoire agraire de l'Angleterre à la fin du xviii^e siècle et au début du xix^e siècle, 383.
- Le Bras (Gabriel). Les transformations religieuses des campagnes françaises depuis la fin du xvii^e siècle, 169.
- Lefèvre (P.-F.). Inventaire des archives du Comité de séquestre pour la gestion des biens du clergé français supprimés, situés aux Pays-Bas, 373.
- Lefranc (Georges). Histoire du mouvement syndical français, 175.
- Lénine (V. I.). Karl Marx et sa doctrine, 371.
- Leroy (Émile). Guide pratique des bibliothèques de Paris, 370.
- Levron (Jacques). Répertoire numérique des séries IV, V et VI P, cadastre, postes et télégraphes, eaux et forêts, des archives départementales du Maine-et-Loire, 169.
- Lições inaugurais da Missão universitária Francêsa durante o ano de 1936, 160.

- Linke (Lilo)*. Allah dethroned, a journey through modern Turkey, 391.
- List of the early Chancery proceedings, preserved in the Record office, vol. X, 182.
- Livret de l'Ecole des chartes, 1928-1936, 221.
- Loehr (August)*. Frühe Formen von Wertpapieren, 370.
- MacCoy (G. A. Hayes)*. Scots mercenary forces in Ireland, 358.
- MacKay (Donald)*. The Dreyfus Case, 382.
- Maklakov (V. A.)*. Le pouvoir et la société, sur le déclin de l'ancienne Russie, 365.
- Maranini (Giuseppe)*. La Costituzione di Venezia dopo la serrata del Maggior Consiglio, 386.
- Marx (Karl)*. Misère de la philosophie. Réponse à la philosophie de la misère de M. Proudhon, 184.
- Maublanc (R.)*. Voir *Armand (F.)*.
- Mawer (A.)*. Voir *Gover (J. E. B.)*.
- Mead (George H.)*. Movements of thought in the 19th century, 161.
- Mecenseffy (Grete)*. Karls VI spanische Bündnispolitik, 1725-1729, 165.
- Mentré (F.)*. Une thèse de Karl Marx sur le développement du machinisme, 184.
- Mignon (Maurice)*. Voir *Aulu-Gelle*.
- Mirkine-Guetzevitch (B.)*. Annuaire parlementaire, 160.
- Morandi (Carlo)*. Problemi storici italiani ed europei del XVIII e XIX secolo, 183.
- Nef (John V.)*. Prices and industrial capitalism in France and England, 1540-1640, 183.
- Niewisch (Marianne)*. Beiträge zur Geschichte der Erzbischöfe von Besançon im Mittelalter, 171.
- Noulens (Joseph)*. Mon ambassade en Russie soviétique, 1917-1919, 367.
- Padover (S. K.)*. The revolutionary Emperor, Joseph the Second, 1741-1790, 165.
- Pensa (Henri)*. Les mœurs du temps jadis, d'après les sentences de justice, 173.
- Perizonius (A.)*. Die französischen Invasionswege in das Reich, 163.
- Petit (Jeanne)*. L'assemblée des notables de 1626-1627, 379.
- Pier (Bernhardt)*. Rassenbiologische Betrachtungsweise der Geschichte Frankreichs, 170.
- Pirenne (Henri)*. Histoire de l'Europe, des invasions au XVI^e siècle, 348.
- Potter (Pitman B.)*. Doctrines américaines de droit international, 169.
- Préclin (Edmond)*. Histoire des États-Unis, 168.
- Przedziecki (comte Renaud)*. Diplomatie et protocole à la cour de Pologne, t. II, 389.
- Pránsnik (Jan)*. Les villes et la bourgeoisie dans l'ancienne Pologne, 389.
- Quennel (Peter)*. Victorian panorama. A survey of life fashion, 385.
- Rapport au ministre des Affaires étrangères sur les travaux de la Commission des archives diplomatiques, pendant les années 1921 à 1936, 376.
- Rayner (Robert M.)*. A concise history of modern Europe, 1789-1914, 370.
- Ricard (Robert)*. Les Jésuites au Brésil, pendant la seconde moitié du XVI^e siècle, 374.
- Roberts (R. A.)*. Calendar of the Inner Temple records, t. V, 182.
- Roblin (Michel)*. L'habitat rural dans la vallée de la Garonne, de Boussens à Grenade, 171.
- Roche (Alphonse)*. Les idées traditionalistes en France, de Rivarol à Charles Maurras, 151.
- Roussel (Pierre) et Launey (Marcel)*. Inscriptions de Délos. Dédicaces postérieures à 166 av. J.-C., 372.
- Russjan (Lucjan)*. Les Polonais et la question polonaise en Hongrie, 1848-1849, 389.
- Sabbe (Et.)*. Archives des mines de Vedrin et de Marche-les-Dames, 373.
- Salzman (L. F.)*. History of the county of Sussex, 178.
- History of Northamptonshire, 178.
- Schäfer (K. H.)*. Die Ausgaben der Apostolischen Kammer unter den Päpsten Urban V und Gregor XI, 1362-1378, 131.
- Schieblich (W.)*. Die Auffassung des mittelalterlichen Kaisertums in der deutschen Geschichtsschreibung von Leibniz bis Giesebrecht, 163.
- Seppelt (Franz Xaver)*. Das Papsttum in der neueren Zeit, 186.
- Seton-Watson (R. W.)*. Histoire des Roumains, 135.
- Slonim (Marc)*. Les onze républiques soviétiques, 393.
- Stenton (F. M.)*. Voir *Gover (J. E. B.)*.
- Stewart (James D.)*. The English catalogue of books for 1936, 383.
- Sussex records Society, 384.
- Tchernoff (J.)*. Dans le creuset des civilisations, t. II, 177.
- Tite-Live*. Histoire romaine, traduite par Eugène Lasserre, t. II et III, 162.
- Tongas (Gérard)*. L'ambassadeur Louis Deshayes de Cormenin, 1600-1632, 361.
- Van Moë (Émile-A.)*. Les enlumineurs français du VIII^e au XVI^e siècle, 222.

- Vernisy (Edmond de)*. L'invasion de Gallas, 171.
- Vichniac (Marc)*. Léon Blum, 382.
- Vidal (Mgr J.)*. Documents sur M. de Caulet, évêque de Pamiers, et sur le schisme de la Régale dans ce diocèse, 143.
- Wahl (Kurt)*. Staatskirche und Staat in England, 144.
- Wais (Kurt)*. Das antiphilosophische Weltbild des französischen Sturm und Drang, 1760-1789, 172.
- Weber-Krohse (O.)*. Sieben Preussen, als Bahnbrecher des deutschen Gedanken, 164.
- Wedgwood (colonel Josiah C.)*. History of Parliament. Biographies of the members of the House of Commons, 1439-1509, 134.
- Weiss (Louise)*. Souvenirs d'une enfance républicaine, 382.
- Windelband (Wolfgang)*. Die auswärtige Politik der Grossmächte in der Neuzeit, von 1494 bis zur Gegenwart, 155.
- Zirnheld (Jules)*. Cinquante années de syndicalisme chrétien, 184.
-

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLES DE FOND

	Pages
GUIGNEBERT (Charles). La conversion de saint Paul	7
HALPHEN (Louis). La papauté et le complot lombard de 771	238
HœFFNER (A.). Un aspect de la lutte de Valentinien I contre le Sénat : la création du « Defensor plebis »	225
LEFEBVRE (Georges). A propos de l'enseignement de l'histoire	1
PAGÈS (Georges). Le Conseil du Roi et la vénalité des charges pendant les premières années du ministère de Richelieu	245
POUTHAS (Ch.-H.). La politique de Thiers pendant la crise orientale de 1840	72
PRÉCLIN (Edmond). L'influence du jansénisme français à l'étranger	24
PURYEAR (Vernon J.). L'opposition de l'Angleterre et de la France au traité d'Unkiar-Iskelessi en 1833	283

MÉLANGES

BLANCHARD (Marcel). Lettres d'Enfantin sur l'Algérie, 1844-1848	332
ESPINAS (Georges). L'exportation méridionale de la draperie des Pays-Bas au Moyen Age	311
GOHIN (Ferdinand). La langue française sous la Révolution	104
HENDERSON (Gavin B.). Napoléon III et son projet de voyage en Crimée, 1855	115
RENAUDET (A.). Érasme et l'Espagne	97
TRICOCHE (Georges Nestler). Le siège de Fort Beauséjour en 1755	322

COMPTES-RENDUS CRITIQUES

ABERCROMBIE (Nigel). The origins of Jansenism (É. Préclin)	141
BRĂȚIANU (G. I.). Une énigme et un miracle historique : le peuple roumain (P. Henry)	350
CALMETTE (Joseph) et DÉPREZ (Eugène). L'Europe occidentale, de la fin du XIV ^e siècle aux guerres d'Italie. I : La France et l'Angleterre en conflit (Édouard Perroy)	354
Cambridge ancient history. Vol. X : The Augustan Empire, et IVth volume of plates (E. Albertini)	130
DOUBLEDAY (H. A.) et WALDEN (HOWARD DE). The complete peerage. A history of the House of Lords (Ch. Bémont)	134
DUMAS (Gustave). Histoire du Journal de Trévoux, depuis 1701 jusqu'en 1762 (E. Préclin)	145

	Pages
ECKHARDT (Carl Conrad). The Papacy and world-affairs, as reflected in the secularization of Politics (Édouard Jordan)	368
EINAUDI (Luigi). Paradoxes inédits du seigneur de Malestroit touchant les Monnoyes avec la response du Président de la Tourette (Henri Hauser).	139
ENGEL-JANOSI (Fr.). Der Freiherr von Hübner, 1811-1892 (P. Henry)	148
ETTINGER (Amos Aschbach). James Edward Oglethorp (E. Préclin)	144
FABER (Geoffrey). Oxford Apostles (Id.)	148
FEUILLERAT (Albert). Paul Bourget : Histoire d'un esprit sous la Troisième République (Jean Maurain)	151
GRATSIAŃSKI (N. P.). Les campagnes burgondes, du x ^e au xii ^e siècle (P. Pascal)	352
Harvard et la France (E. Préclin)	156
JASZI (O.). The dissolution of the Habsburg monarchy (P. Henry)	152
JOBIT (Pierre). Les éducateurs de l'Espagne contemporaine : les Krausistes (F. Braudel)	362
KAEGI (Werner). Michelet und Deutschland (Henri Hauser)	146
LASRY (Albert). Histoire de la pharmacie indigène de l'Algérie et son folklore (Louis Laurens)	158
MACKEY (G. A. Hayes). Scots mercenary forces in Ireland (Roger Chauviré).	358
MAKLAKOV (V. A.). Le pouvoir et la société, sur le déclin de l'ancienne Russie (P. Pascal)	365
NOULENS (Joseph). Mon ambassade en Russie soviétique, 1917-1919 (Id.)	367
PIRENNE (Henri). Histoire de l'Europe, des invasions au xvi ^e siècle (Marc Bloch)	348
ROCHE (Alphonse). Les idées traditionalistes en France, de Rivarol à Charles Maurras (J. Maurain)	151
SCHÄFER (K. H.). Die Ausgaben der Apostolischen Kammer unter den Päpsten Urban V und Grégor XI., 1362-1378 (Yves Renouard)	131
SETON-WATSON (R. W.). Histoire des Roumains (Paul Henry)	135
TONGAS (Gérard). L'ambassadeur Louis Deshayes de Cormenin, 1600-1632 (H. Hauser)	361
VIDAL (Mgr J.). Documents sur M. de Caulet, évêque de Pamiers, et sur le schisme de la Régale dans ce diocèse (E. Préclin)	143
WAHL (Kurt). Staatskirche und Staat in England (Id.)	144
WEDGWOOD (colonel Josiah C.). History of Parliament. Biographies of the members of the House of Commons, 1439-1509 (Ch. Bémont)	134
WINDELBAND (Wolfgang). Die auswärtige Politik der Grossmächte in den Neuzeit, von 1494 bis zur Gegenwart (H. Hauser)	155
NOTES BIBLIOGRAPHIQUES. Histoire générale, 160, 370 ; Antiquité, 162, 372 ; Allemagne, 162 ; Autriche, 165 ; Belgique, 372 ; Brésil, 374 ; Danemark, 166 ; Espagne, 375 ; États-Unis, 168 ; France, 169, 376 ; Grande-Bretagne, 178, 383 ; Italie, 182, 386 ; Turquie, 389 ; U. R. S. S., 392 ; Histoire économique et sociale, 183 ; Histoire religieuse, 186.	

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

- France.** Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Compte-rendu des séances, 187, 394. Anjou historique, 187. Annales de Bourgogne, 188, 395. Annales de Bretagne, 395. Annales de l'Est, 396. Annales de l'Université de Paris, 189, 398. Annales d'histoire économique et sociale, 188. Annales du Midi, 189, 397. Bibliothèque de l'École des chartes, 189, 398. Bulletin de correspondance hellénique, 399. Bulletin hispanique, 191, 400. Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais, 400. Bulletin of the International Committee of historical sciences, 192. Études, 400. La Grande Revue, 193. Humanisme et Renaissance, 401. Journal des Savants, 193, 401. Mémoires de la Société éduenne, 403. Mercure de France, 194, 403. Polybiblion, 407. Préhistoire, 407. La Révolution française, 408. Revue de l'histoire de Versailles et de Seine-et-Oise, 195. Revue de Paris, 195, 404. Revue des Deux-Mondes, 196, 406. Revue archéologique, 408. Revue d'histoire diplomatique, 409. Revue d'histoire de l'Église de France, 410. Revue d'histoire économique et sociale, 411. Revue d'histoire politique et constitutionnelle, 411. Revue des Questions historiques, 412. Revue des Travaux de l'Académie des sciences morales et politiques, 197, 413. Revue des Études napoléoniennes, 198. Revue historique de Bordeaux, 199, 414. Revue historique de droit français et étranger, 198. Romania, 199.
- Allemagne.** Historische Zeitschrift, 200, 415. Vierteljahresschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte, 415.
- Belgique.** Académie royale de Belgique. Bulletin, 203. Revue belge de philologie et d'histoire, 204.
- Brésil.** Boletim do Centro de Estudos históricos, 206, 417.
- États-Unis.** American historical review, 206, 417. Foreign affairs, 206, 422. The Journal of modern history, 422. The national geographic magazine, 289. Speculum, 210, 423.
- Grande-Bretagne.** Bulletin of the John Rylands library Manchester, 429. Bulletin of the Institute of historical research, 425. The Cambridge Bulletin, 426. The Cambridge historical Journal, 426. The English historical review, 211, 426. History, 212, 430.
- Italie.** Africa italiana, 431. Archivio storico lombardo, 431. Archivio della Depu-tazione romana di storia patria, 432. Nuova rivista storica, 432. Rivista storica italiana, 433.
- Lettonie.** Revue de l'Institut historique de Lettonie, 433.
- Pays-Bas.** Tijdschrift voor Geschiedenis, 434.
- Roumanie.** Revue de Transylvanie, 213.
- Histoire générale.** L'Esprit international, 214.
- Histoire religieuse.** Analecta Bollandiana, 215. Revue bénédictine, 216. Revue d'histoire ecclésiastique, 216. Revue d'histoire des missions, 217. Revue de l'histoire des religions, 218.

Histoire byzantine. Byzantion, 218. Epeteris, annuaire de la Société des Études byzantines, 219.

CHRONIQUE. Nécrologie : Alexandre Moret (par Raymond WEILL), 436 ; Ferdinand Brunot (par Charles BRUNEAU), 439. — Congrès, 441. — France, 221, 442. — Allemagne, 448. — Danemark, 448. — Estonie, 448. — Grande-Bretagne, 448. — Irlande, 450. — Italie, 224. — Pologne, 451. — Roumanie, 452. — Tchécoslovaquie, 452.

CORRESPONDANCE, 435.

INDEX ALPHABÉTIQUE, 453.

TABLE DES MATIÈRES, 457.

Le gérant : R. LISBONNE.

